

**L'HISTORIEN DANS LA CITÉ**  
**L'œuvre intellectuelle de Donald Creighton et de Michel Brunet (1949-1980)**

**SERGE MIVILLE**

**A thesis submitted to the Faculty of Graduate Studies in partial fulfilment of the  
requirements for the degree of**

**Doctor of Philosophy**

**Graduate Programme in History  
York University  
Toronto, Ontario**

**April 2016**

**© Serge Miville, 2016**

## Résumé

Les historiens sont rarement vus comme des intellectuels qui s'immergent dans le débat public. Ces derniers ont surtout relégué cette tâche aux historiens populaires et amateurs afin de se retrancher dans les archives et leurs travaux d'érudition. Or, le Canada français et le Canada anglais ont chacun une forte tradition en ce qui concerne l'œuvre d'intellectuel, c'est-à-dire de « faire politique » dans les espaces de débat public. Il n'était pas inusité de voir, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les historiens se risquer dans l'arène publique pour discuter des problèmes de l'heure, que ce soit l'unité canadienne, le bilinguisme, les minorités francophones ou l'« invasion » culturelle et économique des États-Unis.

Cette thèse explore la participation de deux historiens, Donald Creighton et Michel Brunet, dans l'espace public à titre d'intellectuels. Elle s'intéresse aux écrits de ces historiens et à leurs activités dans les nombreuses sphères de l'espace public. Ces deux hommes de plume ont franchi la frontière de la tour d'ivoire pour s'inscrire activement dans le débat politique de leur époque dans le but d'effectuer un changement tangible dans la direction de leur pays. Creighton et Brunet sont particulièrement actifs dans les journaux nationaux ainsi que dans la radio de l'État, c'est-à-dire la CBC et Radio-Canada. Également, ils ont participé à des comités parlementaires ou des comités consultatifs dans lesquels ils ont cherché à influencer l'État à partir de l'intérieur.

Ces historiens ont tant bien que mal su mobiliser leur capital symbolique, théorie développée par le sociologue français Pierre Bourdieu, afin d'obtenir un accès privilégié à l'espace public. Eux, plus qu'un citoyen normal, en raison de leur titre professionnel et les lettres de noblesse que leur donne leur éducation et leurs nombreuses publications

savantes, ont su se positionner dans les nombreux débats politiques. Par exemple, si chacun est d'accord pour dénoncer le bilinguisme canadien, ce n'est pas pour les mêmes raisons. En effet, Creighton cherche à défendre ce qu'il considère être la vision fondatrice du Canada qu'a imaginée John A. Macdonald. De son côté, Brunet estime que ce bilinguisme est une chimère qui ne cherche qu'à voiler le fait que le pays est construit de deux nations plutôt qu'une.

Cette thèse explore également les idées de ces historiens sur l'avenir national du Canada et les stratégies qu'ils déploient pour convaincre la société civile du bien-fondé de leur projet. Alors que Brunet propose une analyse « objective » de la société contemporaine par l'histoire, Creighton se rabat sur les documents historiques pour dénoncer ce qu'il considère être une trahison du projet de Macdonald.

## **Abstract**

This dissertation explores the participation of two public intellectuals, Donald Creighton and Michel Brunet, in the public space. It examines their historical writings as well as their participation as intellectuals outside of academia. These two men descended from the ivory tower to become active participants in the political debate of their time in hopes to affect tangible change in the political orientation of their country. Creighton and Brunet were particularly active in national media such as radio and newspapers, most notably the CBC/Radio-Canada. They also participated in parliamentary committees of various sorts in which they attempted to influence the State from within.

These historians attempted to mobilize their symbolic capital, a concept developed by the French sociologist Pierre Bourdieu, in order to obtain a privileged access to public space. They, more so than ordinary citizens, due to their status and title of university professors, were able to position themselves in the political debate. For example, if both agree to denounce Canadian bilingualism, it is not for the same reasons. Indeed, Creighton hopes to defend what he considers being the founding vision that John A. Macdonald had for Canada. In contrast, Brunet believes that bilingualism is a monstrous chimera which does nothing but veil the fact that the country was built by two nations rather than one.

This dissertation also explores the ideas and strategies adopted by these historians on the subject of Canada's national future, and how they attempt to convince Canadians on the benefits of their viewpoint. Although Brunet adopts an "objectivist" analytical approach

on contemporary society, Creighton falls back on historical documents to denounce what he considers as the country turning their back on Macdonald's project.

*Pour Andréanne, de tout mon cœur.*

## Remerciements

J'ai écrit dans les remerciements pour ma maîtrise à l'Université d'Ottawa que ce genre de projet « c'est se faire hanter par une question pendant deux ans et devoir, très rapidement, produire une réflexion originale ». La question ne m'a pas hanté cette fois-ci. J'ai dû prendre une pelle pour la déterrer, et vite. En effet, les événements qui ont entouré la rédaction de cette thèse sont uniques, de sorte que la question s'est modifiée afin d'accommoder la réalité.

Peu de doctorants ont le privilège de dire que, après leur soutenance, ils auront un emploi dans une université. Peu de gens ont l'horreur de devoir écrire une thèse de doctorat en moins de huit mois. Cette thèse est donc le fruit d'un horrible privilège. Si elle est réussite, c'est qu'elle s'est appuyée sur de véritables maîtres.

La palme va sans doute à Marcel Martel, mon directeur, qui m'a convaincu d'aller étudier à l'Université York. Cette institution m'a bouleversé non seulement en raison d'une grève dont les assistants de cours sont sortis aguerris et victorieux, mais en raison de cette véritable immersion dans l'historiographie canadienne-anglaise qui est venue approfondir ma formation d'historien.

Marcel est l'homme le plus gentil de l'univers, et il est inutile de me dire le contraire. Sa générosité est surhumaine. Il m'a poussé à me dépasser et m'a fait croire en mes capacités. Comme un bon capitaine, il fait en sorte que les gens autour de lui se surpassent. Merci.

Roberto Perin est l'homme le plus gentil de l'univers, et il est inutile de me dire le contraire. J'assume, d'ailleurs, ma contradiction. Roberto est la plus belle rencontre que j'ai faite à Toronto. Les nombreux espressos pris avec lui ne m'ont pas simplement nourri

de caféine nécessaire à ma survie, mais ont nourri ma réflexion afin de l'approfondir.  
Grazie.

Je dois également remercier Marlene Shore qui complète le trio de mon comité de thèse. Sa connaissance profonde de l'historiographie canadienne-anglaise et son érudition m'a fait réfléchir sur mes nombreux angles morts.

Je veux également remercier les membres du jury de la thèse, Colin Coates, président et représentant du doyen, Francis Garon, l'interne-externe et, enfin, Michel Bock, l'examineur externe et sans doute le premier coupable pour mon parcours universitaire. Vos judicieuses et pertinentes réflexions sont précieuses. Je vous remercie bien sincèrement d'avoir participé à l'examen de la thèse.

De nombreuses personnes se sont valu des remerciements pour mille et une raisons. Je tiens particulièrement à remercier mon alter ego français, Alban Bargain, pour son amitié lors de mes études. Également, je ne peux passer sous silence les habitués des remerciements : Marc-André Gagnon, François-Olivier Dorais et, bien sûr, Jean-François Laniel.

Un grand merci à Rose-May Démoré et les professeurs du département d'histoire de l'Université Laurentienne, notamment Joel Belliveau, Arnaud Bessière et Pierre Cameron, pour leur accueil dans ma nouvelle vie à Sudbury. Il faut croire que le Nord m'en voulait de l'être quitté.

De plus, je dois mentionner l'appui de Karen Dancy au département d'histoire de l'Université York qui a été formidable. Également, je suis reconnaissant envers les archivistes qui m'ont accompagné durant mes séjours de recherche.

À mes parents et grands-parents : c'est le dernier diplôme. Doigts croisés.



Enfin, la dernière fois, j'ai dit qu'Andréanne a su gérer mon statut d'étudiant avec brio. C'était peu dire. Cette thèse lui est dédiée, car elle est la seule inspiration qui m'est nécessaire.

Du côté plus formel, cette thèse a reçu l'appui financier du programme de Bourse d'études supérieures de l'Ontario et du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

## Table des matières

Résumé.....	ii
Abstract.....	iv
Remerciements.....	vii
Table des matières.....	x
Introduction.....	1
 <b>Première partie – « Des historiens qui écrivent » .....</b>	 <b>22</b>
Chapitre premier - Le récit national de Donald Creighton .....	23
Chapitre deuxième – L’historien de combat : les écrits de Michel Brunet.....	71
<b>Deuxième partie – « Des historiens qui parlent ».....</b>	<b>137</b>
Chapitre troisième – Le doyen parle : Creighton à la radio de l’État .....	138
Chapitre quatrième – Le maître des ondes : Brunet à la SRC .....	181
<b>Troisième partie – « Des historiens qui s’activent » .....</b>	<b>216</b>
Chapitre cinquième – Brunet en action : la presse et la SSJBM.....	217
Chapitre sixième – L’ultime effort de Donald Creighton .....	279
 Conclusion .....	 340
Bibliographie.....	356

## Introduction

En octobre 1980, Michel Brunet, historien, intellectuel et professeur montréalais a pris position en faveur de la souveraineté-association du Québec pendant la campagne référendaire. Cette prise de position a fait les manchettes des quotidiens de la métropole. L'homme, qui avait dédié son travail d'historien à la reprise en main des Canadiens français de leur avenir, a reçu des accolades de la part du gouvernement québécois pour sa sortie publique.

Le mouvement souverainiste reçoit à ce moment un appui qu'il considère de taille : celui d'un historien connu qui a analysé de manière objective l'histoire du Canada français pour arriver à des conclusions très claires quant à la raison de son infériorité économique dans le pays. La Conquête de 1759 avait coupé le cordon ombilical de la nouvelle nation naissante en rompant violemment le lien avec la France au profit du conquérant britannique. Cette violence provoque une évolution anormale du Canadien français qui, privé de la mère patrie lorsqu'il en avait le plus besoin, vaguait dans une certaine ambiguïté : trop petit pour s'affranchir, il demeurait trop fort pour être assimilé. L'appui de Brunet procure de la légitimité au processus de souveraineté entamé par le Parti québécois depuis sa prise de pouvoir en 1976. Il l'inscrit dans une trame historique, celle de la marche vers la normalité. Brunet, en appuyant le processus, faisait œuvre d'intellectuel et de militant.

En 1979, Donald Creighton, le vieux routier de l'histoire canadienne-anglaise a affirmé à la *CBC*<sup>1</sup> que sa vie a été en vain. L'ensemble de son œuvre est ignorée, réfutée et refusée par la nouvelle génération d'historiens sociaux qui ne s'intéressent plus aux

---

<sup>1</sup> La radio de l'État, la *Canadian Broadcasting Corporation*.

questions nationales et à l'avenir du Canada. Le Canada a refusé son cri du cœur et se dirige vers l'inexorable annexion aux États-Unis. Le pays n'a pas protégé ses industries et s'est soumis aux exigences des nationalistes canadiens-français, de sorte que l'ancienne puissance, le Dominion du Canada, n'est plus qu'une coquille plus ou moins vide.

Creighton militait alors, depuis une quinzaine d'années, pour revigorer le rêve du premier Premier ministre du Canada : John A. Macdonald, le visionnaire qui a fait naître un pays doté d'une confédération forte et centralisée. Parvenu à la fin de sa vie, l'historien est convaincu que son œuvre d'intellectuel a été un échec complet.

Ces deux historiens se sont engagés dans l'arène publique pour susciter des changements à l'intérieur de leur pays. Ils ont mobilisé l'ensemble de leurs connaissances et l'autorité que leur procurent leur statut d'historien et leur fonction de professeur pour s'inscrire dans le débat public et tenter de l'orienter. Leurs efforts se sont soldés surtout par l'échec, puisque que le Québec n'a toujours pas atteint sa souveraineté nationale, comme le souhaitait Michel Brunet, et que les frontières économiques semblent de plus en plus s'estomper, ce que combattait vivement Donald Creighton. Ils ont néanmoins réussi à engager une discussion publique sur les enjeux qu'ils soulignaient. Brunet était, à partir des années 1960, un habitué de la radio de l'État, alors que l'autorité de Creighton lui a donné la chance de participer aux institutions parlementaires –notamment les comités gouvernementaux – à titre d'expert.

### *L'historien dans la Cité*

La participation des historiens dans le débat public aujourd'hui demeure pour l'essentiel rarissime au Canada et au Québec. Déjà, un individu comme l'historien Lionel

Groulx s'est longuement livré à une œuvre intellectuelle et au développement d'un Canada en tant qu'entité politique formée de deux nations. Toutefois, la professionnalisation de la science historique au pays a fait diminuer la tendance chez les historiens qui, selon Yvan Lamonde hésitent aujourd'hui à faire œuvre d'intellectuel :

La plupart des historiens québécois refusent toute contamination politique ou civique. Ils avancent l'excuse, valable en partie, qu'ils appartiennent à cette génération qui a introduit et pratiqué ce que l'on appelle l'histoire objective ou l'histoire scientifique<sup>2</sup>.

Pourtant, Michel Brunet, un historien montréalais qui a fait carrière comme intellectuel, proclame tenir haut et fort les principes sacrés de l'histoire objective. Creighton, pour qui cette discipline est davantage un art qu'une science, s'active durant les années 1960 dans l'espace public lorsqu'il estime être témoin d'une instrumentalisation de l'histoire par les nationalistes canadiens-français pour dénoncer ces « abus ».

Ces deux hommes sont donc sortis des sentiers battus et de la tendance dans leur métier de se maintenir dans la tour d'ivoire afin de mettre à profit leur statut, leurs connaissances et leurs compétences au profit des idéologies qu'ils défendent dans une période charnière de l'histoire du Canada. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Canada s'interroge sur la construction d'un avenir commun. Les nouveaux moyens de communication, nommément la radio et surtout la télévision, bouleversent l'univers des idées au pays, réduisent les distances entre les citoyens et donnent un puissant outil à celui qui cherche à rejoindre un très large public.

Il est curieux de constater, toutefois, à l'instar de Lamonde, que de nombreux historiens se sont abstenus d'investir le débat public, alors qu'ils sont les gardiens de la

---

<sup>2</sup> Yvan Lamonde, « L'historien est-il un intellectuel? », dans Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, PUL, 2000, p. 32.

mémoire et peuvent apporter « une perspective temporelle sur le présent<sup>3</sup> ». Patrice Dutil affirme que Ramsay Cook est le dernier des historiens à être présents dans l'espace public, auquel il a participé à compter des années 1960<sup>4</sup>. En effet, l'historien peut promouvoir un discours politique pour dénoncer des injustices sociales ou pour apporter un changement dans l'orientation des politiques publiques. Il est, tout comme le sociologue, le psychologue et les autres artisans des sciences sociales dans une position privilégiée en raison de ses connaissances en histoire, capable de mettre à profit ses outils pour orienter les débats. Pourquoi alors deux hommes, Brunet et Creighton, décident-ils de s'impliquer dans l'espace public pendant la période de l'après-guerre? Qu'est-ce qui motive leur participation dans le débat sur l'avenir du Canada et de leurs nations respectives?

Dans les deux cas, ces historiens cherchent à dénoncer et à rebâtir. À partir de leurs connaissances en histoire, ils apportent « une perspective temporelle sur le présent » comme le dit si bien Lamonde, pour souligner une anomalie ou une perversion quelconque sur un événement ou une tendance lourde en société. Brunet, par exemple, cherche à bouleverser l'historiographie qui a été trop longtemps submergée dans des mythes « compensatoires » qui ne permettaient pas une « étude objective » de la société canadienne-française. Creighton, de son côté, estime qu'une histoire « libérale » du Canada a perverti l'évolution du pays et que ce dernier a renoncé à son destin national. Chacun estime pouvoir apporter des solutions aux problèmes qu'ils perçoivent.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>4</sup> Patrice Dutil, « Cook's Quest for an Intellectual 'Phoenix' », dans Michael Behiels et Marcel Martel (dir.), *Nation, Ideas, Identities: Essays in Honour of Ramsay Cook*, Toronto, University of Oxford Press, 2000, p. 50.

L'étude comparée de ces deux cas de figure nous permet de mieux comprendre comment ils ont fait œuvre d'intellectuels entre 1950 et 1980. En empruntant des chemins différents, Donald Creighton et Michel Brunet se sont érigés comme des géants dans le débat sur l'avenir du Canada dans les médias. L'étude de l'œuvre intellectuelle des historiens est également une facette souvent négligée dans l'historiographie canadienne et québécoise. L'histoire intellectuelle a souvent cherché à comprendre l'origine et l'évolution des idées des figures historiques sans nécessairement s'intéresser aux conditions et aux stratégies qui permettent leur diffusion. Cette thèse s'inspire des travaux de Jean Lamarre<sup>5</sup> et Donald Wright<sup>6</sup>, qui ont étudié Brunet et Creighton, en problématisant toutefois la façon dont ils transmettent leurs idées dans l'espace public à titre d'intellectuels.

### ***1) Deux historiens dans la cité : historiographie et problématisation de l'historien-intellectuel***

L'historiographie au Québec et au Canada ne s'est pas questionnée jusqu'à présent sur la façon dont les historiens font acte d'intellectuel dans l'espace public<sup>7</sup>. Pourtant, nombreux sont les historiens qui ont emprunté ce chemin et ont fait face aux dilemmes éthiques et épistémologiques qui se dégagent d'un tel engagement. Nous savons, par exemple, que « l'École historique de Montréal », composée de Maurice

---

<sup>5</sup> Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*, Québec, Septentrion, 1993, 561 p.

<sup>6</sup> Donald Wright, *Donald Creighton: A Life in History*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, 472 p.

<sup>7</sup> Doug Owram a néanmoins étudié la participation de l'élite universitaire du Canada anglais dans le gouvernement fédéral à titre d'experts à la fin du XIX et au début du XXe siècle. Doug Owram, *The Government Generation : Canadian Intellectuals an the State, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, 402 p.

Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, a proposé durant les années 1950 une nouvelle interprétation de l'histoire canadienne-française qui s'est soldée notamment par le développement d'un néonationalisme québécois dans lequel l'événement charnière de son histoire est la Conquête<sup>8</sup>. D'autres se sont penchés sur le développement du métier d'historien et de sa professionnalisation dans le temps<sup>9</sup>. Les grandes tendances historiographiques font d'ailleurs l'objet de nombreux débats des deux côtés de la frontière linguistique<sup>10</sup>. La figure d'intellectuel a d'ailleurs été l'un des grands sujets d'étude d'Yvon Lamonde au cours de sa carrière, ce dernier ayant produit, notamment, deux volumes de son *Histoire sociale des idées au Québec* qui tentent d'être une

---

<sup>8</sup> Jean Lamarre demeure l'autorité sur « l'École historique de Montréal ». Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise*, Québec, Septentrion, 1993, 562 p. On peut également consulter, sur l'historiographie du Québec, Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, 280 p. Sur les néonationalistes et les historiens, on peut également consulter Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism vs. Neo-Nationalism, 1945-60*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985, 384 p.

<sup>9</sup> Donald Wright, *The Professionalization of History in English Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 280 p. Pour le Québec, voir Rudin, *op. cit.*

<sup>10</sup> Au Canada français, notons simplement Rudin, *op. cit.*; Serge Gagnon *Idéologie et savoir historique : l'historiographie de Garneau à Groulx*, Québec, PUL, 1978, 474 p.; Serge Gagnon, *Le passé composé : de Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB, 1999, 190 p.; Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'Américanité*, Montréal, Québec/Amérique, 2005, 384 p. Au Canada anglais, nous mentionnons l'ouvrage classique de Carl Berger, *The Writing of Canadian History : Aspects of English-Canadian Historical Writing, 1900-1970*, Toronto, Oxford University Press, 1976, 300 p.; Également, voir Marlene Shore « Introduction », dans Marlene Shore, (dir.), *The Contested Past : Reading Canada's History : Selections from the Canadian Historical Review*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, p. 3-62.



première synthèse d'histoire intellectuelle du Québec<sup>11</sup>. Ce dernier s'est même prêté à l'exercice de l'autobiographie historique<sup>12</sup>.

Les historiens se sont donc grandement intéressés à la *production de savoirs historiques* sans, nécessairement, se questionner sur la diffusion populaire de ces idées. Cette thèse s'intéresse justement à ce sujet. En comparant deux figures dominantes de l'histoire au Canada, Donald Creighton pour le Canada anglais, souvent qualifié de « doyen » de l'histoire canadienne à son époque, et Michel Brunet, le fervent défenseur des thèses de « l'École historique de Montréal », nous cherchons à mieux cerner le comment et le pourquoi de la participation de l'historien dans l'espace public à titre d'intellectuel. Nous verrons dans les chapitres qui suivent que ces intellectuels réussissent à mobiliser, tant bien que mal, un *capital symbolique* qui leur permet d'accéder à l'espace public, notamment par la radio et les journaux qui, à l'époque, font partie des principaux moyens de transmission des idées.

Plusieurs études ont été publiées sur ces deux historiens. Nous avons mentionné auparavant que Michel Brunet a notamment passé sous la loupe de Lamarre, de Rudin et de Behiels, mais également celle d'autres historiens, notamment lorsqu'il est question des minorités françaises au Canada<sup>13</sup>. Brunet était la figure publique de son école historique.

---

<sup>11</sup> Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*, volume 1, Montréal, Fides, 2000, 576 p. Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1896-1929*, volume 2, Montréal, Fides, 2004, 336 p.

<sup>12</sup> Yvan Lamonde, avec la collaboration de Claude Corbo, *Historien et citoyen. Navigation au long cours*, Montréal, Fides, 2008, 192 p.

<sup>13</sup> Marcel Martel montre comment le néo-nationalisme québécois a bouleversé le milieu associatif franco-ontarien durant les années 1960. *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français : le rapport entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*, Ottawa, PUO, 1997, 240 p.; Marcel Martel, 'Hors du Québec, point de salut !' Francophone Minorities and Quebec Nationalism, 1945-1969 », dans Michael Behiels et Marcel Martel (dir.), *Nation, Ideas, Identities, Essays in Honour of*

Contrairement à Séguin et à Frégault, il prenait fréquemment la parole dans l'espace public. Pourtant, personne ne se soit encore intéressé à son œuvre *d'intellectuel* et comment il a mobilisé son capital symbolique. Cet historien rusé, nous le verrons, a une grande habileté en ce sens qu'il sait bien se vendre auprès des médias avec ses thèses controversées sa posture professorale.

Nous commençons à peine à nous intéresser à Donald Creighton au Canada anglais, alors qu'il est surtout ignoré au Canada français. Le doyen de l'histoire canadienne-anglaise revient dans les parages de l'histoire canadienne en raison des études entreprises par Donald Wright qui s'est intéressé à la pensée de l'historien sur les Canadiens français<sup>14</sup>, au rapport au genre biographique qui a été l'une des grandes contributions de Creighton à l'historiographie canadienne<sup>15</sup>. Wright a également produit une biographie fort colorée de l'individu qui emprunte le style de son objet d'étude<sup>16</sup>. Toutefois, Wright ne s'est pas encore intéressé à l'engagement intellectuel de Creighton dans l'espace public, préférant adopter, de manière fort légitime et réussie, la forme traditionnelle de la biographie pour l'historien. Il faut mentionner également la thèse doctorale de Jon Sufrin sur la pensée « apocalyptique » des historiens au Canada anglais qui traite en partie de Creighton. Sufrin prend toutefois un raccourci en étudiant la pensée

---

Ramsay Cook, Toronto, Oxford University Press, p. 130-140.; Michel Bock traite également de Brunet dans son dernier chapitre de *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, ch. 6, « De la Deuxième Guerre mondiale à la Révolution tranquille : Lionel Groulx, les minorités françaises et le néonationalisme québécois (1945-1967) », p. 345-412.

<sup>14</sup> Donald Wright, « Donald Creighton and the French Fact, 1920s to 1970s », *Journal of the Canadian Historical Association*, New Series, vol. 6 (1995), p. 243-272.

<sup>15</sup> Donald Wright, « Reflections on Donald Creighton & the Appeal of Biography », *Journal of Historical Biography*, vol. 1 (2007), p. 15-26.

<sup>16</sup> Donald Wright, *Donald Creighton : A Life in History*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, 496 p.

de Creighton en un vase clos temporel, limitant son corpus à quelques écrits qui paraissent après 1963. Sufrin exclut notamment *The Road to Confederation*, publié en 1964, qui, dans son contexte, est fort important pour comprendre l'évolution de la pensée creightonienne<sup>17</sup>. Il ne réussit pas à cerner l'évolution de la pensée de Creighton et de son activisme, proposant plutôt une lecture rigide de Creighton sur une période restreinte. La pensée de Creighton s'apparente certes à des idées que l'on peut qualifier « d'apocalyptiques », mais cela se produit surtout en raison d'un cheminement spécifique de la pensée de l'historien en réponse à un contexte politique. Creighton en 1937 ou 1952 n'a pas la même vision de l'avenir de son pays qu'il développe en 1970 lors de la parution d'un véritable pavé dans la marre intitulé *Canada's First Century*<sup>18</sup>. Cette thèse cherche donc en partie à nuancer les propos de Sufrin en scrutant l'évolution de la pensée de Creighton telle qu'elle se présente à nous dans l'espace public.

Les années 1950 et 1960 sont une véritable pépinière pour les idéologies et les débats de société pour le Canada. En parlant de Ramsay Cook, Patrice A. Dutil affirme que l'historien, qui a fait son doctorat avec Donald Creighton et qui s'est longuement intéressé au Canada français, a déclaré la guerre aux idéologies nationalistes tandis que Brunet et Creighton les ont promues durant cette période. Cook, d'ailleurs, entretient une forte relation amicale avec son ancien directeur et avec l'historien montréalais, les deux apparaissent dans un documentaire qu'il prépare avec la CBC<sup>19</sup>. Cook, indique Dutil, était fort critique des intellectuels, ces individus qui participaient à créer les politiques

---

<sup>17</sup> Jon Sufrin, *The Canadian Apocalypse : Nationalists and the End of Canada, 1963-1983*, Thèse de doctorat (histoire), Université York, 2009, 537 p.

<sup>18</sup> Donald Creighton, *Canada's First Century*, Toronto, Macmillan, 1970, 372 p.

<sup>19</sup> Eleanor Cook (éditrice), avec la collaboration de Ramsay Cook, *The Craft of History*, Toronto, CBC, 1973, 145 p.

publiques « and helped to shape public opinion<sup>20</sup> ». Pour Cook, le nationalisme est une démission, un manque de rigueur, et les années 1950 et 1960 étaient son âge d'or.

Or il importe de s'interroger sur les stratégies qu'empruntent ces historiens pour convaincre les acteurs de la société civile et politique à adopter leur point de vue. Après avoir décidé de participer au débat public, comment l'historien tente-t-il de convaincre? Quels outils met-il à profit? Comment s'organise-t-il pour communiquer sa pensée dans l'espace public? En effet, l'historien, qui se prête au jeu d'intellectuel, tente de convaincre son auditoire. Il adopte donc certaines stratégies pour mieux disséminer son message. Par conséquent, comment un historien durant l'après-guerre au Canada arrive-t-il à faire œuvre d'intellectuel dans l'espace public?

L'étude comparative entre Michel Brunet et Donald Creighton offre un éclairage nouveau sur la participation des intellectuels au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Les chercheurs ont rarement tenté d'effectuer une analyse croisée entre les frontières linguistiques. En effet, les deux sociétés et les deux historiographies demeurent, pour l'essentiel, autonomes. Toutefois, c'est la politique nationale du pays qui pousse les deux historiens à s'inscrire au débat public. L'analyse proposée offre l'occasion de mieux comprendre les différentes stratégies et contextes qui ont permis à l'un de réussir et à l'autre d'échouer. De plus, il réinscrit dans une étude d'histoire intellectuelle deux traditions nationalistes qui se sont influencées.

Nous suivons le parcours intellectuel des deux géants de l'histoire au Canada anglais et au Canada français afin de mieux comprendre la participation de l'historien au débat public. En guise de périodisation, nous proposons au lecteur de parcourir le

---

<sup>20</sup> Patrice A. Dutil, « Cook's Quest for an Intellectual 'Phoenix' », *loc. cit.*, p. 42.

cheminement de ces historiens au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'au moment de leurs décès survenus en décembre 1979, pour Creighton, et en septembre 1985, pour Brunet.

## **II) Cadre conceptuel**

### *L'intellectuel*

Précisons tout d'abord la notion d'intellectuel. Nous empruntons ce concept aux historiens français Pascal Ory et Jean-François Sirinelli qui, en 1986, ont offert la définition la plus étoffée de ce concept pour le monde francophone. Selon ces derniers, l'origine du concept provient de l'affaire Dreyfus en France. En 1898, l'auteur Émile Zola dénonce la condamnation du capitaine Alfred Dreyfus pour trahison, quatre ans plus tôt, alors qu'il s'agissait d'un complot monté de toute pièce. Dreyfus, qui est juif et alsacien, est la victime de l'antisémitisme et d'une haine bien organisée contre l'Allemagne qui a annexé l'Alsace en 1871. De nombreux hommes de plume prennent alors la parole publique pour dénoncer le complot antidreyfusard qui secoue l'Hexagone. Inspirés par cet événement, Ory et Sirinelli définissent l'intellectuel comme « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie<sup>21</sup> ».

Cette définition de l'intellectuel est très utilisée au Canada français et a influencé de nombreuses études sur des personnes d'action au Québec. Durant les années 1990, Yvan Lamonde a lancé le bal en affirmant, notamment, que c'est un anachronisme que de parler « d'intellectuel » au Québec au XIXe siècle. Il faut, pour l'historien, une

---

<sup>21</sup> Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 10.

appartenance idéologique, des lieux, des occasions et des regroupements de penseurs ainsi que des institutions pour appuyer l'œuvre d'un intellectuel. Ces conditions, estime-t-il, ne sont pas rassemblées au XIXe siècle, contrairement au XXe<sup>22</sup>. Également, selon Lamonde, il faut un minimum de laïcité pour qu'un penseur soit intellectuel, bien que cette opinion soit contestée, car il est pertinent de se demander si les membres du clergé peuvent être des intellectuels. Tout un champ s'est depuis ouvert sur le questionnement des idées en Amérique française, principalement au Québec. Des chercheurs se sont intéressés à plusieurs individus, notamment Lionel Groulx, qui à lui seul a mobilisé un large pan de chercheurs intéressés à la pensée de cet intellectuel controversé<sup>23</sup>.

En 2000, Manon Brunet et Pierre Lanthier publient *L'inscription sociale de l'intellectuel* qui s'interroge sur l'intellectuel en Europe francophone et au Québec. Brunet et Lanthier nous indiquent clairement que « [l']inscription sociale de l'intellectuel est inexorablement tributaire du réseau de communication auquel l'intellectuel a accès<sup>24</sup> ». Cette notion d'accès, d'ailleurs, dépend notamment du contexte sociopolitique d'une société donnée. La dénonciation de l'antisémitisme par Zola en 1898 n'a un sens et un écho qu'à travers le contexte de l'affaire Dreyfus. Le contexte lui donne accès aux moyens de communication et lui permet d'entrer dans l'espace public. La parole est le

---

<sup>22</sup> Yvon Lamonde, « Les “intellectuels” francophones au Québec au XIXe siècle : questions préalables », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol 48, no 2 (1994), p. 174.

<sup>23</sup> Gérard Bouchard, *Les deux chanoines : contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2003, 313 p.; Michel Bock, *op. cit.* Voir également Mathieu Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste des années 1930*, Montréal, VLB, 2011, 142 p.; François Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Québec, Septentrion, 2003, 229 p.; Marie-Pier Luneau, *Lionel Groulx : le mythe du berger*, Montréal, Leméac, 2003, 226 p.

<sup>24</sup> Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Québec, PUL, 2000, p. 17.

nerf de la guerre des intellectuels, selon Brunet et Lanthier. L'espace public leur est accessible quand ils ont des moyens de communiquer cette parole<sup>25</sup>.

Un article de ce collectif retient particulièrement notre attention. Il s'agit de l'intervention de Marcel Fournier lors de la table ronde organisée par Brunet et Lanthier. Fournier fait part d'une citation de Jean-Paul Sartre pour qui l'intellectuel est « celui qui se mêle “de ce qui ne [le] regarde pas”<sup>26</sup> ». C'est-à-dire que l'intellectuel « n'écrit donc pas pour ses pairs », mais pour un public large « et il aborde des problèmes qui ne relèvent pas spécifiquement de sa discipline ou de sa spécialité<sup>27</sup> ». Malgré le fait qu'ils soient historiens, Brunet et Creighton s'inscrivent dans le débat politique sur l'avenir national du Canada et du Québec.

Dans le cas qui nous intéresse, Brunet et Creighton rejoignent le cadre conceptuel de l'intellectuel que proposent Ory et Sirinelli. Chacun est un homme de culture, c'est-à-dire, dans ce cas-ci, un historien, qui utilise sa plume pour faire œuvre politique. Chacun est présent dans la Cité, puisque Brunet s'exprime sur la place du Québec au Canada tandis que Creighton partage ses réflexions sur l'avenir du Canada dans le contexte nord-américain. Ces deux historiens proposent, dénoncent et dirigent le débat public en produisant des idées dont ils espèrent qu'elles seront reçues et commentées par la société. Or, il ne suffit pas de déterminer si nos historiens sont des intellectuels. Il faut également s'intéresser à leurs stratégies de dissémination, notamment par le recours aux médias écrits et parlés.

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Jean-Paul Sartre cité dans Marcel Fournier, « L'intellectuel, le militant et l'Expert », dans Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Québec, PUL, 2000, p. 25.

<sup>27</sup> *Ibid.*

### *Le capital symbolique*

La notion de capital symbolique que nous empruntons à Pierre Bourdieu nous permet de mieux comprendre l'ouverture de l'espace public aux idées des intellectuels. La *transmission* des idées à travers les divers réseaux de l'espace public est en partie déterminée par la légitimité que détient l'individu. Un expert peut faire valoir ses idées et ses opinions dans les médias en raison de la légitimité que lui procure son statut, c'est-à-dire son capital symbolique, à titre d'expert en une matière. Dans le cas qui nous concerne, les deux intellectuels à l'époque possèdent, à divers degrés, un capital symbolique à titre de *professeurs* et à titre d'*historiens*. Ces deux individus sont également des producteurs de connaissances qui s'activent dans la dissémination de leurs écrits. C'est à ce titre qu'ils prennent la parole dans l'espace public ou, du moins, que l'espace public accepte leurs propos.

La notion de capital social, de laquelle découle le capital symbolique, est définie par le sociologue français Pierre Bourdieu en 1980 comme

l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...], mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles<sup>28</sup>.

Le capital symbolique se fonde sur « des échanges inséparablement matériels et symboliques dont l'instauration et la perpétuation supposent la reconnaissance » des relations et du pouvoir symbolique. En d'autres mots, lorsqu'un professeur est

---

<sup>28</sup> Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 31, no 1 (1980), p. 2. Les italiques sont de l'auteur.



interviewé, les deux « agents », l'interviewer et l'interviewé, identifient par leur liaison le symbolisme qui émane de l'entrevue : celui du « professeur-expert » et celui du journaliste. L'un donne à l'autre une légitimité par cette proximité et leur échange. Cet acte permet de « procurer des profits matériels ou symboliques »<sup>29</sup>. Le professeur communique ses idées et le journaliste peut communiquer du contenu.

Dans son étude sur le capital symbolique relié à la réception de la Légion d'honneur au Québec, Jean-Philippe Warren explicite clairement les facteurs qui permettent de générer et de reproduire ce type de capital<sup>30</sup>. De son analyse, nous pouvons affirmer que ce capital que détiennent ces intellectuels leur permet de transformer « l'arbitraire en valeur » et le « pouvoir en intelligibilité »<sup>31</sup>. Qui plus est, leur participation dans les réseaux de l'espace public « [tend] à reproduire et à renforcer les rapports de force qui constituent la structure de l'espace sociale<sup>32</sup> ». En d'autres mots, le professeur, en agissant à ce titre dans l'espace public, perpétue son capital symbolique. À titre d'expert en histoire, par exemple, Michel Brunet, qui devient un habitué de la radio d'État, ne fait qu'augmenter son prestige au cours de la crise politique qui occupe l'imaginaire des Canadiens entre 1950 et 1970. Or, Warren note que le capital symbolique est « essentiellement instable, contesté » et « précaire » puisque la société octroie à l'objet du symbole une certaine réputation ou une légitimité. Dans le cas de la Légion d'honneur, indique le sociologue, son symbolisme est périodiquement sujet à des

---

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> Jean-Philippe Warren, « Le capital symbolique des médailles : autour de l'histoire de la réception de la Légion d'honneur au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 53, no 1 (2012), p. 63-82.

<sup>31</sup> Pinto, cité dans Warren, 2002, p. 185.

<sup>32</sup> Bourdieu, cité dans Warren, 1987, p. 160.

critiques en raison de son « élitisme » ou de « sa trop grande démocratisation » concernant ceux qui la reçoivent.

Précisons toutefois que notre étude ne cherche pas à élucider la genèse du capital symbolique lié à la fonction du professeur d'histoire qui se fait intellectuel dans l'espace public. Il importe de comprendre que ces derniers sont membres d'un « club select », comme le dirait Bourdieu, et que leur statut privilégié et leur fonction sociale découlent en bonne partie du contexte de rareté de cette ressource (professorat) et d'une conjoncture particulière (crise d'unité nationale, crise constitutionnelle). Cela permet de produire, de conserver et d'accroître leur capital symbolique à titre de membre d'un « groupe rare et prestigieux »<sup>33</sup>. Ce processus de construction d'une légitimité symbolique et d'acquisition de capital diffère d'ailleurs au Canada anglais et au Canada français. Il y a asymétrie en raison de la structure des départements universitaires en Ontario et au Québec, dans le cas qui nous intéresse. Notamment, le département d'histoire de l'Université de Toronto a été fondé près de 50 ans avant celui de l'Université de Montréal. De fait, la rareté de la ressource (l'historien professionnel) ajoute au symbolisme qu'apporte l'embauche d'un nouvel historien. L'entrée en poste de Michel Brunet, nous y reviendrons, est largement discutée dans les journaux montréalais, contrairement à l'entrée en fonction de Donald Creighton. Cela explique en partie comment Brunet obtient un accès privilégié à l'espace public lorsqu'il décide de l'investir.

Il faut également préciser que ces deux intellectuels ont, chacun, leur façon de construire leur capital symbolique. Donald Creighton développe sa légitimité sur une période de vingt ans, soit de la publication de sa première monographie jusqu'au sommet

---

<sup>33</sup> Bourdieu, « Le capital. Note provisoire », *loc. cit.*

de son art à la parution du deuxième volume de sa biographie sur John A. Macdonald. Étant d'ailleurs un auteur *best-seller*, Creighton est respecté dans les milieux intellectuels lorsqu'il s'active durant la seconde moitié des années 1960 et durant les années 1970. Brunet emprunte un autre chemin. Dès son embauche, les médias montréalais parlent de lui. Il s'active d'ailleurs dans l'espace public, rédigeant des lettres à l'éditeur, prononçant des conférences qui sont reprises dans les journaux et en participant activement à la radio de l'État, de sorte que sa participation dans l'espace public contribue à galvaniser son capital symbolique. Il s'est, en quelque sorte, forcé dans l'espace public avec les thèses de l'École historique de Montréal selon laquelle la Conquête a été un traumatisme pour les Canadiens français, de sorte qu'il fracasse de nombreux mythes chéris par plusieurs nationalistes traditionalistes.

### *L'espace public*

Nous avons évoqué à plusieurs reprises la notion « d'espace public ». Précisons que nous empruntons le concept à Jürgen Habermas, philosophe allemand, qui précise cette théorie en 1962. Il s'agit de comprendre cet espace comme lieu du débat collectif par des individus qui réfléchissent et dialoguent sur l'intérêt commun<sup>34</sup>. En ce sens, l'individu est actif dans l'élaboration des décisions prises par l'État. La notion de réciprocité entre l'État et la société civile – et les individus qui la composent – vient aussitôt à l'esprit. Il ne faut pas s'imaginer, donc, que les décisions de l'État forment une courroie de transmission qu'impose la classe politique aux citoyens. Imaginons plutôt

---

<sup>34</sup> Jürgen Habermas, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, traduit de l'allemand par Marc Launay, Paris, Payot, 1993, 324 p.

l'échange entre les deux agents par l'entremise de « l'espace public » qui permet le débat et l'élaboration de politiques. Dans le cas qui nous intéresse, les deux intellectuels, en raison de leur capital symbolique, se haussent au-dessus de la mêlée. De plus, et en raison de la légitimité que leur donne leur statut, ils obtiennent un accès privilégié à certaines institutions de l'espace public, notamment les médias; car la communication est essentielle pour que l'intellectuel puisse transmettre ses idées. Le capital symbolique que détient l'intellectuel en question lui permet un accès privilégié à certains réseaux de communication de l'espace public en raison de son appartenance au « club select » de professeur d'université. Il peut donc, contrairement à l'ouvrier, jouir de cet accès pour faire valoir son idéologie et la communiquer à un vaste public.

Habermas note également une transformation importante dans l'espace public avec l'avènement des nouveaux médias. La radio fait « radicalement disparaître la distance que le lecteur est obligé d'observer lorsqu'il lit un texte imprimé [...] où pouvait avoir lieu un échange réfléchi sur ce qui avait été lu », de fait, ce nouveau média transforme « la structure de la communication » de sorte qu'il n'existe plus la réciprocité entre l'agent qui communique (le professeur) et l'individu (lecteur/auditeur)<sup>35</sup>. Il doit se fier, par procuration, au journaliste, pour modérer le propos de l'agent qui cherche à transmettre son récit. Dans ce cas, il est difficile de réagir contre l'agent qui diffuse son récit. Cela peut permettre à l'agent de maintenir son capital symbolique, et de l'accroître sans contestation, bien que ce ne soit pas toujours le cas. Parler à la radio ne produit pas nécessairement une « opinion publique » qu'accepte celui qui reçoit le récit. Il demeure

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 178-179.

néanmoins que l'agent qui le transmet occupe une position privilégiée et peut convaincre en mobilisant l'ensemble des symboles que lui procure son statut.

Pour résumer, lorsque le professeur cherche à communiquer un récit dans l'espace public, il peut mobiliser les symboles que lui procure son capital symbolique à titre d'universitaire, de docteur, de chercheur et de professeur, pour faire œuvre d'intellectuel dans l'espace public. Le contexte politique du milieu peut faciliter cette intégration dans l'espace public. C'est le cas du Canada après la Deuxième Guerre mondiale lorsque l'avenir politique, culturel et économique du pays est en jeu et de nombreuses discussions sur ce sujet occupent les nombreux médias qui composent l'espace public de l'époque. Le Canada des années 1940-1970 s'interroge notamment sur la nature du pays. Doit-il être bilingue et biculturel? Qu'en est-il des symboles britanniques? Doit-il adopter ses propres symboles nationaux pour se distinguer de son passé colonial? L'après-guerre provoque également une importante transformation de l'État canadien qui emprunte la voie keynésienne de l'État-providence. Le gouvernement fédéral forme deux commissions royales d'enquête; l'une en 1949 appelée la Commission royale d'enquête sur les Arts, les Lettres et les Sciences et présidée par Vincent Massey qui devient le premier gouverneur général canadien en 1952, et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme formée par le gouvernement Pearson en 1963 et dirigée par André Laurendeau du journal *Le Devoir* et Davidson Dunton, alors recteur de l'Université Carleton. Ces commissions d'enquête et les questionnements qu'elles suscitent donnent aux historiens un accès privilégié à l'espace public pour débattre des idées, car ils sont les gardiens de la mémoire. Pour Creighton, le passé doit informer le présent, en ce sens que le trahir mène inexorablement vers le naufrage. Chez Brunet, le

contraire est vrai, car le passé nous permet de découvrir l'oppression systémique qui existe contre les Canadiens français. Ces derniers doivent s'affranchir de leur fardeau pour faciliter l'émergence d'une nouvelle société plus équitable au Canada entre les francophones et les anglophones.

### ***III) Structure de l'étude***

Cette thèse est divisée en trois parties et six chapitres. La première partie, intitulée « des historiens qui écrivent », s'intéresse aux écrits des Creighton et de Brunet afin de distinguer les récits historiques qu'ils cherchent à communiquer à travers leurs monographies et leurs recueils de textes. Deux stratégies différentes se dégagent. Alors que Creighton produit un récit romanesque de l'histoire canadienne pour justifier l'occupation du territoire et pour protéger l'institution d'un gouvernement central fort, Brunet produit davantage des opinions et des chroniques tirées de ses conférences, ses comptes rendus et ses articles qui insistent toujours sur un point central : la Conquête comme événement traumatique pour l'évolution du Canada français. La seconde partie, intitulée « Des historiens qui parlent », explore la participation des deux historiens à la radio d'État, un lieu où ces historiens cherchent à communiquer leurs idéologies à la masse. C'est toutefois tardivement que Creighton est invité à la *Canadian Broadcasting Corporation* pour faire valoir ses idées sur l'actualité, alors que Brunet est un habitué de la Société Radio-Canada, notamment durant les années 1960. Enfin, la dernière partie, « Des historiens qui s'activent », s'intéresse à la participation des deux historiens dans différents champs de l'espace public, notamment la presse et les institutions parlementaires. Creighton participe aux activités parlementaires en siégeant au Comité

consultatif de l'Ontario sur la Confédération et en comparaissant devant le Comité mixte de la Chambre des communes sur la Constitution, alors que son homologue Brunet se joint à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal pour ainsi mieux disséminer son idéologie et parvenir ainsi aux officines de pouvoir.

## **Première partie – « Des historiens qui écrivent »**



## Chapitre premier - Le récit national de Donald Creighton

Donald Creighton est une sommité dans le domaine de l'histoire du Canada durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle au Canada anglais. Bien qu'il n'ait jamais obtenu de doctorat, sa poursuite de l'excellence dans ses écrits a fomenté une révolution dans l'historiographie canadienne-anglaise. Son désir est de réfuter la thèse libérale de l'histoire canadienne, selon laquelle les fondements du pays sont l'ancrage sur le continent américain, le développement d'un gouvernement responsable et la quête de l'indépendance de la mère patrie. Pour Creighton, il faut revigorer un récit conservateur de l'histoire canadienne. C'est le devoir qu'il s'est donné en rédigeant un premier livre, son *Commercial Empire of the St. Lawrence* dans lequel le grand rôle est donné aux bons marchands dans leur lutte contre les mauvais administrateurs et les léthargiques Canadiens français et leur élite.

Tout au long de sa carrière, notamment avec sa monumentale biographie de John A. Macdonald, Creighton cherche à tisser des liens entre le fleuve Saint-Laurent et le destin fondamental du Canada qui est de faire naître en Amérique une société distincte des États-Unis. Ce pays doit être une monarchie constitutionnelle et maintenir des liens continus avec la Grande-Bretagne. Le Canada doit s'ériger en contre-exemple face à l'appétit incessant des États-Unis pour la modernité à tout prix. Plus encore, le Canada doit embrasser la nature même du pays sur lequel il est établi. Creighton fait naître la thèse de la laurésie canadienne. Le fleuve Saint-Laurent s'accroche à un système continental qui se joint aux Grands Lacs et qui continue sa traversée vers les prairies jusqu'à l'océan Pacifique. Bref, l'historien cherche à donner une légitimité incontestable

à l'existence du Canada fondée sur sa géographie et l'exploitation des ressources naturelles.

Tout au long de sa carrière, Creighton tente de démontrer que l'empire du Saint-Laurent est l'apanage du Canada, un héritage légué par la Grande-Bretagne. C'est d'abord les marchands qui ont compris cette laurésie et qui ont travaillé à sa réalisation. C'est ensuite John A. Macdonald, le maître à penser, si on croit l'historien, de la fédération canadienne qui porte ce flambeau. Sous sa gouverne, le Canada s'est donné les institutions et les lois nécessaires pour mener à bien son destin. C'est pourquoi, nous le verrons dans les autres chapitres, Creighton vilipende les élites nationalistes du Québec et du Canada anglais qui cherchent à modifier la Constitution du Canada afin de refléter son bilinguisme et, de plus en plus, sa réalité multiculturelle. En effet, lorsque Creighton produit son récit, il ne cherche pas simplement à analyser le passé; il cherche à préserver un héritage pour le présent et l'avenir. L'historien cherche donc à convaincre, à titre d'intellectuel, les citoyens du destin qu'ils ont à titre de Canadiens. Pour cela, il faut maintenir une fédération centralisée, forte et qui respecte à la lettre l'esprit de 1867.

#### **D) La création d'un récit national**

La thèse laurésienne que développe Creighton pour expliquer la fondation du Canada voit le jour dans sa première monographie, *The Commercial Empire of the St. Lawrence*, publiée en 1937. L'une de ses grandes marques est sans doute le romantisme rattaché au fleuve Saint-Laurent et le destin canadien qui en découle. En effet, Creighton cherche à justifier l'existence de son pays, le Canada, à travers la géographie du pays en prenant comme point d'ancrage le fleuve Saint-Laurent. À partir du fleuve, le Canadien

peut partir à la quête de ressources naturelles, de *staples*, vers l'Ouest, jusqu'à l'océan Pacifique. Pour Creighton, la fondation du Canada est tout à fait naturelle. À travers ses bassins hydrographiques, ses cours d'eau, les Grands Lacs, desquels il se nourrit, le fleuve est le cœur d'un système continental dont la logique géographique traverse de l'Ouest en Est. Le fleuve, et l'empire qui en découle, sont l'antithèse de l'expansionnisme étatsunien. À certains moments, le fleuve devient à la fois prophète et même Dieu. Il est une présence vivace, mais combien silencieuse! Il est intemporel et omniprésent. Le fleuve donne vie à l'empire du Saint-Laurent et, par la suite, au Canada. Il est le lieu de résistance du peuplement britannique face à l'imprudence américaine. Ceux qui ont compris le Saint-Laurent y apprennent leur destin, alors que ceux qui l'ignorent en sont appauvris. C'est le cas de plusieurs administrateurs britanniques, des agriculteurs et de la petite bourgeoisie canadienne-française. Seuls les grands marchands britanniques établis à Québec et à Montréal réalisent le plein potentiel du fleuve pour les humains. Ils y travaillent avec acharnement.

Son récit cherche d'ailleurs à redorer l'image de la classe marchande anglo-montréalaise qui a voulu exploiter le bassin du Saint-Laurent et y bâtir un empire commercial. Ils sont, pour Creighton, les précurseurs du Canada. La stratégie de Creighton est essentiellement de faire interagir ses héros, les marchands, contre les opposants, les administrateurs britanniques, les Américains, les agriculteurs et les Canadiens français. Enfin, son récit montre que ce sont les marchands qui ont été les premiers à épouser le rêve d'un Canada d'un océan à l'autre, leur donnant droit au titre de premiers vrais Canadiens.

### *La quête des marchands*

C'est au lendemain de la Conquête qu'un groupe de marchands britanniques est venu s'établir à Montréal afin d'exploiter l'ancien réseau de commerce des fourrures laissé derrière par les Français. Pour Creighton, ces intrépides sont des héros qui n'ont pas froid aux yeux. Ils sont des aventuriers, les véritables hommes de vision, un groupe d'élus qui a compris le destin du Canada : « It seemed the destined pathway of North American trade and from the river there rose, like an exhalation, the dream of western commercial empire<sup>1</sup>. » En effet, l'entrée en matière de Creighton met en vedette le rêve – le destin – du Canada que seuls les aventuriers de grande étoffe peuvent aspirer à atteindre. C'est la logique fondamentale du Canada. « The dream of the commercial empire of the St. Lawrence runs like an obsession through the whole of Canadian history [...]»<sup>2</sup>.

Ces marchands sont, finalement, influencés par le déterminisme poignant du bassin géographique que domine le fleuve, maître du Nord. Le cours d'eau détermine la destinée des humains qui habitent son territoire. Contrairement aux Treize Colonies américaines qui ont les yeux rivés sur l'Atlantique, le fleuve force le regard vers la mer de l'Ouest, vers l'aventure, vers les cours d'eau, les rivières, les grandes plaines et les Rocheuses.

La Conquête, en effet, ne pouvait transformer les déterminismes laurentiens. Le fleuve a réussi à imposer aux nouveaux administrateurs et marchands le même destin qu'il avait réservé aux Français d'Amérique.

---

<sup>1</sup> Donald Creighton, *The Empire of the St. Lawrence*, Toronto, Macmillan, 1970 [1937], p. 6.

<sup>2</sup> *Ibid.*

The French could be beaten in America; but the St. Lawrence could not surrender in Europe. The northern commercial system remained what it had been – a distinct and competitive American economy, strong enough despite its undeniable weakness, to arouse jealousy and fear and to enforce a certain respect. With the surrender of the transportation system of the St. Lawrence, there was passed on also to the victor the commercial philosophy based upon it<sup>3</sup>.

La Conquête n'est, pour Creighton, qu'un élément de continuité, non pas une rupture, avec le passé. Les marchands montréalais ont fait comme ceux de la Nouvelle-France. Ils ont regardé vers l'ouest pour leur salut, pour continuer à bâtir l'empire économique du Saint-Laurent. « The conquest could not change Canada. In fact, in some ways, it strengthened the dominant impulse of Canadian life<sup>4</sup>. »

Impossible, d'ailleurs, pour la Grande-Bretagne d'imposer à sa nouvelle colonie, lors des premières décennies de son administration, une philosophie de peuplement des basses terres du Saint-Laurent par des âmes britanniques. Un peuplement britannique doit attendre. Toutefois, le fleuve a transformé ceux qui s'y sont installés. Les marchands, à l'affût du destin qui les attendait avec le fleuve, se sont rapidement organisés pour réaliser leur nouveau rêve d'un empire commercial. Le fleuve

had its own organisation and its own internal problems. It nursed a special ambition for the west of North America and it was bound by unusually strong ties to the metropolis in Europe<sup>5</sup>.

Le territoire avait transformé ces marchands qui, pour Creighton, ont cessé d'être de simples Britanniques en terre d'Amérique, mais devenaient forcément des Canadiens, un nom qu'il impose à tous les bourgeois britanniques de la colonie. Ces hommes, qui regorgent de masculinité et de virilité, ont mis au défi le fleuve en pénétrant à l'intérieur

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 21.

de ses terres, à l'intérieur du continent massif, pour y trouver les peaux qui promettaient non seulement leur richesse, mais le développement du Canada à venir. Leur travail acharné pour exploiter le réseau abandonné par la Nouvelle-France et de maintenir celui-ci contre les rivaux des Treize Colonies mérite, selon l'historien, d'être souligné.

These were the great deeds in this period of Canadian history; and the men who performed them deserved to be remembered, for they were winning a new empire in the west while the soldiers and officials who despised them were losing the old empire of the Atlantic seaboard<sup>6</sup>.

Ces hommes de vertu étaient l'amalgame du vieux et du nouveau continent. « In these men were personified the two strains, British and American, which united to form the leadership of the northern commercial state<sup>7</sup>. » Car, si la Nouvelle-France a posé les jalons de l'empire économique du Saint-Laurent, il a fallu la passion et la connaissance – Brunet dirait plutôt le crédit et le marché britannique qui étaient interdits aux Canadiens – de ces intrépides marchands britanniques dont la Conquête facilite la présence. Il fallait unir l'ensemble des territoires laurentiens; le Mississippi, les Rocheuses, le Saint-Laurent et les Pays-d'En-Haut :

Geographically the provinces were one. The River St. Lawrence which bound the commercial state together seemed to dictate political union with all the imperative force of heavenly command<sup>8</sup>.

La commande divine à laquelle fait référence Creighton est le déterminisme qui pèse sur le Canada à devenir. Chez l'historien, les marchands britanniques sont, en arrivant à Montréal, déjà canadiens. Cette thèse présentée dans une monographie historique montre combien l'historien souhaite imposer la thèse laurentienne au Canada. C'est un pays qui est conçu *naturellement* en raison de sa géographie et des *staples* – des

---

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 68-69.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 221.

ressources premières comme les pelleteries ou le blé – qu'on exploite. Le romantisme de Creighton cherche à présenter l'être canadien, c'est-à-dire le Britannique établi, comme un robuste personnage, un homme viril avec une vision qui dépasse la petitesse des agriculteurs, des réformistes et des administrateurs. « They had to map their own empire, govern their own people, act as their own ambassadors to the savages of the west » affirme l'historien au sujet des marchands-aventuriers<sup>9</sup>. Visionnaires, ces derniers sont en plus des altruistes. La traite des fourrures, indique l'historien, ne fait qu'aider les autochtones dans leur mode de vie. C'est tout le contraire de l'agriculture et de la colonisation par les Européens qui, à eux seuls, mène à la destruction du mode de vie amérindien<sup>10</sup>. Porteurs de la civilisation, les marchands ont, pour le jeune professeur, ouvert la porte à l'intégration des Canadiens français au sein de leur empire commercial; ces derniers devaient simplement l'accepter. De nombreux mariages mixtes entre francophones et anglophones au 18<sup>e</sup> siècle démontrent cette ouverture d'esprit, selon Creighton. Les Britanniques s'intègrent et laissent présager la fondation d'une nouvelle nation, l'amalgame entre ces deux peuples en Amérique<sup>11</sup>. En effet, pour Creighton, ce sont les marchands qui sont les premiers véritables Canadiens. Il justifie donc ce pays à travers ces intrépides aventuriers qui, poussés par des forces plus puissantes qu'eux et par l'omniprésence du fleuve, ont jeté les fondations d'un pays dont le système économique et la vision territoriale inspirent un certain John A. Macdonald, quelques décennies plus tard.

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 33.

### *Les pourfendeurs du rêve*

Pour bien développer son récit, Creighton a créé des antagonistes contre ses marchands. Les agriculteurs, les administrateurs et les Canadiens français seraient, dans l'ensemble, myopes quant à l'avenir et au potentiel du Canada. Car il existe, selon Creighton, une profonde contradiction entre les intérêts des marchands et ceux des agriculteurs. Si les Canadiens français qui habitaient sur les terres agricoles du Bas-Canada posent un léger problème – le système seigneurial est toléré jusqu'à la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle –, c'est l'immigration massive au Haut-Canada qui change la donne dans la politique coloniale. Avec des assemblées législatives qui se disputent entre conservateurs et réformistes, les uns alliés des marchands, les autres alliés des agriculteurs, il se développe un duel entre les deux. Les marchands, toujours bien présents dans le commerce des fourrures, ont de la difficulté à s'entendre avec ceux qui ne cherchent pas à récolter le blé, un nouveau *staple*. L'économie des deux colonies nécessite, d'ailleurs, d'énormes investissements dans la canalisation du Saint-Laurent et de ses voies tributaires dans les Grands Lacs afin de demeurer une voie concurrentielle contre les États-Unis. Il serait difficile de convaincre les agriculteurs, qui développent un marché national pour leurs produits, d'appuyer des dépenses astronomiques pour les exportateurs de pelleteries<sup>12</sup>.

Pour sa part, l'administration coloniale n'arrivait toujours pas à favoriser l'empire commercial. La création avec l'*Acte constitutionnel* de 1791 du Haut et du Bas-Canada imposait de nouveau une frontière illogique, selon la vision marchande, à l'intérieur du bassin du fleuve. Pire encore, explique Creighton, Montréal était soumise à une

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 89-90.



assemblée législative dominée par les Canadiens français alors qu'elle était le fief des marchands britanniques. « And because of it Canada was left a quarter-century behind in the race for the trade of the new west. » En effet, selon Creighton, la nouvelle frontière « nullified the vigour and initiative of Upper Canada by the lethargy of the lower province »<sup>13</sup>.

L'union canadienne souhaitée par les marchands se heurte à une vigoureuse opposition, notamment celle des Canadiens français du Bas-Canada. Mais Creighton prend garde d'en faire une source de division ethnique. Il se prononce sur ce sujet lors du débat autour du premier projet d'union des provinces du Haut et du Bas-Canada :

The division over the union bill was not primarily a division between two races, or two provinces or two political philosophies, such as liberalism and conservatism. It was, in the main, a division between those who thought commercially in terms of the commercial system of the St. Lawrence and those who thought in terms of rural and parochial interests and who instinctively distrusted centralization and control<sup>14</sup>.

Le fait que l'opposition des Canadiens français à l'union soit qualifiée de « parochial » par Creighton trahit sans doute son parti pris pour un État central puissant qui puisse guider le développement économique. Le terme, qui se traduit par un esprit de clocher, est sans conteste un qualificatif péjoratif. Dans la mire de Creighton, il y a, nous le répétons, les visionnaires et les réactionnaires. Les Canadiens français au Bas-Canada et leurs représentants à la législature font partie du second lot pour Creighton. Ils « grew incoherent over the clauses relating to religion and language », s'intéressant à des détails plutôt qu'à la vision globale<sup>15</sup>. Les politiciens *parochial* du Bas-Canada, d'ailleurs, ont été efficaces : « The assembly which could block progress indefinitely by sheer inertia,

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 217.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 218.

was practically a monopoly of the rurally minded French Canadians », explique-t-il. Malheureusement, ils se positionnent à l'encontre du progrès que cherchent à apporter les marchands. Les réformes économiques, indique Creighton, sont systématiquement opposées par « l'inertie » des Canadiens français : « The French Canadians, masquerading in the fashionable lives of liberal democracy, were heart and soul in the defence of the ancien régime<sup>16</sup>. » Ces représentants des Canadiens français n'étaient pas prêts, pour interpréter la thèse de l'historien, à renouer leur engagement auprès du destin laurentien. La façade de la démocratie libérale à laquelle jouaient, selon Creighton, des leaders comme Louis-Joseph Papineau est trouée, tel un fromage suisse, d'incohérences majeures, notamment en ce qui concerne le système seigneurial. Selon l'historien de l'Université de Toronto, ces derniers ne cherchaient qu'à s'approprier le pouvoir. « While French Canadians desired financial control for the sake of political power, the merchants desired it for the sake of commercial prosperity<sup>17</sup>. » Encore une fois, l'historien nous indique que les Canadiens français n'avaient qu'une vision fort limitée du potentiel de la région économique. Les marchands, finalement, ne voulaient que faire prospérer le pays; nonobstant le fait qu'ils étaient hostiles à la majorité bas-canadienne et à leurs institutions. Entre les années 1820 et les rébellions, affirme le jeune historien à l'époque, « [t]he march of progress has been brought virtually to a complete standstill » et les coupables sont visiblement – en grande partie du moins – les Canadiens français<sup>18</sup>.

La résistance aux réformes proposées par les marchands est vive chez les Canadiens français. Au Bas-Canada, le débat fait rage, explique l'historien, entre le

---

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 227.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 229.

commercialisme et le « decadent semi-feudal society » qui profite à de nombreux députés de la législature. En plus, les Canadiens français, pris d'une léthargie et d'une myopie destructive, demeuraient, de dire Creighton, « [a]loof, dogged and apprehensive », car, les Canadiens français « came to cling to the old ways of life both from conviction and from policy »<sup>19</sup>. De fait, les marchands de York et de Kingston du Haut-Canada n'arrivent plus à faire avancer leur projet de canalisation de la vallée et de ses tributaires, car son financement dépend des négociations entre les deux colonies pour le partage des revenus douaniers. En guise de protection contre le voisin du sud, par exemple, le Haut-Canada cherche à obtenir la canalisation de nombreux endroits le long du fleuve, de l'Outaouais et des Grands Lacs afin de sécuriser le commerce sur ces cours d'eau. Bien qu'il refuse d'admettre qu'il existe des fondements ethniques aux désaccords entre les marchands et les Canadiens français, sa plume semble plutôt le confirmer.

Les marchands doivent d'ailleurs composer avec des agriculteurs du Haut-Canada qui ne voient pas d'un bon œil le désir de ces premiers de faire transiter davantage de biens sur les rives du Saint-Laurent en réduisant les tarifs douaniers sur les matières premières produites aux États-Unis. Rappelons que les biens expédiés à partir des ports canadiens sont jugés comme étant des produits domestiques. Ils peuvent donc pénétrer le marché impérial avec des taux préférentiels. Jadis les marchands étaient méfiants quant à l'idée d'associer les colonies dans une aventure de libre-échange, mais la circulation croissante sur le fleuve et la possibilité d'augmenter les revenus a poussé les récalcitrants à faire marche arrière. En effet, ils cherchent à mettre en œuvre un double jeu : celui du

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 126-127.

mercantilisme auquel s'ajoute le libre-échangeisme étatsunien/canadien pour promouvoir cette voie maritime<sup>20</sup>.

De plus en plus, toutefois, des voix réformistes qui cherchent à mettre fin aux privilèges du *Family Compact* et de la Clique du Château se manifestent, mobilisant les nombreux agriculteurs d'origine loyaliste et des îles britanniques. Les nominations au conseil législatif dans les deux provinces font fermenter le désir d'obtenir la responsabilité ministérielle afin que la population puisse arracher le contrôle de la gouvernance des colonies des mains des marchands<sup>21</sup>. Une guerre de procédure éclate donc dans les deux Canada contre le conseil législatif, nommé par les administrateurs, et l'assemblée élue. Les fermiers, « revealing a presumptuous over-estimate of their own importance in provincial society, proceeded to fling the [Upper-Canadian] tories from power » au profit desdits réformistes<sup>22</sup>. Au Bas-Canada, les 92 résolutions sont prononcées au grand désarroi de la classe marchande<sup>23</sup>. Creighton s'en désole. Les réformistes du Haut-Canada sont une de ses cibles préférées. Il les accuse d'être un mouvement agraire radical. Ils s'opposent au « progrès » apporté par les marchands et ils s'excitent à l'idée de soutirer le pouvoir. « In one important respect, the rebellions were the final expression of that hatred of the rural communities for the commercialism of the St. Lawrence [...] »; en d'autres mots, ils étaient contre le destin manifeste de l'empire économique que tentaient d'établir les marchands. Ils étaient, bref, contre le Canada. En effet, alors que les *tories* manifestent leur loyauté pour la couronne britannique, les

---

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 237, 240.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 262, 266.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 292

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 289.

agriculteurs et le mouvement patriote, indique l'historien, sont frondeurs<sup>24</sup>. Après les rébellions, c'est l'union.

Les années qui suivent les rébellions sont, d'après Creighton, les premières années pendant lesquelles l'empire économique a pu réellement progresser. Les frontières artificielles qui s'acharnaient contre la géographie naturelle du fleuve Saint-Laurent et du commerce qui en découle s'estompent. Montréal est de nouveau rattaché aux Grands Lacs et les travaux de canalisation peuvent enfin aller de l'avant<sup>25</sup>. Malheureusement pour les marchands, toutefois, ce sera la Grande-Bretagne qui assènera le coup le plus dévastateur et le plus définitif contre leur empire commercial. La fin des tarifs préférentiels pour les colonies incite de plus en plus de marchands montréalais à regarder du côté des États-Unis pour nourrir leurs ambitions économiques. Plusieurs vont promouvoir l'idée de l'annexion avec le voisin du sud. Toutefois, c'est la *Loi d'indemnisation pour le Bas-Canada* pour les dégâts encourus lors des Rébellions qui constitue la goutte qui fait déborder le vase. « The acceptance of the Rebellion Losses Bill was Great Britain's official intimation that the empire was at an end and the despicable loyalty of the Canadians unwanted<sup>26</sup>. » Les marchands ont lamentablement perdu leurs paris. L'empire commercial du Saint-Laurent s'écroule. Le fleuve, de son côté, demeure silencieux, stoïque.

Above all, the river remained, the river which cared not whether it was valued or neglected, the river which would outlast all of the ships that sailed upon it and survive all the schemes which it could possibly inspire<sup>27</sup>.

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, 300, 316-317.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 321, 344.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 381.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 383.

Il faudra attendre encore plusieurs décennies avant qu'un jeune avocat de Kingston puisse reprendre le destin du Saint-Laurent en main et mener le Canada dans sa grande aventure vers l'ouest.

The national policy, which after an interval succeeded reciprocity, expressed the purpose of the northern economy to turn in upon itself rather than to rely once more upon the transatlantic associations<sup>28</sup>.

En effet, la politique de Macdonald s'efforcera de créer un marché national pour promouvoir l'agriculture et l'industrialisation de la jeune confédération. Il ne sera plus question de mercantilisme, mais bien d'une économie autonome au nord de l'Amérique du Nord. Pour le moment, toutefois, les marchands demeurent défaits et rancuniers.

\*\*\*

Le destin canadien que nous présente Donald Creighton et qui est porté par les marchands de Montréal demeure une révolution dans l'historiographie canadienne à l'époque. Jamais auparavant un historien n'a pu faire des marchands, des torys en plus, les héros d'une épopée, les troupes de choc d'un mouvement qui allait créer le Canada. En effet, ce sont les réformistes qui demeurent foncièrement myopes quant à l'avenir potentiel des deux colonies dans son récit. La stratégie de Creighton est donc de nourrir l'historiographie canadienne d'un contre-récit. Troublé par l'omniprésence d'une version *whig* – c'est-à-dire libérale – de l'histoire qui fait de l'émancipation coloniale et de l'entrée dans une économie nord-américaine des grands faits historiques du Canada, l'historien a proposé de faire des marchands les véritables héros de l'époque après la Conquête. Il ajoute un destin fondamental du pays lié à sa géographie et à l'exploitation

---

<sup>28</sup> *Ibid.*

des ressources premières que seuls les « bons », la bourgeoisie britannique, savent exploiter.

Dans les pages d'*Empire*, nous ne sommes jamais confrontés à un récit apocalyptique. Avec son corpus très restreint sur Creighton, Jon Sufrin n'a pas vu l'évolution du discours creightonien. Creighton, en affirmant que le destin naturel du Canada coule à contre-courant depuis le fleuve vers les Grands Lacs jusqu'aux Rocheuses, nous présente la première partie d'une épopée qu'il approfondit avec sa biographie sur John A. Macdonald. Son *Empire of the St. Lawrence* pose les fondations de la création du Canada comme une marche inévitable vers le destin national du pays; c'est un projet qui retient les marchands tout au long de son récit. Il n'est pas question ici d'une fin imminente ou d'un échec lamentable. *Empire* est une dramatique, il y a des constats d'échec. Mais derrière l'échec réside toujours l'éternel fleuve qui veille au bien-être des jeunes Canadiens. Fondamentalement, le récit creightonien est un récit d'amour pour sa patrie et un récit positif pour l'avenir du pays. La principale faiblesse de Sufrin à cet égard est de ne pas retenir les premiers écrits de Creighton lorsqu'il construit son analyse d'un fâcheux prophète de l'apocalypse. Certes, l'historien torontois demeure, vers la fin de sa vie, vertement méprisant quant à l'avenir du pays, mais non sans avoir créé un récit de gloire. Nous y reviendrons.

L'ubiquité du fleuve demeure. Les agriculteurs n'arrivent pas à comprendre que leur véritable salut en terre d'Amérique se cache derrière le système laurentien. Enfin, le fleuve demeure la meilleure barrière naturelle face à l'économie américaine. Si l'empire du Saint-Laurent échoue en 1850 comme l'affirme Creighton, il revient avec force après 1867.

*The Commercial Empire of the St. Lawrence* demeure la plus grande contribution de Donald Creighton à l'historiographie canadienne et opère une révolution dans l'interprétation du rôle des marchands et des déterminismes qui ont fait naître le Canada. Quelques observations s'imposent avant de poursuivre la réflexion sur les prochaines œuvres de Creighton. D'une part, il importe de comprendre qu'*Empire* jette réellement les bases d'une explication globale quant à la naissance du pays. D'ailleurs, les Canadiens sont, dans son récit, intemporels. Son anachronisme s'explique par le déterminisme qu'il estime concevoir dans le processus d'édification d'une économie pilotée par les Britanniques qui arrivent à Montréal. Un « *Canadian* » demeure, pour Creighton, un homme anglo-saxon protestant. Plus souvent, il est un marchand, car ils sont les « only Canadians in the modern sense of the term », car ils avaient une vision continentale de la colonie dans laquelle ils habitaient<sup>29</sup>. Les francophones, à titre d'exemple, sont souvent des « French » ou des « French-Canadians », mais ils sont exclus de son analyse auprès des marchands. À lire Creighton, Brunet le confirmera, il n'y a pas de beaucoup grands marchands canadien-français. Obstins, les Canadiens français, chez Creighton, offrent une résistance à la modernité, au matérialisme nécessaire pour le développement d'une colonie britannique en Amérique du Nord qui pourra se défendre contre la République américaine.

D'autre part, le style de Creighton s'inscrit dans un certain romantisme. Il y a dans *Empire* un certain héroïsme propre aux nationalistes romantiques. Ce sera un style qu'il empruntera tout au long de sa carrière pour communiquer ses idées. Le Canada, voisin des États-Unis, doit, comme toute petite société, rendre légitime son existence. En

---

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 78.



ce sens, Creighton cherche à donner une raison aux Canadiens pour être fiers de leur pays, de leurs accomplissements, de leur histoire. *Empire*, en ce sens, est une première livraison par Creighton de l'épopée canadienne.

Enfin, le fleuve demeure le personnage principal, un esprit omniprésent, mais silencieux dans la quête des marchands. Ce faisant, Creighton sécurise la légitimité du pays, lui donne le droit d'exister. Le Canada est une création *naturelle* qui suit le cours de la nature d'est en ouest. Cet axe n'est pas contraire à la logique humaine, mais bien une excroissance du bassin hydrographique du Saint-Laurent qui amène les aventuriers à pénétrer son arrière-pays jusqu'à l'océan Pacifique. Ce déterminisme demeure l'un des meilleurs boucliers pour assurer la souveraineté du Canada et pour résister à l'invasion intellectuelle étatsunienne, comme c'était le cas avec la théorie de la frontière que la thèse laurentienne veut combattre.

## II) L'ancrage du récit

Plus d'une décennie s'est passée avant que Creighton ne prenne à nouveau la plume pour griffonner, sur sa table de travail, un nouveau récit pour ajouter à son désormais fameux *Empire*. En effet, l'historien affirme prendre une décennie afin d'effectuer la recherche nécessaire et colliger ses données pour se livrer à la rédaction d'une gigantesque biographie sur le premier premier ministre du Canada : John Alexander Macdonald<sup>30</sup>. Le sujet n'est pas anodin. Il permet à cet historien maintenant chevronné de poursuivre sa réflexion sur la thèse laurentienne et de l'élargir. La vision d'un empire économique n'est plus le strict apanage de marchands gourmands de

---

<sup>30</sup> Durant une intervention à la *CBC*, Creighton explique sa longue démarche pour aboutir à son récit. Nous y reviendrons au troisième chapitre.

Montréal. C'est désormais le rêve d'une nouvelle génération de conservateurs, les libéraux-conservateurs, incarnés justement par le chef Macdonald.

Les deux tomes qui portent sur la vie de Macdonald demeurent les écrits les mieux connus de l'historien, bien qu'ils soient en quelque sorte les plus faibles au niveau de l'originalité historique. Alors qu'*Empire* s'imposait à titre de tour de force dans l'historiographie canadienne, les deux tomes qui portent sur John. A. Macdonald sont toutefois très légers aux plans théoriques et historiographiques. Le style biographique, que Creighton adopte, est fortement descriptif et romanesque. Les deux tomes demeurent néanmoins en continuité avec son dernier livre quant au destin national du Canada. Ce destin est cette fois-ci incarné par le jeune Macdonald qui monte en grade dans la politique canadienne pour devenir le grand héros de cet épisode de l'épopée que rédige Creighton.

Plusieurs thèmes reviennent dans cette série de deux livres. Le destin canadien, toutefois, demeure souvent incertain. Le lecteur a l'impression d'être immergé dans une série dramatique de la télévision. Les tractations politiques sont nombreuses et les retournements le sont tout autant. L'échec est à de nombreuses reprises à l'horizon. La réalisation de ce destin est le coup de génie de Macdonald, toutefois, qui remporte enfin la partie dans le premier tome. Dans le deuxième, les longues et difficiles épreuves de la gouvernance et l'expansion du jeune dominion l'achèvent enfin alors qu'il est toujours premier ministre. Il a néanmoins réussi son objectif d'un Canada qui rejoint les deux grandes mers à partir du Saint-Laurent, qui est toujours une présence silencieuse, mais fondamentale dans son récit.

*Un jeune politicien*

Le fleuve amorce le tout. Pour Creighton, le Saint-Laurent demeure toujours, en 1952 tout comme il l'a été en 1937, la source de son pays. En effet, l'historien amorce son récit avec cette référence à la grandeur du fleuve Saint-Laurent :

In those days they came usually by boat. A few immigrants may have made the long journey from Montreal by land, taking several weeks and stopping at a score of friendly farm-houses as they pushed their way through the green forest. Most people travelled westward by the river [...] In its upper reaches, the St. Lawrence widened promisingly; but here the rocky formation of the Laurentian Plateau thrust a huge knotted fist southward [...] and the St. Lawrence was crowded with islands, big and little, long and low, or towering and crested with pine trees which parted the vast expanse of water into innumerable channels [...] <sup>31</sup>.

L'immensité du Saint-Laurent est mise à l'évidence par Creighton. Les Macdonald arrivent modestes, comme d'innombrables immigrants, et s'installent dans le Haut-Canada. Dans le cas des Macdonald, c'est Kingston qui est l'arrêt privilégié. Kingston est la gardienne de la porte du Saint-Laurent, ce fleuve qui se jette dans l'Atlantique<sup>32</sup>. En amont, la ville s'ouvre sur un vaste empire commercial qui cherche à être exploité de nouveau par les aventuriers qui voudront s'y risquer.

Les deux colonies canadiennes de l'Amérique du Nord britannique doivent composer toutefois avec leur lot de concurrence. Une forte pression émane de la République américaine, pour qui la voie maritime de la rivière Hudson vers New York qui se poursuit vers les vastes marchés de l'Amérique centrale et de l'Europe pose d'énormes ennuis aux Canadiens, du moins, à ceux qui cherchaient, nous l'avons vu précédemment, à créer une nouvelle société commerciale à partir de l'éternel fleuve.

« [...] [A] struggle between the St. Lawrence and the New York routes for the prize of

---

<sup>31</sup> Donald Creighton, *John A. Macdonald, The Young Politician*, Toronto, Macmillan, 1952, p. 1.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 2.

western trade was now at hand<sup>33</sup> », affirme l'historien, alors que le gouvernement tory du Haut-Canada des années 1832-1833 se lance dans les infrastructures avec des projets de canalisation de la voie vers le Saint-Laurent.

Le jeune Macdonald est imprégné du destin canadien. Pour l'historien, le futur premier ministre, comme un bon nombre d'immigrants britanniques, est conscient de l'importance des institutions britanniques qui l'ont vu naître. Il est normal, dit-il, qu'il cherche à les défendre. Très jeune, donc, Creighton fait de Macdonald un fervent partisan de l'Empire britannique, ce qui correspond à sa vision contemporaine d'un bon Canadien. En effet, tout bon citoyen, ce qui inclut Macdonald, cherche à défendre le Canada contre la perversion américaine, une république si malsaine<sup>34</sup>. Creighton surveille le contexte politique contemporain lorsqu'il publie sa biographie alors que la Guerre froide semble intégrer le Canada de plus en plus dans la sphère d'influence américaine. Il démontre justement cette ferveur en joignant une société de gentilshommes où il fera ses premières classes en droit et en politique à titre de président de la *Kingston Young Men's Society* qui l'élit à ce poste contre un réformiste, en plus. En effet, les réformistes sont de nouveau les « méchants » à vaincre<sup>35</sup>.

Rapidement, le jeune Macdonald, si l'on en croit Creighton, développe une aversion pour les États-Unis. Alors que les Rébellions frappent de plein fouet le Bas-Canada, le résultat est plus de peur que de mal pour la forteresse navale de Kingston. Macdonald est, comme tous les hommes de son âge, recruté pour patrouiller dans la ville et maintenir la paix. Mais la violence fratricide n'éclate pas dans son voisinage. C'est

---

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 39-40.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 44.

plutôt les raids étatsuniens, qui profitent de la confusion et des troubles dans la capitale du Haut-Canada, qui marquent la région.

For him, and for Kingston and the whole Midland District, the “rebellion” had been not so much a native uprising as a succession of American raids; and from then on he never quite lost a certain lingering anxiety for the problem of British North American defence<sup>36</sup>.

En effet, le récit traditionnel du Canada veut notamment que le Dominion voie le jour afin d’assurer la défense des colonies contre les prétentions expansionnistes des Américains. La crainte du voisin du sud naît donc jeune chez Macdonald, au lendemain d’un traumatisme pour le Haut-Canada.

Notons que Creighton arrive à redorer le blason des forces conservatrices en donnant un beau rôle à son héros. Il était difficile de maintenir une affection soutenue pour les vieux toriers en raison des nombreuses positions impopulaires qu’ils entretiennent durant la période qui suit les rébellions. Ils s’opposent particulièrement à la responsabilité ministérielle que proposait Lord Durham, une proposition qui leur enlèverait d’énormes pouvoirs et en donnerait trop aux fâcheux réformistes<sup>37</sup>. C’est à une nouvelle branche de conservatisme qu’appartient Macdonald. Celle-ci ne voyait pas dans ces réformes la fin de la belle époque durant laquelle les conservateurs, tant haïs des Canadiens français et des réformistes, pouvaient se maintenir dans des positions de pouvoir en se partageant les faveurs de l’administration coloniale. Au contraire, Macdonald y voit surtout le potentiel pour l’avenir. Malheureusement pour lui, il s’inscrit à l’intérieur d’une famille politique qui est fortement divisée en raison d’un tiraillement entre les tenants du *Family Compact*

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 70.

qui veulent maintenir les privilèges et les membres libéraux comme lui<sup>38</sup>. Toutefois, précise l'historien, le dauphin du parti participe activement à la réconciliation des deux tendances<sup>39</sup>.

Les réformistes sont vertement condamnés dans la vision creightonienne de l'histoire. Notons par exemple la partie de sa biographie qui s'intéresse à l'indemnisation pour les pertes durant les rébellions du Bas-Canada, qui enrage les tories. Pour Creighton, le parti de Lafontaine et de Brown a cherché à provoquer la grogne, et même la violence, chez les conservateurs. « The bill [...] was a highly provocative measure, and in all probability, intended as such by Lafontaine and his French Canadian friends », en raison du fait que même les rebelles peuvent aspirer à obtenir une compensation du gouvernement<sup>40</sup>. L'affrontement qui suit « completed the ruin of the old Tory philosophy and drove the conservatives to the excess of desparation ». En effet, comment l'administration britannique de la colonie pourrait-elle accepter une loi qui donnerait droit aux traîtres à une compensation du même État qu'ils ont cherché à renverser? « To many people in Canada West, reformers as well as Conservatives, the proposed bill meant in effect, the formal annulment of the political decision of 1837 and the legitimization of the Lower Canadian revolts »<sup>41</sup>. La suite, nous le savons, est l'incendie des édifices parlementaires à Montréal par plusieurs anglophones, encouragés par la *Montreal Gazette*. Le jeune politicien n'a toutefois pas participé à cette émeute, lui qui était absent de la région.

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>41</sup> *Ibid.*

Macdonald, précise son biographe, a toujours su résister à la tentation des États-Unis. Il ne fallait pas succomber, car le véritable objectif était de préserver l'intégrité britannique et canadienne. Il fallait rapidement mobiliser les troupes conservatrices du Haut-Canada contre les excès de la masse populaire. « [...] he tried to ensure [...] that his own section of the province, Canada West, would stick to the idea of a separate, British future in North America<sup>42</sup> », alors que, au même moment, l'extrémisme qui motivait les marchands de l'est semblait torpiller le travail qu'ils avaient déjà engagé depuis de longues décennies.

Malgré sa ferveur, le groupe de marchands anglo-montréalais choisit de dévier de son projet original, optant désormais pour l'annexion aux États-Unis<sup>43</sup>. Mais Macdonald résiste. Il fallait rallier les conservateurs autour d'un objectif qui inclut un lien avec la mère patrie. Il demeurait farouchement loyal. Le jeune politicien hérite donc du destin de l'Empire commercial et y œuvra pour le reste de sa vie. Un fervent défenseur du modèle britannique, Macdonald, indique l'historien, devient convaincu de la voie à prendre pour l'avenir de la colonie et de la manière de la préserver :

The bias [of British parliamentary system of government] grew appreciably stronger when it became a question of alien borrowings, and particularly of imports from the exotic theory or practice of the congressional system in the United States<sup>44</sup>.

La stratégie de Creighton est donc claire. Alors que les marchands, les coqueluches de son dernier récit, tournent le dos momentanément au grand projet laurentien, un homme, Macdonald, devient soudainement possédé par cette vision. Les États-Unis, à l'insistance de l'historien, sont vus comme des étrangers. Leur système de gouvernance est exotique,

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 181.

il est contraire à la nature du Canada, à son essence britannique. Tout est fait chez Creighton pour ériger une frontière entre les deux pays.

Pour ce faire, toutefois, il fallait rebâtir le parti conservateur sur de nouvelles bases. Il est impossible, en effet, de maintenir le parti avec les idées de la vieille garde qui demeurait hostile à l'élimination de ses privilèges. Il fallait jouer le jeu du gouvernement responsable. Sur ce point, les réformistes avaient gagné. La province unie était extrêmement diversifiée, au niveau ethnique, religieux, culturel et économique. Ce sera Macdonald qui permettra de réaliser l'unité nationale entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, et ce, à partir du nouveau parti conservateur.

In his view, the Conservatives must learn to recognize and respect not only the multiple religious divisions of Canada West, but also the single basic cultural division between English-speaking and French-speaking Canada<sup>45</sup>.

Les tories devaient dorénavant tendre la main aux bleus du Bas-Canada. Creighton fait de Macdonald un homme d'État qui allait mener le Canada vers son destin.

[Macdonald] was prepared [in 1853] to accept the cultural duality of Canadian life, to recognize that what was in form a unitary province was in fact a half-acknowledged federal state<sup>46</sup>.

Il devait donc réformer la trajectoire de la colonie. Macdonald a un regard très critique sur la situation dans la politique coloniale. Les réformistes promettaient une représentation proportionnelle à la population, ce qui place les Canadiens français en minorité. Pragmatique, le jeune politicien savait qu'il fallait organiser les forces conservatrices contre ce principe afin d'obtenir l'appui des francophones.

The union could only be preserved by a series of compromises and conventions which sanctioned this cultural duality and one of the most

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>46</sup> *Ibid.*



important of these compromises was the equal representation of the two sections of the province in the Assembly<sup>47</sup>.

Il demeurerait, toutefois, un autre problème. Comment assurer la pérennité de l'Amérique du Nord britannique, des institutions de la mère patrie, et d'une économie indépendante alors que les pressions américaines sont grandissantes? Selon Creighton, le jeune politicien aurait compris qu'il fallait inciter les colonies des Maritimes et Terre-Neuve à se joindre à une union qui permettrait la création d'un État avec une masse critique dont la force permettrait une existence indépendante.

It was only through their union with each other and their connection with Great Britain that the St. Lawrence communities could hope to maintain their separate existence in North America. And for these reasons, the union, with all its necessary compromises, must be preserved<sup>48</sup>.

De fait, Creighton unit sa thèse laurentienne à la pensée de Macdonald.

Macdonald développe les aspects clés de sa vision sur le Canada. Le chemin de fer intercolonial est essentiel. La Terre de Rupert, de son côté, demeure un enjeu de taille. Il fallait agir rapidement. Heureusement pour lui, un allié canadien-français, George-Étienne Cartier – le seul Canadien français ayant un quelconque rôle positif dans le récit creightonien jusqu'à présent –, partage la vision de Macdonald. Selon Creighton, l'enjeu de l'union de l'Amérique du Nord britannique cessait, soudainement, d'être une question régionale et canadienne. Elle devenait désormais une question d'importance impériale. Le renouvellement du vieux projet laurentien est complet. Il fallait maintenant le réaliser. Le regard est d'ailleurs porté vers les terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson (HBC) :

Ultimately the property must be [Canada's]. But not now. Now the inheritance would be too dangerous and too costly to be borne. It was not only, and certainly not mainly, a question of the expense of civil

---

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 183.

<sup>48</sup> *Ibid.*

government [in the new areas]. It was the inescapable consideration of defence – of protection against both American and Indians – which intimidates the Canadian government, not so much because its cost as because of its dangers for a small and dependent power<sup>49</sup>.

La citation ci-haut est intéressante pour deux raisons. Premièrement, Creighton indique de nouveau qu'il existe un destin national pour le pays. Les possessions de la HBC sont un héritage fondamental du pays d'après l'historien. En effet, toute terre britannique en Amérique du Nord doit forcément être léguée au Canada à devenir. D'autre part, nous constatons de nouveau l'empressement du gouvernement canadien de se donner des outils pour la défense nationale contre l'ennemi américain.

Il fallait créer une société nouvelle qui maintenait les liens avec la tradition britannique. Cela permettrait d'éviter les dérapages et d'assurer la prospérité des loyaux sujets de Sa Majesté. Le fleuve appelait Macdonald, et il devait lui répondre avec un projet à l'image de sa grandeur. Selon Creighton, celui qui allait devenir premier ministre de ce nouveau pays

Had always stood for the unity of the British lands bordering on the St. Lawrence River system. He had always held that, if the legislative union of Upper and Lower Canada were to be given up, it must be surrendered only for a really strong union of the whole of British North America; and, from the very beginning of the American Civil War, he had repeatedly warned his fellow-countrymen that in their proposed general union, they must at all cost avoid the manifest weakness of American federalism<sup>50</sup>.

Le destin laurentien exigeait de Macdonald et ses alliés de créer une société complètement britannique et de résister au républicanisme américain. La quête du pays laurentien, dans ses fondements, a d'ailleurs, pour Creighton, des allures de noblesse<sup>51</sup>. Heureusement pour les artisans de la fédération, Macdonald pouvait les guider d'une

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 286.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 350.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 369.

main ferme et précise. Car, en effet, dans le récit de Creighton, Macdonald, avec ses nombreuses faiblesses, demeure le principal créateur du Canada. « From the start [of the Quebec Conference] Macdonald exercised a directing control over affairs<sup>52</sup>. » Il est le maître d'orchestre de ce gigantesque projet. Pour l'historien, il fait preuve de courage et de bravoure, surtout devant les récalcitrants. C'est que, pour Creighton, Macdonald savait que la Conférence de Québec était un moment critique, une croisée des chemins, pour l'avenir du Canada. Enfin, il réalise son destin, le destin collectif des colonies britanniques en Amérique<sup>53</sup>.

#### *Un destin réalisé*

Il faut attendre trois ans avant que soit publié le deuxième tome de *John A. Macdonald* sous le titre *The Old Chieftain*. Une monumentale brique de plus de 630 pages et qui mène à terme le grand défi que s'était donné Creighton, celui de redorer le blason du grand chef canadien et de faire couler dans le béton l'essence du pays, celui d'une fédération centralisée, forte, qui va d'un océan à l'autre, et qui se maintient comme puissance souveraine face au rouleau compresseur américain à titre de monarchie constitutionnelle avec des institutions britanniques. En effet, Creighton amorce son récit en décrivant les premiers défis du premier parlement canadien, celui de « pacifier » les opposants de la confédération. En effet, Macdonald a un destin à réaliser.

He knew that the coalition [que dirige Macdonald], for the present, was irresistibly powerful in Parliament. But he also knew that, beyond Parliament, an enormous, continent task still awaited it. The four provinces which had been united were only a fragment of British North

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 372.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 374-375.

America, and even in the existing union, it would be a long time, indeed, as he put it, before the gristle had hardened into bone<sup>54</sup>.

De nouveau, nous pouvons constater que la Confédération n'est qu'une première étape à l'union de l'ensemble du territoire britannique en Amérique du Nord. Pour Creighton, tout comme Macdonald, il fallait agir vite pour unir l'ensemble des territoires britanniques afin de les protéger de l'appétit américain.

La défense du nouveau territoire – et ceux à venir – demeure l'un des principaux défis de la nouvelle gouvernance canadienne. En effet, l'union des colonies et l'existence d'un chemin de fer intercolonial permet la défense des terres internes, mais l'arrière-pays, les terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson, posent un grand défi. Lorsque l'État dépêche des arpenteurs pour surveiller les territoires que le gouvernement souhaite annexer, une première résistance métisse se pointe.

It was about the middle of November that the American newspapers first reported that McDougall had been prevented by half-breed rioters from entering upon his prospective dominions [...]<sup>55</sup>.

Creighton note que ce sont les journaux américains qui sont les premiers à indiquer qu'il existe une résistance dans ce territoire contre les prétentions canadiennes, provoquant une certaine crainte quant aux intérêts américains dans la région. Le lien que tire l'historien entre les Métis et les Américains lui apporte de l'eau à son moulin. Le gouvernement fédéral doit défendre ce territoire britannique de ceux que Creighton appelle des « sauvages » afin de mettre en échec les prétentions américaines<sup>56</sup>. Plus encore, alors que dans son premier livre Creighton résistait à voir dans la lutte entre les marchands, les

---

<sup>54</sup> Donald Creighton, *John A. Macdonald : The Old Chieftain*, Toronto, Macmillan, 1955, p. 3.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 44-45.

agriculteurs et les administrateurs une lutte ethnique, il est évident ici, puisqu'il s'agit de « half-breed rioters », qui ont le mauvais rôle puisqu'ils résistent au destin canadien. Nous pourrions être portés à pardonner l'utilisation du terme « half-breed » en raison d'une ignorance personnelle, mais Creighton fait souvent utilisation du nom commun « métis » pour désigner ces « half-breeds ». Plus curieux encore est l'adjectif « rioters » que l'on peut traduire d'émeutiers, ceux qui provoquent un soulèvement populaire non structuré<sup>57</sup>. Une émeute, fondamentalement, se structure contre l'ordre établi. Le vocabulaire qu'utilise l'historien cherche à rendre illégitimes les gestes de la population métisse. Les résistants au destin canadien ont toujours tort.

Il faudra malgré tout négocier. Pour Creighton, les habitants de l'Assiniboine cherchent à obtenir du Canada un statut de province afin d'assurer certaines garanties pour la majorité franco-catholique du territoire alors qu'ils sont toujours majoritaires. Or, pour celui-ci, le destin fondamental de ce qu'allait devenir le Manitoba est d'être une colonie de peuplement ontarienne, c'est-à-dire anglo-protestante. Creighton dira que la création de la province du Manitoba avec des garanties linguistiques n'était qu'une concession transitoire avant que le caractère réel du Manitoba ait pu se développer<sup>58</sup>.

La résistance métisse sera réprimée par la milice canadienne à deux reprises plutôt qu'une, ce qui permet à Macdonald de poursuivre sa quête pour l'expansion continentale du Canada. Le gouvernement Macdonald parvient notamment à convaincre la Colombie-Britannique de se joindre à l'union fédérale canadienne avec la promesse d'obtenir un lien ferroviaire entre elle et le centre du pays. La création du Pacifique canadien, le chemin de fer transcontinental, devenait donc une priorité. Il fallait, dit Creighton,

---

<sup>57</sup> *Le Petit Robert*, Dictionnaire le Robert, Paris, 2006, p. 863.

<sup>58</sup> CBC, *Images of Canada*, 28 mars 1973. Voir le troisième chapitre.

démontrer au monde entier que le Canada avait les capacités techniques et les capitaux nécessaires pour produire l'un des plus longs chemins de fer du monde occidental<sup>59</sup>.

Pareillement, Macdonald cherche à mettre sur pied une nouvelle politique économique pour son pays. Avec la fin de la réciprocité entre le Canada et les États-Unis, il était primordial pour le jeune pays de faire la promotion de ses secteurs manufacturiers et de l'agriculture. La politique de protection des manufactures de l'est du pays et de l'établissement de colons pour l'agriculture dans l'ouest, une politique qu'il nommera la Politique nationale lors de l'élection de 1878, deviendra le credo politique de Macdonald qui cherche à consolider l'économie canadienne. Du côté de la thèse laurentienne, c'est la réalisation de la prophétie creightonienne : le fleuve pourra poursuivre son cours avec la locomotive vers l'ouest. Certes, ce ne serait plus nécessairement un lien qui s'achemine vers un marché impérial, c'est plutôt la création d'un marché national dont il est question. C'est un renouvellement de la thèse laurentienne, sauf à l'échelle nationale plutôt qu'impériale<sup>60</sup>.

Malheureusement pour Macdonald, la promotion du Pacifique canadien s'est déroulée dans les plus sinistres secrets. Un certain Hugh Allen obtient la garantie de devenir le président de la nouvelle compagnie ferroviaire en échange d'argent pour le Parti conservateur qui utilise ces fonds pour mener le combat lors de la campagne électorale. Allen, qui cherche à construire le Pacifique canadien avec des capitaux américains et montréalais, s'oppose alors à la compagnie du Grand Tronc et ses capitaux torontois, où les Libéraux sont plutôt forts. L'élection de 1872 se déroule donc avec une généreuse contribution d'Allen que courtise Macdonald. Le premier ministre demande

---

<sup>59</sup> Creighton, *The Old Chieftain*, *op. cit.*, p. 130.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 130.

une somme de 10 000 \$ pour faire campagne. C'est le scandale du Pacifique canadien, un scandale que Creighton cherche toutefois à atténuer. Pour l'historien, Macdonald est surtout une victime de chantage dans cet épisode de l'histoire canadienne<sup>61</sup>. C'est une tache noire selon l'historien, non pas en raison de la corruption qui affecte Macdonald et le Parti conservateur, mais en raison du retard dans la réalisation du destin national.

They had discredited a Canadian Prime Minister, overthrown a Canadian government, humiliated a great Canadian party. Above all, they had postponed [sic] – for how long? – the construction of the railway which could alone defend the Canadian north-west from the economic domination of the United States. British Columbia was still an isolated outpost on the Pacific slope; the empty prairies would have to wait yet for their settlers; and the ridges of the Laurentians, primeval and unconquered, still stretched away, mile after mile, towards the north-west<sup>62</sup>.

Pour Creighton, la corruption est secondaire devant le défi de construire un chemin de fer reliant l'ensemble du pays. La défense du pays, sa souveraineté dans l'ouest, est en jeu.

C'est pourquoi Creighton peut excuser les agissements de Macdonald. Ce sont les Libéraux qui échouent, par la suite, à compléter le chemin de fer qui ont le mauvais rôle.

Macdonald est, chez l'historien, exonéré, car la fin justifie les moyens :

The British connection was a precious cultural inheritance. But it was also an essential political defence; beneath the few insignificant remaining forms of the old colonial relationship, there lay the reality of a diplomatic and military alliance by which alone Canada could maintain its separateness and its autonomy on the North American continent<sup>63</sup>.

Le lien avec la mère patrie est donc *nécessaire* pour assurer la souveraineté canadienne.

Sans elle, les États-Unis engloutiraient les Canadiens. « Canada could escape this peril only through the British alliance », relance l'historien,

---

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 141.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 178-179.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 206.

[it] would help to ensure the expansion and consolidation of Canada on a transcontinental scale. This was his fundamental objective; it was the end towards which the building of the Canadian Pacific railway was the most important means<sup>64</sup>.

Il est donc impossible pour les Libéraux, ces anciens réformistes, qui cherchent à relancer l'économie canadienne à partir d'une politique de libre-échange avec les États-Unis et qui songent même à faire un tracé ferroviaire qui passe en partie à l'intérieur du pays voisin. Ce rapprochement avec les États-Unis nuit, selon Creighton, à la souveraineté du pays, ce qui explique pourquoi il défend si farouchement son héros, celui qui assure la pérennité de sa nation. Les Libéraux, affirme l'historien, s'opposent à l'ensemble de la vision nationale de Macdonald. Pour eux, le nationalisme des Conservateurs est contraire aux principes du marché et, par conséquent, illogique<sup>65</sup>. Heureusement pour le Canada, croit Creighton, le vieux Macdonald a réussi :

He had become a nation builder. The federal union of British North America was very largely his creation. In a national government which was as strong as he could make it, he had maintained British parliamentary institutions and, with the help of British diplomatic and military support, he had sought to extend the territory of the new nation to its final transcontinental limit. [...] [T]he whole of British North America had now been definitely staked out in a single claim [...] and the task which remained was to bind this huge, divided country together with railways, to people its empty spaces with settlers, to diversify and strengthen its simple economy with varied commercial enterprises<sup>66</sup>.

Creighton nous fait comprendre que le chemin de fer est la clef de voûte de l'entreprise canadienne. Sans elle, le pays ne pouvait se réaliser. « It would ensure both national integration and national development. It was the track of the future – the track of

---

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 207.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 306.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 253.



destiny<sup>67</sup>. » Un destin que Macdonald devait réaliser. Un destin qui, d'ailleurs, réussit à obtenir la faveur populaire des électeurs. Lors d'un discours en 1881, précise Creighton, la foule applaudit le premier ministre après la présentation de son projet national et, finalement, « Canada must remain, what it has become, an autonomous nation inside the British imperial system; and if it kept steadfastly to its first true course, the certainty of transcontinental nationhood lay before it<sup>68</sup>. »

\*\*\*

Le deuxième volume de *John A. Macdonald* présente un premier ministre avec une vision nationale qu'il réalise presque à lui seul. Le destin du pays est mené par une main de génie, celle de Macdonald et de son Parti conservateur. À sa mort, Macdonald lègue aux Canadiens, selon Creighton, un pays industrialisé, qui rivalise avec les États-Unis et qui est en mesure de maintenir sa souveraineté. Macdonald a donné tout ce dont le Canada avait besoin pour se réaliser. Il a réussi à créer cette laurénitienne qui semblait impossible quelques décennies plus tôt. Il était désormais impossible pour les prochains dirigeants du pays de ne pas suivre dans ses pas. En produisant son récit sur Macdonald, Creighton cherche enfin à broder une image titanesque du premier ministre, de donner confiance à une société qui se sent menacée, tant du niveau économique en raison des investissements massifs durant l'après-guerre par le capital étatsunien, qu'au niveau de la politique de Guerre froide qui menace le continent. Il apporte à l'historiographie canadienne non pas une révolution dans la façon de concevoir le pays, mais bien un autre discours, un récit alternatif à ceux d'un Arthur Lower qui voit dans l'histoire canadienne

---

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 326.

une marche incessante vers l'autonomie du pays de la Grande-Bretagne<sup>69</sup>. Pour Creighton, il n'y a pas d'émancipation de la mère patrie. Celle-ci n'est pas nécessaire. Au contraire, la Grande-Bretagne est partie prenante de la création d'un État canadien en Amérique du Nord. Creighton produit donc un contre-récit à « l'américanité » des historiens libéraux du Canada anglais.

Ses recherches sur Macdonald lui donnent une énorme notoriété. Donald Wright nous démontre bien que la vente de ses deux volumes est monumentale pour un historien<sup>70</sup>. Son capital symbolique s'accroît énormément. Comme en témoignent ses archives, les éloges pleuvent dans les journaux. Il devient désormais une sommité dans l'histoire canadienne. Pour Creighton, il faut préserver la souveraineté canadienne face à l'envahissement économique des États-Unis. Il faut résister à ceux qui cherchent à attaquer le legs de Macdonald avec des modifications constitutionnelles comme le bilinguisme et le biculturalisme. En ce sens, *John A. Macdonald* est déterminant dans la pensée de l'historien nationaliste.

### III) À la défense du Canada

À partir des années 1960, la pensée de Creighton prend un tournant résolument lugubre. Alors qu'il était au sommet de sa carrière avec la publication de ses deux tomes sur John A. Macdonald, le Canada se transforme devant lui. Il était témoin de l'effondrement de sa nation, d'une mutation catégorique du Canada qu'il a connu et du récit qu'il cherchait à établir. En effet, la période des trente glorieuses, un phénomène

---

<sup>69</sup> Arthur Lower, *Colony to Nation: A History of Canada*, Toronto, Longmans, Green & Company, 1946, 600 p.

<sup>70</sup> Donald Wright, *A Life in History*, op. cit., ch. 8, « Macdonald », p. 173-203.

qu'il nommera la « thirty-year joyride », <sup>71</sup> qui est marquée par une forte croissance économique heurtait les sensibilités du doyen de l'histoire canadienne-anglaise. En effet, il observe que le Canada s'américanise progressivement et qu'il abandonne ses racines britanniques. Le Parti libéral aurait participé à la liquidation entière de l'identité nationale canadienne, de ses institutions, et même de sa souveraineté <sup>72</sup>.

Amer, Creighton prend la plume et le podium pour dénoncer ce qu'il entend être l'abâtardissement du destin canadien. Il a travaillé toute sa vie à faire connaître aux citoyens l'épopée canadienne; il juge donc injuste que le pays se fasse torpiller ainsi. Nous pouvons constater, dans les écrits qui suivent la publication de son second tome de Macdonald, un véritable souci d'utiliser ses connaissances historiques pour protéger sa vision du Canada. En effet, son *Road to Confederation*, publié en 1964, est justement une tentative de remettre les pendules à l'heure au sujet de l'essence de la Confédération. Pour Creighton, les Pères de la Confédération ont créé un pays qui répond aux besoins des Canadiens. Il faut s'inspirer de leur œuvre plutôt que de tenter de la remanier et la modifier aux plaisirs des crises contemporaines.

#### *L'entre-deux : le chemin vers la Confédération*

Dans la réédition de *The Road to Confederation* publiée en 2012, le biographe de Donald Creighton, Donald Wright, précise que cet ouvrage ne livrait pas de nouvelles recherches sur la Confédération. C'est toutefois la première fois que l'ensemble des

---

<sup>71</sup> Donald Creighton, « Surviving in the Post-Keynesian Era », avril 1975, dans *The Passionate Observer*, Toronto, Macmillan, 1980, p. 38.

<sup>72</sup> Pour une critique des libéraux et de leur impact sur les institutions fédérales et l'identité nationale, voir C. P. Champion, *The Strange Demise of British Canada : The Liberals and Canadian Nationalism, 1964-1968*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010, 347 p.

connaissances de l'époque sur la création du Canada sont réunies dans un seul livre<sup>73</sup>. Il est important non seulement pour cet aspect, mais aussi parce que Creighton prépare une vigoureuse défense de sa thèse laurentienne : « it articulated and defended the Laurentian thesis, which had assumed a place in English Canada's mythology and its self-understanding<sup>74</sup> ». Cela dit, précise son biographe, ce livre s'inscrit dans un contexte bien précis. Creighton, qui craint de plus en plus l'intervention américaine dans l'économie canadienne et le fossé qui se creuse avec la Grande-Bretagne, estime que le Canada allait bientôt vivre son Waterloo<sup>75</sup>. La fin du pays est à l'horizon et l'incertitude plane. En ce sens, *Road to Confederation* est une tentative de revigorer le pays de Macdonald en lui redonnant un sens dans un contexte où règne l'incertitude.

En effet, Creighton cherche à travers l'histoire d'imposer une certitude pour les citoyens canadiens. Il remet en contexte le déroulement des pourparlers menant à la Confédération à la lumière des débats contemporains, notamment en ce qui a trait aux exigences canadiennes-françaises pour l'obtention du bilinguisme à travers le pays.

There was thus no solid constitutional basis for the claim of 'states rights' at [the] Quebec [Conference]. There was no strong impulsion that moved any group of delegate to assert such rights. [...] French-speaking Canadians, who believed in federation for its own sake, had no intention of attempting to isolate themselves within a self-sufficient and exclusive provincialism<sup>76</sup>.

Cette citation se réfère directement aux revendications des nationalistes canadiens-français, à la fois à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec, pour la reconnaissance du bilinguisme et du biculturalisme dans l'appareil fédéral. En effet, la thèse des États

---

<sup>73</sup> Donald Creighton, *The Road to Confederation : The Emergence of Canada, 1863-1867*, Don Mills, Oxford University Press, 2012 [1964], p. viii.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. x-xi.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 145.

associés prend du galon dans les années 1960 dans les mouvements nationalistes et fédéralistes du Canada français. Ces derniers cherchent des réparations historiques sous forme de modifications à la Constitution du Canada et de réforme dans le mode de gouvernance pour prendre en compte cette réalité historique. Pour Creighton, toutefois, l'idée selon laquelle le Canada était, au début, un pacte entre deux peuples fondateurs, n'est rien de moins qu'un mythe, une aberration de l'histoire. Les seules concessions à caractère culturel qui ont eu lieu lors des discussions par les Pères de la Confédération sont celles qui existaient déjà dans les constitutions précédentes pour le Québec, c'est-à-dire des tribunaux et un Parlement bilingue. Aucun statut particulier n'a été accordé à la langue française au pays, insiste l'historien :

Nobody suggested that the legal status of the French language in the national parliament should be extended to the legislatures and courts of any of the provinces [...] of what, it was intended, to be a truly transcontinental British American federation<sup>77</sup>.

L'idée qu'il existerait dans le nouveau pays une dualité culturelle était « regarded as completely invalid<sup>78</sup> ». Bref, il n'y avait pas, au Canada, de pacte entre deux peuples fondateurs. D'ailleurs Creighton inclut une référence à George Brown, qui écrit à sa femme, que le règne de terreur des Canadiens français tirait à sa fin : « French Canadianism entirely extinguished » affirme-t-il<sup>79</sup>.

Pour bien convaincre les personnes récalcitrants, Creighton cherche même à préciser la pensée du grand leader politique du Canada français de l'époque, George-Étienne Cartier :

---

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 178.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>79</sup> Brown cité dans *ibid.*, p. 182.

« In his view, French Canada must be enabled to control and regulate the legal system, and the cultural and religious institutions<sup>80</sup> », mais jamais n'affirme-t-il que ces privilèges, réservés au Québec, devaient s'exercer à l'extérieur de la nouvelle province. Plus encore, précise le doyen des historiens, les intérêts québécois étaient analogues à ceux du Canada, et même, ils en étaient inséparables : « [H]e was convinced that [Québec] could not, and did not, have any political or economic interests that were distinct or separate from those of the rest of Canada<sup>81</sup>. » Il devient donc impossible d'affirmer que les délégués québécois ont milité pour une reconnaissance des Canadiens français à titre de peuple fondateur ou d'un statut particulier pour le français à l'échelle du pays lors des pourparlers constitutionnels qui précèdent la création du Dominion du Canada.

Qui plus est, l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* cherchait à faire naître un pays centralisé; c'est la raison pour laquelle l'historien précise qu'il n'y était pas question de droits provinciaux comme il était le cas à la même époque durant la Guerre civile américaine :

What the delegates intended was something radically different [than the United States]. They planned a paramount national parliament and government, and subordinate, quasi-municipal local institutions<sup>82</sup>.

L'idéologie de Creighton, toutefois, transparait dans ce passage. En insistant sur l'idée selon laquelle les provinces n'étaient, à la fin, que de petits gouvernements, essentiellement de grandes municipalités, il réitère sa conviction profonde qu'Ottawa est le seul véritable gouvernement national. Impossible, donc, pour le Québec de devenir le

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 178.

gouvernement – encore moins l’État – national des Canadiens français comme le revendiquent les néonationalistes, notamment Michel Brunet. Au contraire, pour Creighton, la province, avec ses pouvoirs très limités, devait être subordonné à l’État central qui, lui seul, pouvait déterminer l’avenir économique, social et politique du pays. Les Canadiens, croit-il, ont créé l’antithèse des États-Unis.

La stratégie est claire : en mettant en échec les arguments des nationalistes canadiens-français qui cherchaient à réécrire l’histoire canadienne dans l’optique d’obtenir des politiques favorables au fait français, il devenait impossible de justifier auprès du gouvernement d’Ottawa et de la population canadienne des réformes onéreuses pour l’avenir du pays. Pour Creighton, il faut le préciser, l’ennemi premier est la présence américaine. Nous l’avons mentionné auparavant, le Canada demeure l’antithèse des États-Unis, et toute modification à la Constitution du pays risque de faire chavirer le navire canadien dans les eaux américaines. En ce sens, *Road to Confederation* est une tentative de préciser la nature même de la Confédération en puisant dans l’histoire des conférences constitutionnelles et des tractations pour faire naître l’*Acte de l’Amérique du Nord britannique*. Si Wright perçoit un Creighton anxieux pour l’avenir de son pays, il importe de comprendre que c’est un Creighton combatif qui se livre à la défense de sa patrie dans les pages de cette monographie. Bien que ce livre est publié durant la période étudiée par Jon Sufrin, ce dernier ne le retient pas dans son corpus d’analyse. Or, il n’est pas encore possible, croyons-nous, d’affirmer que Creighton a une vision apocalyptique du pays, contrairement à ce qu’affirme Sufrin. Cette transformation, informée par le contexte politique contemporain, s’opère toutefois dans ses prochains écrits.

*L'âge des ténèbres : l'avenir obscur du Canada*

*The Road to Confederation* est, en quelque sorte, un entre-deux de la vision optimiste de Creighton, celle d'un Canada vigoureux, et le pessimisme prolix du doyen de l'histoire canadienne-anglaise. Ses prochains livres et ses articles publiés dans les magazines populaires comme le *Maclean's* et la revue *Saturday Night*, qui était bien prisée des intellectuels du Canada anglais, regorgent, de leur côté, d'un pessimisme amer. Comme le soulève d'ailleurs son biographe, c'est aussi une époque durant laquelle Creighton souffre de problèmes de santé, ce qui influence sa vision du pays. Donald Wright, le biographe de l'historien, nous indique que le doyen avait de nombreux problèmes d'estomac lorsqu'il était président du département d'histoire de l'Université de Toronto à la fin des années 1950 et ce, jusqu'au milieu des années 1960. Ces problèmes s'aggravent à partir de 1976 et ils causent sa mort, en 1979<sup>83</sup>. Ces deux recueils de textes, l'un d'eux publié de manière post-mortem, *Canada's First Century*, et *The Forked Road*, demeurent de redoutables synthèses pour comprendre l'évolution de la pensée creightonienne au cours des années 1970.

L'entrée en matière de *Canada's First Century*, une synthèse des cent premières années de la Confédération canadienne, donne le ton à l'ensemble de l'œuvre. Creighton y affirme que la relation antagoniste entre francophones et anglophones forme l'antithèse de l'esprit du Canada<sup>84</sup>. *Canada's First Century* sonne le glas du pays. Seule une réaffirmation des principes de base du Canada – c'est-à-dire l'existence en Amérique du Nord d'un pays d'origine britannique, une monarchie constitutionnelle modérée et liée à

---

<sup>83</sup> Donald Wright, *Donald Creighton: A Life in History*, op. cit., p. 310, 323, 327. Le cancer dont il souffre exige une prostatectomie.

<sup>84</sup> Donald Creighton, *Canada's First Century*, Toronto, Macmillan, 1970, p. 4.



la Grande-Bretagne contre les États-Unis – peut prévenir le déluge. Toute modification à cette formule de départ serait catastrophique pour l’avenir du pays.

The primary aim of Confederation was political – the creation of a great ‘new nationality’ and the British North American act was the result of a political agreement among several provinces, not of a cultural compact of two ethnic groups, English and French<sup>85</sup>.

Les Pères de la Confédération n’ont jamais cherché à faire du Canada un pays bilingue. Ils n’ont jamais approuvé la création d’écoles de langue française et le biculturalisme n’a jamais traversé leur esprit. Les Canadiens français « were given no protected position in the nation as a whole<sup>86</sup> ».

Les adversaires contemporains de Creighton sont tous ciblés par ses tirs. Le Parti libéral est fortement escamoté par la plume du vénérable historien, tout autant que les Canadiens français. Il affirme, à titre d’exemple, que le Québec d’avant la Révolution tranquille n’était rien de moins qu’une « singularly backwards province<sup>87</sup> ». Les Canadiens français sont, pour Creighton, les artisans de leur propre malheur. Les nationalistes canadiens-français – Creighton ne fait pas la distinction entre les néonationalistes, les souverainistes et les fédéralistes – accusent de manière injuste les Canadiens anglais de les avoir exploités au cours de l’histoire canadienne, alors que Creighton affirme haut et fort que c’est plutôt en raison de leur Église et de leur élite qu’ils souffrent d’un retard économique par rapport aux autres Canadiens<sup>88</sup>.

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 329.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 332.

Qui plus est, il accuse l'ensemble de la province depuis l'élection de Jean Lesage, de s'être investi de plein fouet dans un processus de « provincial separation<sup>89</sup> ».

L'historien est vertement frustré par ce qu'il considère être la contradiction fondamentale du mouvement nationaliste (qu'il confond obstinément avec les souverainistes) canadien-français qui cherche, d'après lui, à imposer le bilinguisme et le biculturalisme à l'ensemble du pays, tout en cherchant à obtenir la pleine autonomie pour la province du Québec. Ce sont deux antinomies qui ne peuvent être rescapées; le pays ne peut offrir l'un et l'autre, ce serait, pour l'historien, un désastre<sup>90</sup>. Le débat sur l'unité nationale ne serait qu'un long monologue entamé par le Canada français qui s'impose contre les Canadiens. Il affirme qu'il était impossible pour les Canadiens anglais de s'affirmer contre les demandes francophones qui, en fin de compte, se résument à une quête pour plus d'argent afin de se payer l'indépendance<sup>91</sup>. Visiblement anxieux, l'historien torontois refuse d'accorder de l'importance aux demandes politiques des Canadiens français. Il n'arrive pas à cerner les nuances au sein des mouvements nationalistes. Au contraire, il estime que ce sont des séparatistes affamés d'argent et de pouvoir qui ne veulent rien de moins que de détruire son pays.

Mais sans doute la cible préférée de Donald Creighton est les Libéraux fédéraux. Le parti qui a conservé la gouvernance du pays durant presque la totalité de la période qui suit la fin de la Deuxième Guerre mondiale a amorcé le démantèlement du Canada qu'avait créé John A. Macdonald. Pour Creighton, c'était une erreur lorsque le gouvernement libéral d'Alexander Mackenzie a conçu la loi qui donnait naissance aux

---

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 316.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 331.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 332, 337.

Territoires-du-Nord-West en 1875 avec des dispositions linguistiques et confessionnelles.

« These changes were not the result of a deliberate government attempt to promote bilingualism », précise l'historien. Ces dispositions n'étaient que temporaires; elles existaient en raison d'une malheureuse pression exercée par les Canadiens français. De toute manière, elle trahissait la vocation fondamentale du Canada et des territoires de l'ouest<sup>92</sup>. De plus, c'est un Oliver Mowat qui, durant la fin du 19<sup>e</sup> siècle, a posé les premiers gestes en cette direction en exigeant, avec son pendant québécois Honoré Mercier, l'égalité des provinces avec le gouvernement fédéral et à mobiliser les provinces pour une décentralisation d'Ottawa<sup>93</sup>.

Les libéraux qui gouvernent durant et après la Deuxième Guerre mondiale ont noué avec une stratégie contraire aux intérêts fondamentaux des Canadiens. Pour Creighton, William Lyon Mackenzie King et Louis St. Laurent ont surtout été préoccupés à assurer l'indépendance du pays en rompant avec le lien impérial. Ces derniers n'avaient pas compris que la réelle menace ne venait pas d'outre-Atlantique, mais bien du sud. « In the economic and political world, Canada had gained autonomy in one empire only to become a colony in another », celui des États-Unis<sup>94</sup>. La preuve la plus éloquente pour l'historien est lors de la planification de la Voie maritime du Saint-Laurent qui aurait pu obtenir la palme de la plus grande réalisation canadienne du 20<sup>e</sup> siècle, mais qui, malheureusement, a été réalisée avec le concours des États-Unis qui, en investissant dans le projet, se sont assuré une part de sa gestion<sup>95</sup>. Qui plus est, le refus des Canadiens de venir en aide à la Grande-Bretagne et à la France lors de la crise du canal de Suez a

---

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 285.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 290.

démontré à quel point le pays cherchait à s'isoler du monde des affaires internationales afin de s'ancrer dans un isolationnisme continental<sup>96</sup> : « King, the archetypal Canadian continentalist, broke up the Britannic union without even attempting to devise policies for a separate and independant Canada<sup>97</sup>. »

Le nouveau drapeau, qu'a proposé le chef libéral Lester B. Pearson, n'est rien de moins qu'un rejet de l'histoire, d'après Creighton, une manière de faire qui est une spécialisation des Libéraux. Ce drapeau « bore a disturbingly close resemblance to the flag of a new "instant" African nation, a nation without a past, and with a highly uncertain future<sup>98</sup>. Les institutions canadiennes sont désormais sur la défensive, affirme Creighton, et le gouvernement canadien n'a pas la moindre idée du dommage qu'il inflige au pays :

[Canadians] had permitted their government to turn its back on their past and to repudiate their history; and in the bankruptcy of their own national philosophies, they turned instinctively to the nearest available creditor, the United States<sup>99</sup>.

Creighton récidive avec son envolée enflammée contre les libéraux. *The Forked Road* s'intéresse à la dynastie libérale entre 1939 à 1957, soit à la veille de l'élection de John Diefenbaker. C'est durant cette période que les premiers ministres Mackenzie King qui « had always had a great talent for verbal flatulence » et Louis St. Laurent ont liquidé le contenu historique des institutions canadiennes<sup>100</sup>. En effet, Creighton accuse King d'avoir nié sa responsabilité envers la Grande-Bretagne et le Commonwealth à la veille

---

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 298.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 353.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 337.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 356.

<sup>100</sup> Donald Creighton, *The Forked Road: Canada 1939-1957*, Toronto, Macmillan, 1976, p. 2.

du deuxième conflit mondial. En cherchant à affirmer sa souveraineté envers la mère patrie, le Canada se serait plutôt engagé de nouveau dans la voie coloniale : « The return which Canada was most likely to experience was a return to an older and more primitive status – colonialism, with a new imperial suzerain, the United States<sup>101</sup>. »

Toujours selon l'historien, le Canada, plutôt que de s'engager réellement pour accomplir sa souveraineté nationale en s'imposant dans la communauté internationale, s'est surtout retiré en se concentrant sur le continent. « Canada had turned inward upon itself, had retreated to the security of fortress North America » en démantelant l'appareil du Commonwealth qu'il avait contribué à créer<sup>102</sup>. En effet, la guerre, fait remarquer l'historien, a démontré ni plus ni moins que le premier ministre King n'était qu'une marionnette fantoche du Président des États-Unis<sup>103</sup>. Après la guerre, l'influence américaine ne cessait d'augmenter, s'imposant ainsi dans la politique fiscale du Canada, alors que le gouvernement du pays s'intéresse plutôt à concéder des symboles aux Canadiens français, notamment en abandonnant le mot « dominion » pour nommer le pays<sup>104</sup>. Le fait est, pour Creighton, que le Canada a tourné le dos à son destin; le Parti libéral procédait à une réingénierie du Canada « in their image<sup>105</sup> », car « [g]overnment by party virtually ceased to exist. Instead, the Liberals had become the party of government<sup>106</sup> », à son grand dam.

Ces deux monographies de Creighton démontrent fort bien l'humeur de l'historien. Le professeur de l'Université de Toronto s'acharne sans répit contre les

---

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 15-16.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 123, 137.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 226

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 235.

nationalistes canadiens-français et, surtout, contre le Parti libéral qui s'empresse à leur donner la lune. Il importe de noter que, dans ses deux recueils d'articles, *Towards the Discovery of Canada*, publié en 1972 et *The Passionate Observer*, publié après sa mort en 1980, le ton demeure le même. Par exemple, dans son article « The Use and Abuse of History », l'historien accuse notamment les Libéraux et les Canadiens français d'écarter le travail des Pères de la Confédération, ou, du moins, d'en faire une interprétation libre. L'histoire de la fondation du pays, nous l'avons déjà indiqué, démontrait sans réserve que la théorie des peuples fondateurs a été créée de toutes pièces<sup>107</sup>.

\*\*\*

Il existe une profonde évolution dans le récit de Donald Creighton. Le jeune historien s'était donné le défi d'écrire un grand récit canadien durant les années 1930 et a réussi à opérer une révolution dans l'historiographie canadienne, mariant la théorie des *staples* avec la thèse de la laurentie, celle d'une géographie qui pousse les marchands vers l'ouest pour exploiter les ressources naturelles du vaste territoire canadien. La Terre de Rupert est, pour Creighton, un héritage sacré du pays que lui lègue la Grande-Bretagne. La mission presque providentielle du Canada est de joindre les deux océans en créant un royaume de style britannique qui est indépendant des États-Unis. Durant les années 1950, l'historien cherche à donner aux Canadiens un récit glorieux du premier chef du pays, le fondateur et maître à penser du Canada. À travers John A. Macdonald, Creighton se permet d'étaler sa thèse, sa vision du Canada, dans des ouvrages qui totalisent plus de 1 000 pages. Macdonald est l'instrument de la vision nationaliste et

---

<sup>107</sup> Donald Creighton, « *The Use and Abuse of History* », discours à l'Université Trent le 4 novembre 1965, publié dans le *Journal of Canadian Studies*, 1 (mai 1966) et reproduit dans *Towards the Discovery of Canada*, p. 78.

conservatrice du pays, défendue par Creighton. Avec cette biographie, il est au sommet de son art et grandement respecté. La critique acclame son livre comme un véritable chef d'œuvre. Il a pu donner une certitude à sa petite société, le Canada, qui existe tout près du géant américain.

Mais le récit se transforme en réaction à la Révolution tranquille. Soudainement, les nationalistes canadiens-français militent soit pour l'égalité, le bilinguisme et le biculturalisme, ou encore pour l'indépendance du Québec. Le grand récit canadien est bouleversé. Le gardien de ce récit est remis en question. Creighton se lance aussitôt dans une défense rigoureuse du récit canadien qu'il a fait naître. La thèse des deux peuples fondateurs n'est rien de moins qu'une fabrication de toute pièce, selon lui. Effectivement, le doyen a raison lorsqu'il écrit que cette thèse n'a aucunement fondement historique lorsque l'on porte attention aux négociations qui mènent à l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*. Mais le Canada français a cherché à s'imposer après des années sous le joug d'une majorité anglophone. L'unité était rompue. Creighton constate avec désarroi la fragilité de son récit dans un Canada en refondation. La nouvelle identité canadienne est émancipée des symboles et références à la Grande-Bretagne et ouverte aux demandes canadiennes-françaises. D'après l'interprétation de Creighton, cet écran de fumée distrait du véritable enjeu : les menaces à l'indépendance du pays face à l'invasion économique des États-Unis. De la fin des années 1960 jusqu'à la fin de sa vie en 1979, c'est un Donald Creighton malade et déprimé qui prend la parole pour dénoncer l'état des choses. L'historien estime, dans ses dernières années, qu'il a échoué. Il a travaillé en vain, car le Canada, ce pays qu'il aimait, a été détruit; nous reviendrons d'ailleurs sur cette question.

À la fin, il estimait sombrer dans l'obscurité, l'indifférence; cet homme qui avait livré sa vie pour le pays.



## Chapitre deuxième – L’historien de combat : les écrits de Michel Brunet

L’école historique de Montréal, comme l’a bien montré Jean Lamarre dans sa magistrale monographie sur les historiens néonationalistes, était composée de trois principaux ténors. Michel Brunet était sans doute le mieux connu des trois à l’époque dans l’espace public canadien. Mason Wade, un historien américain qui a dédié une importante synthèse sur le Québec<sup>1</sup>, disait du groupe qu’il était composé « d’un qui pense [Maurice Séguin], d’un qui écrit [Guy Frégault] et d’un qui crie [Brunet] »<sup>2</sup>. En effet, à titre d’historien, Brunet a rapidement développé une réputation de polémiste dans les milieux intellectuels du Canada français. Il adorait être le centre de la controverse, et il ne se gênait jamais de se précipiter sur toutes les tribunes qui s’offraient à lui pour promouvoir la « nouvelle interprétation » de l’histoire canadienne-française.

Il serait inutile ici de répéter le travail de Lamarre. Nous cherchons plutôt à comprendre les stratégies qui se cachent derrière le récit de cet historien. Les livres de Brunet sont l’ancrage de sa pensée publique sur l’histoire canadienne-française.

Notons toutefois quelques remarques de Lamarre sur Brunet. Lamarre affirme que l’historien montréalais aurait développé les bases de sa pensée sur l’histoire avant sa rencontre avec les thèses de Maurice Séguin sur la Conquête du Canada français<sup>3</sup>. Cela dit, Lamarre affirme avec justesse que Brunet n’avait pas encore effectué des recherches sur le Canada français avant son embauche à l’Université de Montréal où il viendra à cotoyer Guy Frégault et Maurice Séguin. Ses recherches sur le Québec ont donc été largement influencées par les théories de Séguin sur le Canada français. À ceci s’ajoute,

---

<sup>1</sup> Mason Wade, *The French Canadians, 1760-1945*, London, Macmillan, 1955, 1136 p.

<sup>2</sup> Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)*, Sillery, Septentrion, 1993, p. 384.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 374.

bien sûr, le cheminement doctoral du jeune professeur lors de son séjour étatsunien. De surcroît, Lamarre explique que Brunet n'aurait pas entièrement compris la thèse de Séguin concernant le Canada français. Précisons que, pour Séguin, la Confédération est nécessairement le point culminant de l'annexion du Canada français à un pouvoir étranger. Or, souligne-t-il, Brunet voit dans cet événement – notamment en raison de la création d'un gouvernement provincial majoritairement canadien-français –, un nouveau départ<sup>4</sup>. En ce sens, la filiation avec l'abbé Groulx paraît claire<sup>5</sup>.

Il importe peu pour notre analyse de savoir si Brunet était un disciple entièrement converti à la pensée de Séguin ou s'il communiait exclusivement à cet autel. Cet historien est plus qu'un figurant dans le développement de la thèse néonationaliste. Il en est le principal porte-parole dans l'espace public. Comprenons ici que Brunet est fondamentalement pragmatique. Il fait aussi œuvre d'intellectuel dans l'espace public. Patriote du Canada français, il est, contrairement à son collègue Séguin, farouchement optimiste – ce qui en surprendra plus d'un –. Brunet se voit investi d'une mission d'éducation publique auprès du peuple canadien-français. L'enseignement était, d'ailleurs, sa première vocation<sup>6</sup>. Ses cours, ses écrits, ses conférences et ses interventions dans l'espace public s'articulent autour d'un but précis : convaincre les Canadiens français du Québec qu'ils peuvent être un peuple normal et moderne en prenant connaissance de leur histoire. La Conquête britannique de la Nouvelle-France a voué les Canadiens français à une survivance tout à fait anormale comparée aux autres peuples du monde. En acceptant la Conquête comme traumatisme, selon une analyse

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, 385.

<sup>5</sup> Sur la pensée de Groulx, voir Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières*, *op. cit.*

<sup>6</sup> Lamarre, 351-352.

« objective » et « scientifique » de l'histoire, contrairement au nationalisme traditionnel canadien-français, les Québécois peuvent se libérer de leur « servitude stérile » et de leur lot de peuple à moitié assimilé.<sup>7</sup> Sur ce point, Brunet est l'apôtre – pour ne pas dire le prophète –, par excellence.

Il faut noter une caractéristique tout à fait particulière de la carrière de Michel Brunet. Bien qu'il ait fait publier un très grand nombre de livres, sa bibliographie a cette particularité d'être un amas d'articles et de conférences. Brunet n'a pas de *classique*, pour ainsi dire, à son actif comme son contemporain – et adversaire – Fernand Ouellet qui publia en 1966 *L'histoire économique et sociale du Québec 1760-1850 : structures et conjonctures*<sup>8</sup>. La seule monographie digne de ce nom qu'a fait publier Brunet demeure son ouvrage de 1969 intitulé *Les Canadiens français après la Conquête, 1759-1775*<sup>9</sup>. En somme, la qualité des écrits, du point de vue de la *méthode historique* est d'une grande pauvreté, quoiqu'ancré dans un cadre théorique en continuité avec la vision groulxiste de l'histoire. Il y a dans la pensée de Brunet une articulation particulière de la thèse de la courbe ascendante des Canadiens français. En effet, son œuvre s'articule autour de l'émancipation des Canadiens français du Québec d'une Conquête tragique, qui empêcha toute évolution normale des Canadiens français. C'est le cœur de ses propos. Néanmoins, bien que ses écrits souffrent de répétition, Brunet est un éducateur dans l'âme. La répétition est sa méthode privilégiée et il multiplie les occasions de publier sa thèse pour convaincre les Québécois d'investir le Québec.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, 14, 16.

<sup>8</sup> Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjonctures*, Montréal, Fides, 1966, 639 p.

<sup>9</sup> Michel Brunet, *Les Canadiens français après la Conquête, 1759-1775*, Montréal, Fides, 1969, 313 p.

Il faut d'ailleurs mentionner les propos forts critiques qu'a tenus Ronald Rudin au sujet de l'œuvre de Brunet. Dans son *Faire de l'histoire au Québec*, Rudin insiste sur l'immense pauvreté des travaux de Brunet, notamment sur le plan méthodologique. Il critique les « louanges » de Lamarre qui en fait un des plus importants historiens de sa génération<sup>10</sup>. Selon Rudin, les livres de Brunet « ne furent guère que des montages d'essais vaguement liés les uns aux autres » qui ne faisaient qu'ajouter « à la conception catastrophique de la Conquête élaborée vingt ans auparavant par Maurice Séguin »<sup>11</sup>. Certes, le legs historique de Brunet est pauvre. Par contre, le jugement sévère de Rudin sur l'historien montréalais fait de Brunet une véritable caricature. Pourtant, la force de Brunet n'est pas strictement dans ses livres qui sont surtout des essais, pour ne pas dire des chroniques. Il élabore un important récit qu'il exporte dans de nombreux médiums de l'espace public. Il ne faut donc pas limiter notre regard aux écrits de cet historien, comme le font Rudin et Lamarre, mais plutôt utiliser ses écrits comme tremplin pour comprendre l'ensemble de son œuvre qui a évolué à l'extérieur de la cité universitaire.

Ce chapitre propose une analyse des quatre principaux livres de l'historien au cours des années 1950 et 1960, *Canadiens et Canadiens*, *La présence anglaise et les Canadiens*, *Québec, Canada : deux itinéraires, un affrontement*, chacun des recueils d'articles, de conférences et de comptes rendus, et son unique monographie intitulée *Les Canadiens après la Conquête*. À travers ses ouvrages, l'historien montréalais élabore un récit néonationaliste. Il développe, entre autres, l'idée selon laquelle le Canada est composé de deux nations mais les Canadiens anglais ont dominé l'espace politique en raison de leur force démographique. Les minorités canadiennes-françaises, véritable

---

<sup>10</sup> Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, p. 146.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 145.

fardeau pour l'avenir québécois, doivent d'ailleurs être larguées au profit d'une nation canadienne-française recentrée sur le territoire québécois, seul endroit où les francophones forment la majorité et ont accès à un gouvernement qu'ils contrôlent entièrement.

### ***I) Les Canadiens et les Canadiens***

Le premier livre de Brunet évoque très clairement le combat de sa carrière. *Canadiens et Canadiens*, de la première de couverture à la quatrième, présente une thèse forte et controversée : il existe au Canada deux nations avec des origines et des objectifs différents<sup>12</sup>. Il articule donc un propos qui met en doute l'existence d'un Canada qui a à cœur de défendre et de promouvoir les intérêts des Canadiens français. Ce serait une chimère. Brunet reproche d'ailleurs aux historiens d'avoir formulé un récit tronqué de l'histoire et d'avoir répété sans en être très critiques une histoire qui camouflait cette réalité<sup>13</sup>. Cette époque est, fort heureusement, révolue, estime l'historien. Les Canadiens français éclairés deviennent de plus en plus exigeants à l'égard de leurs leaders et du Canada, car l'État fédéral est le gouvernement national des Canadiens anglais. Dans ce premier ouvrage, Brunet veut mettre au défi les récits historiques reçus.

### *Une philosophie de l'histoire*

Brunet est tout à fait conscient de l'importance du récit de l'historien dans les sociétés contemporaines de l'Occident. Le récit est la « mémoire de l'humanité », d'après

---

<sup>12</sup> Michel Brunet, *Canadiens et Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1954, 182 p.

<sup>13</sup> *Ibid.*, « Introduction », p. 12.

son analyse. Les historiens en sont d'ailleurs les gardiens. L'objectivité scientifique<sup>14</sup>, qui demeure l'ambition générale chez les historiens éduqués aux États-Unis à l'époque de Brunet, cherche à empêcher les dérapages démagogiques desquels se souciait Paul Valéry, pour qui le récit d'histoire pouvait être fort dangereux s'il était utilisé à des fins sordides<sup>15</sup>.

L'historien montréalais justifie sa position en expliquant l'évolution du métier d'historien depuis deux siècles. Il explique que l'histoire critique est à ses balbutiements au XVIII<sup>e</sup> siècle et n'a réellement son envol qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque les universités allemandes prennent le flambeau et lui donne son véritable élan. Avant ces développements, l'histoire était composée surtout de « beaux récits » d'après Brunet. Désormais, l'histoire exige beaucoup plus de ses pratiquants. Brunet identifie Marc Bloch comme le père de la méthode historique moderne, celle selon laquelle l'historien doit se vouer à une lecture minutieuse afin de faire le tri de la documentation nécessaire pour son travail. Enfin, l'objectif de l'historien est la quête de la vérité et non pas la poursuite de la plus belle prose<sup>16</sup>. En ce sens, Brunet se distingue de son homologue anglophone Creighton. Ces deux ne peuvent être plus opposés.

Le récit national d'un pays serait lié à ce que l'historien nomme la « maturité intellectuelle d'une nation »<sup>17</sup>. Ce récit – et, par conséquent, la maturité de la nation – suivrait une courbe ascendante hégélienne vers une étude objective et scientifique du

---

<sup>14</sup> Notons que Brunet obtient son doctorat aux États-Unis, pendant une période de recrudescence de l'objectivité comme principe et comme prétention chez les historiens américains. Voir Peter Novick, *That Noble Dream. The "Objectivity Question" and the American Historical Profession*, Cambridge, Cambridge University Press, 648 p.

<sup>15</sup> Valéry cité par Brunet, *ibid.*, « Histoire et historiens », p. 33. Voir Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Paris, Gallimard, 1990, p. 35.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 34-36.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 37.

milieu. Cette conception lui permet d'ailleurs de mieux attaquer les « anciens ».

L'historien est en plus l'un des principaux contributeurs de l'identité nationale. Brunet affirme que les historiens Bancroft et Parkman ont participé autant qu'un George Washington au développement de la nation américaine. La « conscience nationaliste » du Canada anglais serait d'ailleurs le résultat des écrits d'historiens anglophones comme A. R. M. Lower, O. D. Skelton et Donald Creighton<sup>18</sup>. Malheureusement, le récit canadien-français aurait été tronqué en grande partie en raison du développement anormal de cette nation. Il aurait emprunté une voie résolument messianique, devenant « [u]ne histoire nationale dorée et faussée par l'émotion patriotique [et qui] n'a aucune valeur d'éducation<sup>19</sup> ». Mais Brunet se garde de trop dénoncer les anciens historiens du Canada français. Leur fuite dans un univers fantastique n'est, en fin de compte, qu'une conséquence de la Conquête :

Les Canadiens français constituaient une minorité continuellement menacée par un ordre économique qu'ils ne contrôlaient pas. Ils demandèrent à l'histoire et aux historiens de leur fournir des raisons de survivre et d'espérer<sup>20</sup>.

La fonction sociale de l'historien a donc été de fournir un récit positif qui donnait un sens à la situation dans laquelle se retrouvaient les Canadiens français. L'évolution de l'histoire scientifique devait attendre, par exemple, au Canada français, l'ascension d'un Lionel Groulx<sup>21</sup>. Succédant à Thomas Chapais et à Lionel Groulx, une cohorte d'historiens professionnels, doctorat en poche, prend d'assaut les instituts d'histoire à Québec et à Montréal avec la nomination des Trudel, Frégault et Séguin. C'est donc la

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>21</sup> Ronald Rudin, *Écrire l'histoire au Québec, op. cit.*, Brunet *Canadians* 41.

première promotion d'historiens formés à la méthode historique qui envahit dans les universités francophones, contrairement au Canada anglais<sup>22</sup>.

Ce constat n'est pas sans importance. Brunet et ses collègues à Montréal et à Québec ont un énorme capital symbolique que leur procure leur poste universitaire. Ils sont la première génération d'historiens formée à la méthode scientifique dans les grandes universités de la France et des États-Unis. Avec leur bagage scientifique, ces historiens viennent bouleverser la connaissance, l'enseignement et la recherche en histoire. Leur titre d'historien ajoute à cette légitimité, à ce capital, dont certains, c'est notamment le cas de Brunet, s'empressent d'exploiter. De plus, ils ont l'heureuse tâche de réécrire l'histoire nationale en rabrouant l'ensemble de ce que Brunet nomme les mythes compensateurs. Brunet, en créant un nouveau récit national qui repose sur les effets de la Conquête et en publiant de nombreux livres accessibles au public, permet d'augmenter son capital symbolique pour devenir un incontournable de la question nationale. Sa présence dans les médias, comme nous le verrons au quatrième chapitre, en est une preuve éloquente. De fait, il importe peu si Brunet produit surtout dans ses livres de l'opinion ou des essais; son capital symbolique et son titre de professeur universitaire deviennent une arme avec laquelle il peut discréditer ses adversaires et promouvoir son récit, celui de la vérité historique.

Brunet affirme d'ailleurs que celui qui est formé par la science historique n'a que de maître la quête de la vérité. Cette mission doit être partagée par l'ensemble des historiens, malgré le dérangement que cela peut causer :

À ceux qui lui [l'historien] reprochent de détruire de chères et douces illusions patriotiques, l'historien répond qu'il n'a pas, comme le

---

<sup>22</sup> Donald Wright, *The Professionalisation of History in English Canada*, op. cit.



romancier, la liberté de *créer ses personnages et inventer son récit*. Les acteurs et les événements ne sont pas les produits de son imagination. L'historien n'est qu'un témoin et son témoignage doit être donné sans contraintes, sans calcul, en toute franchise même si la vérité scandalise<sup>23</sup>.

Sa réflexion révèle sa conviction profonde sur le métier de l'historien. À titre de praticien du métier, Brunet se refuse d'embellir, de « créer » ou de façonner d'une quelconque manière son récit pour esthétiser ou pour l'orienter vers une certaine idéologie.

L'importance de sa réflexion ici est double : d'une part, Brunet est farouchement convaincu que ses propos baignent dans la science objective bien qu'il n'arrive pas toujours à prouver ses assertions à partir de sources. Ses affirmations, selon lui, ne sont pas idéologiques et encore moins des opinions. Elles sont le résultat d'une réflexion épurée des violations de l'histoire moderne, des mythes ou des propos fantastiques. Il est un produit de la méthode historique moderne, de sorte que ses assertions, en raison de son poste et de son éducation, ne sont ni plus ni moins, la vérité. D'autre part, il s'acharne contre les « anciens ». Ces derniers n'ont pas reçu la même formation que lui et ne pouvaient pas s'empêcher de créer des mythes compensatoires. Il fallait donner aux Canadiens français de cette époque une raison d'être fiers. Le messianisme accorde à ce peuple la fierté nécessaire. Mais, comme l'affirme Brunet, chaque génération doit réécrire l'histoire. Voilà la mission que s'est donnée l'historien montréalais. Le Canada français, ayant atteint le seuil minimal de « maturité intellectuelle », selon lui, peut maintenant procéder à une réflexion rigoureuse de son passé et de son présent, et en finir avec ce doux rêve d'une nation canadienne, un véritable canular que cherche à exposer Brunet.

*Le récit de « l'étranger » : le Canadian*

---

<sup>23</sup> Brunet, *Canadiens et Canadiens*, *op. cit.*, p. 46.

Il faut, selon l'historien, mettre en relief l'existence d'une autre société – d'une autre nation –, qui s'est développée au pays depuis la Conquête de 1759-1963. Celle-ci s'oppose au Canada français : « C'est la nation *Canadian*. Elle a créé un second royaume au Canada<sup>24</sup>. » Ce second royaume, nous l'avons deviné, s'érige contre la nation canadienne-française qui, elle, est plus faible et qui n'est majoritaire que dans le vieux bercail sur le bord du Saint-Laurent.

Brunet veut donc produire un nouveau récit qui s'inscrit dans les exigences scientifiques de l'histoire contemporaine. Cela étant dit, son récit est indéniablement ancré dans le présent. S'il rédige une masse d'articles et un recueil qui articule une même thèse sans devoir effectuer des recherches méticuleuses, c'est que le temps presse. Les *Canadians*, depuis quelques décennies et, surtout, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, cherchent à ériger un État-nation, de dire Brunet, à partir du gouvernement central à Ottawa<sup>25</sup>. Le leadership canadien-français, n'a pas été conscient de cette réalité troublante et « [a] choisi la tactique de l'autruche » pendant des décennies<sup>26</sup>. Voilà le problème fondamental du récit des anciens, celui du miracle de la survivance et des héros de la Nouvelle-France; il manque d'objectivité devant le conquérant, le *Canadian* qui procède à l'édification nationale d'une société qui s'intéresse peu à la question canadienne-française. En ce sens, la fragilité scientifique de l'œuvre de Brunet – bien qu'il s'opposerait à cette accusation – est en partie compensée par la nécessité d'agir. Séguin a produit un cadre théorique et Brunet, en quelque sorte, se donne la mission de propager la Bonne Nouvelle.

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>25</sup> *Ibid.*, « *Canadians* et Canadiens », p. 25-26.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 13.

Pour Brunet, il n'existe pas, précise-t-il, de nation « canadienne » proprement dite. Le seul scénario pouvant mener à une telle fusion est celui de l'assimilation des Canadiens français à la nation *Canadian*. En ce sens, l'éternelle quête de la furtive unité nationale est « une expression trompeuse qu'emploie la majorité [*Canadian*] pour exiger de la minorité [canadienne-française] ce qu'elle n'ose pas réclamer », c'est-à-dire des concessions, et même l'intégration<sup>27</sup>. Un Donald Creighton fustige tout mouvement qui cherche à empêcher l'édification d'un État central fort. C'est en quelque sorte le modèle du *Canadian* pour Brunet, un avide lecteur du doyen, si on peut croire sa correspondance avec Creighton en 1956. En effet, Brunet affirme à son homologue anglophone qu'il est un des piliers de la nouvelle interprétation historique au Québec :

Grâce à vos travaux, il est maintenant possible pour les historiens canadiens-français de voir quelles ont été les conséquences désastreuses de la Conquête anglaise pour leur nationalité. Celle-ci, privée de l'appui nécessaire de sa métropole naturelle, avait perdu la liberté de se développer normalement<sup>28</sup>.

La mission que s'est donnée Brunet est donc d'exposer les faux prophètes du Canada français pour lever le voile sur la « vérité ». Les marchands du mensonge doivent être chassés du temple.

L'historien est conscient qu'une telle œuvre risque de froisser plusieurs esprits. Il ne cache d'ailleurs pas son engagement comme en témoigne cette lettre à l'historien anglophone Bill Morton en 1957 après leur première rencontre, quelques années après la publication de son livre :

Vous avez raison de dire que je contribue à l'émancipation intellectuelle de mes compatriotes. Ceux-ci doivent se libérer de toute une mythologie qui encombre leur pensée politique, économique et sociale. Leur action

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Michel Brunet à Donald Creighton, 10 juillet 1956. FMB, P136/A160.

collective en a été paralysée. Comme vous, je suis convaincu que les Canadiens français augmenteront leur force collective dans la mesure où leur pensée deviendra plus lucide. [...] Ai-je besoin de vous dire que mes écrits ne plaisent pas à tout le monde? En certains milieux traditionalistes, on me considère comme un mauvais berger. Néanmoins, je dois reconnaître que les gens s'habituent peu à peu à regarder les faits en face. C'est un signe de maturité intellectuelle qui est très encourageant. À l'ère atomique, le romantisme doit mourir<sup>29</sup>.

Son propos demeure, rassure-t-il, issu d'une analyse objective des faits, et entrepris selon les règles d'art de la science historique. « En même temps, dit-il, j'ai la conviction de travailler honnêtement au bénéfice d'une véritable union canadienne et au maintien de la stabilité politique du Canada<sup>30</sup> », stabilité qui peut être gagnée avec un Québec fort à l'intérieur du Canada. Ce sont les intellectuels qui ont une responsabilité envers sa mise en œuvre :

Je crois que les historiens doivent enfin prendre conscience de leurs responsabilités s'ils veulent écrire une véritable histoire du Canada. Nous devons d'abord renoncer à toutes les vieilles illusions, à tout le *wishful-thinking* qui domine la pensée historique canadienne depuis Parkman. Mort au romantisme<sup>31</sup>!

Brunet, malgré son œuvre qui est essentiellement essayiste, a la conviction profonde de communier à l'autel de l'objectivisme scientifique en histoire. L'affirmation prête aujourd'hui à sourire, mais elle n'est pas si loufoque compte tenu du contexte duquel elle est issue. Rappelons que de nombreux récits canadiens-français utilisaient toujours comme explication de certains phénomènes l'intervention de la Divine Providence qui a veillé sur l'évolution du Canada français. Néanmoins, le lecteur comprend vite que Brunet sait bien mettre à profit son capital symbolique en raison des

---

<sup>29</sup> Michel Brunet à Bill Morton, 3 juillet 1957. Archives de l'Université McMaster (AUM), W. L. Morton, box 2, file 20, « Michel Brunet ».

<sup>30</sup> Michel Brunet, *Canadiens et Canadiens*, op. cit., p. 13.

<sup>31</sup> Michel Brunet à Bill Morton, 3 juillet 1957, loc. cit.

nombreuses conférences qu'il donne à des groupes civils, sa participation à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et ses innombrables interventions à la radio publique. D'ailleurs, nous le verrons au chapitre 5, ses incursions publiques sont souvent reprises dans les journaux, renforçant ce capital symbolique. Brunet est docteur en histoire et professeur à la seule université de langue française dans la métropole québécoise. La légitimité et l'autorité que cela lui confère sont habilement mises à profit dans son œuvre.

Le livre de Brunet s'ouvre sur une version remaniée de sa conférence devant l'Association de la jeunesse catholique (AJC) prononcée le 1<sup>er</sup> novembre 1953. Lamarre explique que l'auditoire est resté pantois à entendre Brunet prononcer un discours qui propose un divorce avec l'interprétation providentielle du Canada français. La Conquête, affirme-t-il, a bouleversé fondamentalement la vie des Canadiens. Le pouvoir politique et économique avait passé entre les mains du conquérant<sup>32</sup>. Les Canadiens n'ont plus, dès lors, le contrôle sur leur destinée. Cette nation – c'est l'anachronisme qu'utilise le professeur, sans doute pour ajouter du mordant à sa conférence – est donc à la remorque d'un étranger qui, lui-même, s'engage à la construction d'une nouvelle société – Brunet préfère parler de royaume – qui pourra maintenir les traditions britanniques contre le républicanisme révolutionnaire des Étatsuniens<sup>33</sup>. La conséquence est la création et la mise en œuvre d'institutions représentatives calquées en bonne partie sur celles de la Grande-Bretagne pour la nouvelle *Province of Quebec* et l'adoption par les *British Americans* du nom *Canadian*<sup>34</sup>. En effet, même le nouveau pays qui en résultera adopte le nom chéri des Canadiens français. Ce que ne reconnaissent pas les élites traditionnelles

---

<sup>32</sup> Michel Brunet, *Canadians et Canadiens*, op. cit., p. 19.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 21, 24.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 22.

du Canada français est que le « Nouveau Canada » créé en 1867 n'a rien de semblable à l'ancien qui vouait épée et bouclier à la vieille France. Au contraire, ce nouveau pays n'appartient aucunement aux Canadiens français, estime-t-il<sup>35</sup>. D'ailleurs, le maître de ce projet, John A. Macdonald, ne cherchait, enfin, qu'à créer une nouvelle nation pour les *British Americans* afin de protéger ces sujets britanniques de l'assaut inévitable des républicains du sud<sup>36</sup>. Le pouvoir de ce nouvel État n'aurait cessé de croître. C'est ici le point fondamental de l'argument de Brunet. Celui-ci dresse l'impressionnante liste de programmes et de commissions d'enquête qu'ont mis sur pied les *Canadians* d'Ottawa depuis les années 1920 pour démontrer à quel point l'État central, un État au service des Canadiens anglais, se propage partout dans les sphères de compétences provinciales. Si plusieurs s'en félicitent, Brunet met son auditoire et ses lecteurs en garde : c'est la démonstration, explique-t-il, de la montée d'un nationalisme *Canadian* qui mène ce projet. Ce nationalisme, d'ailleurs, veut créer un véritable État national à partir d'Ottawa. Brunet n'est pas opposé à ce phénomène, il est tout à fait normal que les Canadiens anglais cherchent à ériger un État national puissant. Mais le problème, selon l'historien, est que le Canada compte deux nations. Puisque c'est la nation *Canadian* qui contrôle cet État en matière démographique et économique, elle impose sa volonté sur la population canadienne-française. C'est une nation qui est subjuguée à l'autre<sup>37</sup>. Le nouveau récit, que propose l'historien, rompt violemment avec l'idée d'un Canada construit avec deux partenaires égaux, qui est privilégiée par les élites traditionnelles. Son cri de cœur est pour l'autonomie provinciale – et non pas pour l'indépendance à cette époque –, car le

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 25-28.

Québec demeure le seul État et le seul gouvernement provincial contrôlé par les Canadiens français :

Les Canadiens français ont tout intérêt à prendre une vue réaliste de la situation. Ils doivent d'abord se rendre compte que le gouvernement d'Ottawa est devenu et demeure le gouvernement national du Canada anglais<sup>38</sup>.

L'État n'a d'ailleurs aucun choix de l'être, puisque les Canadiens anglais forment la majorité. Le bilinguisme auquel aspire une partie de l'élite canadienne-française ne concorde même pas avec la Constitution du pays. L'idéal bourassiste est inatteignable selon Brunet<sup>39</sup>. Il y a donc ici une curieuse complicité entre lui et Creighton. Le bilinguisme et le biculturalisme sont, toutefois, d'après Brunet, « une chimère politique », alors que, pour Creighton, c'est surtout une aberration de l'histoire.

Brunet cherche désespérément – avec des arguments « scientifiques » qui se résument en gros par la dictature de la majorité – à pousser les Canadiens français à se rabattre sur la province de Québec, où réside le seul gouvernement national de leur nation. Refusant cette « réalité », c'est « renonce[r] à se donner les “cadres minimums nécessaires” à toute nationalité qui ne veut pas mourir »<sup>40</sup>. Le bon vouloir des *Canadians* est trop faible comme garantie, selon l'historien.

Le lecteur a bien sûr pris conscience du ton guerrier que prend Brunet dans son discours auprès de l'AJC, groupement qui rassemble la future élite canadienne-française. Le récit est stratégique : il offre un véritable blitzkrieg frontal aux thèses selon lesquelles le Canada chemine inexorablement vers une unité nationale qui va réconcilier les deux peuples fondateurs. Cette idée est fausse, affirme-t-il. En effet, Brunet croit dur comme

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>40</sup> *Ibid.*

fer que toute personne qui analyse de façon objective les faits – non seulement dans l’histoire canadienne, mais à l’échelle mondiale – soit tenue d’admettre que la majorité ne peut être gouvernée par la minorité que lorsque cette dernière s’impose au niveau militaire ou économique. N’ayant aucune capacité à dominer, le peuple canadien-français doit s’armer du seul outil qui existe : l’État québécois.

Il serait fastidieux de mentionner toutes les occasions au cours desquelles Brunet met en relief sa thèse selon laquelle le Canada est le gouvernement national du Canada anglais. Cette idée demeure au cœur de l’analyse de l’historien tout au long de sa vie. Elle se retrouve partout dans ses écrits et dans ses interventions radiophoniques, tel un écho dans le Grand Canyon. Relevons simplement une autre caractéristique de sa stratégie. L’historien cherche à communiquer à son lectorat une idée très claire sur la nature du Canada. Brunet croit que des millions de Canadiens français, dont des générations d’élite, ont été dupés à croire que, puisque le pays se nomme le « Canada », qu’il serait inexorablement le pays des Canadiens français, ces anciens « Canadiens » de l’époque de la Conquête. Brunet n’y croit tout simplement pas. Quatorze ans plus tard, avec la parution de *Québec, Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement* en 1968, il rappellera à ses lecteurs que le Canada anglais n’a plus besoin du Québec pour gouverner, citant les victoires de John Diefenbaker en 1957, un gouvernement minoritaire et sa majorité de 1958 afin de convaincre ses concitoyens d’abandonner ce rêve<sup>41</sup>.

---

<sup>41</sup> Michel Brunet, *Québec/Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement*, Montréal, Fides, 1968, p. 11. Diefenbaker obtient sa majorité en 1958 avec une grande députation québécoise. Cette contradiction, nous le verrons dans les chapitres suivants, n’embête pas l’historien, qui estime que les Québécois ont cherché plutôt à punir les libéraux. Ce commentaire de Brunet n’est pas sans rappeler les élections de 2011 où les Conservateurs de Stephen Harper ont obtenu un gouvernement majoritaire avec seulement 5 élus au Québec.



Bref, Brunet estime qu'il est illogique – pour ne pas dire dogmatique – que certaines élites canadiennes-françaises croient toujours à un État central qui gouverne pour l'ensemble du pays. Le XIXe siècle, précise-t-il, fait naître au pays un royaume britannique. De fait, les mots « Canadien » et « *Canadian* » ne sont pas du tout synonymes, explique l'historien en 1958 dans *La présence anglaise et les Canadiens*<sup>42</sup>. Ce royaume n'est pas celui des vieux Canadiens.

Curieusement, il serait faux d'accuser l'historien d'être un souverainiste précoce. Par conviction et par stratégie – il est pragmatique, rappelons-le –, Brunet estime, du moins durant les années 1950, que l'union avec le Canada demeure dans l'intérêt des Canadiens français, tant et aussi longtemps que le pays et son gouvernement central respectent religieusement la division des pouvoirs que stipule la Constitution. Mais il demeure méfiant d'Ottawa :

Pour les Canadiens français, le gouvernement d'Ottawa ne peut être que le gouvernement central d'une fédération unissant Québec au Canada [*sic*]. Une collaboration étroite peut et doit exister entre les autorités provinciales et fédérales. Cependant, le gouvernement chargé de défendre et de promouvoir le bien commun de la nationalité canadienne-française est celui de la province où habite l'immense majorité des Canadiens français. C'est pourquoi le Québec ne doit pas être considéré ni se considérer simplement comme l'une des dix provinces. Elle a le droit de réclamer un statut spécial dans la fédération canadienne puisqu'elle est la porte-parole et la défenseur de la minorité. Si la majorité des Canadiens français n'accepte pas cette vérité de science politique, c'est parce qu'elle renonce à se donner les cadres minimums nécessaires à toute nationalité qui ne veut pas mourir<sup>43</sup>.

Il y a plusieurs éléments à considérer dans cette dernière citation. Le premier est le ton guerrier et revendicateur adopté par Brunet. En effet, pour un livre d'histoire, les

---

<sup>42</sup> Michel Brunet, *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Fides, 1958, p. 167-169

<sup>43</sup> Brunet, *Canadians et Canadiens*, p. 30.

passages ressemblent peu à des écrits d'un historien prônant l'objectivité. Il va sans dire que cet article n'est ancré que sur les prémices du besoin d'un État provincial fort pour contrer les avancés d'un gouvernement que nous pourrions presque appeler étranger. Mais Brunet cherche à se défendre en optant pour une stratégie crue : son capital symbolique, surtout sa stature de scientifique, impose une légitimité dans son propos dont personne ne peut critiquer. Voilà un bouclier qu'il fait parader sur les premières de couverture de ses livres.

Il ne fait pas de doute que Brunet fait œuvre d'intellectuel dans ses écrits. Sa plume, de son propre aveu, est au service de sa nation canadienne-française<sup>44</sup>. Mais ses écrits sont traversés par la conviction profonde qu'il œuvre exclusivement dans l'univers de la science. Il est donc objectivement irréfutable que le Canada et son gouvernement central ne peuvent être qu'au service de ceux qu'il nomme les *Canadians*. Ce truisme ne laisse aucune place à la nuance, car c'est une vérité que nous livre, nous dit Brunet, la science politique.

Il importe pour Brunet d'exposer la vérité derrière l'édification nationale au Canada anglais. Pour l'historien, il y a ici une arnaque habile par les nationalistes canadiens-anglais. La Commission royale d'enquête sur les arts, la science et les lettres, mieux connue sous le nom de la Commission Massey, est la manifestation la plus probante du nationalisme canadien-anglais, c'est-à-dire d'un nationalisme auquel les Canadiens français doivent résister. Brunet explique ici que la crainte des *Canadians* par rapport à l'influence grandissante de la culture américaine a mobilisé une partie de son élite – et quelques Canadiens français, notamment le père Georges-Henri Lévesque, le

---

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 15.

doyen de la Faculté de Sciences sociales à l'Université Laval – autour d'une étude des marches à suivre pour s'en protéger. Rappelons, comme le remarque Paul Litt, que cette enquête propose comme solution la promotion d'une culture d'élite plutôt qu'une culture populaire, ce qui voue, selon lui, le projet à un échec. Litt affirme d'ailleurs que la Commission n'a pas eu de réel impact au pays puisque la plupart des projets qu'elle a proposés étaient déjà en gestation avant le dépôt de son rapport final<sup>45</sup>. Ce que Litt néglige de reconnaître est qu'une Commission d'enquête est une tribune permettant une conversation nationale au sujet d'une question plus ou moins précise. La Commission Massey provoque donc une discussion sur l'avenir culturel et scientifique du pays et sur l'unité nationale à construire, du moins, chez les intellectuels. Le projet paraît assez menaçant pour que Brunet écrive ses idées sur la question.

Brunet s'attaque à la commission d'enquête en reproduisant un article qu'il a publié en 1952 dans *L'Action universitaire*. Dans « Une autre manifestation du nationalisme *Canadian* : le rapport Massey », l'histoire affirme que cette commission d'enquête poursuit le projet de centralisation fédérale qu'avait amorcé la Commission Rowell-Sirois durant la Grande Dépression en 1937. Il croit avoir « clairement démontré que les dirigeants du Canada anglais rêvent d'édifier graduellement un pouvoir central puissant qui jouerait le rôle reconnu à un gouvernement national dans un État unitaire<sup>46</sup> ». Le « Canadianisme », que la Commission cherche à promouvoir, croit-il, n'est pas celui des Canadiens français. Brunet explique que le « Canadianisme » des *Canadians* veut maintenir les liens avec la Grande-Bretagne, qui est historiquement la bête noire des

---

<sup>45</sup> Paul Litt, *The Muses, The Masses and the Massey Commission*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 331 p.

<sup>46</sup> Brunet, *Canadiens et Canadians*, *op. cit.*, « Une autre manifestation du nationalisme *Canadian* : le Rapport Massey », p. 51.

nationalistes canadiens-français. En effet, une centralisation est une tentative de détourner les nationalistes canadiens-français qui espèrent maintenir un degré d'autonomie devant la majorité anglophone. Cela dit, ces mêmes nationalistes croient pouvoir éviter le *melting pot* américain en raison d'un nouvel esprit de tolérance qui déferle chez les élites anglophones. Or, prévient l'historien, « [I]a note dominante dans la pensée anglo-canadienne contemporaine, c'est la recherche de l'unité au risque même [de] l'uniformité », c'est-à-dire de l'assimilation. « C'est du nationalisme *Canadian*<sup>47</sup> ». D'après Brunet, cette unité serait atteinte par des concessions de la part des Canadiens français. Ce sont ces derniers qui en feraient les frais<sup>48</sup>. Le rapport Massey cherche à accroître les pouvoirs d'Ottawa, exigeant que les provinces sacrifient une part de leur autonomie pour le bien de la fédération. Les programmes sociaux que promet Ottawa sont alléchants, mais constituent un véritable cheval de Troie pour les Canadiens français du Québec.

Curieusement, Brunet défend farouchement une Constitution qui doit être suivie à la lettre – il en réclamera une réécriture dix ans plus tard – par le gouvernement fédéral. Il est donc étrangement d'accord avec Donald Creighton sur ce sujet. Les raisons ne sont pas si divergentes entre les deux historiens. Chacun croit dans l'intervention de l'État – les médias diront même que Creighton flirte avec le socialisme<sup>49</sup> – et au respect strict de l'AANB pour l'avenir du pays, c'est le cas d'un Brunet au cours des années 1950. Il ne s'oppose aucunement à l'édification d'un État national fort pour le Canada anglais, tant

---

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>49</sup> Wright, *op. cit.*, p. 305-306.

que cet État n'enfreint pas le développement du Québec français. Voilà le point de divergence.

Brunet est particulièrement opposé à l'aide fédérale aux universités. Cette décision par Ottawa d'investir dans les lieux de savoir serait une attaque directe contre le Canada français et est une preuve palpable de l'édification d'un État-nation *Canadian* qui s'impose sur ces derniers, une stratégie que les intellectuels du Canada anglais (et la Faculté de Sciences sociales de l'Université Laval) épousent à bras ouverts. La dualité qui existait au Canada – ce qui est une fabulation d'après Creighton – protégeait jadis le Québec, selon Brunet. L'invasion par Ottawa des champs de compétence provinciaux menace ce principe<sup>50</sup>. L'historien estime que c'est aux Canadiens français de bâtir leur propre réseau universitaire et d'en assurer le financement. Les cadres existent déjà, dit-il. Il ne faut donc pas les abandonner, mais bien les investir<sup>51</sup>.

Mais la difficulté que constate Brunet est la tradition d'antiétatisme du Canada français. Une école de pensée complète se serait érigée contre l'intervention de l'État provincial. Ce manque de sens national auquel se jumellent les effets néfastes de la Conquête a créé une pensée nationaliste qui ampute le Canada français d'un de ses leviers : « Lorsque, finalement, une province canadienne-française se créa, nous n'avions pas un nombre suffisant d'hommes de gouvernement ni de tradition administrative<sup>52</sup>. » La décapitation sociale des élites après la Conquête britannique a provoqué une véritable fuite, selon Brunet, dans ce qu'il nommera quelques années plus tard les trois dominantes de la pensée canadienne-française. Cette situation contraste avec l'existence d'un Canada

---

<sup>50</sup> Brunet, *Canadiens*, « L'aide fédérale aux universités : les deux points de vue », p. 61, 64.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>52</sup> *Ibid.*, « Histoire contemporaine du Canada français », p. 99.

anglais qui a de profondes racines impérialistes – le Canada de Donald Creighton –; un Canada construit contre les États-Unis pour assurer la continuité monarchique de l'Amérique du Nord britannique<sup>53</sup>.

Il est intéressant de noter que la pensée de Brunet sur le Canada anglais repose sur un stéréotype selon lequel le Canada demeure une société très près de la Grande-Bretagne. Malgré sa connaissance profonde des historiens contemporains du Canada anglais, il n'a pas réellement saisi les nuances du débat historiographique de ses homologues canadiens-anglais. Bien qu'il connaisse et qu'il ait lu les Creighton<sup>54</sup>, Lower<sup>55</sup>, Underhill et Skelton, Brunet ne traite pas du profond débat historiographique canadien-anglais sur l'Américanité et la britannicité du Canada. Il ne fait pas la différence dans ses écrits entre ces écoles de pensée. De fait, il articule de manière maladroite la pensée nationaliste chez les historiens anglophones. Il la présente monolithique en raison du fait qu'ils font partie de la majorité au pays. De fait, la science dicte que ces derniers, forcément, cherchent à ériger un pays qui est construit à l'encontre de la minorité canadienne-française. En imposant une loi sociologique sur la pensée des historiens canadiens-anglais, Brunet fait une extrapolation malheureuse de la pensée nationaliste canadienne-anglaise. Pire, il ignore que certains auteurs, dont Underhill, sont de fervents admirateurs des États-Unis. Brunet présente donc une vision réductrice de ce riche débat.

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>54</sup> Voir *supra*, note 15.

<sup>55</sup> Il existe d'ailleurs une courte correspondance entre Lower et Brunet autour de l'existence d'une nation canadienne qui regroupe les deux sociétés : « Il me semble que nous Canadiens nous trouvons toujours dans la même difficulté: la seule l'existence des États-Unis le rende presque impossible [*sic*] de former en [*sic*] le Canada anglais une vraie nationalité, pendant que le poids du Canada anglais résulte en la formation en le Canada français d'une nationalité complètement occupée avec soi-même: entre les deux, que devient de cette conception magnifique, mais un peu vide - le Canada. » Lettre de ARM Lower à Michel Brunet, 31 août 1954. FMB, P136/A378.

Seul l'historien Ramsay Cook le critique à partir des années 1960 sur sa version des faits. Ce dernier affirme en 1965 que, pour Brunet, « [l]'histoire [...] comme pour les historiens nationalistes qui l'ont précédé, est une arme qui doit être maniée tout au long de l'interminable lutte nationale<sup>56</sup> ».

Tout compte fait, pour Brunet, les *Canadians* sont surtout de loyaux sujets britanniques :

Le Canada anglais, fondé et colonisé par la Grande-Bretagne avait compris ses obligations comme membre du grand Empire auquel il devait son existence et sa prospérité. La participation du Canada anglais aux guerres britanniques devenait inévitable le jour où son équipement économique la rendait possible et au moment alors que la mère patrie avait besoin de l'aide de ses nations filles pour maintenir un équilibre international favorable aux intérêts de tous les membres de l'Empire<sup>57</sup>.

Ce n'est pas la Grande-Bretagne qui impose sur les dominions un engagement militaire lors du deuxième conflit mondial, mais bien la conviction profonde chez ces colonies qui poussent leur participation dans une grande aventure. Cela est un reflet de leurs intérêts. La guerre, selon Brunet, c'est participer au maintien de la suprématie du Commonwealth et du monde anglo-saxon. Il y a ici quelque chose de fondamentalement problématique dans l'analyse de l'historien. La diversité dans la pensée canadienne-anglaise contredit sa thèse d'un Canada anglais vertement britannique. Pourtant, comme nous l'avons vu plus

---

<sup>56</sup> Cook publie une critique de Brunet dans *Cité Libre* en janvier 1965 qu'il envoie à l'historien montréalais. Ramsay Cook, « L'historien et le nationalisme : le cas de Michel Brunet », *Cité Libre. Nouvelle Série*, vol. XV, no 73 (janvier 1965), p. 5-14. FMB, P136/A143. Dans une lettre de Brunet à Cook le 12 juillet 1968, l'historien montréalais fustige le Torontois pour avoir dénoncé le nationalisme chez les historiens : « Où je ne suis pas d'accord c'est quand vous reprochez à ces historiens d'avoir été nationaliste. J'ai toujours refusé et je refuserai toujours qu'on dise à tout propos et sans distinction d'un historien qu'il est nationaliste. Accuse-t-on un mathématicien, un chirurgien, un physicien, un chimiste de nationalisme? » Michel Brunet à Ramsay Cook, 12 juillet 1968. FMB, P136/A143.

<sup>57</sup> Brunet, *Canadiens et Canadians*, *op. cit.*, « L'anti-impérialisme des Canadiens et la fidélité britannique des *Canadians* », p. 127.

haut, il affirme que certains penseurs, dont Skelton, Lower et Frank Underhill ont été fondamentaux dans le développement du nationalisme *Canadian*. Notons qu'en *aucun moment* Brunet ne propose une analyse de leur pensée. Son affirmation n'est pas soutenue dans son livre. En effet, elle va de soi, selon lui, car il est normal et attendu que les Canadiens anglais n'aient que leurs propres intérêts à cœur à titre de majorité sur le territoire, et que celui-ci s'incarne à titre de colonie de la Grande-Bretagne. Qui plus est, puisque le pays a été originellement construit contre les États-Unis, pour maintenir en terre d'Amérique une société britannique, il n'est pas possible que le nationalisme canadien-anglais puisse en dévier.

Les deux explications possibles pour de telles affirmations sont l'ignorance ou le simple refus de traiter la question. Brunet est un grand lecteur. Il s'abreuve beaucoup des œuvres anglophones qui l'aident à nourrir sa pensée. Il est d'ailleurs clair qu'il a lu l'œuvre de Lower pour en avoir fait des comptes rendus<sup>58</sup>. La thèse de l'ignorance ne peut donc être soutenue que s'il n'a pas compris la lecture des textes qu'il a lus. Lamarre croit que c'est le cas pour la pensée de Séguin qu'adopte Brunet, bien qu'il semble probable que ce dernier utilise ce qui lui est utile pour faire avancer sa pensée politique. Il est plus probable que Brunet, l'essayiste, soit tout à fait confortable avec ces incohérences dans son récit combatif. Il choisit les données qui cadrent bien pour son analyse. D'ailleurs, quel anglophone à cette époque peut le contredire? Il publie durant la même année un article dans la *RHAF* dans lequel il impose aux Canadiens anglais un

---

<sup>58</sup> Michel Brunet, « Liberté, démocratie et Britannisme », compte rendu du livre d'Arthur R. M. Lower, *This Most Famous Stream*, 1954, *RHAF*, vol. 8, no 4 (mars 1955), p. 570-580; Michel Brunet, compte rendu du livre d'Arthur R. M. Lower, *A Pattern for History*, *RHAF*, vol. 33, no 4 (1980), p. 597-598. Brunet fait d'ailleurs une recension du livre de Creighton sur Macdonald. Michel Brunet, compte rendu du livre de Donald Creighton, *John A. Macdonald. The Young Politician*, *RHAF*, vol. 6, no 4 (1953), p. 579-582.



nationalisme impérialiste. Il prononce également une conférence, quelques mois plus tard en 1953, où il indique que des historiens canadiens-anglais, qui sont pourtant fort sympathiques aux États-Unis comme Underhill, sont les grands artisans du nationalisme *Canadian* impérialiste<sup>59</sup>. Il semble plausible que l'historien ajuste le tir selon ses intentions et objectifs. La réflexion de Brunet sur la britannicité des *Canadians* est donc surtout basée sur des stéréotypes et une utilisation sélective des données qui lui sont disponibles. Autrement dit, Brunet use de son statut de professeur et d'historien professionnel en tant que gage. Il injecte une légitimité dans son propos de sorte qu'il peut être sélectif dans la présentation de ses faits. Il ne croit surtout pas d'induire quiconque en erreur. Il le dit à répétition : un historien ne peut pas inventer des faits. En ce sens, l'historien a la conviction profonde d'apporter à son auditoire et à ses lecteurs la vérité objective. Or, la « vérité » est beaucoup plus nuancée qu'il ne le présente. Les anglophones seraient tous férus d'un projet collectif supranational :

La collaboration impériale n'est pas du colonialisme. C'est une entreprise familiale dont la maison-mère est à Londres et à laquelle chaque succursale apporte sa contribution. La fidélité britannique unit étroitement tous les États anglophones du Commonwealth<sup>60</sup>.

Brunet affirme qu'il est impossible, notamment au début du XXe siècle, pour les Canadiens anglais de renoncer à leur « briticisme », un néologisme qu'il emploie, et que chaque premier ministre canadien-français à son tour ne pouvait renoncer au fait qu'il était le leader de la majorité *Canadian*<sup>61</sup>. La fidélité des *Canadians* auprès de leur mère patrie n'aurait d'ailleurs pas diminué au cours du temps. Il explique que le Canada

---

<sup>59</sup> Michel Brunet, « L'anti-impérialisme des Canadiens et la fidélité britannique des *Canadians* », *RHAF*, 6 (1953), p. 506-516.

<sup>60</sup> Brunet, *Canadiens et Canadians*, *op. cit.*, p. 128.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 139.

demeure si attaché au lien impérial qu'il a prêté à un taux dérisoire des milliards à la Grande-Bretagne depuis le Second conflit mondial alors qu'il n'a donné qu'un peu plus de 200 millions de dollars aux autres puissances européennes<sup>62</sup>. Cette situation confirme l'importance de la « solidarité raciale » et du nationalisme qui existe chez les *Canadians*, nationalisme qui est condamné de tous côtés par la majorité pour être la cause des conflits mondiaux. Pourtant, ces anglophones sont tout aussi nationalistes, communiant à l'autel « panbritannique » sur lequel l'idéal canadien a été construit<sup>63</sup>. La participation canadienne à la diplomatie internationale comme la Commission de l'armistice en Indochine suite à la débâcle de Diên Biên Phu de l'armée française aux mains des nationalistes vietnamiens sert, d'après Brunet, les intérêts impériaux de la Grande-Bretagne<sup>64</sup>. Le Canada anglais démontre donc par cette participation à la diplomatie mondiale sa loyauté et sa fidélité auprès de l'Empire britannique et de ses principes fondamentaux. La participation canadienne, toutefois, joue surtout le jeu des intérêts américains dans la région alors que leur doctrine cherche à isoler autant que possible la puissance soviétique dans l'Asie du Sud-Est. L'OTAN, d'ailleurs, servirait aussi les intérêts britanniques, tout en étant « lucide » devant les États-Unis. Or, l'ensemble de ces mesures s'inscrivent drôlement dans les intérêts nationaux étatsuniens. À sa décharge, l'historien indique que ce nationalisme panbritannique se transforme progressivement en un nationalisme anglo-saxon<sup>65</sup>.

Brunet tente plusieurs coups avec ces affirmations. Premièrement, l'historien veut justifier l'existence du nationalisme canadien-français en démontrant la présence de son

---

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 148.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 149.

pendant canadien-anglais. Les Canadiens français ne seraient donc pas bizarres ou arriérés. Le nationalisme ne serait pas un mal fondamental; la majorité exercerait sa propre version. Les anglophones qui critiquent le nationalisme professent le leur sans même en être conscients.

Le deuxième objectif est de convaincre le lecteur de l'importance que prend l'Empire britannique dans la vision d'avenir du Canada. Le Commonwealth serait le garde-fou des *Canadians* contre l'invasion culturelle, politique et économique des Étatsuniens. Or, l'Empire est en déroute partout où il avait une importance. Il se retire du Moyen-Orient et de l'Afrique. De plus, l'Inde, le joyau de l'empire, a gagné son indépendance de la Grande-Bretagne, rejetant, contrairement aux dominions « blancs », la couronne. Bref, les jours de la puissance britannique – c'est un secret de polichinelle qui éclatera au grand jour en 1956 avec la crise du Canal de Suez en Égypte – sont comptés. L'empire au Canada est d'ailleurs en forte décroissance. Alors qu'un Donald Creighton dénonce le remaniement des symboles du Canada – Louis St-Laurent cesse de référer au Canada en tant que dominion –, Brunet ne rapporte aucun de ces développements dans son analyse. Le déclin de la Grande-Bretagne ne cadre pas dans le récit de l'historien qui cherche à démontrer l'incompatibilité qui existe entre les deux Canada. De nombreuses études récemment démontrent justement le déclin de la britannicité du Canada anglais durant la période de l'après-guerre. L'immigration massive, le pouvoir des Libéraux et l'importance du remaniement des symboles canadiens et la diminution des liens économiques avec la Grande-Bretagne modifient le

Canada des années 1950, ce que tend à négliger Brunet<sup>66</sup>. Mais un Canada qui s'ouvre aux Canadiens français ternit la thèse de Brunet. Cela apporte des contre-exemples qui fragilisent son récit. Le régime Trudeau des décennies 1970-1980 en est un bel exemple.

### *L'Université Laval ciblée*

Le dernier article que propose Brunet dans son premier recueil est une virulente critique contre l'économiste Maurice Lamontagne, un disciple de George-Henri Lévesque à la Faculté de Sciences sociales de l'Université Laval, qui est une cible récurrente de Brunet en raison de l'importance à Laval de l'école de Chicago d'Everett Hughes et les « méthodes étrangères » qui sont appliquées à l'étude du Canada français. En effet, la sociologie lavalloise a été grandement nourrie, nous explique Jean-Philippe Warren, par la méthode qualitative de recherche de Hughes, ce dernier ayant même produit un programme de recherche en sciences sociales pour le Québec<sup>67</sup>. L'auteur de *French Canada in Transition* a été déterminant et Brunet a même flirté pendant un temps avec les idées de Hughes avant de les rejeter<sup>68</sup>. Nous y reviendrons. Tout compte fait, l'influence de Chicago apporte une évolution dans la méthodologie en sciences sociales à l'Université Laval. Ses ténors croient pouvoir guider « scientifiquement et objectivement le devenir de l'humanité », en plus de proposer une théorie de l'intégration des minorités

---

<sup>66</sup> Voir notamment José Igartua, *The Other Quiet Revolution : National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, UBC Press, 2006, 288 p.; C. P. Champion, *The Strange Demise of British Canada : the Liberals and Canadian Nationalism*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010, 347 p; Neville Thompson, *Canada and the End of the Imperial Dream*, 2013, 416 p.

<sup>67</sup> Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Boréal, 2007, p. 280.

<sup>68</sup> Michel Brunet à Everett C. Hughes, 25 mai 1954. FMB, P136/A286.

ethniques<sup>69</sup>. Rappelons d'ailleurs, que la thèse selon laquelle le Québec est un *folk société* est tiré directement des travaux des Américains Horace Miner et de Hughes, chacun traduit en français par le professeur Jean-Charles Falardeau, l'étudiant de Hughes à Chicago et directeur du département de sociologie à l'Université Laval en 1951<sup>70</sup>. Le libéralisme qui émane de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et les emprunts méthodologiques à une école sociologique américaine agace énormément Brunet qui voit dans leurs analyses des jugements de valeur et des thèses insupportables. C'est notamment le cas dans l'affirmation que, pour être progressiste, il faut abandonner l'État québécois et investir l'État canadien.

Dans sa critique, Brunet se questionne sur les conséquences de l'approche de Lamontagne qui souhaite un État canadien centralisé et fort. Brunet croit que ce dernier ignore l'histoire :

M. Lamontagne ne voit pas l'influence énorme exercée par les historiens du Canada anglais. A-t-il lu Creighton, Lower, Martin, Dawson, Careless, McInnis? Ceux-ci ont réinterprété l'histoire de notre pays et contribué directement à la prise de conscience nationaliste de la majorité anglo-canadienne<sup>71</sup>.

Ces historiens auraient convaincu la population anglophone du pays de la nécessité de créer une unité nationale *Canadian* et d'asphyxier l'autonomie provinciale. Les « technocrates », selon Brunet, cherchent à uniformiser le pays. Lamontagne verrait en eux des véritables « Saint Nicolas ou [des] Père Noël distribuant à tous les habitants du pays une manne providentielle »<sup>72</sup>. Bref, la croyance en un Canada structuré autour du modèle de l'État-providence cache un vice dangereux : celui de l'oblitération de

---

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 281-282.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>71</sup> Brunet, *Canadiens et Canadiens*, *op. cit.*, « Centralisme et fédéralisme », p. 155.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 157-158.

l'autonomie des provinces. Or, le rappelle Brunet, 9 des 10 provinces sont anglophones. Comment le Québec peut-il espérer influencer les décisions à Ottawa en sa faveur? Le nombre de députés est insuffisant<sup>73</sup>. Le bilinguisme et le biculturalisme que promettent les penseurs comme Lamontagne demeure, pour l'historien, un rêve romantique digne des poèmes épiques du dernier siècle. Or, il faut, croit Brunet, mobiliser l'État québécois qui demeure le seul gouvernement d'envergure qui est au service du Canada français. L'autonomie provinciale, indique-t-il, n'est pas simplement une réflexion « séparatiste » – mot toujours tabou à l'époque –, mais bien une solution à un problème très réel : celui de la coexistence entre deux nations<sup>74</sup>.

### *Réception mitigée*

Ce premier livre de Brunet est une collection d'essais. Le seul article basé sur une véritable recherche dans les sources est « L'anti-impérialisme des Canadiens et la fidélité britannique des *Canadians* ». Il demeure, toutefois, une reproduction d'un article publié dans la *RHAF*, l'année précédente. La plupart des documents d'archives, toutefois, sont également reproduits dans des recueils, comme *The Elgin-Grey Papers, 1846-1852*. Il a toutefois effectué un voyage à Ottawa, car des textes, conservés à Bibliothèque et Archives nationales du Canada, y apparaissent également. Il ne s'agit donc pas d'un livre d'histoire dans le sens traditionnel, mais bien d'un livre d'essais produit par un historien.

C'est le chanoine Lionel Groulx qui effectue le compte rendu de ce premier livre pour la *RHAF* qu'il dirige toujours. Il affirme que les tenants de cette

---

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 172.

« nouvelle interprétation de l'histoire canadienne » peuvent en choquer plus d'un<sup>75</sup>.

Groulx se demande si ces nouveaux penseurs « n'en seraient-ils pas venus à sous-estimer plus qu'il ne faut, un passé bâti dans la carence économique », plutôt que de simplement dénoncer le constat<sup>76</sup>. Le chanoine est donc sévère dans la critique de Brunet. Rudin affirme que ce dernier avait, d'ailleurs, rompu avec Brunet à cette époque<sup>77</sup>. Mais il affirme néanmoins que Brunet est « courageux » de faire publier son premier recueil avec les propos qui s'y trouve.

## ***II) La présence anglaise et les Canadiens***

Ce n'est qu'en 1958, soit cinq ans après son premier ouvrage, que Brunet se risque à approfondir sa réflexion sur le Canada anglais. Son deuxième livre se proclame une « étude sur l'histoire et la pensée des deux Canadas ». *La présence anglaise et les Canadiens* est en continuité avec sa réflexion sur le pays. Une crise pointe à l'horizon au Canada. Le Canada anglais, qui cherche à sécuriser sa propre autonomie et sa souveraineté contre le géant américain, joue un fin jeu : il s'ouvre aux revendications canadiennes-françaises afin de s'assurer de la victoire de son projet et la centralisation de son État national. C'est que la coexistence entre les Canadiens français et les Britanniques est à la base de l'existence du pays. Les concessions envers le groupe dominé ont été nécessaires pour des raisons démographiques. Cela dit, cette ouverture s'inscrit dans un contexte fort particulier. Après la Conquête, « les Canadiens avaient perdu la maîtrise de leur destinée. Conquis, les Canadiens français ont été voués à une

---

<sup>75</sup> Lionel Groulx, compte rendu de *Canadians et Canadiens*, *RHAF*, vol. 9, no 1, 1955, p. 120.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 125.

<sup>77</sup> Rudin, *op. cit.*, p. 145.

existence anormale »<sup>78</sup>. En effet, l'existence de la nation canadienne-française a été subjuguée à la nation britannique et à son paternalisme au cours des siècles.

*Une société « décapitée »*

Ce livre développe davantage la réflexion de Brunet sur les conséquences de la Conquête sur la pensée canadienne-française. Il s'intéresse aussi au rapport avec les anglophones que l'historien qualifie sans scrupule de paternaliste. Incapables d'assimiler les conquis, les Britanniques ont cherché à gagner le cœur de l'élite francophone qui est demeurée au pays après la cession. Cette élite, d'ailleurs, a été presque entièrement éliminée de la jeune nation canadienne, de dire Brunet. La Conquête a été néfaste pour le Canada français en raison des déterminismes qu'elle lui a imposés. À titre d'exemple, la bourgeoisie – l'une des principales forces d'avancement d'une société pour l'historien – canadienne aurait subi, lors de la Conquête, une décapitation certaine. Lors du régime français, la Nouvelle-France était l'hôte de 20 millionnaires à Québec, d'après Allena G. Reid en 1953<sup>79</sup>. De ces 20, Brunet choisit d'extrapoler en indiquant qu'il est tout à fait acceptable d'imaginer que Montréal avait en son sein une vingtaine d'autres, quoiqu'il n'appuie son estimation sur aucune documentation. De dire l'historien :

Les Canadiens des XVII et XVIIIe siècles [étaient] maîtres d'un riche empire commercial qu'ils exploitaient eux-même [...]. En 1760, le Canada comptait donc comme toute société occidentale qui a évolué dans des conditions normales une classe dirigeante laïque formée d'administrateurs, de militaires et d'hommes d'affaires<sup>80</sup>.

---

<sup>78</sup> Michel Brunet, *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1958, p. 12-14. Dorénavant « *Présence* »

<sup>79</sup> Reid cité dans *ibid.*, « La Conquête anglaise et la déchéance de la bourgeoisie canadienne (1760-1793) », p. 53. Cet article est une reproduction d'un article publié dans *Amérique française*, vol. 13 (juin 1955), p. 18-84.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 50-51, 54.



Sa trajectoire a bifurqué en raison de l'exil de ces 40 millionnaires, des militaires et des nombreux fonctionnaires vers la France ou ses colonies. Le vacuum laissé par cette élite n'a pu être rempli par quiconque d'autre que la seule institution toujours présente et gérée par les conquies : l'Église catholique.

Bref, à l'intérieur d'un monde occidental qui se laïcise, les Québécois sont vus comme étant les cancrs. C'est surtout lorsqu'on lit les analyses des anglophones sur la « priest-ridden province »<sup>81</sup>. Brunet entend modifier cette perception en affirmant que le lot des Canadiens français s'explique en raison des déterminismes qui pèsent sur eux. Sans bourgeoisie française avec leurs millions, sans nobles guerriers ou administrateurs, et sans une mère patrie pour fournir des capitaux et ainsi participer au développement de l'industrie, les Canadiens conquies n'avaient pas d'autre choix que de se rabattre sur leurs assises. Le peu de bourgeois qui sont demeurés au pays n'était que des petits brasseurs qui devaient, afin de maintenir à flot leurs entreprises, reconstruire l'ensemble de leur réseau puisque le conquérant britannique n'acceptait plus que les navires français puissent venir approvisionner les marchands canadiens<sup>82</sup>. Autrement dit, la pente que devaient gravir les marchands était à pic. Incapables de concurrencer les nouveaux marchands britanniques qui obtiennent d'ailleurs la part du lion des contrats

---

<sup>81</sup> L'expression vient du *New York Times* en 1889. Voir « Priest-Ridden Quebec », *The New York Times*, 2 novembre 1889. Disponible en ligne [<http://query.nytimes.com/mem/archive-free/pdf?res=9807E3D91F3EEF33A25751C0A9679D94689FD7CF>]. Dernier accès le 1<sup>er</sup> septembre 2015.

<sup>82</sup> Brunet, *Présence*, *op. cit.*, p. 66-67.

d'approvisionnement militaire, les marchands se découragent. Plusieurs abandonnent.

« En une génération, les Canadiens conquis avaient été éliminés des grandes affaires<sup>83</sup>. »

Il y a donc eu une décapitation sociale qui s'est opérée en raison des politiques du conquérant. L'administration coloniale cherchait, au lendemain de la Conquête, à établir une nouvelle bourgeoisie britannique en exploitant l'hinterland de leur nouvelle colonie. De nombreux marchands provenant du Sud se sont donc déplacés pour conquérir les nouvelles sources de marchandise qui étaient à leur disposition. Cette nouvelle donne est fatale pour les Canadiens conquis :

Cette décapitation sociale et cet asservissement économique des Canadiens maintenant soumis à un pouvoir étranger s'étaient accomplis tout naturellement, sans violence, sans difficulté<sup>84</sup>.

Comment la Conquête pouvait-elle opérer autrement? Le leadership est parti et personne ne reste plus pour demander justice pour les marchands canadiens. De fait, la présence anglaise dans la colonie a empêché le développement de cadres économiques vitaux pour les conquis. Peu à peu, la noblesse quitte et la plupart des marchands délaissent l'arène des grandes affaires. Enfin, l'Église, incapable de recruter, se meurt. La société est sevrée de son milieu normal. S'amorce donc le développement anormal des Canadiens.

### *Trois dominantes au Canada français*

Brunet cherche surtout à comprendre le développement de la « survivance » chez les penseurs canadiens-français. L'Église était, pour l'essentiel, obligée de créer des mythes compensatoires afin de donner espoir à ce peuple conquis. La seule élite digne de ce nom, le clergé, devait donner un sens à l'expérience canadienne. Ces nationalistes ont

---

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 82, 85.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 85.

œuvré dans l'unique but d'améliorer le sort de cette nation conquise. C'est cette croyance qui provoque une cinglante note infrapaginale contre le jeune avocat et collègue universitaire de Brunet, Pierre Elliot Trudeau, au sujet de l'introduction de sa *Grève de l'amiante* qui, notons-le, se lit comme un grand programme anti-nationaliste. Dans une lettre à Trudeau lui annonçant la publication de ce compte rendu, Brunet affirme que « votre essai d'histoire intellectuelle est partiel et partial. J'ai préféré vous dire directement ce que j'en pense<sup>85</sup> ». En effet, selon Brunet :

L'auteur laisse croire que ces hommes [les nationalistes] de pensée et d'action ont erré parce qu'ils étaient nationalistes [...]. On devrait au contraire, louer leur sincère désir de travailler au progrès collectif du groupe ethnique dont ils se reconnaissent solidaires. Leur méprise c'est de n'avoir pas compris la position tragique de la nationalité canadienne-française. Si leur conception économique-sociale ont été fausses ou tronquées [*sic*] c'est parce qu'ils étaient membres d'une nation démolie et asservie et non pas parce qu'ils étaient des nationalistes. Ils ont eu le tort de croire que la collectivité canadienne-française avait conservé, malgré la Conquête la pleine maîtrise de ses destinées. C'est ici que l'émotion nationaliste les a trompés. Ils se sont imaginés que les Canadiens français avaient puisé dans leur foi catholique et dans leurs innéités françaises la force de triompher contre leur malheureux destin de peuple subjugué. Parmi ceux qui rejettent aujourd'hui les enseignements de l'école nationaliste traditionnelle, la plupart conservent encore la même illusion. Ils demeurent les héritiers et les victimes d'un passé qu'ils ignorent ou qu'ils n'ont pas compris. Leur pensée, même si elle se donne les allures modernes et pseudo-révolutionnaires, s'inspirent directement de l'idéalisme et de l'optimisme de leurs anciens maîtres. [...] On ne doit jamais oublier que la faiblesse fondamentale de la pensée canadienne-française vient de l'incapacité ou du refus de comprendre le sens véritable de la Conquête de 1760<sup>86</sup>.

L'auteur de la *Grève de l'amiante* est donc injustifié de promouvoir ses thèses. Trudeau et ses collègues ignorent l'importance et l'impact de la Conquête. Ils manquent

---

<sup>85</sup> Michel Brunet à Pierre Elliott Trudeau, 23 septembre 1956. FMB, P136/A580.

<sup>86</sup> *Ibid.*, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme », p. 116-117. L'essai a été publié l'année précédente dans *Écrits du Canada français*, volume 3, Montréal, [s.é.], 1957, p. 33-117.

d'objectivité en s'attardant presque uniquement à une tirade anti-nationaliste, sans comprendre la genèse de cette pensée. Selon l'historien, ces intellectuels qui ne prennent pas en considération les effets catastrophiques de la Conquête font un vice d'ignorance volontaire. Visiblement dépité par cette tendance, Brunet demande tout simplement « qu'ils aient la décence de se taire<sup>87</sup> ».

Il demeure que, selon Brunet, trois « dominantes » ont guidé la pensée canadienne-française. Chacune d'entre elles a été une conséquence de la Conquête. Après l'exclusion des Canadiens français du grand commerce, une idéologie d'agriculturisme s'est développée. Cette philosophie socio-économique s'organise autour de l'exercice de l'agriculture comme moyen efficace pour garantir la survivance du peuple canadien-français. Cette idéologie, rappelons-le, n'est qu'une conséquence normale de la Conquête pour Brunet et non pas une preuve du recul dans la mentalité des Canadiens français<sup>88</sup>. Avec le départ des 40 millionnaires de la Nouvelle-France, l'élite n'a d'autre choix que de trouver un refuge. Barrés de l'économie, il fallait bâtir un nouveau credo national. L'agriculturisme devient alors la solution à ce vide<sup>89</sup>. La conséquence, toutefois, a été majeure :

Le nouvel ordre économique-social de la province de Québec s'édifie sans la participation active des Canadiens français. [Ce fait] [o]n [a] refus[é] le progrès contemporain parce qu'on ne savait pas comment le mettre au service du Canada français<sup>90</sup>.

L'État, qui est pourtant un outil fort puissant pour le développement économique d'un pays, n'a pas été mobilisé par les Canadiens français pour accélérer leur participation

---

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 119.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 119-120, 124.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 129, 131.

dans l'industrialisation. D'importantes sommes d'argent ont surtout été dépensées au profit des divers projets de colonisation. Cette situation doit, d'après l'auteur, être corrigée :

Comme gardien légitime du bien commun, l'État moderne démocratique ne peut plus reculer devant ses nouvelles et lucides responsabilités [...]. Sinon, c'est l'anarchie et la lutte des classes<sup>91</sup>.

Mais les Canadiens français et leur élite ont refusé de mobiliser l'État à leur service. La Conquête, ayant privé ceux-ci d'un leadership capable de faire profiter l'État au peuple, doublé aux administrations coloniales souvent hostiles aux Canadiens français, a donné lieu au développement d'une grande méfiance par rapport à l'État. C'est l'anti-étatisme du Canada français que dénonce ici Brunet. Mais cette vision « diminutive » de l'État n'est qu'une simple réaction :

Les Canadiens français n'ont pas toujours eu peur de leur État. Quand ils formaient une société normale [c'est-à-dire avant la Conquête], ils n'ignoraient pas l'importance de son rôle dans un pays neuf du Nouveau-Monde<sup>92</sup>.

La Conquête met donc fin à l'existence d'un État qui est au service des Canadiens français. L'historiographie anglophone, remarque-t-il, se plaît toutefois à dire que les Canadiens français ont été libérés par la Conquête en raison de l'introduction des libertés anglaises. Or, rappelle Brunet, ces mêmes libertés ont imposé la mise en minorité perpétuelle des Canadiens français, notamment après l'acte d'Union de 1840<sup>93</sup>.

---

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 152-153.

Enfin, l'Église, la seule institution sous le contrôle partiel<sup>94</sup> des francophones après la Conquête, a procédé à la création de mythes compensatoires en raison de la situation socio-économique désavantagée des Canadiens français. Si ces derniers ont quitté le Québec pour les usines de la Nouvelle-Angleterre ou pour gagner les riches terres de l'est de l'Ontario, c'est qu'ils étaient possédés d'une mission providentielle menant à la reconquête des terres d'Amérique. Les Canadiens français étaient choisis par Dieu pour promouvoir la civilisation catholique et française sur le continent. Le messianisme, la troisième dominante dans la pensée canadienne-française, a non seulement fait circuler le mythe de la survivance miraculeuse des Canadiens français, mais a réussi à se faufiler dans de nouvelles idéologies canadiennes-françaises. En effet, Brunet affirme que le nouveau visage du messianisme se retrouve dans la thèse du biculturalisme canadien. Dans une autre critique infrapaginale, l'historien accuse Georges-Henri Lévesque, Maurice Lamontagne et Jean-Charles Falardeau, de pêcher par ce même messianisme lorsqu'ils dénoncent le nationalisme au profit d'un « ouvriérisme » qui, pour Brunet, ne résout en rien les problèmes systémiques des Canadiens français<sup>95</sup>.

Retenons ici la stratégie de Brunet. En explorant les « dominantes » dans la pensée nationaliste du Canada français, l'historien aspire à réhabiliter le nationalisme qui a été fortement dénoncé dans la foulée de la publication de *La Grève de l'amiante* par Trudeau et de nombreux autres intervenants au Québec. Le « nationalisme » de Duplessis que discréditent les auteurs dans *La Grève de l'amiante* est considéré comme la cause du retard économique canadien-français. Brunet retourne cet argument contre ces

---

<sup>94</sup> Il importe de rappeler que le clergé canadien ne pouvait recruter des membres à l'étranger avant les Rébellions.

<sup>95</sup> Voir *ibid.*, *infra* 70, p. 162.

promoteurs. En explorant le premier coupable de cette situation, le messianisme, et arguant qu'il existe un parallèle entre la fameuse citation de Mgr Pâquet selon laquelle le rôle du Canadien français n'est pas de manier des capitaux, mais bien de faire rayonner la civilisation franco-catholique en Amérique, et la nouvelle thèse ouvriériste qui ressort de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, l'historien espère discréditer les antinationalistes. Ce seraient eux les véritables héritiers de la pensée traditionaliste canadienne-française qui semble clouer ce peuple au bas de l'échelle socio-économique. L'ouvriérisme, affirme-t-il, offre un rôle subordonné aux Canadiens français et ne cultive pas la création d'une bourgeoisie francophone comme il le faut d'après lui<sup>96</sup>.

Il est d'ailleurs problématique pour l'historien qu'un si grand nombre d'intellectuels soient attachés à cette idée de l'unité nationale. Rappelons que pour l'historien, ce concept est néfaste pour l'avenir des Canadiens français. Les intellectuels, dénonce-t-il, croient toujours que les noms « Canadien » et « *Canadian* » sont synonymes<sup>97</sup>. C'est une grave erreur et un oubli des principes fondamentaux de la science politique, d'après l'historien. Les *Canadians* demeurent, selon Brunet, les héritiers des *British Americans*. Il cite d'ailleurs l'historien A.R.M. Lower selon qui la fusion de ces deux nations demeure utopique<sup>98</sup>. Mais il demeure que les *Canadians* sont de plus en plus ouverts aux revendications canadiennes-françaises : « Quelques-uns d'entre-eux vont jusqu'à prétendre que la nouvelle nation canadienne qui serait actuellement en formation,

---

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 164.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. « Canadianisme et *Canadianism* », 169.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 170. Il est intéressant toutefois de noter que, pour Lower, le pays risque la guerre civile dans un avenir très rapproché si la crise de l'unité nationale ne se résout pas. Voir ARM Lower, *From Colony to Nation*, *op. cit.*

pourrait être biethnique et biculturelle<sup>99</sup>. » Ce serait de dire l'historien, la preuve d'une grande tolérance de la part des anglophones. Il y a néanmoins la difficulté suivante : les *Canadians* sont la majorité. La réconciliation à laquelle rêve notamment l'école des sciences sociales de Laval et Trudeau n'est ni plus ni moins impossible : « Ceux qui en parlent sont d'incorrigibles rêveurs ou habiles mystificateurs. Il faut savoir une fois pour toutes qu'un *common Canadianism* ne peut être que celui de la majorité<sup>100</sup>. » Le Canada ne peut être une terre où les Canadiens français ont droit de cité partout où ils se retrouvent. Brunet juge cet idéal sévèrement. La démographie elle seule permet de voir à quel point un tel projet est improbable, voire impossible. La réalité « brutale » est que

[s]euls les Acadiens du Nouveau-Brunswick et les Franco-Ontariens ont la possibilité de maintenir un minimum de vie collective comme groupe distinct en état de survivance très précaire [...]. Les Canadiens français du Québec feraient preuve de sagesse élémentaire en renonçant à la conquête démographique du Canada [comme l'a promis le vieux nationalisme]<sup>101</sup>.

Étant donné qu'il est impossible d'entreprendre la reconquête du Canada, les francophones seraient incapables d'imposer une quelconque égalité entre les deux peuples. Bien que les « utopistes » croient qu'au contraire il est possible de faire naître au pays une société tout à fait équitable, bilingue et biculturelle, le Canada demeurera, affirme Brunet, le pays de la majorité, un pays Canadian : « Chaque fois que la majorité *Canadian* poursuit un objectif qu'elle juge essentiel, son nationalisme triomphe et réussit à briser la faible résistance des Canadiens du Québec<sup>102</sup>. »

L'historien montréalais est très habile ici, bien que dogmatique. Il reconnaît qu'une importante frange des intellectuels du Canada français, surtout basés à

<sup>99</sup> Brunet, *Présence*, op. cit., p. 171.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>101</sup> *Ibid.*, 180.

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 188.



l'Université Laval, font la promotion depuis plusieurs années d'une interprétation antinationaliste du Québec, fortement influencée par l'école de Chicago et des individus comme le sociologue Everett Hughes. Effectivement, et pour résumer tout simplement, cette thèse affirme que les Canadiens français sont les artisans de leur propre infériorité économique. Surtout, ces intellectuels mettent le fardeau de cet état sur le dos du clérico-nationalisme qui n'encourageait point le développement économique du Canada français. Or, la solution proposée par ces intellectuels est de se livrer à un Canada progressiste et interventionniste. Mais le Canada est, pour l'historien, un gouvernement étranger. Il est géré par et pour les *Canadians*.

Brunet sort aussi une autre arme de son arsenal afin de plaquer ses adversaires de la Faculté des sciences sociales de Laval : l'histoire. En s'armant de la thèse de la décapitation sociale qu'il expose plus tôt dans son livre, il déculpabilise l'élite cléricale pour l'infériorité économique du Canada français. Celle-ci n'avait d'autre choix que de se replier sur ses assises et ses acquis. Certes, les thèses du miracle de la survivance ou de la mission providentielle sont, au mieux, ridicules selon Brunet, elles se basent néanmoins sur une réalité sociologique bien concrète et sur des besoins réels. Ces intellectuels font fausse route en raison d'une myopie macroscopique donnant lieu à une analyse tronquée du Canada français. Puisqu'il est historien, il est en mesure de mieux comprendre la trajectoire globale des Canadiens français dans le temps. Il peut donc affirmer avec grande confiance que ces penseurs ont tort.

L'historien poursuit dans son livre une attaque en règle contre l'idéologie messianique, comme s'il veut poursuivre sa condamnation des penseurs cités ci-haut. Le messianisme aurait fait de l'intervention divine la raison derrière la survivance des

conquis. Ce « patriotisme mal conçu » ne serait qu'un fait sociologique normal. Les Britanniques n'avaient pas l'intention, selon Brunet, d'assimiler les Canadiens. Ils n'avaient d'ailleurs pas les moyens. Comment pouvaient-ils assimiler 70 000 âmes, demande l'historien?

Cette survivance n'est pas un succès collectif digne d'étonnement. Elle fut le résultat d'un concours de circonstances que l'historien peut facilement analyser et qui doivent très peu à l'action éclairée des Canadiens eux-mêmes<sup>103</sup>.

Ces derniers, non seulement sont-ils colonisés, mais ils se sont assimilés au Canada anglais à leur insu, et en sont des agents. Rappelons que pour Brunet il est impossible d'assurer l'égalité entre les deux nations à l'intérieur du Canada :

Une minorité nationale ne peut sortir de son état d'infériorité que dans la mesure où elle conserve un minimum de liberté d'action collective coordonnée, constante et dynamique. [...] Un groupe ethnique n'a aucun intérêt collectif à précipiter sa propre désintégration lorsqu'il occupe en nombre suffisant un milieu géographique donné où il dispose de cadres politiques partiellement autonomes [...]<sup>104</sup>.

Il est donc évident que le Québec, contrairement aux minorités francophones, doit mettre à profit ses outils, son « minimum de liberté d'action » pour protéger les Québécois d'un avenir qui se rapprocherait de celui des minorités :

Il ne faut pas exagérer l'importance des succès de leur [les francophones hors Québec] résistance linguistique. En général, celle-ci ne peut durer que quelques générations à cause de son caractère essentiellement artificiel<sup>105</sup>.

Bien que Brunet ne précise pas ce qu'il entend par une résistance artificielle, il est facile d'extrapoler. La science dicte, d'après l'historien, qu'aucun peuple ne peut survivre comme nation distincte sans des institutions, un territoire, une population majoritaire sur

---

<sup>103</sup> Brunet, *Présence*, op. cit., « Un problème historique mal posé : la survivance collective des Canadiens et leur résistance à l'assimilation », p. 196.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 202.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 204.

ledit territoire. Voilà le « minimum de liberté d'action collective » nécessaire pour survivre et se développer. Aucun autre groupe francophone n'a ce cadre minimum à l'extérieur du Québec. Il est donc inévitable – et même il est souhaitable pour leur avenir – que ces minorités s'assimilent. Pour l'Acadie et l'Ontario français, par exemple, les jeux sont faits. Le Québec, toutefois, serait à la croisée des chemins. Si les Québécois acceptent la centralisation d'Ottawa et obéissent aux sons de cloche de l'unité nationale que répètent de nombreux intellectuels et politiciens, ils accepteraient la politique d'assimilation des *Canadians*, car seul le respect à la lettre de la division des pouvoirs par Ottawa peut assurer la vitalité du Canada français<sup>106</sup>.

Or il existe de nombreux penseurs qui exhortent les Canadiens français à opter pour un Canada fort afin de s'assurer du développement de la province. Les Canadiens français n'ont pas naturellement la tête pour les affaires, d'après Albert Faucher, économiste et historien à l'Université Laval. Ce dernier estime que la psychologie canadienne-française est un frein pour leur développement que pourrait réparer une centralisation forte. C'est de prêcher par un vieux nationalisme destructeur pour les Canadiens français, indique Brunet :

L'infériorité économique de la collectivité canadienne-française est la conséquence fatale de sa mise en servitude comme nation vaincue, conquise et occupée, réduite à un statut de minorité dans un pays qui ne lui appartient pas. [...] Une fausse idéologie nationaliste et patriotique a fait croire aux Canadiens français que la Conquête de 1760 n'a été qu'un incident bien secondaire de leur histoire collective.

Or, on le sait, la Conquête est centrale dans le récit de l'historien. C'est un système de subordination économique et politique qui pèse sur les Canadiens français à présent et

---

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 206-208.

non pas une mentalité qui empêche tout succès économique; d'où l'importance, pour Brunet, que ce peuple résiste à une plus grande intégration au Canada anglais.

### *À la défense du nationalisme*

Brunet s'acharne beaucoup sur le thème du nationalisme dans ses écrits. Un nationalisme vigoureux pratiqué par les Canadiens français demeure nécessaire selon lui pour protéger cette nation contre un nationalisme *Canadian* qui n'est que pernicieux. Brunet note dans *Canadiens et Canadiens* comment le manque de sentiment national chez les Canadiens français était une conséquence de la Conquête qui a eu lieu quelques décennies avant la propagation massive du nationalisme à travers l'Europe<sup>107</sup>. Cela aurait empêché les Canadiens français de développer un système de défense adéquat contre l'idéologie des *Canadians*. Brunet se défend particulièrement contre la philosophie sur le nationalisme de Lord Acton qui a su faire de nombreux convertis au Canada. Cette vision estime veut que le nationalisme soit une pensée fondamentalement néfaste pour les sociétés humaines, car elle mène inexorablement vers un conflit entre les peuples. Le nationalisme, bref, mène droit à la guerre, une idée que le futur premier ministre Trudeau fait écho en citant Lord Acton dans son essai « De quelques obstacles à la démocratie au Québec<sup>108</sup> ». Cette pensée a été profondément ancrée dans la société britannique, un royaume forgé en grande partie par des guerres entre différentes sociétés dont le résultat a été l'unification relative des îles britanniques et de l'Irlande. Cela met en branle un processus d'assimilation qui a tout sauf anéanti les langues celtiques du territoire au

---

<sup>107</sup> Brunet, *Canadiens et Canadiens*, *op. cit.*, p. 86.

<sup>108</sup> Pierre Trudeau, « De quelques obstacles à la démocratie au Québec », dans *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1967, p. 105-128.

profit de l'anglais. Acton, penseur catholique et farouchement libéral, ne croit pas que chaque peuple doit nécessairement exercer et pratiquer le droit à l'autodétermination. Un grand admirateur des fédérations, il estime que ces nationalismes peuvent devenir de véritables monstres. Le nationalisme mine la liberté et les États plurinationaux, comme la Grande-Bretagne et le Canada, sont les meilleurs garants de la liberté individuelle<sup>109</sup>.

L'une des premières critiques que formule Brunet contre les pourfendeurs du nationalisme est dirigée contre l'historien Arnold Toynbee qui répète la thèse de Lord Acton dans ses écrits. Brunet lui reproche toutefois son penchant pour le nationalisme de la Grande-Bretagne : « celui-ci est beaucoup trop indulgent envers le nationalisme impérialiste de sa patrie<sup>110</sup> ». L'historien montréalais explique l'ironie dans la position de Toynbee :

Il est Anglais et Européen. À ce double titre il peut difficilement approuver la révolte nationaliste des peuples encore hier docilement soumis à l'hégémonie des deux plus grandes puissances colonisatrices et impérialistes des temps modernes, la France et l'Angleterre. Le nationalisme des Boers, des Irlandais, des Slaves, des Arabes, des Africains, des Chinois, des Hindous, des Indochinois a définitivement rompu l'ancien équilibre qui croit permis à l'Europe occidentale de dominer le monde et à la *Home Fleet* d'établir la *pax britannica* aux quatre coins du globe<sup>111</sup>.

Chacune des puissances coloniales a exercé un « nationalisme agressif »<sup>112</sup>.

Dans *La présence anglaise*, l'historien poursuit sa réflexion sur la problématique du nationalisme. Il identifie deux types de pensées antinationalistes à son époque. La première est celle qui critique le nationalisme dans l'optique de consolider l'hégémonie du groupe majoritaire ou dominant. L'autre serait la pensée des utopistes qui estiment que

<sup>109</sup> Umut Ozkirimli, *Theories of Nationalism*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010, p. 26.

<sup>110</sup> Brunet, *Canadiens et Canadiens*, op. cit., p. 74.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 75-76.

<sup>112</sup> *Ibid.*

tout nationalisme est un mal fondamental pour l'humanité. Or, l'expression d'un nationalisme pour Brunet est tout à fait normale. Le nationalisme serait, d'après sa définition,

la manifestation de la solidarité naturelle qui existe entre les membres d'un groupe humain ayant une tradition historique et culturelle qui lui donne un caractère propre<sup>113</sup>.

Le nationalisme n'est donc pas une manifestation artificielle, car il est ancré à même la transmission d'une tradition historique, elle-même issue d'une expérience particulière. Qui plus est, cette expérience du nationalisme exprime l'existence d'une solidarité et d'un désir de vivre ensemble. Les critiques contre le nationalisme canadien-français au Canada chercheraient donc, pour Brunet, à censurer un sentiment légitime partagé par des millions de francophones<sup>114</sup>.

Au Canada français, la difficulté réside d'après Brunet dans le fait que de nombreux chercheurs plaquent des cadres étrangers pour analyser le Canada français :

[... D]epuis une dizaine d'années, quelques universitaires<sup>115</sup> et intellectuels canadiens-français qui ont emprunté leurs idées à des penseurs et à des sociologues étrangers prétendent que la classe ouvrière et le syndicalisme sauveront notre collectivité en lui donnant les structures politiques et sociales qui exige [*sic*] le monde industriel de la seconde moitié du XXe siècle<sup>116</sup>.

Voilà pour Brunet la transformation du nationalisme traditionaliste au Québec. Le néonationalisme n'en est pas son héritier. Au contraire, ce sont ceux qui refusent toujours à l'État un rôle significatif dans le développement de la société canadienne-française. Or,

---

<sup>113</sup> Brunet, *Présence*, op. cit., « Le nationalisme canadien-français et la politique des deux Canadas », p. 235.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 236.

<sup>115</sup> Brunet fait référence aux sociologues de Laval et à Pierre Trudeau.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 270.

l'historien estime qu'il faut des objectifs clairs pour le nationalisme, c'est-à-dire de canaliser les efforts pour se doter d'un État vigoureux<sup>117</sup>.

La critique que propose le dominicain Benoît Lacroix, o. p., à l'Institut d'Études médiévales à l'Université de Montréal pour la *RHAF* affirme que la méthode brunetienne est confuse<sup>118</sup>. Lacroix reproche à Brunet de ne pas soupeser l'importance de ses documents qu'il brode ensemble pour créer son récit :

Le collectif, l'individuel, le texte de 1780, celui de 1958, la citation d'évêque, l'article de revue, tout arrive ensemble et paraît avoir la même importance. Des hypothèses de travail deviennent des certitudes. Les conclusions écrasent les faits<sup>119</sup>.

Lacroix n'y va donc pas avec le dos de la cuillère. Il sévit contre l'historien qui, après près de dix ans à titre de professeur à l'Université de Montréal, persiste et signe avec ses collections d'essais qui extrapolent à l'aide de théories sociologiques qu'il adapte tant bien que mal. Néanmoins, le dominicain juge important le fait que Brunet réagisse contre la crise actuelle qu'il constate. Toutefois, la critique touche directement à la faiblesse de Brunet. Bien qu'il affirme ne faire qu'une histoire objective, il est à cheval sur deux périodes : l'actualité politique et son objet d'histoire. L'analyse ne suit donc pas la méthode historique, mais bien ses anxiétés contemporaines.

### ***III) Québec, Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement***

*Québec, Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement*, publié en 1968, est une continuité de l'effort intellectuel de Michel Brunet. Le livre demeure, à la base, un

---

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 262-292.

<sup>118</sup> Rudin, *op. cit.*, p. 145-146.

<sup>119</sup> Benoît Lacroix, compte rendu de *La présence anglaise et les Canadiens*, *RHAF*, vol. 12, no 3 (1958), p. 431.

recueil d'articles – sa seule monographie verra le jour un an plus tard – qui martèle plusieurs thèmes familiers. Cela dit, l'historien est ici plus convaincu que jamais du besoin pour le Québec de protéger son autonomie et de forger une armure de sociale démocratie.

Surtout, ce livre cherche à réveiller les Québécois, leur révélant sans scrupule leur lamentable état de minoritaire au Canada. Le réveil est nécessaire, croit-il, en raison du fait que les gouvernements canadiens n'ont plus réellement besoin du Québec pour gouverner. Le gouvernement de John Diefenbaker en 1957 a été élu sans le concours de la belle province<sup>120</sup>. Il faut donc être réaliste au Québec plutôt que de se fier aux « envolés oratoires d'antan [...] célébrant la supériorité intellectuelle du Canada français [...] qui] s'avère n'avoir été que de pieux ou de joyeux mensonges<sup>121</sup> ».

La seule solution, d'après l'historien, est que le Québec et les Québécois investissent la sociale démocratie. Cette philosophie politique permettrait d'en finir avec la subordination on ne peut plus choquante des Canadiens français qu'a dévoilée au grand jour la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme. La Constitution, affirme-t-il, ne correspond plus aux attentes des Canadiens français et ne suffit plus au pays<sup>122</sup>. Voilà d'ailleurs l'une des différences fondamentales entre Brunet et Creighton, ce dernier pour qui la Constitution demeure un texte sacré qui ne doit pas être modifié.

L'historien montréalais profite aussi de l'introduction de son livre pour répondre à certaines critiques qui lui ont été faites. Il admet qu'un bon nombre d'universitaires

---

<sup>120</sup> Michel Brunet, *Québec, Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement*, Montréal, Fides, 1968, p. 11. Dorénavant *Québec*. Brunet explique plus tard que les Québécois ont cherché à donner la leçon au Parti libéral en 1958 lorsque la province vote massivement pour Diefenbaker. Nous y reviendrons.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 13, 15.



dénoncent son engagement dans la cité avec sa pensée et ses écrits. De fait, ses critiques mettent en doute la véracité et la rigueur de ses études. Brunet rabroue ses opposants et se console en affirmant que, si ses pensées sont mauvaises et ses idées illégitimes, elles ne se traduiraient pas en actions concrètes dans la société<sup>123</sup>. La déclaration est un sophisme. Toute idée qui reçoit un appui populaire n'est pas fondamentalement bonne, pensons simplement au régime d'apartheid ou des lois Jim Crowe aux États-Unis. Néanmoins, l'affirmation témoigne toute la confiance qu'a l'historien en rapport à son propos. Pour Brunet, le Québec vit présentement une accélération sans précédent de l'histoire. Au niveau politique, la province se fait de plus en plus exigeante, refusant l'ancien régime de la réclusion, elle passe à l'attaque avec des slogans comme « égalité ou indépendance » promue par Daniel Johnson en 1965 lorsqu'il était toujours sur les bancs de l'opposition, la création d'une panoplie d'institutions québécoises et l'exigence du respect du droit de retrait avec compensation sont toutes des marqueurs, selon Brunet, de la légitimité de ses idées. Plus encore, elles témoignent de toute la puissance de cet État québécois revigoré. Dit autrement, Brunet croit être du bon côté de l'histoire. Plus encore, il *sait* avoir raison.

Les Canadiens français, selon l'historien, vivent un processus de décolonisation. En pensant pour « nous-mêmes », Brunet croit que les Québécois se libèrent progressivement de leur « servitude mentale », que leur affligeaient les anciennes idées de la survivance<sup>124</sup>.

Même en 1968, après le décès du chanoine Groulx et de la création d'un système scolaire modernisé et la mise en place d'un ministère de l'Éducation au Québec,

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>124</sup> *Ibid.*, « L'historien et la révolution contemporaine », p. 22-23; « La science historique au Canada français : son évolution et ses développements actuels », p. 34.

l'historien croit nécessaire de marteler ses idées contre ce qu'il nomme l'historiographie romantique ou traditionnelle, et ce, en dépit de la montée en force de l'histoire sociale et de l'analyse marxiste – quoique cette vision est surtout cantonnée au département de sociologie de l'Université de Montréal à ce moment-là<sup>125</sup> –, sur l'ensemble du Canada et des départements d'histoire. Il répète que la Conquête a enlevé les moyens d'actions collectives – rappelons-le-nous, c'est ce qui est essentiel à l'épanouissement d'une minorité nationale – du Canada français. Il affirme que l'école historique de Montréal a été fidèle à la réalité historique et a retracé le passé tel qu'il l'a été, à titre d'artisans de la « sociologie du passé ». Pour l'historien, il faut enfin enterrer le traditionalisme historique, ces mythes de la providence qui empêchent une réelle analyse du passé : « Cessons de prendre nos désirs pour la réalité », affirme-t-il<sup>126</sup>.

Mais son combat contre cette ancienne historiographie – une historiographie qui est dans un véritable coma chez les historiens professionnels – s'explique en grande partie par l'idéologie politique du professeur. D'ailleurs, il ne s'en cache pas. Selon lui, cette historiographie romantique, pour ne pas dire ascientifique et aprofessionnelle, cherche à ce que l'État québécois renonce à l'autonomie provinciale. Cela équivaut, pour l'historien, à un « suicide collectif ». Le patriotisme que promeut cette ancienne historiographie est donc fondamentalement défectueux, car il ne peut que limiter le champ d'action des Canadiens français. Le patriotisme doit au contraire servir de véhicule pour l'action collective<sup>127</sup>. Il semble ici que Brunet tente de défendre le

---

<sup>125</sup> La loi qui crée l'Université du Québec à Montréal n'est adoptée qu'en décembre 1968. L'UQAM accueille ses premiers étudiants en septembre 1969.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 41-42.

nationalisme qu'il promeut de tout reproche ou association possible avec cette tradition afin d'assurer la légitimité à la fois de l'école de Montréal et de son néonationalisme.

En effet, le « pseudo-patriotisme » aurait terni, selon l'historien, l'enseignement de l'histoire au Québec. Cet enseignement, qui est nourri de « sentimentalisme religieux et émotivité » doit, selon lui, céder à la nouvelle histoire québécoise qui a su se libérer de l'irrationalisme afin d'épouser la méthode scientifique<sup>128</sup>. Enfin, Brunet abuse quelque peu de cette tactique qu'il juge néanmoins efficace : discréditer les anciens pour légitimer sa thèse. C'est une stratégie que semble adopter chaque génération d'historiens qui cherchent à se distinguer de ses prédécesseurs.

Après cette diatribe contre l'historiographie des anciens au Canada français, l'œuvre de l'historien se recadre sur une mise à jour de la situation politique des Canadiens français, sans doute pour plaquer les critiques qu'ont formulées des gens comme Pierre Trudeau contre l'idée qu'il existe un véritable régime démocratique au Canada français. Brunet affirme dès le départ que la présence d'un régime démocratique n'enraye pas les inégalités sociales<sup>129</sup>. Les institutions coloniales et leur simili démocratie ont servi les intérêts des Canadiens français, ce qui explique pourquoi ils ont été acceptés. Brunet précise que les libertés britanniques, toutefois, n'ont pas été à leur service. Il s'agit bel et bien d'un régime d'occupation qui limite la marge de manœuvre des Canadiens français. L'Acte constitutionnel qui a donné naissance à une assemblée législative n'était pas, d'après Brunet, une manifestation des bienfaits des libertés britanniques octroyées au bénéfice du peuple conquis. Certes, les Canadiens ont su utiliser l'institution, tant bien que mal, jusqu'à l'imposition de l'*Acte d'Union* afin

---

<sup>128</sup> *Ibid.*, « La recherche et l'enseignement de l'histoire », p. 49.

<sup>129</sup> Brunet, *Présence*, *op. cit.*, p. 110.

d'améliorer le sort de leur peuple avec les résultats mitigés qu'on leur connaît. Cela dit, l'historien note les nombreuses restrictions imposées aux députés canadiens. Les Conquérants ont refusé de reconnaître la majorité francophone et ont imposé de nombreuses limites quant au pouvoir que pouvait exercer la majorité, et ce, jusqu'à leur mise en minorité avec l'union de 1840. Cette date a souvent été révérée au Canada anglais tout comme au Canada français comme une étape majeure vers la responsabilité ministérielle, l'un des événements fondateurs de l'historiographie *whig*. Pour Brunet, l'obtention du « *responsible government* » a eu lieu sous le couvert de l'annexion du Canada français au Canada anglais<sup>130</sup>.

Ce récit permet à l'historien de décrocher une salve du côté de Trudeau pour son texte « De quelques obstacles à la démocratie au Québec » publié en 1967<sup>131</sup>. Les Canadiens français n'ont pas pu développer une tradition démocratique en raison d'une limite à la liberté collective, une problématique que n'explore pas celui qui deviendra un an plus tard le premier ministre du Canada. Selon Brunet, les Canadiens français n'ont pas su profiter de ces « libertés britanniques » qu'entourent et protègent les institutions démocratiques : « Lorsque la démocratie parlementaire triompha, elle s'identifia avec la victoire démographique des colons anglais<sup>132</sup>. » Les institutions n'avaient pas été conçues pour être au service du peuple canadien-français. Même la Confédération qui a vu naître un État provincial québécois n'a pas été érigée exclusivement pour les Canadiens français. Au contraire, plusieurs circonscriptions ayant une forte concentration anglophone au Québec sont protégées afin de maintenir une députation canadienne-

---

<sup>130</sup> Brunet, *Québec, op. cit.*, « La démocratie et les Canadiens français », p. 114-118.

<sup>131</sup> Trudeau, « De quelques obstacles à la démocratie au Québec », *Le fédéralisme et la société canadienne-française, loc. cit.*

<sup>132</sup> Brunet, *Québec, op. cit.*, p. 118.

anglaise minimale à l'Assemblée. Qui plus est, la province, contrairement à sa sœur l'Ontario, est dotée d'une chambre haute où siègent de nombreux membres de la minorité anglophone. De dire l'historien :

Privée de son droit à l'autodétermination, la nation canadienne-française n'a pas su atteindre à la plénitude de la démocratie dont la liberté nationale est la première étape<sup>133</sup>.

Cela donne lieu à une situation fort délicate selon Brunet. En effet, c'est l'évolution entière du Canada français qui en est affecté :

Depuis la Conquête, il est difficile pour les Canadiens français de croire qu'ils possèdent, comme nationalité distincte en Amérique du Nord, les droits qui appartiennent exclusivement aux peuples libres et indépendants<sup>134</sup>.

Or Brunet admet que la création de la province de Québec a beaucoup amélioré la condition des Canadiens français. Cela dit, elle demeure toutefois l'héritière des siècles de mise en minorité<sup>135</sup>.

Cette pensée est d'ailleurs reflétée dans la recherche qu'effectue Brunet pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, une commission qu'a critiquée l'historien montréalais à maintes reprises. L'historien affirme de nouveau que les sciences sociales n'ont pas travaillé au profit des sociétés moins développées. Ce seraient des erreurs de jugement qui ont poussé les chercheurs à plaquer les mêmes cadres d'analyse pour étudier les villes industrielles des États-Unis et les villes québécoises comme l'a fait Everett C. Hughes dès 1943<sup>136</sup>. De fait, ces études ont fait

---

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 120.

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> Voir Everett C. Hughes, avec une présentation de Jean-Charles Falardeau, *Rencontre de deux mondes. La crise de l'industrialisation du Canada français*, Montréal, Parizeau, 1944, 388 p.

proférer un nombre important de stéréotypes à propos des Canadiens français. Pour l'historien, les sciences sociales ont surtout été au service des sociétés privilégiées, car elle imposait leurs cadres et leurs analyses sur les peuples minoritaires<sup>137</sup>.

Brunet en profite d'ailleurs pour distinguer les différents peuplements français du Canada, voulant séparer le Québec, avec son Assemblée législative, des minorités qui n'ont pas la « marge de manœuvre » minimale nécessaire pour s'épanouir. D'après lui, ces groupes vivent une survivance précaire :

Les groupes culturels qui échappent à l'assimilation sociale [...] mais qui sont placés dans des conditions géographiques qui les empêchent d'organiser un État mis à leur service, deviennent des minorités nationales<sup>138</sup>.

C'est donc dire que, pour Brunet, une minorité nationale n'a pas accès à un État « national », ce qui caractériserait notamment les Franco-Ontariens et les Acadiens. D'après l'historien, pour qu'une nation existe, il faut qu'un peuple ait un cadre minimum d'action collective. Il ne spécifie pas quelles institutions sont nécessaires pour que puisse exister ce cadre minimum, mais à la lecture de son étude, nous pouvons extrapoler que l'État, c'est-à-dire l'existence d'une législature, contrôlée par le groupe en question, est l'une des principales conditions à son existence, d'où la raison pour laquelle il réussit à écarter les minorités nationales canadiennes-françaises de la nation québécoise. Le Canada français est dénoncé par Brunet à titre de mythe. Les Québécois sont conscients d'appartenir à une nation avec une histoire commune :

L'Assimilation sociale des Canadiens français ne s'étant pas réalisée, ceux-ci n'ayant pu être réduits au statut de minorité nationale au Québec, une nation francophone québécoise, dont l'histoire commence au XVIIe

---

<sup>137</sup> Brunet, *Québec, op. cit.*, « Société, pouvoir politique, nation et État : le cas de la collectivité canadienne-française ou québécoise », p. 136.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 138.

siècle, réclame aujourd'hui tous les moyens d'action collective qu'elle juge nécessaire à son progrès. Ce mouvement, qui était parfaitement prévisible, est irréversible<sup>139</sup>.

L'analyse que propose Brunet ci-haut à la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme exclut sans remords ce qu'il nomme les « minorités nationales » vivant à l'extérieur du Québec, leur donnant le même titre que les groupes ethniques comme la population ukrainienne, voués à une intégration au Canada anglais. Cette situation est normale, le Canada s'est érigé comme un État plurinational unitaire qui est au service d'une seule nation : *Canadian*<sup>140</sup>. De fait, l'assimilation des minorités nationales est inévitable. En fait, le Canada chercherait à imposer le statut de minorité nationale au Québec, un projet devenu inacceptable pour les Québécois. Brunet en conclut que seule une révision en profondeur de la Constitution du Canada peut remédier à ce conflit inévitable entre le Québec et le Canada anglais. Malgré cette perception négative de la Confédération, l'historien ne jette pas le blâme sur les politiciens qui ont négocié l'AANB. Ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient, compte tenu de la situation dans laquelle ils étaient placés. C'est dans l'optique d'empêcher l'annexion que le leadership canadien-français a négocié la Confédération. Le pacte a permis de protéger les institutions existantes et d'en créer de nouvelles comme les institutions parlementaires au Québec<sup>141</sup>.

L'élite a toutefois tenu pour acquis que la fondation du Canada avait comme objectif d'acquérir l'indépendance du nouveau pays de la Grande-Bretagne afin d'assurer l'unité du pays. Cette « tromperie » s'est glissée dans la pensée politique au Canada français; l'élite a maintenu une vision idéalisée du Canada, car le Canada anglais a refusé

---

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 159.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 141. Elle est plurinationale puisque plusieurs minorités nationales la composent, mais elle est unitaire, car chacun s'intègre à la société majoritaire.

<sup>141</sup> *Ibid.*, « Les Canadiens français face à la Confédération (1867-1966) », p. 164.

de sacrifier son allégeance à la Grande-Bretagne, croyant que les francophones allaient s'assimiler<sup>142</sup>. La classe dirigeante se réconfortait dans la croyance prophétique selon laquelle les Canadiens français allaient opérer une véritable revanche démographique, devenant la majorité. Bruce Curtis confirme ce projet lors du premier recensement de 1871 qui cherchait à surestimer la population d'origine française au Canada<sup>143</sup>. Brunet se réjouit toutefois que les Canadiens français deviennent de plus en plus exigeants en cherchant à ériger un État social-démocrate. L'avenir, explique-t-il, ne réside pas dans la Confédération. Plusieurs Québécois voient désormais leur avenir à l'intérieur de l'État québécois<sup>144</sup>.

Afin d'enfoncer le clou de l'avenir québécois et de l'échec inévitable du projet de bilinguisme et du biculturalisme, l'historien profite de la tribune qui lui est offerte lors du deuxième congrès national sur les Slaves du Canada tenu à l'Université d'Ottawa le 10 juin 1967. D'après lui, la vague d'immigrants qui s'est installée au Canada au tournant du siècle ne comprend pas et rejette le débat sur l'unité nationale tel qu'il s'est déroulé.

Il affirme, dès le départ, sa fameuse phrase selon laquelle il y a trois déterminants importants dans l'histoire : le nombre, le nombre, et encore le nombre. De fait, le Canada anglais a érigé une politique d'immigration qui limitait l'accroissement de la population canadienne-française, privilégiant surtout l'entrée de populations britanniques qui sont plus portées, d'après les stéréotypes de l'époque, à s'intégrer au Canada anglais<sup>145</sup>.

---

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 168-169.

<sup>143</sup> Bruce Curtis, *The Politics of Population: State Formation, Statistics and the Census of Canada, 1840-1875*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 400 p.

<sup>144</sup> Brunet, *Québec, op. cit.*, p. 175.

<sup>145</sup> *Ibid.*, « Les immigrants, enjeu de la lutte entre les deux collectivités fondatrices du Canada », p. 218.



Poursuivant sa pensée – il importe de se rappeler que cette intervention a lieu lors des balbutiements du ministère de l'Immigration et la dévolution de certains pouvoirs sur la question d'Ottawa vers Québec<sup>146</sup> –, Brunet estime qu'il y a un problème exceptionnel à résoudre. Il faut réagir, affirme-t-il, lorsque 90 % des immigrants au Québec s'intègrent à la société canadienne-anglaise. Il détermine que ce sera au Québec de choisir s'il accepte toujours ce vicieux régime : « C'est à l'intérieur de l'État québécois dorénavant que se déroulera la dernière phase de la lutte entre les deux collectivités fondatrices pour le peuplement du Canada<sup>147</sup>. » Cette déclaration est prophétique, dans une certaine mesure, car le gouvernement fédéral accepte de partager cette compétence avec la province.

Brunet conclut son ouvrage en exprimant sa sincère volonté de mettre fin à ce qu'il nomme le malentendu historique qui demeure au cœur du conflit entre les Canadiens français et leurs homologues du Canada anglais<sup>148</sup>. Les francophones ont souffert le fardeau d'un état permanent d'infériorité par rapport au pouvoir dominant. Mais l'erreur de l'élite canadienne-française et de la classe dirigeante en générale était de croire que le Canada anglais allait cesser d'être canadien-anglais, c'est-à-dire un peuple dominant d'origine britannique avec comme but « l'unité nationale » qui, en somme, exige le repli, d'après Brunet, du nationalisme canadien-français et québécois<sup>149</sup>. Mais l'assimilation du Canada français est une œuvre impossible à compléter, affirme

---

<sup>146</sup> Martin Pâquet, *Tracer les marges de la cité*, Montréal, Boréal, 2005, 328 p.; Martin Pâquet, *Vers un ministère québécois de l'Immigration, 1945-1968*, Cahier de la Société historique du Canada, coll. « Brochures sur l'immigration et l'ethnicité au Canada », n° 23, 29 p.

<sup>147</sup> Brunet, *Québec, op. cit.*, p. 218-219.

<sup>148</sup> *Ibid.*, « Conclusions », p. 280.

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 281.

l'historien. Il est donc temps que les deux sociétés acceptent ce fait indéniable<sup>150</sup>.

Effectivement, les Canadiens français devront accepter que le Québec soit leur État national. De fait, le Canada doit s'acclimater à cette idée et abandonner sa politique d'unité :

Chaque fois que l'unité dite nationale a triomphé, c'est parce que les Canadiens français se sont inclinés devant le Canada anglais. Cette époque semble révolue<sup>151</sup>.

Ce dernier livre de Brunet est publié à une époque critique de la crise de l'unité nationale. Il estime qu'il est enfin temps de réécrire la Constitution du Canada et recadrer les frontières de la nation au territoire québécois. À la radio, comme nous le verrons au prochain chapitre, il affirme que les Canadiens anglais doivent enfin accepter le fait qu'ils forment une minorité au Québec. Il largue sans scrupule les minorités francophones qui vivent à l'extérieur du Québec à l'aide de la théorie qu'il adopte selon laquelle elles forment des minorités nationales, des groupes n'ayant pas la marge de manœuvre minimale requise pour s'épanouir, contrairement aux Québécois. Il estime que ces minorités vont languir dans un mode de survivance qui les empêche de participer à la modernité occidentale. L'abandon des minorités francophones par Brunet se fait, du moins d'après lui, sans malice.

Mais la position de Brunet est quelque peu fragile. Il ne peut pas s'imaginer un fléchissement du gouvernement central et des provinces vers les francophones. Bien sûr, il ne pouvait pas prédire l'adoption de la *Charte canadienne des droits et des libertés* en 1982 et les conséquences positives pour les minorités – le leadership franco-ontarien ne

---

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 284.

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 286.

l'avait pas non plus prédit<sup>152</sup> –. Sa thèse se base sur une conviction profonde dans la scientificité de ses propos. Les faits politiques changent progressivement au Canada, ce qui ne cadre pas tout à fait avec l'idéologie de Brunet. Mais ce dernier persiste et signe. Il profite pleinement du capital symbolique que lui octroie sa position. Cela lui permet de produire ces trois récits qui forment le cœur de sa pensée politique et nationaliste.

#### *IV) Les Canadiens français après la Conquête*

L'historien publie un quatrième livre en 1969, qui est sa seule monographie. Elle est le fruit de pénibles labeurs, car Brunet y travaille depuis au moins 18 ans comme en témoigne sa lettre à Bill Morton en avril 1956<sup>153</sup>. Ce livre, intitulé *Les Canadiens français après la Conquête 1759-1775*, cherche à combler les connaissances historiques concernant les années suivant la Conquête. La thèse de Séguin forme la pierre angulaire de son analyse, affirmant sur les conquis que

Leur état de subordination les avait obligés à se constituer une pensée politique, économique et sociale incomplète afin de ne pas indisposer les proconsuls que le sort des armes leur avait imposés<sup>154</sup>.

---

<sup>152</sup> Stéphane Savard, « Pour “Une politique globale, précise, cohérente et définitive de développement” ». Les leaders franco-ontariens et les encadrements politiques fédéraux, 1968-1984 », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n° 1 (2008), p. 129-155; Serge Dupuis « On prévoyait le déluge! La résistance franco-ontarienne au rapatriement de la Constitution canadienne : 1977-1982 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 33 (2008), p. 7-39.

<sup>153</sup> « Depuis cinq ans, je consacre mes temps libres [...] à une recherche sur la première génération des Canadiens après la conquête anglaise (1760-1796). [...] Le livre que je prépare et que j'espère pouvoir publier avant 1960 s'intitulera *Les Canadiens après la Conquête*. » Lettre de Michel Brunet à Bill Morton, 4 avril 1956. AUM, Fonds W. L. Morton, box 2, file 20, « Michel Brunet ».

<sup>154</sup> Michel Brunet, *Les Canadiens français après la Conquête*, Montréal, Fides, 1969, p. 12. Dorénavant *Conquête*.

La Conquête est donc au centre de son livre qui cherche à expliquer la montée de l'Église comme principale institution des Canadiens français et la domination de ce peuple qui composait plus de 95 % de la population de la *Province of Quebec*.

Cet état de subordination devait être transitoire, mais par la force des choses, l'économie qui leur est barrée et l'immigration conçue contre eux, en plus de la présence de dirigeants britanniques hostiles aux Canadiens en a fait autrement.

Ce qui à l'origine avait été une pensée politique diminuée à des fins tactiques, se transforma en une philosophie permanente de la vie, celle d'une société qui avait perdu la maîtrise de ses destinées et dont les pseudo-dirigeants, appelés depuis rois nègres, avaient accepté, bon gré, mal gré, le rôle de subalternes que les déterminismes historiques leur avaient préparé<sup>155</sup>.

La Conquête explique l'ensemble des difficultés qu'ont vécues les Canadiens français.

L'Église, première institution du nouveau Canada conquis, n'était pas libre. Ses prélats devaient se plier aux conquérants afin de survivre<sup>156</sup>. La décapitation sociale avait privé les Canadiens de leurs politiciens et de leurs marchands. Il était donc impossible pour le Canada français de se soulever ou d'améliorer sa condition matérielle et politique<sup>157</sup>.

Néanmoins, Brunet affirme que le peuple canadien a toujours pratiqué une opération de résistance passive, un « refuge » caractérisé d'« attitude frondeuse »<sup>158</sup>. Le lecteur ne peut s'empêcher de croire que l'auteur est l'héritier de cette attitude frondeuse, bien qu'il soit loin d'exercer une résistance passive, s'inscrivant dans tous les débats concernant le Canada français.

---

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 33-34.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 58.

En 1969, Brunet attaque l'historiographie canadienne-anglaise qui estime que la Conquête a été un bienfait. Il s'en prend directement à cette idée dans une note infrapaginale, nommant Hughes, McInnis et Creighton :

Les historiens, [les] économistes et les sociologues qui sanctionnent cette thèse ont pris leurs désirs pour la réalité. Consciemment ou non, ils ont répété les thèmes de la propagande du conquérant [...]. Que valent leurs connaissances en sciences sociales? Ils ignorent comment s'organisent et se développent les sociétés humaines. C'est pourquoi ils ne savent pas comment celles-ci s'étiolent et se désagrègent<sup>159</sup>.

La « propagande » du conquérant britannique utilisé pour amadouer les nouveaux conquies se serait transformée en téléologie, en un truisme, qu'ont répété les historiens sans critique. Malgré les « petites concessions » données à la majorité canadienne, ce peuple demeure subjugué<sup>160</sup>.

Ces libertés britanniques tant promises à tous les sujets se sont mal traduites pour les Canadiens qui ont été soit systématiquement écartés des institutions ou qui devaient faire face à des institutions qui limitent et circonviennent le réel pouvoir qui leur est octroyé<sup>161</sup>. Brunet fait ici référence aux diverses propositions de législature ou institutions représentatives qui sont proposées pour les Canadiens conquies. En fait, les libertés et les institutions octroyées, notamment l'accord de nommer un nouvel évêque à Québec est surtout fait dans l'assurance que cela sert les intérêts des Britanniques<sup>162</sup>.

Un des faits intéressants pour nous à la lecture du traité de Brunet est qu'il se construit à l'encontre de celui de Creighton pour qui les marchands installés à Montréal demeurent les piliers des forces modernisantes de la nouvelle colonie britannique. Le

---

<sup>159</sup> Brunet, *Conquête*, op. cit., p. 71.

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 235.

récit que propose Brunet fait des marchands anglais non pas des visionnaires, mais des radicaux qui exigent l'impossible, demandant que la population canadienne, en dépit de son écrasante majorité, soit soumise à des mesures discriminatoires en matière d'assemblée représentative, à titre d'exemple.

Brunet cherche à résumer sa pensée en affirmant que les historiens qui ont vu dans la Conquête une quelconque libération ont été malhonnêtes. Celui qui s'affirme ainsi, estime-t-il, « ne fait pas œuvre d'homme de science<sup>163</sup> ». La Conquête a été un véritable traumatisme, un séisme qui a profondément secoué les assises des Canadiens. La colonisation française était, selon Brunet, un vif succès, sans, toutefois, être un monde idéalisé :

Il n'est pas question de prétendre que les Canadiens vivaient à l'époque coloniale française dans un Eldorado, un paradis terrestre, un pays de cocagne. [Mais i]ls possédaient leur liberté collective [et] leur autonomie<sup>164</sup>.

Les Canadiens ont donc perdu leur liberté collective, mais non pas leur liberté individuelle, bien que leur marge de manœuvre soit réduite par un accès limité aux divers marchés et au crédit. Pour l'historien, les Canadiens ont perdu leur marge, si essentielle à une nation pour se maintenir. Cette vision s'érige notamment à l'encontre de la pensée de Fernand Ouellet, pour qui la Conquête ne serait qu'un épiphénomène dans l'évolution des Canadiens français.

Selon l'interprétation d'une certaine école dont le principal porte[-]parole contemporain est Fernand Ouellet, la Conquête ne serait qu'un incident dans l'histoire du territoire laurentien, la conséquence d'une conjoncture que dominaient les forces économiques de l'époque. Cependant, il ne faut pas oublier que cette même conjoncture, en empêchant le peuplement rapide de la colonie par une masse d'immigrants britanniques, a permis la

---

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 284.

<sup>164</sup> *Ibid.*

survivance des Canadiens comme peuple vaincu, conquis et occupé. S'ils avaient été assimilés, l'historien aurait le droit de les ignorer. [...] Leur histoire [celles des deux nations canadiennes] n'a pas été la même. Elle ne s'explique pas si on refuse de tenir compte de la Conquête et de ses conséquences<sup>165</sup>.

Inutile, donc, selon Brunet, de croire que le Canada n'a qu'une seule histoire. Il y a celle des Québécois et celle des *Canadians*. La Conquête, d'ailleurs, ne peut pas être qu'un simple phénomène mineur à oublier. Elle demeure l'événement québécois le plus marquant de son histoire au même chef que la Confédération qui, comme prix de consolation, donne aux Canadiens français du Québec une législature à eux. Cette minorité nationale se serait affranchie de sa survivance précaire, n'ayant pas les cadres institutionnels pour se développer, en une nation en bonne et due forme, au même chef que des centaines d'autres nations autonomes à travers le monde. C'est la profonde croyance de cet historien.

Cela dit, cette Conquête a fortement mis cette nation en péril. « Soutenir que la Conquête n'a pas condamné la société canadienne à une survivance végétative n'est guère plus brillant<sup>166</sup>. » Le tour de force que tente l'historien est donc d'imposer l'interprétation de Séguin sur la Conquête comme la nouvelle orthodoxie pour la prochaine génération d'historiens québécois. À sa propre manière, Brunet cherche à combattre l'interprétation *whig* sur le Québec. Tout comme Creighton, il livre un combat fort semblable. *Les Canadiens français après la Conquête* est un assaut mal voilé contre Fernand Ouellet, en ce sens. L'interprétation libérale veut que la Conquête soit une libération pour les Canadiens français. Brunet espère les contredire.

---

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 285.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 287.

Mais Denis Vaugeois qui signe le compte rendu pour la *RHAF* n'est pas complaisant devant la démarche de l'historien Brunet. En effet, il constate que ce livre s'inscrit dans une bataille idéologique en histoire :

Ce compte rendu dérogera sans doute aux règles habituelles du jeu. Son auteur se rattache à l'École de Montréal, tandis que l'ouvrage dont il est question attaque durement l'un des anciens porte-parole de l'École Québec-Toronto, l'historien Fernand Ouellet [...] <sup>167</sup>.

L'analyse de Vaugeois entre de plains pieds dans ce qui deviendra la vision des deux écoles d'histoire du Canada français. Brunet, « disciple de Groulx, collègue de Séguin, de Frégault » fait partie de « l'école de Montréal », alors que Ouellet « héritier de la tradition de Chapais et Maheux, fut successivement l'étudiant et collègue de Marcel Trudel, celui de Jean Hamelin, le disciple – le traducteur disent les malins – de Donald Creighton » et représentant de « l'école de Québec » <sup>168</sup>. C'est dans ce contexte que Vaugeois offre son analyse. La documentation, indique-t-il, est souvent tirée de Frégault et de Brunet, alors que l'analyse est calquée de Séguin. Le recenseur passe ensuite en revue chaque chapitre du livre pour conclure que la synthèse de l'auteur, « [n]'eût été le ton polémique », aurait pu provoquer « quelques conversions de taille » à son idéologie.

\*\*\*

L'historien publiera un autre livre en 1976 qui poursuit son envolée. Il est remarquable de voir à quel point Brunet maintient une rigoureuse ligne idéologique à travers sa carrière concernant le Canada et le Québec. Il a réussi à multiplier les œuvres qui demeurent, pour l'essentiel, des regroupements de conférences et de comptes rendus. En effet, il ne fait pas tant œuvre d'historien que d'intellectuel engagé si l'on s'en tient à

---

<sup>167</sup> Denis Vaugeois, *Compte rendu de Les Canadiens après la conquête 1759-1775*, *RHAF*, vol. 24, no 3 (1970), p. 420.

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 421.



ses livres. Sa seule monographie demeure, pour l'essentiel, pauvre au niveau des sources, se limitant surtout aux archives officielles et aux correspondances de certains bourgeois. En ce sens, Brunet n'innove pas comme l'a fait Ouellet, par exemple. Il demeure attaché à une méthodologie traditionnelle à laquelle il impose la théorie totalisante de l'impact de la Conquête sur les Canadiens français. Brunet demeure présentiste, toutefois. Son but est de faire de la Conquête l'événement le plus fondamental dans l'histoire canadienne-française. À partir de cet élément, tout s'explique. Si les Canadiens français ne réussissent pas dans l'économie ou ont des institutions qui ne sont que partiellement développées, ce n'est pas la faute d'un recul intellectuel, mais bien en raison de la Conquête qui a arraché du nourrisson le sein qui l'allaitait. La crise d'unité nationale demeure une conséquence normale de cette Conquête britannique. Voilà, pour résumer, la fondation sur laquelle repose la pensée brunetienne.

L'historien affirme sans cesse son objectivité historique dans sa démarche, toutefois, sa méthode pose énormément de problèmes et ses écrits demeurent pour l'essentiel des prises de position politiques sur l'actualité qu'il brode à partir d'une sélection pêle-mêle de sources puisées ici et là. Bien qu'il affirme le contraire, la démarche de Brunet n'est pas « objective ». Elle est surtout tendancieuse, cherchant à promouvoir son nationalisme dans l'espace public.

Bref, l'historien québécois est fort habile dans son marketing, de sorte qu'il devient un produit désirable. En effet, il est la véritable coqueluche de Radio-Canada, surtout après la publication de ses livres. Il s'est imposé à titre d'incontournable pour les questions politiques et historiques au sujet du Canada et du Québec, ce qui se traduit par de nombreuses heures d'antenne, beaucoup plus d'ailleurs que son homologue Creighton

et les autres historiens de son époque. Brunet serait en désaccord avec cette analyse, mais l'historien ne cherche pas à écrire l'histoire; son but est de *marquer* l'histoire.

## **Deuxième partie – « Des historiens qui parlent »**

### **Chapitre troisième – Le doyen parle : Creighton à la radio de l’État**

La participation de Donald Creighton au monde radiophonique est beaucoup plus limitée que l’on puisse se l’imaginer pour un historien de sa stature. Il demeure néanmoins que ce puissant médium est utilisé de temps à autre, surtout vers la fin de sa carrière, pour sa croisade contre les droits linguistiques des Canadiens français et pour focaliser l’attention des Canadiens sur le problème des investissements américains et de l’environnement. Bien qu’il semble préférer les conférences publiques où sa présence théâtrale peut être bien préparée, là où il est, estime-t-il, au sommet de sa forme, son amour pour sa patrie et sa crainte pour l’avenir l’emmènent à prendre le microphone sur les ondes pour dénoncer les politiques qu’il estime inefficaces. La Constitution du Canada, estime-t-il, suffit pour gouverner le pays. Les exigences québécoises demeurent un mal fondamental pour le pays, car elles distraient. Pour Creighton, il importe de faire la promotion d’une vision positive du pays, celle des grands héros comme John A. Macdonald et du fleuve qui lui a permis de mettre en œuvre son projet politique. Malheureusement, il devient de plus en plus amer, au cours des années 1970, au sujet du pays et de sa capacité à préserver son indépendance économique.

Ce chapitre explore la participation de Donald Creighton à la radio d’État. L’historien demeure peu présent sur la scène radiophonique du pays. Il voit sa participation aux émissions de radio comme une obligation en raison de la tournure des événements politiques au Canada et de sa crainte de l’intégration économique et culturelle du Canada aux États-Unis. La *CBC* lui offre, d’ailleurs, une autre plateforme à partir de laquelle il peut dénoncer le nationalisme canadien-français qu’il estime n’être qu’une distraction malicieuse devant la menace américaine. Enfin, la radio d’État est

aussi un endroit où le doyen peut réfléchir sur sa longue carrière, ce qu'il fait à partir des années 1970.

### **I) Descendre de la tour d'ivoire**

Comparé à son homologue Brunet, Creighton n'aime pas descendre de la tour d'ivoire pour participer aux discussions à la radio. Il ne cache pas, d'ailleurs, son inconfort d'être à la radio. Dans une lettre à un réalisateur de la *CBC*, vers la fin des années 1950, il avoue « I always go through these painful doubts and misgivings, unless what I say to an audience is read from a carefully prepared script<sup>1</sup>. » Sur une de ses parutions télévisuelles, le producteur Paul Fox rassure l'historien : « A short program such as this one, requires positive , [*sic*] spirited and interesting opinion. You managed to combine all three of these characteristics in your performance<sup>2</sup>. » Il est même survenu un désaccord entre Creighton et la *CBC*, alors que l'historien écrit à un directeur de la société d'État pour se plaindre du comportement d'un chercheur, affirmant qu'il va refuser toute invitation à la radio si l'individu ne s'excusait pas<sup>3</sup>. En effet, Creighton n'aime pas être dans une situation dans laquelle il n'a pas le contrôle. Le discours préparé le rassure, alors que la spontanéité risque de faire déraiser la pensée de l'historien. C'est pourquoi il préfère produire des livres aux interventions publiques. Brunet, bien au

---

<sup>1</sup> Donald Creighton à Arthur Stinson, 7 juillet 1958, BAC, MG 31/D77/vol. 28, « General correspondence 1953-1960 ».

<sup>2</sup> Paul Fox à Donald Creighton, BAC, MG 31/D77/vol. 28, « General correspondence 1953-1960 ».

<sup>3</sup> Donald Creighton à Harry J. Boyle, 13 janvier 1965. BAC, MG 31/D77/vol. 28 « General Correspondence 1965 ». L'individu en question s'est excusé quelques semaines plus tard. Stephen Visinczey à Donald Creighton, 4 février 1965, BAC, MG 31/D77/vol. 28 « General Correspondence 1965 ».

contraire, sacrifie la qualité scientifique de son œuvre afin d'assurer une diffusion massive de son récit nationaliste.

De nombreux nationalistes canadiens-anglais craignent les effets des investissements américains dans l'économie du pays. La Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, présidée par Walter Gordon, est créée en 1955 et produit des rapports en 1956 et 1957 exigeant, notamment, une intervention plus musclée de la part du gouvernement fédéral dans l'économie nationale. Elle publie aussi de nombreuses études pour promouvoir des politiques économiques nationalistes au pays<sup>4</sup>. Ce même Gordon, devenu ministre des Finances sous Pearson, demande à l'économiste torontois Mel Watkins – qui est l'un des membres fondateurs du mouvement « Waffle », un regroupement de gauche nationaliste au sein du Nouveau Parti démocratique – de piloter un comité sur les investissements étrangers. Ce dernier produit le *Watkins Report*<sup>5</sup> en 1968 qui exige la mise en place de politiques contre la vente d'entreprises canadiennes à des intérêts étrangers. Le nationalisme économique a donc la cote au Canada et devient une priorité chez de nombreux nationalistes anglophones de gauche comme Abraham Rotstein<sup>6</sup>, membre de la *University League for Social Reform* et Kari Levitt qui, en 1970, publie *Silent Surrender : The Multinational Corporation in*

---

<sup>4</sup> Voir Walter Gordon, *Troubled Canada: The Need for New Domestic Policies*, Toronto, McClelland and Stewart, 1961, 134 p.; *id.*, *A Choice for Canada: Independence or Colonial Status*, Toronto, McClelland and Stewart, 1966, 125 p.

<sup>5</sup> Mel Watkins, *Propriété étrangère et structure de l'industrie canadienne : rapport du groupe d'études ad hoc sur la structure de l'industrie canadienne, janvier 1968*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, 444 p.

<sup>6</sup> Abraham Rotstein, (dir.), *The Prospect of Change: Proposals for Canada's Future*, Toronto, McGraw-Hill, 1965, 361 p.

*Canada*<sup>7</sup>. Creighton, un homme de droite, demeure néanmoins très sensible au fait que le Canada doit se protéger contre l'influence américaine.

Le peu d'interventions radiophoniques de Creighton demeure néanmoins intéressant du point de vue de l'histoire intellectuelle et de la façon dont les intellectuels-historiens participent au débat public. Son refus général de prendre la parole à la radio pour des motifs personnels – pour ne pas dire idéologique, la CBC étant suspecte d'être une fourmilière de libéraux – ne l'a pas empêché de participer à certaines émissions. *CBC Wednesday Night* donne la parole aux historiens, durant la fin de l'année 1950, afin qu'ils puissent présenter un personnage politique canadien et sa vision de l'identité nationale. Puisque deux libéraux, Arthur RM Lower et le redoutable Frank Underhill, font la promotion d'une vision whig de l'histoire, l'historien torontois n'a d'autre choix que de se prêter au jeu pour présenter un contre-exemple. Sa participation est aussi une occasion pour présenter ses recherches sur John A. Macdonald, le premier premier ministre du pays.

### *Le pays des héros*

L'historien présente essentiellement la personne de Macdonald comme un héros de l'histoire canadienne. Ce dernier a maintenu un grand projet pour accomplir la destinée du pays, c'est-à-dire la création d'un dominion de l'Atlantique au Pacifique. Il a compris, avec les marchands de Montréal, que le cœur du pays était le fleuve du Saint-Laurent, la principale artère est-ouest qui peut réunir le pays et créer une nation qui peut résister aux excès de la République américaine qui a de nombreuses prétentions sur le vaste territoire de la Terre de Rupert. Macdonald résiste à cette poussée impérialiste des

---

<sup>7</sup> Kari Levitt, *Silent Surrender: the Multinational Corporation in Canada*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002 [1970], 250 p.

États-Unis avec son propre rêve canadien. Cette vision tire sa genèse intellectuelle, d'après Creighton, de la tradition loyaliste. La ville de Kingston, siège politique de Macdonald, est sa manifestation :

The loyalist tradition is the historic source of resistance to North American continentalism. And Kingston in a special and concrete sense, was a physical embodiment of that resistance in the upper St Lawrence Valley<sup>8</sup>.

La création d'un État central fort était la seule solution pour prévenir l'expansionnisme américain et soutenir la nouvelle puissance canadienne. Au nord des États-Unis réside donc un État britannique, monarchique et sobre.

Creighton profite d'ailleurs de son passage à la CBC à Toronto pour écorcher ceux qui critiquent un nationalisme fort et centralisateur pour le pays. Sa critique, qui est acharnée, si pas cruelle, accuse les pourfendeurs du nationalisme d'agiter une guerre de clocher, de se faire insulaires et égoïstes devant la mission canadienne de produire en Amérique un pays qui sait contrer l'influence américaine. Pour Creighton, le Canada a l'âme chevillée au corps :

Nationalism in the 1950s is to a large extent an unpopular and suspect creed. The enormous prestige which is enjoyed in the 19th century has steadily been eaten away by two forces of great potency. By internationalism on one hand and provincialism and localism on the other. These two forces are apparently contradictory. But in their destructive effects on nationalism, they complement each other<sup>9</sup>.

Les attaques contre l'unité nationale, de dire Creighton, sont venues de plusieurs côtés. Il note particulièrement la poussée anti-impérialiste des années 1910-20 contre l'Empire britannique par des intellectuels du Canada anglais comme l'une des plus troublantes

---

<sup>8</sup> CBC, *Wednesday Night*, 29 novembre 1950.

<sup>9</sup> *Ibid.*



expressions de l'ignorance profonde de certains Canadiens devant la menace de l'intégration continentale.

Son entrevue en 1959 pour *A Long View of Canadian History* est le premier entretien d'envergure auquel participe le doyen de l'histoire canadienne-anglaise. Bien que sa première participation à la radio tarde, compte tenu du fait qu'il est une figure marquante de la scène historique du Canada depuis 1937, elle est substantielle. La CBC lui accorde une véritable occasion de mettre de l'avant son récit pour la population canadienne.

Son intervention, qui a lieu en juin 1959, lui permet d'étayer sa vision sur le Canada. L'animateur Paul Fox donne à Creighton une tribune à partir de laquelle le doyen présente son récit héroïque du Canada. Il est remarquable, selon Creighton, qu'une société puisse avoir pris racine à l'intérieur du Canada. Cette région de l'Amérique « is an exacting, demanding land » dont les caractéristiques exigées de ses peuplements – Européens il faut préciser – consiste à exercer un effort herculéen pour survivre. La vie au Canada est une lutte constante contre son climat et sa géographie. L'histoire canadienne est notamment marquée par « [a] struggle for survival on the North American Continent ». L'exceptionnalisme canadien est sa romantique survie sur le continent. Le but de Creighton est de rendre légitime le pays par rapport au géant américain<sup>10</sup>.  
L'homme canadien a souffert à travers

A prolonged effort at self realisation, self determination. We had to try to find out what we are, what we wanted to be, where we were going. And then, I think finally, of course, it's an effort of self expression. We are just emerging from the colonial stage [of our development]<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> CBC *A Long View on Canadian History*, 16 juin 1959.

<sup>11</sup> *Ibid.*

Le Canada est donc en voie de se construire une identité qui lui est propre. Cette identité s'inscrit à l'intérieur d'un processus géographique qui le détermine. Le Saint-Laurent et ses tributaires traversent le pays et lui donnent une véritable cohérence. Il affirme à Paul Fox que les idées d'Harold Innis ont grandement influencé sa pensée sur la question du Canada. Fox lui demande si le pays est une « absurdité géographique » en raison des voies de communication qui semblent être plus naturels selon l'axe nord-sud. Creighton critique sévèrement l'idée. Le Canada, explique-t-il, est composé d'une série de « boulevards » qui partent du Saint-Laurent de la rivière Saskatchewan. Ces cours d'eau forment les bases du pays. Les *staples*, des ressources premières qui stimulent l'économie de la région ont d'ailleurs largement contribué au développement du pays. Les voies de communication ont permis l'exploitation desdits *staples*, traduisant ainsi le tout en une prise de possession du pays selon l'axe est-ouest<sup>12</sup>.

Creighton est souvent critiqué pour avoir fait de l'histoire du pays une histoire de grands hommes. Ce dernier s'en défend sur les ondes, affirmant que le Canada n'est pas plus qu'un autre pays une pépinière de grands hommes. Cela dit, il est impossible selon lui de passer outre l'importance de John A. Macdonald qui est, d'après Creighton, le concepteur du pays. Le projet qu'a conçu le premier ministre a été maintenu dans le temps. C'est l'ensemble des premiers ministres canadiens qui sont en continuité avec le projet de Macdonald<sup>13</sup>. La personne de Macdonald, insiste-t-il, est originale. Il n'aurait pas emprunté ses idées. Au contraire, il les a façonnées lui-même. Les politiques nationales du pays auraient largement été déterminées par lui, selon l'historien. Les premiers ministres qui l'ont suivi ont eu l'heureux bonheur d'avoir hérité de ses grandes

---

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> *Ibid.*

victoires lors de leurs règnes. En bon nationaliste, indique-t-il, Laurier a poursuivi dans la même veine le projet d'édification nationale de Macdonald en renouant les liens avec le Royaume-Uni à une époque où il était nécessaire de le faire. Il aurait joué un rôle de leadership majeur dans le Commonwealth, une idée chérie de Macdonald. Même Mackenzie King, pour qui Creighton n'a que peu d'affection, aurait œuvré dans l'esprit de Macdonald en menant à terme le travail de Laurier et en intégrant Terre-Neuve dans la Confédération<sup>14</sup>.

Bref, l'historien torontois fait des pieds et des mains pour créer un récit dans lequel son idole, Macdonald, malgré sa mort depuis de longues décennies, demeure toujours la force fondamentale du pays, notamment en politique fédérale. Macdonald, père spirituel du Canada, est érigé en maître à penser unique du pays. Pour lui et pour l'ensemble des Canadiens, espère Creighton, Macdonald demeure le prophète et le messie du pays. Les autres premiers ministres ne demeurent que ses apôtres et évangélistes.

L'entrevue de Fox avec Creighton se poursuit sur un autre événement historique d'importance. Tout comme son homologue Brunet, Creighton apporte un jugement peu généreux au sujet des Rébellions de 1837-1838. L'historiographie, affirme-t-il, a largement surévalué l'importance de ces événements dans le Haut et au Bas-Canada. Ils n'avaient pas un vrai sens, explique-t-il à Fox : « Their whole meaning is ambiguous. » Papineau, le chef de la députation du Bas-Canada, « behaved with cowardice and incompetence », un jugement que partage Brunet. Évidemment, pour l'historien, la vraie vedette de l'histoire d'avant 1867 est le groupe de marchands britanniques qui ne sont pas

---

<sup>14</sup> *Ibid.*

des révolutionnaires aux velléités républicaines. Le Bas-Canada aurait offert une « blind resistance » contre les Britanniques, n'ayant, d'après lui, aucun plan de rechange. Au Haut-Canada, croit-il, c'est un Mackenzie qui cherche à faire du Canada une République américaine qui pousse en partie la création du pays : « The failure of the rebellions did lead Canadians away from this foreign tradition, this American tradition, and back towards a British tradition<sup>15</sup>. »

Il est à noter ici que, selon l'historien, cet événement demeure, en gros, une lutte entre deux idéologies vertement antinomiques : les idées de l'étranger, c'est-à-dire le républicanisme étatsunien, qui se confronte aux idées « sages » qui sont familières à ce Canada en devenir. Les philosophies de gouvernance britannique ont ici pour Creighton une valeur intrinsèque, vertueuse et bénéfique par rapport à un républicanisme corrompu et infidèle. Selon l'historien, la continuité serait la plus grande vertu, car elle seule permet aux Canadiens en devenir d'ériger les remparts nécessaires pour combattre la néfaste invasion américaine; la société américaine ne cherche rien de moins qu'à éradiquer l'existence d'une société britannique – et donc, canadienne – en Amérique du Nord.

Le doyen maintient, toutefois, que les troubles de 1837-1838 ont apporté un point positif : le gouvernement responsable en est issu, « a naturel development of our British North-American tradition »<sup>16</sup>. Elle est naturelle, car c'est la forme de gouvernement qui prévaut en Grande-Bretagne. Le système de Westminster veut que le premier ministre nomme les membres de son exécutif à même sa députation élue et nommée. C'est du moins la convention à quelques exceptions près. Le premier ministre et son exécutif sont responsables devant la Chambre et doivent obtenir l'appui de la majorité des députés

---

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> CBC, *A Long View*, op. cit.

pour gouverner. Cette méthode est entièrement différente du système américain dans lequel les détenteurs de postes à l'exécutif sont nommés par un président et avalisés par le Congrès. Ces derniers ne sont pas responsables devant les représentants du peuple. Autrement dit, le système de l'Amérique du Nord britannique a résisté à une forme de gouvernance étrangère pour maintenir son caractère distinct des États-Unis. Il importe de distinguer et de célébrer le système canadien selon Creighton. Sa force est justement d'être loyale aux principes britanniques par rapport à un radicalisme américain. Sans cette distinction institutionnelle, peu de choses existent pour protéger la souveraineté politique de l'Amérique du Nord britannique<sup>17</sup>.

## **II) Un nationalisme canadien-français à combattre**

Le projet de l'historien auprès du public est de protéger l'originalité canadienne à travers le temps. L'historien espère non seulement faire du régime canadien un bien fondamental dans le concours des nations, mais son récit impose au Canada une mission presque messianique : celle de l'héroïque résistance du peuple canadien, une Judée sous le regard d'une Rome corrompue et impitoyable. David est le Canada et il doit faire face, jour après jour, à Goliath, le géant capitaliste américain qui a perdu son âme dans sa recherche du profit et dans son zèle modernisant. Pour Creighton, l'événement qui est plus fondamental que celui des Rébellions est la Guerre de 1812. Ce conflit a déterminé la voie choisie par les ancêtres des Canadiens. En résistant aux prétentions américaines, ceux-ci ont choisi un lot beaucoup plus difficile que celui de s'intégrer. Ils ont pris le chemin héroïque de la résistance. C'est lors de cette guerre que le choix fondamental a

---

<sup>17</sup> *Ibid.*

été fait, celui de créer en terre d'Amérique un royaume britannique qui rejette les valeurs américaines. Sur ce point, c'est l'ensemble des peuples canadiens qui ont été d'accord.

En refusant de se joindre à la révolution américaine et en résistant aux États-Uniens lors de la guerre de 1812, les Canadiens français ont décidé de survivre dans une nation qui se distingue de celle des Américains :

[T]he most important thing that French Canada has given to this country is its own distinctive culture. And that is what makes this country a distinctive nation in North America. It's one of our distinguishing features. It distinguishes us, for example, sharply from the United States, which, in the contrary, is the melting pot country *par excellence*. The country in which all national distinctions are blended in one common stock. But we didn't accept that. We stuck behind the idea of a dual culture. A cultural dualism. And we made the compromise and accommodations necessary to support that<sup>18</sup>.

Le Canada est donc, ce qui en surprendra plus d'un, un compromis entre deux sociétés. Les Canadiens français permettent au Canada de s'ériger comme une nation distincte de celle des États-Unis. Soyons clairs : le Canada demeure avant tout britannique, mais sa composante française lui permet de se distinguer des Américains. Alors que le voisin du sud croit bon d'assimiler les peuples qui cherchent à s'y intégrer en son sein, le Canada aurait choisi une tout autre option. Le pays n'aurait pas décidé d'assimiler le peuple conquis, devenu lentement un peuple minoritaire au sein du pays. Les Canadiens français, croit Creighton, tirent un énorme avantage d'avoir fondé le Canada. La création du Québec, avec son gouvernement provincial, est un important acquis, croit-il. Après s'être fait gouverner par des puissances coloniales depuis 1608, les Canadiens français du Québec obtiennent enfin une institution législative qu'eux seuls contrôlent.

---

<sup>18</sup> *Ibid.*

Sur ce point, il est intéressant de souligner l'important accord qui existe entre Brunet et Creighton, bien qu'ils s'opposent sur la forme que doit prendre la Confédération. Par conséquent, on ne peut pas passer sous silence cette croyance que 1867 marque l'une des plus importantes dates de l'histoire pour le Québec.

Pour Creighton, le choix des Canadiens français est demeuré tout à fait pragmatique. « I think they [French-Canadians] realize that their future is problematical in any other society in North America except their own<sup>19</sup>. » Un Canada français qui s'intégrerait aux États-Unis, comme le voulait à une certaine époque Louis-Joseph Papineau, ne peut réussir à maintenir ses institutions, cette fameuse marge de manœuvre minimale nécessaire à une nation, dirait Brunet. Certes, c'est ce que croyaient les artisans de la Confédération, du moins, chez les francophones. Éric Bédard démontre bien leur désir d'assurer un minimum d'autonomie au Québec en sauvant l'essentiel des institutions canadiennes-françaises dans la nouvelle province, projet qu'ont entrepris les réformistes du Bas-Canada. Les politiciens ont cherché par tous les moyens à préserver l'intégralité du Canada français lors des négociations qui ont mené à l'adoption de l'AANB<sup>20</sup>.

La meilleure option pour le Canada français, d'après Creighton, reste de demeurer au sein du Canada, au lieu de flirter avec la souveraineté comme le font certains intellectuels. « I think that we profit by continuing things exactly as they are at the present time », affirme-t-il. Il faut comprendre que, pour le Creighton de 1959, au sommet de son art après la publication de son deuxième volume sur Macdonald, il existe une véritable symbiose entre le Canada français et le Canada anglais. Ensemble, ces deux

---

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Éric Bédard, *Les Réformistes*, Montréal, Boréal, 2012, 418 p.

communautés forment le rempart nécessaire contre le géant étatsunien. Le pays, fractionné, ne peut pas exister, car il sera inexorablement englouti par le voisin républicain pour qui la soif des matières premières et de l'exploitation de nouvelles richesses et de nouveaux marchés demeure insatiable. Individuellement, le Canada et le Québec ne sont pas assez forts pour résister au rouleau compresseur. Le mariage n'est donc pas d'amour, mais bien de raison. Creighton passera sa carrière à insister sur la nécessité de cette relation symbiotique<sup>21</sup>.

Creighton, lors de son passage à la *CBC*, n'a que de bons mots pour le Canada français québécois. Ce peuple rusé a su faire élire deux premiers ministres – Brunet dirait que Laurier et Saint-Laurent n'étaient que des pions du Canada anglais – et s'est allié au Parti libéral vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle de façon à grandement accroître son pouvoir à l'intérieur du Canada. Son homologue montréalais serait vertement en désaccord. Brunet estime au contraire que ce risque comporte un énorme coût : celui de l'autonomie du Québec. C'est ici que le bât blesse pour les deux intellectuels<sup>22</sup>.

D'après Creighton, la pensée des nationalistes comme Brunet participe à une guerre de clocher :

French-Canadian nationalism in its most parochial form [...] is a bad thing. I think both for French-Canadians and for other Canadians. French-Canadian nationalism as a defense of a distinctive culture, I think, is a good, legitimate thing for them, and I think it's a powerful lesson for the rest of the country<sup>23</sup>.

Si Brunet fait la promotion d'un nationalisme qui veut faire du Québec le gouvernement national des Canadiens français, contrairement à Ottawa, Creighton y voit une attaque en

---

<sup>21</sup> *CBC, A Long View, op. cit.*

<sup>22</sup> *Ibid.*,

<sup>23</sup> *Ibid.*



règle contre le pays. Un nationalisme canadien-français *parochial* qui ne réussit pas à renforcer le Canada dans son ensemble est, fondamentalement, néfaste pour tout un chacun. Fragiliser le pays avec des nationalismes sclérosants augmente le risque d'un englobement par le voisin du sud.

De toute façon, estime l'historien canadien-anglais, la seule façon dont peut survivre le Canada français est à l'intérieur du Canada. La guerre de clocher à laquelle se livrent certains nationalistes est un non-sens; c'est contraire à leurs intérêts. Une république laurentienne, d'après Creighton, est une impossibilité. « I think its only chance in survival is in Canada. It is impossible [for it to survive as a Laurentian republic]. It is too small an entity. It would be overwhelmed.<sup>24</sup> ». Trop petite, la république québécoise serait vite intégrée à l'intérieur de l'Empire américain. Il faut dire, d'ailleurs, que c'est la peur que maintient l'historien pour l'avenir du Canada. Le Québec demeure l'une des facettes qui distinguent le Canada de la République américaine, il demeure essentiel pour ce dernier que se maintienne l'intégrité territoriale du pays afin que ces deux sociétés puissent résister. C'était la logique qui avait motivé les Canadiens du 19<sup>e</sup> siècle à créer le pays. Cette situation n'aurait guère changé.

Creighton avance notamment un certain messianisme. Il adopte une vision romantique du Canada. En effet, le pays avait une mission fondamentale : celle d'exister comme un pays qui s'inscrit comme contrepoids devant l'impossible radicalisme américain. Chez Creighton, le Canada tient l'une des clefs pour la porte du ciel. Saint-Pierre ne laissera pas passer les États-Unis au royaume de Dieu, car l'État est corrompu dans son existence. Il viole l'avenir de l'humanité avec son obsession moderniste et

---

<sup>24</sup> *Ibid.*

matérialiste. Le Canada serait une nation phare. Si elle le souhaite, en militant vigoureusement pour son indépendance, elle peut éclairer le chemin vers une autre voie, distincte des Américains.

Cette croyance dans la vertu inhérente du Canada pousse le doyen à créer et à promouvoir ce récit de dépendance. Le lien avec la Grande-Bretagne est un bien fondamental, car le Commonwealth devient, dans la pensée de Creighton, le truchement par lequel le Canada peut imposer son influence dans la diplomatie internationale et ainsi se distinguer de nouveau des États-Unis. C'est une mission en deux temps qui s'articule au sujet du Canada, selon Creighton :

I think we've always had two national objectives. The first, the basic, the most important, is our survival as a separate nation in this continent. The second, but subsidiary, was autonomy inside the British Empire Commonwealth<sup>25</sup>.

Il n'est pas question ici, il faut remarquer, d'indépendance de la Grande-Bretagne, l'une des garantes de la souveraineté du Canada, mais d'une marge de manœuvre. Cette pensée se rapproche d'une pensée nationaliste que véhiculait le club du *Canada First Movement* qu'a brillamment étudié Carl Berger dans *The Sense of Power*<sup>26</sup>. Le *Canada First Movement* voyait dans le Canada la gestation d'un peuple supérieur qui allait dépasser la Grande-Bretagne en stature et en pouvoir. L'Empire était central dans cette idéologie. Certes, Creighton ne parle pas en termes d'une race canadienne supérieure qui serait en gestation, mais il existe chez lui une croyance profonde dans un destin et une supériorité morale incontestable qui seraient le résultat de l'amalgame de l'Amérique et des peuples britanniques.

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Carl Berger, *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 277 p.

En effet, le Canada est une nation qui est demeurée loyale à sa mère patrie. Les États-Unis ont, de leur côté, opté pour une violente rupture avec elle. Le Canada aurait refusé l'impérialisme américain à toutes les occasions qu'il pouvait à travers son histoire. Il a forgé avec la tradition britannique un Commonwealth des nations, la plus importante contribution canadienne à l'échelle internationale, estime-t-il. Le pays, qui est le résultat d'une fusion entre les cultures française et britannique, a donné naissance à une société tout à fait originale. Ce ne serait pas une société frontalière, celle qui, selon Frederick Jackson Turner, a fait naître la société américaine. Les idées européennes demeurent essentielles, d'après Creighton, au développement du pays, contrairement aux États-Unis pour qui la frontière demeure le fil conducteur national :

I don't think the frontier in Canada has played any such part [in its development]. And I think however useful the concept may be in the United-States [...] it has only a very limited relevance in Canada<sup>27</sup>.

Fondamentalement, les deux pays se sont développés à partir de principes divergents avec une différente élite, celle d'un empire marchand, alors que les États-Unis se développent en repoussant leurs frontières nationales :

I was speaking of a period down in the middle of the last century. I was speaking of a people who were living on the St-Lawrence river. Who wanted to make the St-Lawrence a great highway for the transport of outward goods from North America and the transport inland of material [from] Europe. Their whole conception of Canadian life, which was a commercial conception, was based upon the river. And I do think that they transferred a good deal of that view to the politicians [...]<sup>28</sup>.

Ces politiciens, d'ailleurs, n'étaient pas qu'Anglais. Ce sont les Colbert et Talon qui sont à la genèse de cette conception du pays. De fait, Creighton se permet d'ancrer sa thèse dans les antécédents français afin d'asseoir sa légitimité. La Conquête,

---

<sup>27</sup> CBC, *A Long View*, op. cit.

<sup>28</sup> *Ibid.*

contrairement à ce qu'en dit Brunet, permet au Canada en devenir de poursuivre le développement d'un empire marchand structuré autour du fleuve Saint-Laurent. *Ab incunabulis*, c'est la genèse du pays.

Fox veut pousser l'historien à réfléchir l'extérieur des sentiers battus, affirmant que Hugh McLennan croit que le pays n'est composé que de peuples conquis, – soit par les Européens pour les autochtones, soit par les Britanniques pour les Canadiens français, soit par les Américains pour les Canadiens anglais – que le Canada est surtout une série d'échecs. Ce serait une aberration de l'histoire pour l'historien : « You can twist it just the other way. [Canada] is composed of people who defeated various attempts to bring them into continental organisation<sup>29</sup> », ce qui demeure l'un des plus grands exploits du pays. Creighton demeure donc, contrairement à la fin de sa vie lorsqu'il s'estime un prophète maudit, passionnément optimiste quant à l'avenir du pays. L'ensemble des événements qui ont vu naître et croître le Canada forme la preuve la plus éloquente de l'originalité canadienne, comme quoi elle serait la synthèse entre l'Europe et l'Amérique. Fox le défie lorsqu'il présente l'idée selon laquelle les Rébellions métisses – c'est le nom qu'il donne à la résistance au Manitoba et à la Saskatchewan en 1869 et 1885 – soient une démonstration de la pertinence de la thèse américaine de la frontière. Cette interrogation agace l'historien qui voit dans ces événements une thèse contraire :

These rebellions took place in 1885 on the Saskatchewan [with] Riel and a few bands of [métis], in other words, French-speaking half-breeds and a few small band of indians, and in 1869-70 at the Red River, again, Riel, no Indians this time, but with [inaudible] support of the White population of the region [...]. In other words, the rebellions, the hard core of the rebellion in each case, was made up not of typical frontiersmen at all, but [of] people who represented the old West, the West which was to be destroyed by the frontier. They did not exemplify the modern frontier [...]

---

<sup>29</sup> *Ibid.*

they exemplified the resistance to the onward progress of that movement<sup>30</sup>.

Il y a ici un autre exemple de la destinée inhérente, le messianisme, si on nous le permet, différente des États-Unis. Les métis ne sont pas un peuple progressiste et frontalier. Ils sont un peuple reculé qui résiste à la modernité canadienne, selon Creighton. Ce sont les derniers soubresauts d'une culture vouée à l'extinction. Les résistants sont des ennemis du Canada et de la modernité. Ils étaient les défenseurs d'une société révolue; les ennemis du progrès. Le fait qu'ils résistent à la mission divine du pays est une source majeure du dédain que Creighton a à l'égard des métis, attitude similaire à l'égard des Canadiens français durant les Rébellions de 1837. Creighton s'attaque donc à ceux qui s'opposent au « destin » canadien. En effet, les métis, Riel surtout, n'étaient pas fondamentalement hostiles aux Américains, le leader métis étant d'ailleurs un résident du Montana avant la deuxième résistance. Pour l'historien, toute personne qui s'oppose à l'édification du Canada a fondamentalement tort.

Il faut attendre 1967 avant que le doyen ne soit de nouveau invité sur les ondes de la radio publique. À cette époque, toutefois, le dommage semble fait. Au lieu d'être présenté à titre d'éminent historien du Canada, Creighton attire surtout l'attention puisque ses propos provoquent de violentes réactions que rapporte la *CBC*. Un court reportage dans *In Canada this Week* du 14 janvier 1967 indique que de nombreux Canadiens français étaient présents dans la salle de 550 personnes pour huer et dénigrer l'historien pour avoir affirmé que Louis Riel était hostile à la démocratie et que la thèse du bilinguisme et du biculturalisme canadien n'est qu'un mythe construit pour faire avancer les « pensées révolutionnaires » des Canadiens français. Creighton affirme que la *Loi sur*

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

*le Manitoba*, qui fait naître la province en 1870, n'avait des articles en ce sens que pour apaiser la population francophone de la région. Il demeure, croit-il, que l'esprit de la loi n'allait pas du tout dans le sens de reconnaître le bilinguisme et le biculturalisme du pays. Ces articles n'étaient que temporaires et visaient à éliminer les prétentions américaines dans la région. Le reportage conclut que, en dépit de l'hostilité des Canadiens français présents dans la salle et du député néo-démocrate Russell Dorne, l'auditoire était fortement en accord avec l'historien vieillissant, démontrant que la population canadienne, en dépit de la crise de l'unité nationale, n'a pas encore abandonné les propos d'un Donald Creighton<sup>31</sup>.

Convaincu qu'il existe toujours un auditoire qui lui est favorable, l'historien se joint à l'émission *Speaking of Books* pour y présenter son livre *Canada's First Century*. Au cours de l'émission, Creighton exprime sa crainte à l'égard de l'annexion du Canada par les États-Unis. Son livre demeure, croit-il, un cri d'alarme au sujet de l'avenir politique du Canada :

The future of Northern North America, if we are not all destroyed by intercontinental missiles, looks extremely prosperous. The people who live there, the descendents of Canadians [...] they're going to live very well and enjoy an exceedingly high standard of living. But as an independent nation-state of Canada that I am talking about, that is with what I am concerned. And here I think the outlook is very dark indeed. I wrote my book, partly in the hope of awakening Canadians to the perils that I think confronts them. I think it's still possible for Canadians to maintain their independence and preserve their identity. But I am sure also that it will take a far mightier effort, an endeavor yet attempted, or even that we've never dreamed of making. We'll have to pay a big price. And I can't help wondering if the mass of Canadians will be willing to pay for it<sup>32</sup>.

---

<sup>31</sup> CBC, *Canada This Week*, 14 janvier 1967.

<sup>32</sup> CBC, *Speaking of Books*, 12 avril 1970.

Creighton ne précise pas de programme politique pour assurer la survie du pays, mais il n'est pas difficile d'imaginer qu'il trouve dans sa vision de Macdonald une solution pour sortir le pays du pétrin. Cela veut dire revenir à une sorte de Politique nationale afin de protéger l'industrie canadienne :

I think for example that the takeover of Canadian business, for example, is proceeding at an accelerated pace. And as the supply of the raw materials which are essential to the very elaborate and costly life which modern world demands decline, or perhaps even disappear in the United-States, [they] will be bound to reach out and try to claim new sources in Canada<sup>33</sup>.

Seule une réponse vigoureuse d'un État central fort peut, selon l'historien, réussir à équilibrer les forces entre les deux pays. Le problème principal demeure l'obsession, dirait Creighton, du peuple, des gouvernements et des médias pour le bilinguisme, le biculturalisme et la question québécoise. La crise de l'unité nationale – dont il fait l'amalgame des acteurs canadiens-français, qu'ils soient souverainistes ou non – a servi d'écran de fumée pour masquer les vrais problèmes qui guettent le pays. Le résultat est une nation qui est, sur le plan politique, tout à fait paralysée. La question linguistique au pays est un non-sens, car la constitution demeure claire sur le sujet. S'y attarder équivaut à une distraction :

This country is more divided now than it has been for more than half a century. During the 1960s, the government of Quebec and Ottawa [...] with some help from Ontario and with cordial massive assistance from all mass medias of the country concentrated on language as the one important [issue], the top priority of this country. Now language is the one thing that divides us most, and therefore at the very point which we needed unity more than ever, we were divided by this I would say almost fanatical obsession with language<sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> *Ibid.*

Mais Creighton demeure optimiste. Il croit que la « troisième force », les immigrants du pays, vont faire pencher la balance du côté que souhaite l'historien. Les Néo-Canadiens, précise-t-il, s'intègrent à l'anglais, car ils y voient leur salut matériel.

Ces derniers sont contre ce débat linguistique qui est une perte de temps :

They refuse to accept language as the supreme issue [...] of the nation. They want to go ahead with other things, with building a nation, holding it together, making it prosperous, making it independent, make it support its own artists and writers, its own musicians, these are things that most Canadians did consider as most important before we yielded to this compulsive preoccupation with language<sup>35</sup>.

Outre l'évidente exaspération de Creighton à l'égard de la crise sur l'unité nationale, il faut souligner une autre idée qui se glisse dans son propos : l'immigrant, tout comme le marchand britannique, n'a pas d'intérêt pour les querelles entre les Canadiens français et les politiciens britanniques. L'immigrant est donc un reflet de l'ancien marchand qui a bâti l'empire du Saint-Laurent. Il est donc fidèle au réel destin du pays. Il constitue la pièce maîtresse pour le salut du Canada. « They may help bring us back to sanity », conclut-il.

Pour Creighton, l'idée selon laquelle le Canada était à son départ un État bilingue et biculturel relève du mythe. Les Pères de la Confédération n'avaient pas conçu le pays ainsi. Selon l'historien, nombreux sont les nationalistes canadiens-français qui cherchent à faire une fausse représentation de l'histoire canadienne dans le but de définir le pays comme un État bilingue<sup>36</sup>. Cette manipulation des faits serait présentement érigée en un « dogma in a fundamentalist religion ». Aucune preuve historique ne permet d'appuyer

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Marcel Martel et Martin Pâquet traitent brièvement de l'opposition de Creighton au bilinguisme ontarien et canadien. *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, p. 164 ; p. 178-179.



cette thèse, elle-même héritière du mythe des deux peuples fondateurs. Tel un rituel, explique l'historien au journaliste Larry Zolf de la *CBC* lors d'une émission spéciale portant sur l'historien, la répétition fait passer le mythe comme une réalité<sup>37</sup>. Le proverbe latin, *scribitur ad narrandum, non ad probandum*<sup>38</sup> semble tout à fait approprié ici pour résumer l'objection de Creighton sur ce sujet. Il demeure très conscient, toutefois, que sa position demeure marginalisée dans l'espace public :

It's a kind of heresy to say things like this. If this were a different kind of world and they would have a holy office down in Montreal [...] with an inquisition [...] I'd be [inaudible] subjected to a good deal of torture and tried and forced to recant and betray my associates and all the rest of it and no doubt in the end I'd be burned to the stake<sup>39</sup>.

Certes théâtrale, l'image d'une inquisition canadienne-française traduit néanmoins le dégoût qu'a Creighton pour ce débat et de l'appui quasi universel que le bilinguisme obtient au Québec et chez de nombreux partis politiques à Ottawa. Les critiques sont étiquetés de réactionnaires devant être abattus. L'historien estime nécessaire qu'il dévoile la vérité au sujet du passé bilingue du Canada, c'est-à-dire que les seules mentions au sujet du bilinguisme concernaient certaines institutions fédérales, comme la Chambre des communes et le Sénat. Le Québec demeurerait la seule province où était imposé un certain bilinguisme. La position de Creighton est, certes, impopulaire. « I've been denounced as a bigot », ce qui demeure une accusation peu fondée très peu de fondement<sup>40</sup>. La situation attriste l'historien. Il affirme à Zolf qu'il y a de nombreux Canadiens qui ont des préjugés contre lui, à un point tel qu'il n'est plus utile de se défendre contre les nombreuses

---

<sup>37</sup> *CBC, Conversations with Donald Creighton*, 29 juin 1970.

<sup>38</sup> « On écrit pour raconter, non pour prouver », de dire que l'histoire ne doit pas servir à des fins de propagande.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Ibid.* Voir d'ailleurs l'article de Donald Wright, « Donald Creighton and the French Fact, 1920s to 1970s », *loc. cit.*

accusations qui l'affligent. En effet, d'après Jon Sufrin, Creighton « was clearly and accurately seen as the spokesperson for one extreme of English-Canadian national feeling<sup>41</sup> ».

L'animateur invite Creighton à réfléchir sur la relation entre la Grande-Bretagne et le Canada. Ce n'est pas un secret, en 1970, que l'historien estime beaucoup les liens qui existaient jadis entre le Canada et sa mère patrie. Selon lui, l'effritement de ces liens s'est produit progressivement, mais pas avant le 20<sup>e</sup> siècle. « During most of the 19th century [...] Canadians [...] believed that British imperialism and Canadian nationalism were not contradictory, but were complementary<sup>42</sup>. » C'était le cas, nous l'avons mentionné, du *Canada First Movement* dans les écrits de Carl Berger. Or, cet amour pour l'impérialisme britannique n'était pas partagé par certaines élites au Canada français, surtout chez Henri Bourassa qui en est entièrement hostile<sup>43</sup>. Ce détail échappe à Creighton, pour qui les vrais truands sont les libéraux en raison de leur rapprochement avec les États-Unis et leur manque d'intérêt pour la Grande-Bretagne. Mais ces derniers ont tort, car le destin canadien est et a toujours été lié de près avec la mère patrie. Le lien impérial, que Robert Borden, premier ministre durant la Première Guerre mondiale, a exploité « enabled Canada to fulfill its destiny as a big part of the world ». C'est par ce lien que l'ancien premier ministre conservateur et unioniste a pu réussir à obtenir un siège lors des négociations du traité de Versailles après la défaite allemande en 1918. « It was through the British empire that we were able to play a part in the world<sup>44</sup>. » La

---

<sup>41</sup> Jon Sufrin, *The Canadian Apocalypse*, op. cit.

<sup>42</sup> CBC, *A Conversation...*, op. cit.

<sup>43</sup> Sylvie Lacombe, *La rencontre de deux peuples élus*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002, 291 p.

<sup>44</sup> CBC, *A Conversation...*, op. cit.

participation du Canada à l'intérieur de l'Empire britannique a été, en somme, le moyen par lequel le pays a réussi à participer à la diplomatie internationale. Mais les gouvernements libéraux ont tourné le dos à cette alliance entre les deux pays, croit-il. L'effet est tout à fait néfaste. En raison de l'éloignement du Canada de la Grande-Bretagne survenu sous les gouvernements libéraux, le pays a sabordé sa propre souveraineté nationale. Les États-Unis sont rapidement devenus les maîtres du Canada en l'absence de la Grande-Bretagne : « We were an autonomous dominion » au cours de la Première Guerre mondiale et , explique-t-il, « we became a dependent colony [of the United-States] during the Second World War »<sup>45</sup>. L'historien s'en désole. Il croit que le Canada a été mis en tutelle par les États-Unis en raison des impératifs de défense nationale que provoque la Guerre froide entre eux et l'URSS. Cette subjugation, croit-il, a opérée sans débat au Canada<sup>46</sup>. Il affirme même que le Secrétaire d'État américain de John F. Kennedy est intervenu en 1962 pour le compte des libéraux, notamment avec des stratèges et des sondeurs au profit de Pearson. La participation américaine a été si importante que le premier ministre Diefenbaker a rappelé l'ambassadeur canadien de Washington. Le résultat de l'impérialisme américain et de l'obsession avec les questions linguistiques au pays a fait en sorte que le Canada a complètement ignoré la menace que posent les Étasuniens pour la souveraineté canadienne. « If language is the number one priority » indique-t-il, « then defense against the American is not a priority »<sup>47</sup>.

Il demeure que l'amour qu'a Creighton pour son pays le pousse à intervenir dans l'espace public. Contrairement à son homologue Brunet, le message du doyen de

---

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> Il n'est pas inintéressant de souligner que Creighton semble voir dans le lien impérial une « troisième voie » entre les États-Unis et l'URSS.

<sup>47</sup> *Ibid.*

l'histoire canadienne durant les années 1970 n'est pas positif pour l'avenir du pays. C'est un cri d'alarme comme quoi le Canada risque de perdre sa souveraineté. Alors que Brunet cherche à donner confiance aux Québécois avec un message positif pour l'avenir des Canadiens français, Creighton mène plutôt une campagne de propagande pour convaincre ses compatriotes à combattre les velléités canadiennes-françaises. Les investissements américains sapent la bourgeoisie canadienne. La crise est si importante que Creighton affirme même flirter avec le Nouveau Parti démocratique, un parti social-démocrate.

I don't want to be a propagandist. I'd sooner get back and start writing another book than giving television and radio interviews. This is the kind of thing for which I am not particularly suited, which I don't terribly enjoy, you know. But since people have become concerned about the message of this particular book [*Canada's First Century*] [...]. I'm not just making a brief little incursion into contemporary politics [...] this starts a long way back and it's got a lot of information in it. I wrote the last part of the book [...] in the hope of arousing my fellow citizens to a sense of the dangers that confronts them<sup>48</sup>.

Creighton, tout comme Brunet d'ailleurs, se défend de faire de l'idéologie dans ses livres; particulièrement celui-ci qui compte de nombreux passages pessimistes quant à l'avenir du Canada. Bien que Creighton aille toujours défendre cette conviction profonde que l'histoire est d'abord et avant tout un récit artistique, il soutient sans compromis sa méthode : les sources appuient ses thèses. Elles ne sont pas des fabrications idéologiques, mais des analyses véridiques après de longues heures de réflexion sur les sources. Creighton a consulté de nombreuses sources, comme en témoignent les milliers de fiches sur lesquelles figurent des extraits de sources et de références qui demeurent délicatement

---

<sup>48</sup> *Ibid.*

entreposées dans ses archives privées à Ottawa<sup>49</sup>. Cela dit, il paraît clair que le doyen de l'histoire canadienne se sert de sa stature, de son capital symbolique, qui demeure énorme, mais chancelant, à l'époque pour partager ses craintes quant à l'avenir du pays avec la population.

C'est que tout progrès n'est pas un bien fondamental selon Creighton, pour qui cette vision libérale, *whig* ou *grit* selon son expression du jour demeure un énorme écran de fumée; la menace étatsunienne, l'incarnation de ce libéralisme, plane toujours. C'est ce que partage Creighton à son protégé Ramsay Cook lorsque ce dernier l'invite à participer à l'émission *Images of Canada* qui est diffusée sur les ondes le 28 mars 1973 à 21 h 30. Cette émission présente les points de vue de trois éminents historiens, Arthur Lower, Michel Brunet et Donald Creighton, dont les propos ont été transcrits et publiés par Cook et son épouse Eleanor<sup>50</sup>. Creighton, qui a été le directeur de thèse de Cook — ce dernier prend d'ailleurs la relève à titre d'historien national et intellectuel du Canada anglais après la mort de Creighton<sup>51</sup> — affirme que l'unité du pays a toujours été difficile, mais ne figure pas comme le plus important enjeu du pays. Car, malgré tous les progrès techniques et matériels qui améliorent la vie des citoyens canadiens, il demeure que les États-Unis, ce « gargantuan state » demeurent de plus en plus présents dans la vie quotidienne. Survivre à son assaut économique et culturel demeure la tâche la plus importante pour le pays<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> Il se vante d'ailleurs d'avoir produit 60 lbs de cartes en format 5x8 en 11 ans de recherche pour ses livres sur Macdonald. CBC, *Ideas*, 11 octobre 1974.

<sup>50</sup> Eleanor Cook (dir.), *The Craft of History*, op. cit.

<sup>51</sup> Voir notamment Michael Behiels et Marcel Martel, (dirs.), *Nation, Ideas, Identities : Essays in Honour of Ramsay Cook*, Don Mills, Oxford University Press, 2000, 242 p.

<sup>52</sup> CBC, *Images of Canada*, 28 mars 1973.

La vision de Macdonald – en effet, le destin du Canada – a été fortement fragilisée en raison des nombreuses attaques des provinces, dont le Québec est le premier coupable depuis la dernière décennie. Ce démantèlement de l’armature de l’État fédéral est une trahison complète du destin du pays. « Confederation, dit-il, conceived as a strongly centralized federation, has in fact become a weak, decentralized confederation<sup>53</sup>. »

L’attaque néonationaliste venant du Québec contre la vision d’un État central puissant envenime l’opinion de Creighton sur les Canadiens français. Selon l’historien, ce peuple ignore la gravité de la situation. Si les néonationalistes tenaient compte de l’énorme menace que pose l’intégration économique aux États-Unis, le Canada ne débattrait pas de la question du Québec qui divise tant le pays. « They [French Canadians] have gone farther than any other part of the country in destroying the unity which alone can keep us in existence<sup>54</sup>. »

L’année suivante, Creighton répète sa mise en garde selon laquelle la crise linguistique au pays n’est rien d’autre qu’une distraction qui éloigne les Canadiens des véritables enjeux pour l’avenir du pays. D’un autre côté, Creighton affirme lors d’une émission spéciale portant sur les historiens canadiens que l’État fédéral semble seulement s’intéresser au maintien de la croissance économique du pays, plutôt que d’entreprendre une exploitation responsable des ressources naturelles de celui-ci. « We are involved in what is the most supremely luxurious standard of living in the entire world has ever seen [...] and we want it to continue<sup>55</sup> ». L’historien se fait donc environnementaliste en raison de son profond conservatisme qui nourrit son énorme scepticisme devant le bienfait

---

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> CBC, [s.t., *Émission spéciale*], 5 mars 1974.

objectif de tout progrès. La présente exploitation du pays, qui est jumelée à la soif énorme de l'économie américaine pour les matières premières du Canada mène tout droit à la ruine du pays, ce qui explique un autre pan de l'hostilité de Creighton à l'égard de la crise sur l'unité nationale.

Pour le vieux nationaliste, l'intérêt de la nation canadienne importe par-dessus toute autre préoccupation. Il ajoute à son combat contre le néonationalisme québécois une critique contre les « profanes régionalistes » de l'Ouest et des Maritimes qui l'accusent de les exclure du récit centraliste qui focalise surtout sur l'Ontario et dans une moins large mesure, le Québec. « I am quite aware » affirme-t-il à un Allan Anderson pour l'émission *Ideas* d'octobre 1974, « that the [regions...] do believe that central Canada has had too much attention [...]. They even in a sense [pause par Creighton], heh, don't want to be included in a national history<sup>56</sup>. » Il importe de souligner ici une véritable hiérarchisation par Creighton des niveaux d'histoire. Selon lui, une histoire nationale est d'une noblesse que ne peut atteindre une histoire régionale. Un Michel Brunet produit donc une histoire régionale, ce que se défendrait de faire l'historien montréalais. Le régionalisme pour Creighton est une autre structure qui, tel qu'il existe, tend à affaiblir la fédération, puisqu'il combat souvent le récit héroïque d'un Canada unifié face à sa destinée. L'exemple parfait est le récit du Manitoba fondé par Louis Riel, personnage qui est ni plus ni moins un traître et un manipulateur d'après Creighton. Dans son livre *Heroic Beginnings*, l'historien lui donne le mauvais rôle puisque Riel est un individu qui a résisté au destin du pays. De fait, il ne peut pas être considéré un héros national. Riel demeure un traître « half-breed », les métis et peuples autochtones des reliques désespérés du

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

passé. Dans un livre publié la même année, Creighton écrit sur ces derniers devant l'avancée d'un peuplement anglo-canadien vers la Saskatchewan :

The White settlers, despite their remoteness from civilisation of central and eastern Canada, have been brought up in it and were perfectly adjusted to it. The Indians and the Métis were not. They were fundamentally aliens in a strange new world which now pressed aggressively in upon them and which they feared and hated<sup>57</sup>.

Les Métis et les autochtones seraient essentiellement des bestiaux acculés au mur dont la détresse provoque la seule réaction possible : l'attaque.

À l'émission *Ideas* du 16 octobre 1974, Creighton se défend de s'acharner contre les régions sur les ondes. D'après lui, plusieurs l'accusent sans fondement. Le projet du *Centenary Series* qui cherchait péniblement à produire une série d'histoire canadienne en regroupant des dizaines d'auteurs ne devait avoir qu'un seul volume sur les Maritimes. Lorsque Bill Morton rencontre une certaine difficulté à mener à bien le projet, il demande l'assistance de Creighton à titre de conseiller. Rapidement, des historiens accusent Creighton d'avoir décidé qu'un seul volume devait porter sur la région. L'historien s'en désole, car, selon lui, cette décision a été prise avant sa participation au projet<sup>58</sup>. La réaction de ces historiens s'explique, croit-il, par le refus de ceux-ci à accepter son style d'écriture :

I think that [...] some of them didn't like *The Road to Confederation* because I found their governor Arthur Hamilton Gordon a rather humorous and entertaining character. And I made, I suppose, a little fun of him. I didn't make fun of him, I just took the fun that was there. Only they don't see things like that. They aren't interested in making people look funny; they're serious<sup>59</sup>.

---

<sup>57</sup> Donald Creighton, *Canada: The Heroic Beginnings*, Toronto, Macmillan of Canada, Indian and Northern Affairs et Parks Canada, 1974, p. 161.

<sup>58</sup> CBC, *Ideas*, 16 octobre, 1974.

<sup>59</sup> *Ibid.*



En fait, Creighton souffle sous les braises chaque fois qu'il livre au public une autre œuvre. L'historien n'alimente pas seulement le feu, le lecteur a l'impression qu'il cherche à faire incinérer chaque personnage dont il n'est pas friand en raison de ses descriptions colorées des acteurs dans son récit. Comme nous l'avons vu pour le cas de Riel, Creighton ne mâche pas ses mots lorsqu'il entreprend d'écrire sur un individu ayant résisté la destinée du Canada de créer un État d'une mer à l'autre. L'historien ne fait que faire parler les sources de manière humoristique, mais ses interventions demeurent des critiques à peine voilées du sujet qu'il traite.

### **III) Le Canada : histoire d'un récit**

Creighton est invité à quelques reprises à discuter à la radio de sa manière d'interpréter les sources et d'écrire l'histoire. Il décrit lors de l'émission *Ideas* du 11 octobre 1974 que sa méthode privilégiée est le style narratif; celui de créer un récit dans un style littéraire. L'historien prend une décision quant à la qualité et la pertinence d'une source. Il doit faire preuve de créativité et d'« imagination » lorsqu'il entreprend la rédaction de ses écrits. D'ailleurs, pour Creighton, l'écriture qu'il propose possède une qualité intemporelle : « The narrative method of writing history has a kind of popularity and a permanence which I don't think will ever yield very much to other forms<sup>60</sup>. » Sa vision de l'analyse des sources demeure selon lui un moyen d'exprimer une thèse de manière lyrique : « I have always thought, affirme-t-il, that what I was looking for in the evidence [was] a particularly good expression of the literary idea » qu'il cherchait

---

<sup>60</sup> CBC, *Ideas*, 11 octobre 1974.

produire<sup>61</sup>. Présenté autrement, Creighton cherche à insuffler de la vie dans son récit à partir de la source.

Cette vision de l'histoire le pousse certainement à rédiger son unique roman, *Takeover*<sup>62</sup>, qui est publié vers la fin de 1978 et est fortement critiqué. Leslie Little du *Lethbridge Herald* affirme que l'historien a produit « a Mackenzie-King-sized turkey of a book » qui « will hopefully become history before too many try to read it »<sup>63</sup>. Le livre est essentiellement un roman qui porte sur l'invasion des capitaux américains au Canada. *Takeover* retient l'attention de la CBC qui voit dans la publication dudit roman une occasion d'interroger le vieux routier sur la vision du pays que projette l'historien. Ce « book about gentlemen by a gentleman » offre une comparaison entre le Canada et les États-Unis. Dans le roman, une riche famille de Toronto doit choisir si elle veut vendre sa distillerie lorsqu'un homme d'affaires américain rencontre le patriarche avec une offre d'achat. Cette ancienne famille loyaliste, qui court les clubs privés de la bourgeoisie torontoise, peine à prendre une décision qui risque d'éventrer un autre joyau de l'entrepreneuriat canadien au profit d'un riche Américain dont les bonnes manières font défaut. L'animateur demande justement à l'historien si ce contraste entre le bourgeois torontois aux manières aristocratiques et l'entrepreneur sudiste au verbe corsé devait figurer à titre de critique de mœurs américaines. Creighton s'en défend, indiquant qu'il y a là qu'un simple hasard. Mais il explique qu'il souhaitait produire une histoire qui reflète un Toronto d'antan, « before the dreadful buildings » sont apparu dans le centre-ville de

---

<sup>61</sup> CBC, *Ideas*, 7 octobre 1974.

<sup>62</sup> Donald Creighton, *Takeover*, Toronto, Maclelland and Stewart, 1978, 196 p.

<sup>63</sup> Lesley Little, « Takeover », *Lethbridge Herald*, 11 novembre 1978. BAC, MG 31/D77/vol. 35 « Takeover – Correspondence and reviews »; Peter Hephner, « He Should Stick to History », *The Edmonton Sunday Sun*, 10 décembre 1978. BAC, MG 31/D77/vol. 35 « Takeover – Correspondence and reviews ».

la ville-reine. Il ne réclame pas de supériorité morale, toutefois, par rapport aux Américains. Il propose néanmoins, et cela apparaît longuement dans son roman, une critique d'une culture nord-américaine moderniste. Le Canadien cherche souvent à rompre avec son passé pour se déclarer moderne. « This is our problem with this country, we have no sense of lineage », déclare-t-il. En effet, dans son roman, le fils du patriarche ne s'intéresse pas aux affaires et il ne veut pas prendre la relève de cette vieille entreprise familiale. Sa fille, d'ailleurs, presse son père à la vendre afin qu'elle puisse recevoir l'argent de sa part pour faire avancer ses ambitions d'acquérir une salle de théâtre au centre-ville. Ce bris avec la tradition, avec la culture locale et cette décision d'abandonner l'entreprise pour atteindre la modernité bouleverse profondément Creighton. Il trouve en effet que le « progrès » avance trop vite, à pas de géants, sans qu'on en critique les conséquences. « The 20th [century] has been cursed by the motor car. I find the noise, chiefly, the effect on individuals, it corrupts them, it angers them, it irritates them [...] »<sup>64</sup>. » La modernité au Canada provoque une anxiété aiguë chez le vieil historien. Envenimé par ce qui se produit au Québec en raison d'un gouvernement péquiste qui promet un référendum en 1980 et un Canada qui refuse ses obligations pour empêcher le rouleau compresseur étatsunien de pulvériser tout entrepreneuriat canadien, l'historien profite de l'occasion pour livrer le fond de sa pensée sur la souveraineté québécoise et le Canada. L'Ontario n'aurait aucune obligation morale, indique-t-il, d'améliorer la condition québécoise dans la Constitution. Les Québécois, affirme Creighton, jouissent déjà d'énormes privilèges dans la fédération. « I have never been able to understand what they want more. » Les Québécois sont si exigeants, explique-t-il,

---

<sup>64</sup> CBC, *Arts World*, 5 novembre 1978.

qu'ils ont des attentes complètement démesurées, surtout avec le projet de souveraineté-association. Ce projet est non seulement exigeant, il est incohérent : « You can't be complete masters in your own house unless you break with Canada. » L'historien se réfère ici au plan péquiste pour faire la souveraineté tout en maintenant une union monétaire et économique entre le Canada et la république québécoise. Un projet de la sorte ne peut pas être accepté, insiste l'historien. « If it's [Canada] to be taken to pieces, then it [should be] on our terms ». L'historien déclare donc la guerre aux idées souverainistes. Le Canada, advenant une victoire du « Oui », doit être impitoyable avec la province sécessionniste. Le pays devait tuer dans l'œuf ces ambitions qui ont été si désastreuses pour le Canada. « I think that the mistake began by that holy father and God, Lester Pearson, way back in 1963 when he established the Bi-Bi Commission. » Il est impossible au Canada de garantir l'égalité entre ces deux sociétés, contrairement à ce que cherchait à faire la Commission, indique-t-il. Il serait plutôt impossible d'assurer un développement économique stable dans un Québec indépendant. Il faut, en somme, que le Québec fasse un choix entre ces deux options<sup>65</sup>.

Mais l'historien demeure, au crépuscule de sa vie, très profondément déprimé et amer. Il n'a qu'une vision lugubre pour l'avenir du pays pour lequel il a dédié toute sa vie. Son vaillant combat, estime-t-il, n'a été que vain :

I am fighting a losing battle, I am conscious of that. I've spent my life in vain. I really believe it. My whole effort has been to illustrate the glories of the united Canada, its birth, its growth, its considerable importance in world affairs in the 20th century and it is now reduced to a quarrelling blackballing horrible list of [inaudible] parts all demanding their rights and never thinking about their responsibilities. Rights, rights, rights that runs all the way through this benighted society. Never a word about responsibilities. They cannot be separated. They must go together. But "oh

---

<sup>65</sup> *Ibid.*

dear me no we must have our rights”. They’ll just destroy us in the end, I am convinced of that. I don’t see any hope at all<sup>66</sup>.

Il paraît très clair pour cet historien que le pays a tourné le dos à son évangile. Les démons du régionalisme et du souverainisme ont réussi à convertir les âmes canadiennes, et aucune traversée du désert par Creighton ne peut renverser la vapeur. « We’re just an empty shell », croit-il. « [Americans] just sucked the juice out of it<sup>67</sup>. »

Creighton, fidèle à ses profondes convictions, estime que le Canada français ne sortira pas indemne de l’inévitable échec du destin canadien. En effet, les Canadiens français aussi subiront l’effet pervers de l’engloutissement américain.

I think the French language will disappear within, oh, say 75 years. [...] Because there simply isn’t place for it and it has been steadily declining ever since Confederation here. I don’t believe it will last [...]. I think it’s lamentable that this country [...] is going to be wrecked by this language business<sup>68</sup>.

Les prophètes, tant du bien que du malheur, ont souvent des boules de cristal défailantes. Tout comme Marx était incapable de prévoir l’intervention keynésienne des États et le développement du fordisme dans les manufactures, donnant ainsi un plus grand pouvoir d’achat au prolétariat, déroutant l’espoir de la Révolution en Amérique du Nord, le doyen Creighton ne pouvait prévoir l’échec du référendum québécois sur la souveraineté-association et le rapatriement de la Constitution, ainsi que ses effets – conjointement à ceux de la *Loi 101* – sur la langue française. Toutefois, comme le montre Donald Wright, Creighton souffre énormément d’une maladie intestinale. Son ton s’envenime alors que la souffrance s’accroît. Il est difficile compte tenu de la dimension humaine de la maladie de tenir rigueur contre l’historien pour ses propos si durs envers les Canadiens français.

---

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> *Ibid.*

Creighton demeure à cette époque un homme vaincu. Il n'a pas réussi à faire école, lui, le dernier en son genre. Peu d'historiens sont d'accord avec ses cris d'alarme contre un remaniement de la Constitution. Alors que Creighton y voit un texte sacré, les douze commandements du prophète Macdonald, d'autres estiment qu'elle est une relique qui nécessite une profonde cure de rajeunissement. Brunet, en effet, fait partie de ce groupe de réformateurs.

Creighton parvient très difficilement à convertir des intellectuels à son récit qui érige Macdonald en véritable saint. Il importe de noter qu'une émission spéciale diffusée au réseau français de Radio-Canada en 1967 porte entièrement sur l'œuvre de Donald Creighton. À cette émission participe notamment Michel Brunet, alors au sommet de son art. S'ajoutent au panel les historiens Blair Neatby, Fernand Ouellet, ainsi que le politologue Stephen Clarkson. L'émission s'ouvre sur une affirmation du *London Spectator* selon laquelle Donald Creighton est un des six ou sept meilleurs historiens du monde entier. L'estime pour Creighton déborde donc les frontières du Canada. Neatby déclare que le doyen « est sans doute le géant parmi les historiens canadiens-anglais ». En effet, son apport à l'histoire à l'Université de Toronto et au Canada en général est énorme. Ouellet affirme de son côté que l'historien a permis de cimenter les thèses d'Innis sur l'histoire canadienne :

Creighton n'a pas seulement été influencé par les thèses d'Innis, il a fait des *staple trades* [...] la base d'une explication de la société. C'est pourquoi ce qui intéresse Creighton, avant tout, ce sont les classes commerciales. Celles dont l'avenir est essentiellement liés aux *staple trades*, aux grandes activités commerciales. Avec Creighton, les *staple trades* deviennent un moyen d'expliquer la société, d'expliquer le développement global de la société, mais global dans le sens que Creighton l'entend, de cet empire du Saint-Laurent. Creighton appartient [...] à une tradition historiographique qui se préoccupe davantage des élites. Ce qui est important pour Creighton ce sont ces élites

commerçantes, et l'ensemble de la population [...] [est] absolument laissé de côté. Le grand conflit qui opposent les intérêts commerciaux aux intérêts agricoles dans le Bas-Canada et dans le Haut-Canada oppose en quelque sorte ces grandes élites qui sont conscientes des intérêts à long terme du pays, aux classes, aux réactions populaires, qui sont beaucoup plus centrés sur les intérêts locaux ou sur des intérêts culturels.<sup>69</sup>

L'intervention de Ouellet résume très bien où se situe Creighton sur le plan historiographique. Historien économique et social, Ouellet note que l'intérêt principal du chercheur anglo-canadien demeure la classe marchande qui a un regard impérial plutôt que local. Les marchands ont conscience de participer à une économie transatlantique que contrôle la très puissante marine britannique. Il n'est pas question pour Creighton de s'attarder aux questions locales qui ne sont, enfin, que « *parochial* » d'après lui. Seuls les marchands ont la vision que le grand Macdonald va traduire en politique nationale. Ces derniers visionnaires sont les précurseurs du grand projet que mettra en branle le premier chef du Canada. En un sens, Ouellet explique aux auditeurs la mission messianique de Creighton, ce destin romanesque qu'attend le Canada. Mais malgré ses efforts, affirme Ouellet, l'historien Donald Creighton n'a pas réussi à opérer une révolution historiographique au Canada, comme le genre littéraire a pu le faire en France :

Ce qui est frappant au sujet de Creighton, je pense, c'est qu'il n'est pas, en un sens, à l'origine d'une nouvelle école avec des disciples qui seraient extrêmement attachés à Creighton comme étant le promoteur d'une nouvelle interprétation de l'histoire. Peut-être pourrait-on comprendre ce phénomène en disant que Creighton justement s'est détaché assez tôt des éléments qui avaient de nouveau dans son Empire commercial du St-Laurent pour évoluer vers une forme plus traditionnelle de l'histoire, ce qui l'a empêché véritablement de faire école. Il fait école en tant que grand littéraire et on voit dans beaucoup de travaux, par exemple, de plus jeunes historiens, des efforts pour imiter le style ou les façons d'arriver à la grande narration de Creighton<sup>70</sup>.

---

<sup>69</sup> SRC, *L'histoire comme ils l'ont faite*, 7 octobre 1967.

<sup>70</sup> *Ibid.*

Mais Creighton ne cherchait pas activement, contrairement à Brunet qui insiste à être le détenteur de la vérité, à « faire école ». S'il a opté pour une histoire plus « traditionnelle » en étudiant Macdonald, c'est qu'il exploite un énorme filon qui, selon lui, permettait de mettre en récit le grand destin canadien, celui d'un pays de la troisième voie entre la vieille Europe et la puissance – pour ne pas dire la corruption – américaine. Il est nécessaire, d'après lui, d'affirmer que l'existence du Canada existe dans une logique rationnelle comme acteur qui apporte de précieuses nuances dans le contexte de la Guerre froide. En effet, en exploitant la personne de Macdonald, Creighton cherche à faire le pont historique entre les commerçants montréalais du 18<sup>e</sup> siècle et le nouveau pays qui voit le jour en 1867.

Selon Neatby, toutefois, il faut comparer Creighton au chanoine Lionel Groulx, grand artisan de la pensée nationaliste canadienne-française. Cette affirmation est à double tranchant, d'ailleurs. Notons qu'au Canada anglais, une telle comparaison est loin d'être élogieuse :

Ses livres sont des chefs-d'œuvre [...] [Mais i]l déforme le passé, qui est plus complexe, sans commencement, sans fin. D'une façon, il me rappelle le chanoine Groulx, qui aussi est [*sic*] un écrivain de taille. Parce que Groulx aussi présente un thème dominant et dramatique. Je ne veux pas dire par cela que Creighton ou Groulx déforment les faits ou qu'ils sont malhonnêtes, loin de ça. Mais Creighton choisit les faits qui s'accordent avec son thème, et il ignore ou laisse de côté les autres événements<sup>71</sup>.

La comparaison avec Groulx est intéressante. Le récit de Creighton, tout comme celui de Groulx, n'est pas caractérisé simplement par une sélection de faits pour construire une histoire qui s'accorde à ses ambitions. Il n'y a pas chez Creighton une pareille mesquinerie, selon Neatby. Au contraire, Creighton est un romantique. Il voit dans le

---

<sup>71</sup> *Ibid.*



Canada une mission, un devoir. Cela explique pourquoi il est si porté à ridiculiser les objections à son récit. Les personnages historiques sont des victimes de la vision romanesque de Creighton, de son messianisme.

Mais Ouellet préfère apporter quelques nuances aux propos de Neatby :

Je pense que le chanoine Groulx a plutôt été un historien qui a été improvisé [...] ce n'est pas un historien de métier comme Creighton. Par contre, le chanoine Groulx est un grand littéraire aussi. Et là je pense qu'il y a une comparaison entre les deux [...]. Une autre distinction c'est que les travaux du chanoine Groulx, parce qu'il a été chef d'école, ont eu une résonance assez extraordinaire dans le milieu, pas seulement dans le milieu des historiens, mais bien davantage au niveau de certaines élites de population. Tandis que Creighton, comme on l'a vu, a eu une influence qui est beaucoup moins profonde<sup>72</sup>.

En effet, l'impact de Creighton, lorsqu'on le compare à Groulx, est plus discret. À la différence du chanoine qui demeure un homme de Dieu, sans famille, Creighton est un père et un mari et l'histoire est son gagne-pain. Le doyen n'a jamais été un bâtisseur comme l'était Groulx. Il n'a pas fondé d'associations. Il s'est même tenu assez loin des mouvements de jeunesse ou d'adulte qu'il ne fréquentait que lorsque ces derniers l'invitaient à donner des conférences. Bref, contrairement à Groulx, Creighton a surtout demeuré dans sa tour d'ivoire.

Stephen Clarkson ajoute pour sa part que Creighton est un fervent conservateur, mais strictement au sujet du Canada qu'il aurait lui-même conçu; un Canada qu'il crée de par ses propres fantaisies. « On peut dire qu'il est conservateur ou réactionnaire parce qu'il veut regagner quelque chose dans le passé<sup>73</sup>. » Mais il trouve néanmoins curieux que l'historien demeure sur certains enjeux – c'est le cas de l'environnement – progressiste. « [...] [Si] on le regarde dans son action quotidienne, il arrive souvent qu'il

---

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibid.*

prenne des positions assez progressives, contre la guerre du Vietnam, pour rectifier des injustices [...]»<sup>74</sup>.

Chez Brunet, le fait que le doyen avoue ses convictions politiques demeure un aspect positif :

J'aime encore mieux un historien qui me dit d'avance où il loge que celui qui prétend être complètement détaché [...]. On sait qu'il est conservateur [...]. À ce moment-là quand on le lit, on n'a qu'à faire les additions et les subtractions [*sic*] nécessaires pour retrouver les faits<sup>75</sup>.

L'ironie est palpable. Cela dit, Brunet demeure, c'est sa conviction du moins, un homme de science.

La discussion se poursuit ensuite sur la vision que Creighton a des Canadiens français, une vision qui est loin d'être élogieuse. L'animateur de l'émission affirme « [q]uoi qu'en disent ses pairs fort aimablement, Creighton n'est pas totalement dépourvu de préjugés contre les Canadiens français ». Toutefois, Ouellet explique qu'il existe une énorme tension entre les grands bourgeois britanniques et la population agricole du Bas-Canada, ce qui explique en grande partie ce parti pris. Il défend son homologue d'être intolérant à l'égard des Canadiens français :

On peut difficilement dire par exemple que Creighton a été commandé dans son attitude vis-à-vis le groupement Canadiens français surtout par des préjugés nationaux. Ces préjugés existent, mais c'est la réaction du grand bourgeois conservateur vis-à-vis une société, qui non seulement est centrée sur les intérêts agricoles, mais en même temps évoque un type de société de caractère féodal<sup>76</sup>.

En effet, ce n'est pas que Creighton n'aime pas les Canadiens français, c'est qu'il milite activement pour ce qu'il conçoit être le destin du Canada que la grande bourgeoisie

---

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*

incarne. « [O]n ne devrait pas entendre du fait qu'il déplore les tendances autonomistes du Québec qu'il est raciste » indique Clarkson. « C'est plutôt qu'il est contre toute manifestation de décentralisation de la fédération »<sup>77</sup>. Sur ce point, Clarkson a en effet raison.

Cela étant dit, les concepteurs de l'émission ont une thèse à promouvoir. En dépit de ce que disent les collègues invités à l'émission, ils tiennent mordicus à ce que l'historien soit dépeint comme un anti-qubécois. En effet, la narration stipule que :

Ses préjugés, en tout cas, son mépris, pour les valeurs que représentent le Québec en Amérique du Nord apparaissent encore dans son ouvrage le plus récent, un article intitulé *The Myth of Biculturalism* [...] [où] il y contredit la thèse des deux nations [et] prend partie nettement contre la politique bien timide de biculturalisme mise en œuvre par le gouvernement Pearson, et il indique qu'il n'y a pas meilleure chance de salut pour les francophones d'Amérique que l'intégration lucide avec le groupe de langue anglaise<sup>78</sup>.

En effet, précise l'animateur, l'historien anglophone affirme que l'idée selon laquelle le Canada résulte d'un pacte bilingue et biculturel entre deux nations est un mythe. Malgré la ferveur de plusieurs nationalistes canadiens-français, Creighton voit juste sur ce point. Le Canada n'a jamais réellement été, *de jure*, un pays biculturel. Mais là où les deux historiens sont en désaccord, est sur l'avenir constitutionnel du pays. Alors que Brunet estime qu'une réécriture de l'AANB est non seulement souhaitable, mais nécessaire, Creighton refuse catégoriquement tout projet de remaniement constitutionnel par crainte de fragiliser le pays. Pour Creighton, l'AANB donne tous les outils dont ont besoin les Québécois pour protéger la langue française. De plus, la culture canadienne-française n'aurait survécu qu'en raison du Canada, selon lui. « C'est intéressant », affirme

---

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> *Ibid.*

Clarkson, « il est historien qui devient polémiste. Son histoire est ce qu'on devrait faire. [Son] conservatisme fait du passé [un] idéal. » C'est toutefois l'intervention importante de Brunet qui permet de remettre les pendules à l'heure concernant l'historien torontois :

Il est évident quand M. Creighton soutient qu'historiquement on ne peut pas démontrer ou soutenir qu'en 1867 il était question de fonder un État biethnique et binational. Ici, l'historien a bien raison. Et tous ceux qui essayent d'utiliser l'histoire pour démontrer qu'en 1867, quand les pères parlaient de créer une nouvelle nationalité, ils songeaient à cette nation à laquelle certains pensent aujourd'hui, il y a anachronisme. Il est indéniable que M. Creighton, à titre d'historien, a parfaitement raison<sup>79</sup>.

Mais là où le bât blesse est lorsque Brunet poursuit sa réflexion, accusant l'historien de déformer les faits :

Actuellement, l'historien qui intervient dans les débats de ce genre est en même temps un citoyen du moment où il intervient. Or, à ce moment-là, il est évident que chez M. Creighton ce n'est pas tant la préoccupation de rétablir les faits historiques [qui l'intéresse] que d'indiquer des voies d'engagement dans l'immédiat. Dans ce moment-là, M. Creighton dépasse son rôle<sup>80</sup>.

Brunet ne voit aucun problème avec son engagement dans l'espace public. En effet, la seule occasion devant laquelle l'historien montréalais affirme s'exprimer à titre de citoyen au lieu d'homme de science est lorsqu'il s'en prend à l'Université McGill pour son centre de recherche sur le Canada français<sup>81</sup>. Brunet s'estime donc, contrairement à sa réflexion sur Creighton, de toujours se comporter comme un historien. Avouons toutefois que son cadre théorique lui permet à naviguer cette nébuleuse de la différence entre la science historique et l'engagement citoyen. Tout compte fait, pour Brunet, l'historien anglophone abuse de l'histoire pour son propre gain :

---

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> « D'abord je tiens à préciser que mon intervention dans cette question dans l'actualité est fait à titre personnel. C'est Michel Brunet, citoyen, qui parle. » SRC, *Métro-Magazine*, 28 novembre 1963.

Or, M. Creighton voudrait invoquer l'histoire pour arrêter l'histoire. Parce que lui-même s'est fait une image du Canada et il est évident que ce Canada qu'il voit se développer devant lui en 1967, n'est pas le Canada qu'il pensait en 1937 quand il a publié son premier volume qui établit son autorité [...]. [L]e Canada qui s'est développé depuis trente ans n'est pas celui que M. Creighton pensait il a trente ans<sup>82</sup>.

La triste réalité pour l'historien, de dire Brunet, est non pas seulement le fait que ses positions ne sont que des fantaisies, mais que son autorité diminue dans la communauté des historiens :

Or, je constate justement que Creighton n'a plus de résonnance chez les nouvelles générations [...]. Il est devenu un monument historique lui-même, ou un fossile, un interprète dépassé. Moi, je suis convaincu que ce que dit M. Creighton [ne] peut faire plaisir [qu']à quelques attardés<sup>83</sup>.

La critique est cuisante. Seuls les Canadiens bornés – en effet, « attardés » – peuvent être convaincus par les propos de l'historien torontois.

Mais malgré cette vision on ne peut plus critique de son homologue anglophone, Brunet livre néanmoins un hommage au doyen : « Si M. Séguin et moi-même avons pu réinterpréter l'histoire du Canada et du Canada français, nous le devons beaucoup à des hommes comme Innis et puis Creighton [...]»<sup>84</sup>.

Les historiens interviewés pour l'émission sont tous de l'opinion que Creighton est un grand historien en raison de son premier livre. Chacun estime, d'ailleurs, à l'exception de Ouellet, que les positions de l'historien torontois ont très mal vieilli et qu'il abuse de l'histoire pour faire des leçons de morale aux citoyens qu'il juge avoir trop déviés du projet authentique du Canada.

\*\*\*

---

<sup>82</sup> SRC, *L'histoire comme ils l'ont faite*, op. cit.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> *Ibid.*

Creighton, comparé à Brunet, est moins sollicité à la radio d'État. Un inconfort le retient de trop participer à la radio, une maladresse qui est perceptible lors de ses interventions. Ses interventions prennent l'allure, en effet, à des cours magistrale, une forme de discours dans laquelle il était plus à l'aise. Creighton participe aux émissions de radio surtout pour dénoncer la politique canadienne. Son propos est fortement négatif et nous pouvons souvent l'entendre dire à quel point tout son travail et ses efforts ont été en vain. Creighton est à cheval entre deux siècles. Le 19<sup>e</sup> tenait tant de promesses qu'a dévorées le 20<sup>e</sup>, selon lui. « It might be a possibility that I do identify more with the 19th century than I do with the 20th century [...] »<sup>85</sup>. En effet, le siècle précédent annonçait que l'histoire canadienne allait être une épopée.

Creighton n'arrive pas à bien saisir le potentiel que représente la radio comme médium. Il est régulièrement sur la défensive, refusant même certaines invitations lorsqu'il juge que son point de vue ne sera pas l'interprétation dominante. Il est vrai que sa vision de l'histoire du Canada est fortement contestée, alors que celle de Brunet est de plus en plus acceptée. Mais cette situation le pousse surtout à se retirer de la place publique. Profondément déçu de la portée désormais négligeable de sa vision pour le pays, il demeure très rancunier et dépressif lors de ses interventions vers la fin de sa vie. Pour Creighton, le Canada a simplement refusé d'être grand.

---

<sup>85</sup> CBC, *Ideas*, 7 octobre 1974, *op. cit.*

## Chapitre quatrième – Le maître des ondes : Brunet à la SRC

Rapidement au cours des années 1950, l'historien Michel Brunet devient la coqueluche de la Société Radio-Canada (SRC). Cette dernière sollicite l'historien fréquemment pour avoir son opinion ou pour obtenir des clarifications sur les questions historiques ou reliées à l'identité nationale. Il est sans doute l'historien de son époque le plus convoité pour participer aux émissions de la société d'État. Son homologue Creighton est invité moins du quart de fois que Brunet, démontrant à la fois l'ouverture de SRC par rapport à son pendant anglophone, la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) aux opinions des historiens. Ce n'est pas dire que la CBC ne s'intéresse pas aux historiens, plusieurs seront des habitués de la CBC. Michael Bliss, à titre d'exemple, a participé à plus de 130 émissions. Mais il est curieux de noter que de grands noms, dont Harold Innis, ne participent à aucune émission qui a été archivée à la CBC de Toronto. Les tableaux 1 et 2 nous montrent un portrait tout à fait intéressant de la participation des historiens à la radio d'État.

**Tableau 1 : nombre de mentions, *Canadian Broadcasting Corporation*, 1945-2014<sup>1</sup>**

Universitaire anglophone	Nombre de mentions
David Bercuson	133
Michael Bliss	138
Maurice Careless	2
Donald Creighton	22
Ramsay Cook	58
Jack Granatstein	67
Harold Innis	5 <sup>2</sup>
ARM Lower	21

<sup>1</sup> Ces chiffres ont été compilés à l'aide du moteur de recherche intranet de la Société Radio-Canada/Canadian Broadcasting Corporation. Il s'agit, en français, du logiciel *Médoc* et, en anglais, du moteur intranet des archives radiophoniques.

<sup>2</sup> Ces mentions sont faites après sa mort. Nous n'avons repéré aucune participation d'Innis à la CBC.

Edgar McInnis	12
W. L. Morton	4
Hilda Neatby	8
O. D. Skelton	3
Frank Underhill	37

**Tableau 2 : nombre de mentions, *Canadian Broadcasting Corporation*, 1945-2014**

<b>Universitaire francophone</b>	<b>Nombre de mentions</b>
Michel Brunet	18
Guy Frégault	4
Lionel Groulx	1
Jean Hamelin	2
Fernand Ouellet	8
Pierre Savard	1
Maurice Séguin	4

**Tableau 3 : nombre de mentions, Société Radio-Canada, 1945-2014**

<b>Universitaire francophone</b>	<b>Mentions</b>
Michel Brunet	100
Guy Frégault	16
Lionel Groulx	26
Jean Hamelin	20
Fernand Ouellet	7
Pierre Savard	19
Maurice Séguin	11
Marcel Trudel	38

**Tableau 4 : nombre de mentions, Société Radio-Canada, 1945-2014**

<b>Universitaire anglophone</b>	<b>Mentions</b>
David Bercuson	0
Michael Bliss	3
Maurice Careless	1
Donald Creighton	1
Ramsay Cook	0
Jack Granatstein	0



Harold Innis	1 <sup>3</sup>
ARM Lower	0
Edgar McInnis	0
W. L. Morton	0
Hilda Neatby	0
O. D. Skelton	0
Frank Underhill	0

Notons que Brunet participe à 18 émissions en anglais – bien que plusieurs soient des rediffusions d’émissions bilingues – alors qu’il n’y a que 22 mentions pour Donald Creighton. En somme, Michel Brunet participe à plus de 118 émissions de SRC/CBC, plus que n’importe quel autre historien de la période étudiée.

Ce chapitre discute des trois principaux thèmes des interventions radiophoniques de l’historien Michel Brunet. Les interventions retenues ont été celles durant lesquelles l’historien fait œuvre d’intellectuel. Nous avons donc exclu les cas où Brunet est invité à expliquer certaines facettes de l’histoire américaine. Par exemple, il est invité à l’émission *Partage du jour* en janvier 1963 à discuter de l’esclavagisme étatsunien à l’occasion du centenaire de la proclamation d’émancipation des esclaves dans la république<sup>4</sup>. Il ne fait pas œuvre, dans ce cas-ci, « d’homme de plume » qui joue le rôle de « l’homme du politique », mais plutôt de pédagogue sur un sujet d’histoire américaine. Le premier thème que nous abordons est la définition de la nation canadienne-française par Brunet. C’est ici qu’il construit les bases de son récit nationaliste dans l’espace public radiophonique. À partir de ce récit, il participe à la promotion et au maintien de l’idée des deux solitudes, afin de maintenir une distinction claire entre le Canada anglais et le

---

<sup>3</sup> Il s’agit de la mention de décès.

<sup>4</sup> SRC, *Partage du jour*, 3 janvier 1963.

Canada français. Enfin, ses propos s'intéressent aussi à la question des minorités, tant les anglophones du Québec que les francophones du Canada. Sur ce point, Brunet souhaite que les Anglo-Québécois et leurs institutions se comportent en minorité et croit dans l'inévitable assimilation des communautés canadiennes-françaises hors Québec. Sa présence sur les ondes lui procure une tribune pour faire acte d'intellectuel dans l'espace public et d'accroître son capital symbolique.

### **I) Une nation définie**

La définition de la nation canadienne-française est un sujet qui touche particulièrement Brunet et auquel il consacre beaucoup d'énergie. La société canadienne-française qui, dans sa pensée, se limite aux frontières québécoises est en pleine ébullition. À la radio d'État, l'historien cherche à construire un récit renouvelé sur sa nation qui rompt avec les mythes du passé. Jeter les bases d'une nouvelle définition de la nation permet d'ailleurs à Brunet de mieux orienter ses propos lorsqu'il est question des relations avec le Canada anglais et les minorités.

La réinterprétation de l'histoire canadienne-française ainsi que de l'identité nationale attire beaucoup l'attention du diffuseur public. En effet, la SRC dédie une série entière sur la question de ce qu'est un Canadien français, en invitant de nombreux intellectuels de l'époque, dont André Lucier, Marcel Rioux, Fernand Dumont et Michel Brunet. L'émission radiophonique *Esquisse pour un portrait*, une table ronde sur le Canada français, est diffusée à partir du mois d'avril 1961. Le thème de l'émission permet justement à Brunet de communiquer son récit auprès d'un large auditoire. Également, cette émission permet de consolider la place de Brunet dans l'univers

radiophonique de Radio-Canada à titre d'incontournable pour toute question reliée à l'avenir national du Canada.

*Le Canada français comme civilisation moderne*

*Esquisse* permet à Brunet de réfléchir à la culture canadienne-française et de la comparer aux grandes sociétés. Est-ce une culture qui a contribué au développement de l'humanité? Peut-on parler de « civilisation »? L'historien croit fermement qu'avec ses moyens limités, le Canada français a été une force créatrice originale dans le monde. Rappelons le contexte intellectuel de l'époque qui évoque le recul de la culture canadienne-française, notamment en raison des études pilotées par les disciples de Everett Hughes à Laval, mais également à McGill, que nous avons évoqué au deuxième chapitre. L'exclusion des Canadiens français de la haute finance et de la plupart des postes clefs des grandes entreprises alimente également ce stéréotype d'une culture arriérée. Cette pensée a d'ailleurs été largement exprimée dans les pages de *Cité libre* au cours des années 1950<sup>5</sup>. Bref, l'image du Canadien français est loin d'inspirer de la jalousie chez les peuples du monde si l'on s'en tient à l'interprétation que le Canada français est arriéré et qui résiste toujours à la modernité. La question posée cherche donc en partie à redorer le blason des Canadiens français.

Brunet, le premier à s'exprimer, affirme tout d'abord que le Canadien français est un Nord-Américain qui vit sur le continent depuis plusieurs siècles et qui a rencontré des problèmes qui lui sont particuliers. Ce que Brunet tente de dire est plutôt l'existence une société qui est tout à fait unique sur le continent : une société francophone dans une mer

---

<sup>5</sup> Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution*, *op. cit.*

d'anglophones, une métaphore qu'il emploie à maintes reprises. Il participe à une trame historique qui lui donne ou lui enlève certains outils. Ce n'est pas un peuple d'incapables ni un groupement renfermé sur lui-même. En utilisant l'exemple de son collègue Guy Frégault qui a dédié une monographie à Pierre Le Moyne d'Iberville, un commandant naval qui, à l'époque de la Nouvelle-France, avait semé la terreur chez les Anglais en raison de ses nombreuses victoires, Brunet affirme au contraire que, selon la conjoncture, le Canadien français a réussi à accomplir d'importants exploits. De plus, d'après Brunet, cette situation n'est pas unique aux Canadiens français. C'est le sort de multiples sociétés. Nous pouvons voir ici une tentative par Brunet de s'imposer dans un débat. Il cherche, d'ailleurs, à redorer l'image de l'élite dont il fait partie. Il ne s'agit pas d'éliminer l'élite de la société canadienne-française, mais bien de promouvoir une élite néonationaliste qui a les intérêts des Québécois à cœur<sup>6</sup>.

Les Canadiens français n'ont pas été un peuple immobile comme le veut le stéréotype développé par les sciences sociales de style américain, selon l'historien. Bien au contraire, ils ont arpenté l'Amérique à titre de voyageurs, de travailleurs/ouvriers et de colons. Il n'est pas un paysan dont la sphère d'activité s'est limitée aux abords du Saint-Laurent. Il immigre vers les villes, il se déplace vers les États-Unis et s'établit là où il peut améliorer son sort<sup>7</sup>.

De fait, l'évolution du Canada français existe bel et bien. Récemment, il retrouve une confiance qui lui échappait. Au 18<sup>e</sup> siècle, précise-t-il, les Canadiens, francophones, cherchaient à obtenir des écoles de langue anglaise. Le revirement serait donc majeur. Il se préparait, mijotait notamment par le mimétisme des ancêtres du 19<sup>e</sup> siècle qui

---

<sup>6</sup> SRC, *Esquisse pour un portrait*, 22 avril 1961.

<sup>7</sup> SRC, *Esquisse pour un portrait*, *op. cit.*

s'inspiraient de discours révolutionnaires français. Il est donc faux, pour Brunet, de parler d'un Canadien français isolé et évoluant en vase clos, alors que Rioux prétend le contraire<sup>8</sup>.

La thèse de Brunet est que les Canadiens français n'ont pas été fermés au monde occidental. Ce mythe, un stéréotype, qui fait du Canada français une société reculée et xénophobe est tant blessant que destructeur de sorte que l'historien cherche à le briser. Le Canada français a été une société d'accueil. Les missionnaires, les communautés religieuses de la France s'y sont installées et sont des exemples de ce va-et-vient des personnes et des idées provenant de l'Europe et qui ont influencé le Canada français. L'historien profite donc de la tribune pour attaquer les intellectuels « pessimistes »<sup>9</sup>.

La discussion sur le Canadien français fait relâche pour quelques semaines et reprend le 13 mai pour un débat portant sur le rôle de la religion dans cette société. Chez Brunet, le vice du présentéisme demeure un des facteurs qui brouille la compréhension du véritable rôle de l'Église dans le temps. Cette dernière n'est pas une institution monolithique et d'une influence absolue à travers l'histoire canadienne-française. Elle devait, entre autres, évoluer avec l'existence, en Nouvelle-France, des assemblées de citoyens. Celles-ci avaient comme chef les capitaines de milice et non pas les curés de paroisse. L'Église devait donc composer avec d'autres institutions civiles laïques. L'historien affirme que l'Église à cette époque de l'ancien régime français était sous la tutelle de l'État, qu'elle était essentiellement « un département du gouvernement

---

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> *Ibid.*

français ». Elle serait, pour l'essentielle, « sous [la tutelle] du roi de France et non pas l'inverse comme l'on tente parfois d'affirmer »<sup>10</sup>.

L'historien indique que les Canadiens français projettent leurs craintes et leurs perceptions contemporaines sur l'Église dans le temps. Cette Église canadienne ne parvient pas à assurer son autorité qu'au lendemain de l'échec des Rébellions. À partir des années 1840, le Canada français entre dans une période de « recolonisation » religieuse. Cet élan s'explique par l'acceptation par les autorités britanniques que l'évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget, recrute en Europe des ordres religieux. De fait, de nombreuses congrégations religieuses masculines et féminines débarquent au pays. Celles-ci participent à l'érection au Canada français d'un édifice religieux rigoureux et mettent en œuvre un véritable projet de société<sup>11</sup>.

Malgré cette « recolonisation » religieuse, le clergé n'a pas réussi à devenir l'autorité ultime pour les Canadiens français. L'historien utilise l'exemple des élections fédérales de 1896 durant lesquelles le poids du clergé avait été mobilisé pour défaire les libéraux et maintenir les conservateurs au pouvoir. L'insistance par cette institution que l'enfer est rouge et que le ciel est bleu n'a pas empêché une majorité de Québécois à voter pour les libéraux, propulsant Laurier vers une victoire en dépit du fait que son parti ait perdu le vote populaire par 3 %. Le clergé n'était donc pas omnipotent et ne contrôlait pas les actions des Canadiens français qui n'ont fait rien de moins qu'un pied de nez au haut clergé.

---

<sup>10</sup> SRC, *Esquisse pour un portrait*, 13 mai 1961.

<sup>11</sup> *Ibid.* Sur Ignace Bourget, voir Roberto Perin, *Ignace de Montréal : artisan d'une identité nationale*, Montréal, Boréal, 2008, 303 p.

L'intention de l'historien ici n'est pas simplement de remettre les pendules à l'heure sur la question de l'importance de l'Église comme leader dans les affaires publiques québécoises. Il ne faut pas, d'après l'analyse de Brunet, voir dans ce clergé une institution qui s'impose lourdement dans la vie quotidienne des Canadiens français. L'Église catholique a tenté, bien sûr, de s'ériger comme une institution autoritaire qui exigeait l'obéissance de ses ouailles. Elle doit évoluer, toutefois, selon certaines conjonctures qui lui donnent un rôle plus ou moins important.

Brunet cherche aussi à critiquer les autres participants comme Marcel Rioux qui juge négativement cette institution. Brunet ne s'incline pas devant les théologies de l'heure du Québec comme quoi le Canadien français se libère enfin de son infernale obscurité. Il cherche plutôt à nuancer la grogne qui existe dans la province et à rompre avec les stéréotypes qu'ont engendrés les analyses des anglophones sur le Québec et que certains historiens, dont Fernand Ouellet, ont diffusés dans leurs études. Rappelons que, pour Brunet, le clergé est d'abord soumis au conquérant et n'a d'autre choix que de collaborer au lendemain de la Conquête<sup>12</sup>.

L'émission de la semaine suivante cherche à explorer la nature d'une civilisation canadienne-française. Cette expression est définie comme les caractéristiques culturelles ou nationales de la société canadienne-française. Pour l'historien, on peut comprendre par civilisation une « collectivité qui a porté un certain message dans sa présence ». Il s'insurge contre les participants de l'émission qui affirment que le Canada français n'a rien légué d'utile à l'humanité, un commentaire défendu par Lucier. Brunet ne peut accepter cette fronde. Un tel jugement sur ses compatriotes serait injuste. Il affirme que

---

<sup>12</sup> Brunet, *Les Canadiens après la Conquête*, op. cit.

de nombreux intellectuels et commentateurs ont trop peu consulté l'histoire. Certes, indique-t-il, les Canadiens français n'ont pas eu un impact mondial qui rivalise avec les États-Unis. « Nous avons rencontré, dit-il, certains défis et nous avons apporté, avec les moyens que nous avons, quelques réponses [...] qui sont exportables »<sup>13</sup>. La réplique délicate de l'historien présente une partie de sa pensée sur le récit historique qu'il cherche à publiciser dans l'espace public : le Québec est une société analogue aux nations indépendantes. Les Canadiens français ne sont, d'ailleurs, aucunement les cancrs du monde occidental. Cela dit, il est indiscutable que l'évolution de cette société ait été largement teintée en raison du fait qu'elle est formée d'un peuple conquis. Les aléas de l'histoire ont donc fortement marqué le Canada français, limitant ainsi l'horizon des possibles pour la petite société. Nous pouvons comprendre de Brunet que, malgré les embûches, le Canada français a parlé de sa propre voix au niveau international avec une façon originale de « faire société », si on peut nous permet cet anachronisme<sup>14</sup> : « avec nos faibles moyens », indique Brunet, « nous avons quand même créé des choses dont nous n'avons pas à rougir<sup>15</sup> ».

Brunet prend également la défense du clergé qui, du moins dans *Cité libre*, est présenté comme un agent de retard du Canada français. Cette élite, précise-t-il, est issue du peuple, et ce, peu importe les classes sociales ou le prestige qui est attribué à une famille plutôt qu'à une autre<sup>16</sup>. La thèse du retard, croit-il, serait lâche, car les Canadiens français n'ont pas manqué d'ambition. « Nous ignorons les faibles moyens à notre

---

<sup>13</sup> SRC, *Esquisse pour un portrait*, 20 mai 1961.

<sup>14</sup> L'expression vient du sociologue Joseph Yvon Thériault. Voir *Faire société. Société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de Parole, 2011, 391 p.

<sup>15</sup> SRC, *Esquisse*, *op. cit.*

<sup>16</sup> Certaines familles, toutefois, ont droit à un traitement de faveur. La famille Taschereau est un exemple évocateur.



disposition », suggère-t-il, lorsque vient le temps de critiquer l'évolution canadienne-française<sup>17</sup>. Le refuge, croit-il, c'est-à-dire ce que Dumont nommera plus tard le « long hiver de la survivance<sup>18</sup> », est la conséquence du manque de moyens qui a affligé les Canadiens français au cours de leur histoire. Nonobstant les obstacles, le Canada français est demeuré, selon Brunet, une société originale depuis la Nouvelle-France. La femme canadienne-française, explique-t-il, n'a pas été enfermée à la maison. Les priorités économiques jumelées aux moyens fragmentaires lui imposent un fardeau qui la pousse à l'extérieur du foyer. C'est elle qui pouvait interpréter les documents pour l'homme, en raison de son alphabétisme. Sans faire de la Nouvelle-France une colonie féministe – elle ne l'a assurément pas été –, Brunet cherche à dégager certaines caractéristiques qui la mettent à part des autres sociétés et qui témoignent de son originalité. Néanmoins, explique-t-il, la Conquête a bouleversé de manière catastrophique son évolution<sup>19</sup>.

Brunet dévoile ici à nouveau son objectif sur les ondes de la radio publique. Sa dernière intervention nous informe que la société de la Nouvelle-France n'était pas seulement originale, mais avait quelques traits progressistes. La femme, lettrée, avait un rôle beaucoup plus intéressant, si l'on s'en tient à son analyse, que son homologue des colonies américaines ou de l'Europe. De plus, la façon dont Brunet articule son récit laisse entendre que la Conquête, cet événement anormal, a fait bifurquer la trajectoire d'une société pourtant très normale. Elle est une anomalie historique qui a enlevé aux Canadiens français les moyens de se développer comme ils le souhaitaient. L'historien développe donc la thèse que, loin d'avoir été retardés par comparaison à d'autres sociétés

---

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Voir Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996, [1993], 400 p.

<sup>19</sup> SRC, *Esquisse*, *op. cit.*

en Europe et en Amérique, les Canadiens français formaient un peuple – une nation – normal à tant de points de vue. Cette nation a souffert, toutefois, en raison d'un conquérant qui l'a privée des moyens pour se développer pleinement. Brunet cherche donc à éliminer la honte canadienne-française. Le peuple français d'Amérique a surtout été soumis aux contraintes de l'histoire et a réussi à faire de grandes œuvres malgré ses moyens limités.

### *Une nation conquise*

La nation canadienne-française demeure, pour Brunet, une nation conquise. En prenant en exemple la langue des Canadiens français, l'historien affirme que son effervescence a été largement limitée par la Conquête qui a restreint le champ d'activité du conquis. Il utilise l'exemple des pays de l'Amérique latine dans lesquels la langue espagnole a eu plusieurs évolutions positives, et a su profiter du fait que la société dominante était de langue espagnole. Bien entendu, l'argumentation que propose Brunet a une connotation vertement nationaliste. Le récit qu'il présente aux auditeurs est celui de petites sociétés espagnoles en Amérique du Sud qui, en raison du fait qu'ils ne sont pas sous le joug d'une puissance culturelle qui leur est étrangère. Ces dernières ont pu évoluer de manière tout à fait « normale ». Brunet serait donc en train d'inviter les auditeurs à songer à mimer ces sociétés<sup>20</sup>.

Néanmoins, les pourfendeurs de la langue canadienne-française sont, d'après Brunet, des alarmistes. L'historien explique que, contrairement au XIX<sup>e</sup> siècle, la langue française au Canada est en plein essor. Elle envahit l'espace public de manière à être

---

<sup>20</sup> SRC, *Esquisse pour un portrait*, 27 mai 1961.

présente dans de nombreux médiums comme les ondes radiophoniques et télévisuelles, de sorte que son rayonnement dépasse largement ce qu'elle a pu avoir par le passé.

L'exemple un peu cocasse qu'aime utiliser l'historien pour illustrer ce point est le fait que la jeunesse du Québec, d'après lui, est au courant, présentement, lorsqu'elle fait des fautes de vocabulaire, ce qui n'était pas le cas lorsqu'il était adolescent ou lorsqu'il amorçait sa carrière dans l'enseignement<sup>21</sup>.

Les autres intervenants au débat contestent les prises de position de Brunet. Marcel Rioux, notamment, attaque l'historien : une syntaxe fautive chez les Canadiens français n'est pas un signe de son amélioration dans le temps, mais plutôt du recul de la qualité de la langue. Cette situation est une marque de la difficulté qu'a le français à pénétrer la vie des Canadiens français et de l'omniprésence de la langue anglaise dans le quotidien de ces derniers. Dumont va plus loin en citant la difficulté qu'a la langue à intégrer les Néo-Canadiens. Brunet ne fléchit pas, toutefois, face à ces attaques. Certes, les jeunes empruntent des formules, mais cela n'est pas, pour Brunet, une indication claire d'assimilation. La jeunesse connaît beaucoup mieux les formules correctes, précise-t-il, que les ancêtres de la Conquête qui nommaient, à titre d'exemple, le président de la législature une « chaise », anglicisme emprunté directement de la désignation *chair* en anglais<sup>22</sup>.

Brunet cherche à donner espoir avec son intervention, tout en proposant des avenues possibles pour les Canadiens français. Trop souvent, estime-t-il, les commentateurs, tant anglophones que francophones, ont dénoncé leur condition. L'historien, prenant un certain recul, ne voit pas la situation du même œil. L'avenir est

---

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> SRC, *Esquisse, op. cit.*

ouvert aux aspirations des Canadiens français du Québec. Ils n'ont qu'à choisir la voie qui leur plaît.

Brunet ne peut fournir des exemples pour appuyer sa thèse. Ses affirmations, d'ailleurs, ne peuvent pas être vérifiées par les intervenants autour de la table. L'auditeur doit se fier au capital symbolique de la personne qui donne cette information. Brunet cherche à mettre en échec les intervenants qui maintiennent des thèses opposées et qui, en somme, attaquent les anciens Canadiens français. Mais pour Brunet, ces derniers étaient dans une situation impossible : celle du conquis; ils ont œuvré avec ce qu'ils avaient. L'historien s'insurge contre la projection de valeurs contemporaines sur les anciens par les commentateurs. Ce récit obscurcit la compréhension de l'historien canadienne-française et sert les intérêts idéologiques du temps présent. De plus, si l'on comprend bien les propos de Brunet, accepter ce récit de l'ermite canadien-français donnerait raison aux études américaines qui ont réduit ces derniers à une série de stéréotypes.

Le Canada français est dans l'esprit de Brunet une nation moderne à l'instar des autres sociétés occidentales. Elle a vécu de nombreuses épreuves en raison de la conquête britannique, ce qui a fait bifurquer son parcours par rapport à l'évolution « normale » d'une société. Le récit de la nation que propose Brunet s'affiche comme une lueur d'espoir pour les Canadiens français. En effet, pour ce dernier, ils ont une civilisation et ils ont contribué à l'humanité.

## ***II) Deux nations, deux solitudes***

La thèse selon laquelle il existe deux solitudes qui s'ignorent au Canada est une idée partagée et dénoncée par nombreux nationalistes canadiens qui prêchent

l'importance de l'unité nationale. L'expression, qui est tirée du roman de Hugh MacLennan, *Two Solitudes*<sup>23</sup>, est devenue un cliché pour qualifier les relations entre le Québec et le Canada anglais. Ce concept est instrumentalisé par Michel Brunet dans son récit sur la nation canadienne-française afin d'assurer une plus grande autonomie pour le Québec. Ceci n'a rien de surprenant pour l'historien qui a créé le concept de « *Canadians* » et de « Canadiens ». L'ensemble de sa thèse sur le Canada français se base sur les « deux solitudes », sur deux majorités qui ne peuvent se fondre ensemble pour créer une seule nation.

Les deux solitudes ont varié selon le temps, en fonction des puissances relatives entre les deux groupes en question. Il profite de l'avant-dernière édition d'*Esquisse pour un portrait* pour affirmer que « [c]es deux solitudes sont immortels au Canada », et que cette situation est la conséquence « d'un phénomène d'opposition de deux groupes »<sup>24</sup>, c'est-à-dire des Canadiens français et des Canadiens anglais. « [C]ette opposition est constante depuis deux siècles, depuis la Conquête. » Cette situation est tout à fait normale selon l'intellectuel.

Mais il ne faut pas, selon Brunet, exagérer la discorde. Il y a eu des époques durant lesquelles ces deux solitudes se sont rapprochées. L'historien donne l'exemple de l'avènement de la Confédération. Cette entreprise est le produit d'une coopération, notamment entre George-Étienne Cartier et John Alexander Macdonald. Pour Brunet, le résultat est la création d'un gouvernement fédéral, certes, mais d'un premier gouvernement national canadien-français, c'est-à-dire la création d'un État québécois

---

<sup>23</sup> Hugh MacLennan, *Two Solitudes*, Toronto, Collins, 1945, 370 p.

<sup>24</sup> SRC, *Esquisse pour un portrait*, 1<sup>er</sup> juillet 1961.

contrôlé en majorité par les Canadiens français<sup>25</sup>. Le dialogue était nécessaire entre les deux groupes afin de pouvoir résoudre l'impossibilité de gouverner le Canada-Uni. Ce dialogue s'est poursuivi durant les premières décennies du Canada, croit Brunet. Il cite le cas de la Constitution bilingue du Manitoba, qui s'inspire de celle de la province du Québec.

Cette volonté de compromis s'est toutefois évaporée. La collectivité majoritaire canadienne-anglaise, dont étaient issus les grands bourgeois, notamment à Montréal, a fourni l'enrichissement matériel et économique pour le pays entier. Cette croissance s'est souvent faite à l'encontre des intérêts canadiens-français. Toutefois, affirme-t-il, la sociale démocratie que promet présentement le gouvernement Lesage semble réduire l'impact d'une économie entièrement dominée par les anglophones. Autrement dit, les Canadiens français ne sont plus à la remorque d'une grande bourgeoisie anglo-canadienne pour son développement, puisque son gouvernement national, c'est-à-dire le Québec, s'investit énormément dans son développement collectif. Jadis, la conception de la société par l'État était surtout bourgeoise ou individuelle. Désormais, l'État québécois a apprivoisé une approche collective, voire nationaliste<sup>26</sup>.

Le sujet des deux solitudes mène également à une discussion au sujet de la souveraineté du Québec. Pour Brunet, il faut entreprendre un dialogue d'adulte entre les deux sociétés. À coup sûr, croit-il, il faudra entreprendre des discussions pour amender la Constitution du Canada. « Il est évident que le groupe Canadien français étant plus lucide, plus exigeant, ne pourra plus accepter le leadership de la majorité canadienne-anglaise

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

qui l'avait autrefois subi assez facilement<sup>27</sup>. » Brunet ne se compromet pas, toutefois, à ce stade-ci en faveur du mouvement souverainiste.

Il faut attendre l'année suivante avant qu'une nouvelle émission portant sur la question nationale soit diffusée sur Radio-Canada. En octobre 1962, la SRC à Montréal organise une émission avec d'éminents intellectuels du Canada français et du Canada anglais. On y retrouve notamment Davidson Dunton, le recteur de l'Université Carleton et une des personnes qui sera bientôt appelé à co-présider la fameuse Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme avec André Laurendeau. Il y a également l'historien Cameron Nish du collège Sir George Williams, Michel Brunet, Jacques Henripin et André Marel de l'Université de Montréal, et, enfin, Dale Thompson de l'Université McGill.

*Deux voix un pays*, animé par Fernand Séguin, a pour objectif de mieux comprendre la vision des deux groupes nationaux au sujet de la Conquête, dans le but de tisser de nouveaux liens entre ces deux Canada et de faciliter les échanges. L'émission s'ouvre sur la question de la compréhension par les intellectuels canadiens-anglais des préoccupations canadiennes-françaises. Fidèle à ses habitudes, Brunet affirme dès le départ que les intellectuels anglophones ont eu le malheur de formuler des observations sur le Canada français selon un point de vue de majoritaire : « La majorité vit et pense en majorité », explique-t-il. De fait, il n'est pas si évident d'apporter une compréhension totale du Canada français. Ce serait ici un facteur mental qui le prévient. « On s'interroge » au Canada anglais « puisqu'il y a un problème. Un problème auquel il n'y a pas de solution. C'est la réalité brutale ». Brunet est devant de nombreux collègues

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

anglophones qui sont vertement pessimistes quant à un rapprochement entre ces deux nations dans un cadre qui maintient les structures de 1867. Les anglophones, affirme l'historien, ont passé outre la Conquête. Ils l'ont oubliée, car elle ne les affecte plus. Les Canadiens français, toutefois, en ont un souvenir vif. Ses effets pervers se transposent dans la vie de tous les jours<sup>28</sup>.

À cette intervention quelque peu polémique, l'historien Cameron Nish lui répond qu'il est nécessaire de faire comprendre, voire de convaincre les anglophones que le Canada est une nation bilingue. Cette remarque, toutefois, n'est pas sans s'attirer les foudres de Brunet. Le Canada, répète-t-il, n'est pas une nation. Il est un pays qui en abrite deux. Il existe toutefois une certaine ambivalence qui gouverne la relation qu'a le Canadien français avec son identité, explique Brunet : « [P]arallèlement, dit-il, vous allez voir des gens, des Canadiens, attachés à la culture française, mais qui vont penser à un Canada qui n'est pas uniquement québécois ». Cette réflexion serait quelque peu contradictoire selon Brunet. Du moins, pense-t-il, elle ne collerait pas à la réalité. « Il y a des gens qui vont idéaliser le Canada parce qu'ils ne le connaissent pas »; connaître le Canada, c'est savoir qu'il est un pays dans lequel la majorité canadienne-anglaise lui est maître. Il existerait d'ailleurs aussi ceux qui le « connaissent [et] qui l'accepte, car il y a [dans ce Canada] un sens de continuité historique ». Cette situation explique, selon l'historien, pourquoi le mouvement séparatiste a quelques difficultés à recruter des adeptes<sup>29</sup>.

Il n'en demeure pas moins que, pour l'historien, les Canadiens français ne sont pas chez eux, et ce, même au Québec, en raison de cette relation de minoritaire et de

---

<sup>28</sup> SRC, *Deux voix, un pays*, 12 octobre 1962.

<sup>29</sup> *Ibid.*



majoritaire. En général, l'histoire et les autres disciplines universitaires ont jeté le blâme pour les effets pervers de la Conquête sur les Canadiens français. Brunet conteste cette thèse : « C'est trop facile de dire que c'est la faute des individus [...] en somme c'est un processus historique global », celui de la conquête d'un peuple par un autre qui est devenu par la suite majoritaire. En ce sens, il est normal pour le *Canadian* d'agir comme majoritaire et de souhaiter que son État soit centralisé, ce qui est contraire aux aspirations des néonationalistes québécois et des autres partisans de l'autonomie provinciale. « Il est évident pour un *Canadian* » précise-t-il, « il a un gouvernement [...] national, et si j'étais un *Canadian*, je serais le plus ardent et le plus enthousiaste centralisateur qu'il puisse exister ». Alors comment peut-on blâmer les intellectuels anglophones qui cherchent à renforcer leur État national? Surtout, pour les partisans de la sociale démocratie, il est difficile de comprendre ou d'appuyer le mouvement séparatiste ou même un mouvement d'autonomisation québécois proposé par la plupart des nationalistes de la province. Il y aurait donc des intérêts fondamentalement différents entre les deux nations, selon Brunet<sup>30</sup>.

À l'affirmation coriace de Brunet sur l'existence de deux sociétés ayant chacune leur gouvernement national intervient Davidson Dunton, le recteur de l'Université Carleton à Ottawa. Ce dernier reproche à l'historien d'avoir négligé les minorités francophones hors Québec, mentionnant notamment les Acadiens et les Franco-Manitobains. Brunet lui répond de manière sèche que ces minorités font autant d'idéalisation du Canada et de compensation de leurs faiblesses que les Québécois qui pensent avoir dans Ottawa un gouvernement national et dans le Canada un pays qui

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

partage leur intérêt. Il faut dire que, pour Brunet, le sort des minorités est scellé depuis fort longtemps<sup>31</sup>.

Les thèses de Brunet sont vertement critiquées par les intellectuels anglo-canadiens lors de l'émission. Dale Thompson, par exemple, ne partage pas le pessimisme de l'historien. Il est convaincu pour sa part que le système démocratique canadien évolue de plus en plus vers la voie de l'accommodement des minorités. Si jadis la démocratie libérale opérait comme une dictature par la majorité, elle donne désormais une plus grande valeur aux intérêts de ses minorités. Le nouveau système qui se dessine offre à la minorité certaines garanties bien claires. Brunet concède ce point. La démocratie libérale a beaucoup évolué en raison d'une accélération de l'histoire vers la démocratie sociale. Le Canada français a d'ailleurs largement profité de ladite accélération de l'histoire. Sa culture, insiste Brunet, a beaucoup évolué, « [N]ous avons vécu comme la lune d'une lumière qui venait d'ailleurs ». Cette lumière, bien sûr, venait de la France<sup>32</sup>.

L'émission de la semaine suivante met au défi les intellectuels à définir ce qu'est un « *Canadian* », preuve, en quelque sorte, de l'impact de la nomenclature que propose Brunet. L'historien est invité à présenter sa définition aux auditeurs. Cette définition est beaucoup plus large que l'on peut s'attendre *a priori*, car elle ne s'attarde pas à une définition ethnique du Canada anglais :

Pour moi un *Canadian* est un anglophone d'Amérique du Nord qui habite le Canada et en habitant le Canada, il a choisi un héritage culturel, politique et économique [...] les organisations politiques, et comment s'en servir, [...] le désir d'organiser une économie qui pourra survenir à elle même jusqu'à un certain point. Alors tout cela forme l'héritage du *Canadian*. [...] Le *Canadian* n'est pas un *American*, il a une conscience

---

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> *Ibid.*

de participation au gouvernement qu'il a développé [et] un sens de responsabilité très particulier [...] <sup>33</sup>.

Brunet poursuit son intervention en rappelant au groupe que le Canada a été un pays « voulu ». Le Canada n'est pas le produit d'une guerre ou d'une révolution entre deux puissances, d'une lutte pour l'indépendance. Il est le concours d'hommes qui cherchaient à nouer leurs intérêts en créant une juridiction pour gouverner d'anciennes colonies.

L'historien cherche ici à expliquer une attitude anglaise qui, rappelons-le, n'a que peu de sympathie pour les projets autonomistes québécois et qui ressent une certaine menace du projet indépendantiste. Le Canadien anglais est majoritaire dans son pays et a développé un imaginaire national qui est tout à fait indépendant du (néo)nationaliste canadien-français. L'anglophone majoritaire dans sa nation a adapté les institutions politiques qu'il a reçues en héritage de sa mère patrie à ses besoins. Bref, il est chez lui dans son pays. Il cherche à développer une forme de sociale démocratie qui reflète ses ambitions et ses aspirations futures. Dit autrement, son attitude envers l'État central, qui est en contradiction totale avec les néonationalistes, est non seulement normale, mais attendue, car ce peuple nord-américain cherche à se tailler une place dans un continent dominé par les États-Unis. Le Canadien anglais n'est pas simplement un Britannique amoureux de la monarchie. Son identité et sa culture ont été nourries par des milliers d'immigrants qui se sont intégrés à lui, estiment André Marel et Brunet. Toutefois, l'anglophone Dale Thompson se mêle à cette envolée pour préciser que le Canadien anglais s'américanise progressivement en raison de la pénétration de la culture américaine via les médias, une problématique que Brunet explore peu <sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> SRC, *Deux voix, un pays*, 26 octobre 1962.

<sup>34</sup> *Ibid.*

Il y a donc une réflexion identitaire qui prend ses distances des considérations ethniques. Nous constatons, d'ailleurs, que plusieurs intellectuels du Canada français ne sont pas nécessairement sensibles aux défis des Canadiens anglais. L'historien Brunet semble être peu à l'affût de l'importance de la culture américaine pour les intellectuels anglophones lorsqu'il prend la parole dans l'espace public. C'est pourtant une préoccupation majeure si on s'en tient à la création de la Commission Massey dans les années 1950. Celle-ci cherchait à donner au pays les outils et les institutions pour promouvoir une culture canadienne à travers la haute culture, les lieux de savoir et la création artistique<sup>35</sup>. Pour sa part, Brunet conclut que l'histoire du pays est néanmoins ancrée dans une philosophie de tolérance, ce qui permet d'expliquer la cohabitation des deux nations, comme en témoigne éloquemment l'*Acte de Québec*<sup>36</sup>.

#### *Assimilation, régionalismes et constitution*

L'émission du 22 février 1963 à laquelle participe de nouveau Brunet traite de la question des Canadiens anglais et de la poursuite d'une politique d'assimilation. Brunet, tout comme son collègue Jean-Charles Bonenfant, estime que le récit d'un Canada anglais qui poursuit sans cesse le projet d'assimilation des Canadiens français est une exagération<sup>37</sup>. Bonenfant croit que les structures politiques, créées en 1867, n'ont pas comme but l'assimilation puisqu'il y a toujours des minorités francophones dans les provinces anglophones. Néanmoins, il avoue que la Constitution actuelle n'a pas été écrite pour accommoder les minorités françaises. Cette situation n'est pas toutefois une

---

<sup>35</sup> Paul Litt, *The Muses, the Masses and the Massey Commission*, op. cit.

<sup>36</sup> SRC, *Deux voix, un pays*, op. cit.

<sup>37</sup> SRC, *Deux voix, un pays*, 22 février 1963.

preuve d'un projet assimilatoire. La réécriture de la Constitution est un grand souhait de Bonenfant, mais il précise qu'il « ne veu[t] pas revenir à l'esprit de 1867, parce que ce serait un esprit qui va à l'encontre des Canadiens français ». De son côté, Brunet estime que les Canadiens français ont prêché par un de leurs nombreux mythes compensatoires :

[Ils] se sont donnés une interprétation très personnelle de leur passé [...] [avec] cette idée que les méchants loups ont voulu les assimiler, mais que, malgré les noirs desseins qui animaient ces méchants loups, les Canadiens français ont triomphé [...] <sup>38</sup>.

Le mythe auquel Brunet fait référence est celui du « miracle » de la survivance que ce dernier dénonce depuis le début de sa carrière. Brunet cherche donc à rompre avec une relation entre anglophones et francophones qui se résume strictement à l'antagonisme et au désir de la majorité d'assimiler la minorité. L'assimilation, selon le professeur d'histoire, aurait été une entreprise pratiquement impossible pour les Britanniques.

Ces propos suscitent une courte prise de bec entre Fernand Ouellet, un jeune historien du Bas-Canada, et le chevronné Brunet. Rappelons que Ouellet prépare à ce moment son *magnum opus*, sur le sujet de l'histoire économique et sociale du Québec <sup>39</sup>. Pour Ouellet, non seulement la politique d'assimilation est rapidement abandonnée par les Britanniques, mais la bureaucratie coloniale opérait surtout en français, de sorte qu'il n'y a pas de domination totale par les conquérants, mais bien l'inverse : l'imposition d'une norme linguistique *de facto* en raison de la composition de la population. Brunet rétorque qu'une telle interprétation est réductrice, puisqu'elle ne tient pas compte du fait que l'administration coloniale, bien qu'opérant en français à certains égards à ses débuts, était néanmoins sous le contrôle des conquérants et non pas d'une bourgeoisie locale.

---

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec*, *op. cit.*

« [I]l est évident, précise-t-il, que le groupe anglais cherche à maintenir sa domination ». Il n'aura donc pas de recours à la bourgeoisie locale pour gouverner et le Conquérant préfère les marchands anglais<sup>40</sup>.

Pour Brunet, les Canadiens ne sont chez eux qu'au Québec et nulle part ailleurs. Il apporte néanmoins quelques nuances. Malgré l'intention de la Conférence de Québec et la mise en œuvre de l'AANB, une certaine anomalie s'est glissée quelques années après la fondation du pays. L'historien fait ici référence à la création de la province du Manitoba qui « à toutes fins pratiques [*sic*] était une colonie de l'Ontario » à qui « on a donné [...] une constitution québécoise ». Cette situation s'explique, selon Brunet, par l'importance de George-Étienne Cartier dans le cabinet Macdonald. Cependant, l'échec est inévitable, puisqu'il y avait « au niveau des leaders, un désir sincère de collaboration, de franche et loyale collaboration [...] »<sup>41</sup>. Bonenfant n'est pas convaincu, toutefois, par la thèse de Brunet : « il y a aussi », rappelle-t-il, « le fait que le gouvernement était dans de très mauvais draps à cause de Riel [...] » en raison de sa capacité à inciter les Métis à résister. Bonenfant et Brunet poursuivent la discussion en abordant l'évolution démographique de la province :

Bonenfant : Mais vous avez raison. En [18]90 on a fait disparaître les droits de la minorité parce que cette minorité avait diminué considérablement. Et au fond, ce que nous regardons comme le scandale du Manitoba est plutôt le triomphe de la démocratie

Brunet : Exactement<sup>42</sup>.

Il se construit donc un récit d'inévitabilité, un déterminisme donc, de la domination de la majorité sur la minorité francophone à l'extérieur du Québec. Ceci est

---

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> *Ibid.*

compris comme une simple conséquence de la démocratie. De fait, ce récit cherche à produire une trame selon laquelle les Canadiens français du Québec devraient agir d'une façon similaire dans leur province. Brunet veut donc communiquer aux auditeurs que les Canadiens anglais agissent comme tout peuple majoritaire le fait. C'est donc aux francophones de décider s'ils souhaitent mimer ce comportement. Si les francophones du Québec décident de le faire, ce serait, un geste normal.

Chez Brunet, la caractéristique du Canada est celle de deux nations qui nuisent à leur développement respectif. « J'ai coutume de dire [...] [que] nous sommes en présence d'une cohabitation » entre ces deux groupes nationaux. Une telle situation impose donc son lot de compromis. Mais ce compromis, croit-il, a eu des effets variables entre les deux groupes nationaux. À titre d'exemple, le professeur montréalais affirme que la voie d'action possible du Canada français a été limitée « à 90 % » par la présence et le pouvoir des Canadiens anglais. Pour leur part, les Canadiens français auraient limité le champ d'action collective du Canada anglais par seulement 10 %<sup>43</sup>.

Il y a donc, au Canada, des Canadiens et des *Canadians* selon Brunet. Les deux solitudes sont une réalité qu'il faut accepter. La relation entre le Canada anglais et le Canada français ne peut se résoudre avec la fondation d'une seule nation, car cela nécessiterait l'assimilation de la minorité par la majorité. Il faut donc s'entendre sur les bases d'un vivre ensemble. Pour Brunet, cela nécessite d'accepter le fait qu'il existe deux nations au Canada.

### III) Le jeu des minorités

---

<sup>43</sup> SRC, *Deux voix, un pays*, 8 mars 1963.

L'une des grandes problématiques qui confrontent le Canada des années 1960 est la réconciliation entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. Le gouvernement Pearson nomme notamment la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1963. Pour Brunet, toutefois, les cris de ralliement en faveur de l'unité nationale demeurent troublants. Le Canada est géré et dominé, d'après Brunet, par les Canadiens anglais. De fait, ces derniers vont inexorablement imposer leur volonté sur la nation la plus faible, les Canadiens français. L'unité nationale ne serait qu'une manière clandestine d'assurer la centralisation de l'État fédéral, ce qui serait un véritable arrêt de mort pour le Canada français. Au cours des années qui suivent, l'historien va notamment chercher à assurer que les deux solitudes maintiennent une distance entre elles pour préserver le bien-être de la nation canadienne-française. Sa réflexion sur les minorités dans l'espace public est donc fort intéressante, car elle est sans doute la plus audacieuse parmi ses prises de position. Il part notamment en guerre contre l'Université McGill qui cherche à créer un centre de recherche sur le Canada français, croyant que seule une institution francophone ne peut se prêter à cet exercice au Québec. Également, il tient de durs propos sur les minorités canadiennes-françaises, ces dernières qui doivent être abandonnées alors que le Canada français recentre les frontières de la nation sur le territoire québécois.

### *Le sort des minorités canadiennes-françaises*

La crise de l'unité nationale donne aussi à Brunet l'occasion de multiplier ses interventions à la radio de l'État. L'actuel AANB ne fonctionne pas selon les attentes des deux nations canadiennes :



La Constitution du Canada actuellement ne répond pas aux besoins de la société canadienne dans son ensemble. D'une part, le Canada anglais souffre d'une certaine frustration, parce qu'il juge que la Constitution telle qu'appliquée actuellement ne lui donne pas la liberté de décision qui lui revient comme majorité. D'autre part, le Canada français, qui, depuis quelques années, s'est affirmé de façon drôlement étonnante dans plusieurs domaines et qui va continuer à s'affirmer, juge que l'équilibre constitutionnel actuel ne lui permet pas de prendre toutes les décisions nécessaires pour son épanouissement<sup>44</sup>.

La thèse des deux nations de Brunet a besoin de l'intégration des minorités françaises à la majorité *Canadian* afin de justifier l'autonomie québécoise. Brunet estime alors qu'il faut au Canada un réaménagement majeur de la Constitution du pays pour plaire à ces deux sociétés aux intérêts divergents. Brunet s'active donc dans le monde associatif à titre de secrétaire général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, présidée par André Laurendeau et Davidson Dunton, est lancée par le gouvernement Pearson en 1963. L'équipe de la SSJBM part aussitôt en croisade pour pousser la Commission à réfléchir sur la Constitution du pays. Rappelons, comme l'a fait Valérie Lapointe-Gagnon, que la Commission devait publier un premier volume de son rapport traitant exclusivement de la question constitutionnelle au pays<sup>45</sup>. La solution que propose la Société est fort radicale si l'on tient compte de l'esprit de l'AANB comme l'entend un Donald Creighton, par exemple. Elle propose la mise en œuvre d'un nouveau cadre fédéral qui pourrait répondre aux craintes de Brunet. Une simple application du bilinguisme ne suffit pas, affirme l'historien, secrétaire à l'époque de la SSJBM et véritable éminence grise de l'organisme

---

<sup>44</sup> SRC, *Radiojournal*, 9 février 1964.

<sup>45</sup> Valérie Lapointe-Gagnon, *Penser et « panser » les plaies du Canada : le moment Laurendeau-Dunton 1963-1971*, op. cit.

qui est invité sur les ondes de *Métro-Magazine* pour discuter du mémoire qui prône l'option des États associés :

L'histoire du bilinguisme au Canada et au Québec est inséparable de l'histoire même de la collectivité qui a été amenée à porter le fardeau du bilinguisme, c'est-à-dire les Canadiens français<sup>46</sup>.

Il propose donc d'éliminer ce fardeau en prônant

la solution des États associés [qui est constituée de] l'État du Québec [...] et] l'autre État [canadien] [qui aurait] au sommet un État proprement fédéral, des institutions fédérales [...] de nouvelles institutions de l'État confédéré de deux États souverains pour certaines fins bien particulières<sup>47</sup>.

Cette restructuration constitutionnelle se rapproche donc de la souveraineté, qui sera prônée par le Parti québécois, mais avec quelques nuances. Elle pourrait rectifier certaines injustices qui existent dans les deux Canada, ouvrant la voie au Québec et au Canada anglais à une véritable autonomie.

Cette position de deux États associés impose une réflexion douloureuse sur les minorités françaises habitant à l'extérieur du Québec. L'historien maintient sa position selon laquelle le pays est incapable de favoriser le développement de ses minorités nationales; du moins, il croit que seuls les Anglo-Québécois peuvent se maintenir, alors que les minorités francophones sont vouées à une inévitable assimilation. À *Partage du jour* diffusé le lendemain de la Saint-Jean-Baptiste en 1965, Brunet territorialise le Canada français, limitant cette nation au Québec :

Le Canada français existe là où se trouvent les centres de décision qui sont au service du Canada français[...] [...] les centres [...] sont dans la province de Québec, et il est ainsi d'ailleurs depuis 357 ans, ça [*sic*] commencé en 1608 à Québec, et ça continue à nos jours<sup>48</sup>.

---

<sup>46</sup> SRC, *Métro-Magazine*, 17 mars 1965.

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> SRC, *Partage du jour*, 25 juin 1965.

Brunet réduit le Canada français au territoire du Québec. Le choix est clair : pour que les Canadiens français puissent s'épanouir, ils doivent accepter le sacrifice qui s'impose. Il faut cesser la quadrature du cercle en cherchant à imposer le bilinguisme d'une mer à l'autre et se soumettre à la réalité « brutale », comme le dit souvent le professeur montréalais. « Les États associés, c'est une nouvelle formule pour établir les relations ensemble au Canada entre les Québécois et le reste du pays<sup>49</sup>. » Notons la transition, ici, fort révélatrice, du vocable « Canadien français » pour « Québécois » par Brunet. L'émission porte précisément, d'ailleurs, sur ce qu'est un Canadien français.

Comme historien je suis obligé de constater que, depuis que les Québécois ne sont pas les seuls dans la vallée du Saint-Laurent, il y a fallu à des périodes régulières des ententes. Que ce soit l'*Acte de Québec*, l'acte de [17]91, l'union de 1841, la Constitution de 1867 [...] [on constate] que, constamment, depuis 200 ans, il y a eu des accords [...] tenant compte de l'équilibre des forces en présence. Chaque fois que l'équilibre des forces change, les accords changent<sup>50</sup>.

La présente situation politique offre, selon Brunet, une occasion en or pour tirer profit de la puissance relative du Québec. Il faut simplement être réaliste, selon lui, concernant l'univers du possible. Le Québec, étant le centre névralgique et le seul endroit où peuvent exercer les Canadiens français les pleins pouvoirs de l'État, doit donc être équipé pour combler les attentes de son peuple<sup>51</sup>.

Il n'est pas question de maintenir à flot des minorités nationales comme les Canadiens français vivant hors Québec. Dans la pensée de Brunet, ces derniers n'ont aucun espoir et doivent s'assimiler. Ils ne contrôlent aucun État, à la différence des Anglo-Québécois qui ont le gouvernement fédéral comme gouvernement national. Il faut

---

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*

donc « fatalement » réviser le lien fédéral, et seule la formule des États associés répond, selon Brunet, aux besoins des deux nations majoritaires du pays. L'existence d'un projet et d'un imaginaire national ne suffit pas d'après l'historien. Il faut que la majorité contrôle un territoire et un État pour non seulement assurer la survie des groupes, mais aussi pour le faire croître et s'épanouir. L'existence d'écoles élémentaires francophones en Ontario, par exemple, ne suffit pas pour agir à titre de contre-balancier au poids suffocant de l'assimilation. L'historien refuse même d'imaginer un modèle fédéral qui pourrait protéger les francophones hors Québec<sup>52</sup>.

Brunet se réfugie derrière des lois sociologiques et démographiques qui lui permettent de soutenir sa thèse d'un réaménagement nécessaire, obligatoire et inévitable du pays. Effectivement, il affirme, lors d'une intervention au cours du Festival de la culture française au Canada à Toronto, qu'il est impossible pour les minorités francophones hors Québec d'avoir un avenir. Les jeux sont faits, il n'y a point de salut à l'extérieur du Québec pour la culture canadienne-française. C'est la science qui le dit :

*Brunet* – L'assimilation fatale peut exister là où le Canadien français est très minoritaire. Bon, je le dis depuis quinze ans, je sais là dessus j'ai provoqué beaucoup de minoritaires en dehors du Québec. Personnellement, je dis que l'homme de science n'a pas le droit de changer les événements fatals de l'histoire. Alors l'individu canadien-français, perdu dans la masse anglo-nord-américaine, dès qu'il veut passer au stage progressif de la vie nord-américaine, doit s'assimiler comme l'Italien, l'Espagnole –

*Intervieweur* – Mais il ne l'a pas fait!

*Brunet* – Euh, oui, mais c'est qu'il y a un prolongement psychologique à ce moment-là. [...] Mais je pense que [les améliorations chez les minorités] ce sont des illusions optiques. Dans le cas de l'Ontario [...] le problème en est un de promotion individuelle, et non pas de promotion collective. Et c'est en ce sens que je suis favorable à tout l'appui qu'ils

---

<sup>52</sup> *Ibid.*

peuvent recevoir [...]. [Néanmoins], il faut que le francophone ontarien s'insère dans la vie nord-américaine

[Brunet frappe ici la table avec vigueur, trahissant son impatience devant l'intervention de l'intervieweur]

à un autre niveau que celui de laveur de plancher, de plongeur, ou de femme de ménage. [...] Mais comme promotion collective, je suis obligé de dire [sa voix monte ici] il n'y en a pas! Bon, ça, c'est le fait brutal. Et comme historien, je n'ai pas la liberté de changer les données d'un problème!

*Intervieweur* – Mais monsieur Brunet, qu'est-ce que vous diriez si dans quinze ans [...] le successeur de Monsieur Robarts [le premier ministre de l'Ontario] vous apportera[it] sur le plateau un Ontarien parlant français, éduqué en français de A à Z?

*Brunet* – Ça, je ne demande pas mieux et je dirais que je me suis trompé.

*Intervieweur* – Croyez-vous que c'est possible en ce moment?

*Brunet* – J'en doute fort.<sup>53</sup>

La réaction violente de Brunet à l'interrogatoire qu'il subit est fort évocatrice. Sa frustration lors de son intervention est palpable. Il s'énervait contre la personne devant lui qui contredit la science et son récit qui en découle. Les Canadiens français qui habitent hors Québec sont de manière invariable soumis à une existence léthargique. L'espoir d'amélioration de leur condition collective et matérielle relève de la fantaisie. Ils ne peuvent espérer – en résistant à l'assimilation – qu'à rien d'autre qu'une existence folklorique. Bref, toute résistance à l'intégration culturelle – et donc, économique – au Canada anglais en Ontario empêcherait ces familles franco-ontariennes de participer à l'universel.

Voilà l'une des clefs du récit de Brunet. Afin de participer à l'universel, il faut être majoritaire et contrôler un État. Dans le cas d'une population minoritaire, il faut

---

<sup>53</sup> SRC, *Présent, édition du dimanche*, 21 janvier 1968.

s'intégrer. Rappelons qu'il existe ici une seule exception : les anglophones du Québec. Ils sont majoritaires dans leur gouvernement national – à Ottawa –, et ils ont une force économique sans équivoque au Québec. Ils participent donc *de facto* à l'universel anglo-saxon de l'Amérique du Nord.

La thèse de Brunet, diffusée à l'échelle du pays, ne laisse aucun doute quant aux aspirations autonomistes de l'historien. Sa vision a été si importante qu'elle est reprise, dix ans plus tard, dans le long métrage franco-ontarien *J'ai besoin d'un nom* lancé en 1978<sup>54</sup>.

#### *De Canadien français à Québécois*

Les interventions radiophoniques de Brunet se font plus rares vers la fin des années 1960 et au début des années 1970. Il est invité, par exemple, à présenter sa seule monographie, *Les Canadiens après la Conquête, 1759-1775*, à l'émission *Des livres et des hommes* en 1969. Il est invité de nouveau lors de l'édition nationale de *Présent* afin de commenter les timbres lancés par le gouvernement lors du 200<sup>e</sup> de l'*Acte de Québec* en 1974. Enfin, il est invité à analyser cette constitution sur les ondes de l'Émission *Aux vingt heures*<sup>55</sup>.

Nous observons une métamorphose du vocabulaire de Brunet sur les Canadiens français lors de cette émission. En effet, il ne fait plus référence à des Canadiens français

---

<sup>54</sup> Paul Lapointe, *J'ai besoin d'un nom*, Office national du film du Canada, couleur et son, 79 minutes, 1978. Voir aussi Serge Miville, « Le cinéma identitaire franco-ontarien : un cas de figure de la fatigue culturelle », *Voix plurielles*, vol. 10 n° 1 (2013), p. 2-18. Disponible en ligne [<http://brock.scholarsportal.info/journals/voixplurielles/article/view/787>]. Dernier accès le 7 septembre 2015.

<sup>55</sup> SRC, *Des livres et des hommes*, 7 octobre 1969; SRC, *Présent : édition nationale*, 11 mai, 1971; SRC, *Aux vingt heures*, 19 mars 1974.

en 1974, substituant ce vocable par celui de Québécois, et ce, de manière systématique. L'*Acte*, précise l'historien dès le début de son intervention, ne prévoit pas l'existence des Québécois. Puisant dans son dernier livre, Brunet estime que cela a poussé les « Québécois » – véritable anachronisme peu commun pour une personne qui a fait carrière en dénonçant ces fautes – à résister en « embêtant » le conquérant, notamment en lui demandant un évêque catholique. La force de la résistance passive des « Québécois » permet d'obtenir de nombreuses concessions du conquérant, dont l'acceptation du régime seigneurial comme institution fondamentale de la *Province* et l'acceptation de la coutume de Paris comme code de droit civil. L'*Acte*, selon l'historien, est un premier traité collectif entre les « Québécois » et le parlement britannique :

On peut dire que l'existence comme collectivité était consacrée par un acte solennel du parlement. [...] Une fois l'*Acte de Québec* fait [...] il y a comme un contrat, et c'est pourquoi j'ai dit [que] c'est une première étape d'une alliance entre deux collectivités<sup>56</sup>.

Cette alliance, toutefois, est rudement mise à l'épreuve par le conquérant en 1840.

Chacune de ces péripéties représente une étape dans l'évolution du peuple québécois, d'après Brunet. La décision d'opter pour ce nom pour se représenter, dit-il, est un signe d'une maturation collective :

Les noms indiquent, en somme, les étapes [de l'évolution collective]. Ils [les Québécois] s'appellent Canadiens [à l'époque de la Conquête], ils étaient les seuls [à habiter le Canada]. Ensuite, ils vont s'appeler Canadiens français, ça, c'est après 1840 surtout et ça va continuer après la Confédération. Et depuis quelques années, de plus en plus, ils s'appellent Québécois. En fait, « Québécois » vient recouvrir « Canadien ». [...] Les noms qu'ils se donnent défini [*sic*] l'étape psychologique où ils sont<sup>57</sup>.

\*\*\*

---

<sup>56</sup> SRC, *Aux vingt heures*, op. cit.

<sup>57</sup> *Ibid.*

Le récit de Brunet au public radiophonique évolue donc de manière fort importante. Il n'est plus question ici de Canadiens français. Cette nomenclature s'inscrit dans une époque circonscrite dans l'histoire québécoise. Elle est la conséquence de l'échec des Rébellions et de l'enracinement des *Canadians*, comme le dit souvent Brunet, sur le territoire. Plus encore, l'adoption du nom « Québécois » figure comme un retour aux sources, d'après lui. C'est affirmer l'autonomie, pour ne pas dire l'indépendance, du peuplement français du Québec. La stratégie du récit ici est très claire : se dire « Québécois », c'est s'affirmer comme majoritaire sur son territoire. C'est refuser de se nommer par rapport au conquérant. C'est, enfin, franchir une étape psychologique importante dans la vie collective de la nation : celle de l'affranchi. Le Canada français est donc l'intervalle qui existe entre les « plénitudes » de la Nouvelle-France et le nouveau Québec autonome qui serait gouverné entièrement par sa population majoritaire. Dans ce sens, il n'y a pas de place dans le récit de Brunet pour les minorités. Si ces dernières survivent, Brunet en doute, mais elles ne font plus partie, de toute façon, du récit désormais devenu québécois.

Après avoir été servile pendant deux siècles, ce peuple a enfin passé à une nouvelle étape de son développement mental (ou psychologique, pour reprendre les propos de Brunet). Cette interprétation vient aussi aider l'historien à sortir les minorités francophones de l'univers référentiel des « nouveaux » Québécois, une véritable fuite en avant. Ce fait demeure la progression naturelle, peut-on dire, de l'évolution du peuple français majoritaire du Québec. En larguant les minorités, ainsi que les obligations morales qui s'y rattachent, le Québécois peut enfin parvenir à s'affranchir du Canada anglais. Le groulxisme dans sa forme la plus traditionnelle, avec la thèse des avant-postes



minoritaires, ne permettait que très difficilement une telle approche en raison d'une philosophie romantique qui faisait du Canada français un être organique<sup>58</sup>. Issu de cette tradition – et en voyant très candidement ses limites –, Brunet cherche à résoudre l'énigme de l'avenir autonome des Québécois que posait cette philosophie. Il réussit avec la thèse de l'évolution « naturelle » des Québécois. Brunet, historien engagé, ne tend pas à cacher qu'il cherche à mener ce projet. Évidemment, il est un homme de science. La science ne peut pas mentir.

---

<sup>58</sup> Voir Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières*, *op. cit.*

### **Troisième partie – « Des historiens qui s’activent »**

## **Chapitre cinquième – Brunet en action : la presse et la SSJBM**

La presse est un important véhicule d'idées dans les sociétés occidentales. Bien que de nouveaux médiums prennent d'assaut la presse écrite, le journal demeure la meilleure façon pour ces historiens de réfléchir sur une problématique et de présenter leurs pensées. Les grands quotidiens demeurent un important créateur de contenu et d'opinion durant les années 1950-1970. Ils apportent également une certaine permanence à un événement, comme en témoignent les découpures de presse qui sont précieusement conservées dans les fonds d'archives des deux intellectuels étudiés.

Le journal contribue à la construction du capital symbolique de Brunet et de Creighton. L'article fournit une vitrine sur la vie de l'historien et lui donne l'occasion de donner son point de vue sur un sujet en particulier. Il y a donc un retour d'ascenseur; la présence de l'historien dans l'espace public, dans ce cas-ci le quotidien, permet au lecteur de découvrir un individu qu'il ne croiserait pas autrement. De plus, son titre d'historien, de professeur, de docteur, etc. ajoute une part de légitimité à son discours, que l'on soit en accord ou non avec ses propos. Enfin, la présence de l'historien dans les pages des quotidiens canadiens permet de valider l'opinion de ces intellectuels aux yeux des lecteurs. Toutefois, c'est surtout Brunet qui mobilise la presse écrite pour disséminer ses idées qui font souvent l'objet de condamnation.

Les journaux montréalais s'intéressent très tôt à la carrière de Michel Brunet. Ce dernier est en quelque sorte la coqueluche des médias montréalais sur les questions d'ordre historique pendant au moins une décennie. Au cours des années 1950, les idées de Brunet apparaissent dans les quotidiens de la métropole et sont rarement contestées. Or, l'étoile de l'intellectuel ternie quelque peu à partir des années 1960, lorsqu'il est de

plus en plus l'objet de critiques. C'est d'ailleurs à partir de ce moment que l'intérêt que portent les quotidiens pour Brunet diminue, pour devenir presque inexistant durant les années 1970 et 1980. Ce phénomène se répète à la radio de l'État, alors que l'historien est de moins en moins présent sur les ondes au fil des ans. C'est tout le contraire de son homologue anglophone Creighton, qui devient un acteur important dans le débat intellectuel qui s'engage au pays à partir des années 1960 et 1970. Creighton est alors une source intéressante qu'exploitent les journaux pour éclairer leur compréhension des enjeux auxquels fait face le pays.

Brunet a également participé activement dans la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM), occupant de nombreux rôles, dont celui de Secrétaire général en 1957 et de vice-président en 1964. Il rédige deux mémoires d'importance au nom de la Société qui ont été soumis à la Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels en 1954 et au Comité parlementaire sur la Constitution de l'Assemblée législative du Québec en 1964. Il s'agit d'une deuxième facette importante de son engagement intellectuel : une participation dans les groupes de pression de la société civile, ce que ne fait toutefois pas son homologue Donald Creighton.

Ce chapitre s'intéresse à Brunet dans l'espace public et à sa participation dans la presse et dans la société civile par son passage à la SSJBM. Il dévoile les diverses stratégies qu'adopte l'intellectuel dans sa démarche pour influencer le débat public autour de son idéologie nationaliste. Après une première partie sur la présence de Brunet dans la presse écrite, nous aborderons la rédaction par le professeur de deux mémoires pour le compte de la SSJBM.

## I) Un capital cultivé : la légitimité de Brunet par la presse

### *Un accueil en grande pompe*

La carrière de Michel Brunet prend son envol lors d'une époque durant laquelle la presse s'intéressait toujours aux thèses reçues et aux professeurs embauchés. *La Presse* informe les lecteurs montréalais du nouveau arrivé à l'Université de Montréal en grande pompe. Dans l'édition du 18 juin 1949, une caricature démontre à quel point le quotidien respecte le symbolisme du nouveau professeur, détenteur d'un doctorat. L'image présente un Brunet resplendissant, portant un costard trois-pièces et adoptant une stature magistrale.

**Figure 1 : Un professeur dans toute sa légitimité**



***La Presse, 18 juin 1949***

Pour sa part, *Le Devoir* publie un article relatant la rencontre avec le nouveau professeur dans le train qui le ramène de Worcester, là où il a complété son doctorat, vers

Montréal, son lieu d'enseignement jusqu'en 1983 lorsqu'il prend sa retraite. Le « Dr Brunet » obtient une charge de cours en histoire de l'Europe et des États-Unis et doit établir une chaire en histoire de la République américaine. Une brève mention biographique complète la vignette sur l'historien. Malheureusement pour le jeune docteur, le quotidien montréalais a mal épelé son nom, le nommant « Marcel Brunet » au lieu de son réel prénom. Un erratum apparaît la journée suivante<sup>1</sup>.

La prise de parole publique de Brunet ne tarde pas. Un peu plus d'une année après son embauche, le néophyte donne une causerie auprès des inspecteurs d'écoles sur le sens national et le patriotisme, dont les grandes lignes sont reproduites dans le *Montréal-Matin* du 18 août 1950. Ce quotidien, affilié à l'Union nationale, savoure les propos d'un Michel Brunet qui établit sept causes du « manque actuel de notre sens national », et, bien sûr, la Conquête apparaît au sommet de cette liste<sup>2</sup>. L'enseignement de l'histoire est la base de la prise de conscience nationale, affirme un titre de *La Presse*, le lendemain. « Le sens national est une prise de conscience permanente des intérêts supérieurs de la nationalité qui rend naturelle et facile la pratique du patriotisme », paraphrase l'article des propos de Brunet tenus devant ces éducateurs qui cherchent à mousser l'histoire nationale auprès des maîtres d'école. La solution, proposée par l'historien, est de « convaincre notre peuple qu'il est l'héritier et l'artisan d'une civilisation originale »<sup>3</sup>. Très tôt, l'historien cherche à donner une légitimité au vécu canadien-français.

Il est remarquable de constater l'intérêt de la presse pour la carrière du jeune

---

<sup>1</sup> [S.a.], « Le docteur Marcel [*sic*] Brunet nommé professeur à l'Université de Montréal », *Le Devoir*, 7 juin 1949, p. 3; [S.a.], « Dr. Michel Brunet », *Le Devoir*, 8 juin 1949. FMB, P136/J2-8.

<sup>2</sup> [S.a.], « Le sens national rend facile la pratique du patriotisme », *Montréal-Matin*, 18 août 1950. FMB, P136/J2-8.

<sup>3</sup> [S.a.], « L'enseignement de l'histoire », *La Presse*, 19 août 1950. FMB, P136/J2-8.

historien. *La Presse* mentionne même la participation de Brunet au colloque annuel de la *Société historique du Canada* (nommée dans l'article la *Canadian Historical Association*) qui se déroule à McGill en juin 1951. Les journaux reproduisent, d'ailleurs, les grandes lignes de l'intervention de l'historien qui présente ses trouvailles au sujet de la *Gazette littéraire de Montréal*, le premier journal montréalais à paraître en 1778<sup>4</sup>.

Même les journaux anglophones s'intéressent à la carrière du jeune Brunet. Lors de la publication de l'ouvrage collectif *Histoire du Canada par les textes*, une œuvre à laquelle ont aussi participé Guy Frégault et Marcel Trudel, le *Montreal Star* affirme qu'une véritable révolution se produit présentement dans l'enseignement de l'histoire au Québec. Le texte, qui est repris de la *Canadian Press*, affirme que la

[t]eaching of Canadian history [...] is undergoing important changes in Quebec [...]. The patriotic approach is on the way out, the scientific method on the way in. The new trend, in full swing in Quebec's two big French-language universities, Laval and Montreal [...]. Probably the most paradoxical aspect of this development is that it is sparked by Canon Lionel Groulx of Montreal, a historian whose interpretation of certain phases of French rule in Canada once gave rise to violent disputes<sup>5</sup>.

Il est remarquable ici que la Presse canadienne mette l'accent sur Groulx, laissant entendre que le chanoine ignorait tout de la méthode scientifique par rapport aux jeunes cavaliers des instituts d'histoire. En effet, l'article poursuit son attaque voilée contre le chanoine en affirmant que la méthode historique n'était pas à ses balbutiements avec la venue de ces trois historiens :

The scientific method of tackling history isn't entirely new in Quebec.  
Men like Jean Bruch[é]si, Abb[é] Arthur Maheux, Marius Barbeau, and a

---

<sup>4</sup> [S.a.], « Réunion de la Société d'histoire du Canada », *La Presse*, 30 mai 1951; [s.a.], « Conférencier », *La Presse*, 5 juin 1951; [s.a.], « La Gazette littéraire de Montréal », *La Presse*, 8 juin 1951. FMB, P136/J2-8.

<sup>5</sup> Canadian Press, « History Teaching in Quebec Undergoing Radical Change », *Montreal Star*, 3 mai 1952. FMB, P136/J2-8.

few others are recognized authorities in their field<sup>6</sup>.

L'aspect à retenir de ces articles est double. D'une part, il importe de reconnaître que la Presse canadienne et le *Star* semblent s'entendre sur l'idée selon laquelle l'histoire « patriotique » d'un Lionel Groulx, en dépit de son intérêt vif pour la méthode scientifique<sup>7</sup>, est fondamentalement mauvaise. Ce serait les anti-nationalistes comme Arthur Maheux qui récoltent la palme des historiens sérieux. Maintenant, c'est la nouvelle cohorte d'historiens, incluant Frégault et Brunet, qui porte haut le flambeau. Or, Brunet s'amuse au cours de sa carrière à dénigrer cette histoire patriotique sans jamais faire mention que le chanoine Groulx en soit l'un des grands ténors. Au contraire, comme nous l'avons vu au deuxième chapitre, l'historien montréalais se paye la tête de nombreux experts en science sociale, affirmant qu'ils sont de mauvais scientifiques, indiquant qu'ils persistent dans la voie qu'avaient empruntée les chercheurs à tendance patriotique. Le comble de l'ironie, ici, est que la Presse canadienne ne connaît pas encore la verve nationaliste qui motive l'historien Brunet. Certes, le « patriotisme » comme l'entend l'article ne se pratique plus. L'histoire canadienne-française cesse d'être truffée de grands héros et de miracles de la survivance, mais elle demeure une histoire foncièrement nationaliste, quoique les deux tomes d'*Histoire du Canada par les textes* n'ont eu que peu de commentaires éditoriaux<sup>8</sup>.

Les conférences de Brunet au cours des années 1950 continuent à intéresser les divers quotidiens montréalais. Sa conférence auprès des anciens du Collège Ste-Marie au

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Ronald Rudin en a fait la preuve dans *Faire de l'histoire au Québec*, *op. cit.*

<sup>8</sup> Ces livres sont, pour l'essentiel, des recueils de sources primaires. Voir Marcel Trudel, Guy Frégault et Michel Brunet, *Histoire du Canada par les textes*, tome 1, Montréal, Fides, 1952 [1963, revu et augmenté], 262 p.; Michel Brunet, *Histoire du Canada par les textes*, tome 2, Montréal, Fides, 1963, 281 p.



prestigieux Ritz-Carlton est reprise dans *La Patrie* du 2 décembre 1953 durant laquelle il fait un plaidoyer pour l'histoire scientifique qui rompt avec le patriotisme d'antan<sup>9</sup>. De son côté, *La Presse* du 27 février 1953 reprend la conclusion de Brunet lors de sa conférence devant la Société historique de Montréal selon laquelle la « décapitation sociale du Canada français » s'est « réalisé[e] en moins de trente ans » après la Conquête. L'article indique que, à l'heure de la Conquête, « le Canada comptait comme toute société normale, une classe dirigeante laïque formée d'administrateurs, de militaires et de marchands. On peut lui donner le nom de bourgeoisie. » Les mots sont de Brunet, mais les guillemets sont absents, brouillant ainsi la frontière entre l'information et la citation<sup>10</sup>.

Une autre conférence est citée dans un quotidien qu'il est impossible d'identifier en raison de la piètre qualité des archives microfilmées. Cet article fait état de la défense de l'autonomie provinciale que promeut l'historien dans son allocution au Congrès régional de l'Association de la jeunesse canadienne-française à Québec. Affirmant l'existence d'une politique de centralisation du gouvernement fédéral qui a lieu sur le dos des provinces, Brunet affirme qu'il s'agit d'une tactique que le gouvernement fédéral utilise pour assurer l'« uniformité canadienne camouflée sous l'expression trompeuse d'unité nationale ». Selon l'article, Brunet affirme que les Canadiens français du Québec ont été à eux seuls les garants du caractère fédéral du Canada :

Les Canadiens français ont des aspirations propres qu'ils ne peuvent satisfaire qu'au moyen d'un gouvernement où ils sont en majorité, i.e., le gouvernement provincial. Toute initiative centralisatrice, toute intervention dans les cadres provinciaux a pour effet d'augmenter leur séculaire sentiment d'insécurité. « Détruire ces cadres et ces institutions au profit du gouvernement national de la majorité "Canadian" (canadienne-

---

<sup>9</sup> [S.a.], « "L'historien catholique ne recule pas devant sa responsabilité" », *La Patrie*, 2 décembre 1953. FMB, P136/J2-8.

<sup>10</sup> [S.a.], « Au lendemain de la Conquête », *La Presse*, 27 février 1953. FMB, P136/J2-8.

anglaise), dit M. Brunet, c'est travailler directement contre la stabilité politique de l'union canadienne<sup>11</sup>. »

Il y a donc, jusqu'à présent, une certaine progression dans la pensée de Brunet telle qu'elle est diffusée dans la presse canadienne-française à Montréal. La nature nationaliste de son propos prend rapidement forme, mais se diffuse petit à petit. La nature des articles démontre d'ailleurs toute l'importance accordée par la presse à la personne de Brunet. Il est habile à mobiliser son capital symbolique afin de légitimer son propos.

*Le Foyer*, supplément du *Devoir* le 14 mai 1955, publie une élogieuse recension du premier recueil de textes de Brunet, *Canadiens et Canadiens*. Les jeunes auraient pris la relève des anciens, indique l'article. Un « réalisme ennemi des mythes et des illusions les plus anciens comme les plus récents » s'installe dans la science historique. Le chroniqueur Bernard Weilbrenner estime essentiel de partager la parution du livre avec ses lecteurs qui font paraître au grand jour les tendances présentes dans l'historiographie canadienne-française. Le seul bémol, qui demeure tout de même important, est que Weilbrenner reproche à Brunet la nature hétéroclite de l'œuvre : « Mais il est dommage que l'auteur n'ait pas jugé à propos de nous présenter une œuvre originale qui lui eut permis de développer ses thèmes de façon plus ordonnée et plus suivie.<sup>12</sup> » Il n'en demeure pas moins que Weilbrenner ressent que le vent a changé dans la discipline historique. Ces nouveaux joueurs s'efforcent de proposer de nouvelles interprétations de l'histoire canadienne-française avec un succès remarqué.

### *Le chien de garde*

---

<sup>11</sup> [S.a.], « M. Brunet prend la défense de l'autonomie provinciale », 8 novembre 1954.

<sup>12</sup> Bernard Weilbrenner, « Les jeunes historiens ont pris la relève », *Le Devoir*, cahier *Le Foyer*, 14 mai 1955, p. 17. FMB, P136/J2-8.

Michel Brunet demeure un esprit très combatif dans le monde universitaire. Mais ce dernier ne se contente pas de participer à des colloques et de publier des livres. Rappelons que, tout au long de sa carrière, il n'a publié qu'une seule monographie et aucune synthèse d'histoire. Il demeure fondamentalement engagé dans les combats contemporains d'un Québec en transformation. Il s'engage dans la vague de changement que vivent les Canadiens français pour devenir un leader nationaliste. Sa stratégie dans la presse peut se résumer ainsi : être toujours présent. En effet, contrairement à Donald Creighton, qui demeure très discret dans l'espace public au début de sa carrière, Brunet apprivoise les médias et s'impose dans la presse ainsi qu'à la radio à titre d'incontournable sur les sujets de l'histoire québécoise.

Brunet ne démord pas lorsqu'il est sujet d'une critique qui met en doute son objectivité ou sa crédibilité. En répondant à un compte rendu publié dans les pages du *Devoir* en mars 1957, il affirme qu'il n'est pas un pessimiste lorsqu'il reproche aux enseignants et aux élites de faire de la Nouvelle-France une société religieuse et zélée, accusant ces penseurs d'avoir gobé la propagande britannique de l'époque :

Un historien objectif n'est ni optimiste, ni pessimiste. Son interprétation des faits ne peut être que vraie ou fausse. Dit-on d'un médecin qu'il donne un diagnostic optimiste ou pessimiste<sup>13</sup>?

Brunet se défend donc d'attaquer dans ses livres les mythes fondateurs de la culture canadienne-française, notamment le miracle de la survivance, afin de défaire le nationalisme traditionaliste qui empêche le Québec de faire des pas vers une plus grande autonomie.

Le 8 janvier 1958, un texte anonyme signé ARAMIS se moque des idées de

---

<sup>13</sup> Michel Brunet, [s.t.], courrier du lecteur, *Le Devoir*, mars 1957. FMB, P136/J2-8.

Brunet sur l'histoire. L'auteur accuse l'historien de donner « des coups de marteau dans la figure de nos ancêtres » en s'acharnant contre les mythes dans l'histoire canadienne-française. L'historien s'insurge. Brunet explique qu'il n'a jamais refusé de signer ses articles envoyés à la presse. « [Or], c'est la deuxième fois qu'un lecteur au DEVOIR m'attaque à l'abri de l'anonymat », une pratique que dénonce fortement l'intellectuel. Il en profite néanmoins pour admonester ARAMIS :

Je respecte trop mes compatriotes pour supposer un seul instant qu'ils sont incapables d'atteindre à une connaissance objective de leur faiblesse et de leurs problèmes et d'entendre des vérités qui ne font pas toujours plaisir<sup>14</sup>.

Dans une lettre à Brunet, Gérard Filion informe l'historien de l'Université de Montréal que le responsable du courrier du lecteur a accepté de publier la lettre puisqu'elle « vient de quelqu'un qui s'est identifié » et qu'ils ont « trouvé assez bla-bla »<sup>15</sup>. C'est pourquoi Filion accepte de publier la lettre du professeur. En plus de rejeter du revers de la main la critique d'ARAMIS, l'historien parvient à défendre sa pensée en histoire et à réitérer que ses propos sont formulés dans une objectivité absolue, de manière à se prémunir contre de nouvelles critiques de la sorte.

L'historien montréalais ne se gêne pas, d'ailleurs, pour écrire de nombreuses lettres au *Devoir* et à la *Presse*. Lorsqu'il estime avoir raison ou de pouvoir offrir une analyse qui fait avancer sa thèse générale sur l'histoire canadienne-française, il envoie aussitôt une lettre aux éditeurs de ces quotidiens. Il affirme le 8 juillet 1957, au lendemain de la victoire conservatrice de Diefenbaker, qu'il faut enfin voir la réalité qui se dessine devant les Canadiens français. Ottawa est le gouvernement de la nation anglaise, indique-t-il. Il appuie sa thèse sur le fait que le gouvernement de Diefenbaker a

---

<sup>14</sup> Michel Brunet, [s.t.], courrier du lecteur, *Le Devoir*, 13 janvier 1958. FMB, P136/J2-9.

<sup>15</sup> Gérard Filion à Michel Brunet, 9 janvier 1958. AUM, P136/A229.

obtenu un gouvernement minoritaire avec très peu de sièges au Québec. En effet, 57 % de l'électorat québécois opte pour les Libéraux, alors que 38,5 % du Canada dans son ensemble appuie les Progressistes-Conservateurs. Ce que ne révèle pas l'historien, toutefois, est que cette élection est surprenante en ce sens que le Parti libéral obtient 40 % des voix, mais ne réussit pas à former le gouvernement. Diefenbaker, à ce moment, n'obtient qu'un gouvernement minoritaire, récoltant neuf députés québécois. Le professeur ne s'empêche pas, toutefois, de faire une analyse générale de la place des Canadiens français dans le gouvernement fédéral fondée sur ces résultats :

Peu importe leur nombre, les Canadiens français, noyés dans la majorité *Canadian* à Ottawa, n'ont pas la liberté et les moyens de servir efficacement les Canadiens français comme collectivité<sup>16</sup>.

Selon lui, la victoire conservatrice doit servir d'avis général aux Canadiens français. Ces derniers doivent recentrer les efforts sur l'État québécois, le seul gouvernement dans lequel les Canadiens français forment la majorité. Il ne faut pas, précise l'historien, se rabattre sur le Parti libéral du Canada, car il a fait la démonstration éloquentes depuis la Deuxième Guerre mondiale que leur programme politique consiste à envahir les champs de compétence des provinces :

Les Canadiens français auront franchi une grande étape dans leur évolution historique le jour où ils comprendront que [,] comme collectivité, ils n'ont rien à attendre d'Ottawa. Leur progrès collectif ne peut venir que du seul État qu'ils contrôlent comme majorité<sup>17</sup>.

L'historien se sert donc de l'actualité politique et de son interprétation de l'histoire comme outil pour faire la promotion de l'autonomie du Québec.

---

<sup>16</sup> Michel Brunet, « La victoire des conservateurs peut nous aider à voir clair », *Le Devoir*, 8 juillet 1957. FMB, P136/J2-9.

<sup>17</sup> *Ibid.*

*Brunet à l'assaut de McGill*

L'historien fait les manchettes sur la question de la création d'un Centre de recherche en histoire canadienne-française piloté par Michael Oliver à l'Université McGill. L'analyse de la couverture de cet événement par les quotidiens permet d'enrichir notre compréhension des motifs de l'opposition de Brunet. Selon le *Montreal Star* à la une du 27 novembre 1963, Brunet croit que le paradigme de McGill sera celui d'une étude anglo-saxonne des « *natives* » Canadiens français; comprenons ici que le terme, fortement péjoratif, indique que l'axe de recherche de McGill serait motivé par une compréhension folklorisée et folklorisante du Canadien français<sup>18</sup>. Le principal intéressé, le directeur Michael Oliver, se défend, toutefois, d'emprunter un tel chemin : « It is regrettable indeed, dit-il, that professor Michel Brunet in his letter [...] should have so misinterpreted our intentions [...] »<sup>19</sup>. » Brunet affirme néanmoins que McGill ne peut donner des diplômes de deuxième et de troisième cycles sur l'histoire canadienne-française. Il faut, croit-il, « that students who wish to continue their studies should go to the University of Montreal or Laval University<sup>20</sup> ».

L'opposition de Brunet en surprend plus d'un. Pourquoi l'éminent historien du Canada français s'oppose-t-il à un centre de recherche qui porte sur son objet de prédilection? Comment peut-il vilipender l'Université McGill pour cette initiative? Il faut comprendre que la question universitaire l'a longuement intéressé. Il dédie pendant de

---

<sup>18</sup> [S.a.], « Opposition "Academic" – French Canada Study Meets Some Criticism », *The Montreal Star*, 27 novembre 1963, p. 1. FMB, P136/J2-10.

<sup>19</sup> [S.a.], « Prof. Oliver Answers Prof. Brunet », *The Montreal Star*, 28 novembre 1963, p. 1. FMB, P136/J2-10.

<sup>20</sup> [S.a.], « U of M Professor Critical – Opposes McGill Plan », *The Montreal Star*, 27 novembre 1963, p. 1. FMB, P136/J2-10.

longues années une panoplie d'articles sur le sujet. Sa principale opposition porte sur l'inégalité des forces relatives entre l'Université de Montréal et l'Université McGill. L'institution anglophone est perchée à l'est du Mont-Royal depuis plus d'un siècle. Prestigieuse et bien courue par les élites anglophones et américaines, elle bénéficie, lorsque cela est nécessaire, de dons privés venant de ses anciens étudiants. L'Université de Montréal, première institution universitaire francophone de la ville, juchée sur la côte ouest du Mont-Royal dans la Côte-des-Neiges a servi une population francophone beaucoup moins privilégiée. À tort ou à raison, l'historien critique avec vigueur cette initiative. C'est aux Canadiens français de mettre sur pied une telle initiative au Québec et non pas aux Anglo-Québécois. Il s'interroge lors de l'émission *Métro-Magazine* sur la pertinence du projet. L'Université de Montréal serait mieux placée pour le faire. « Celui qui n'appartient pas à la culture allemande n'aurait pas l'intention de créer un centre de recherche germanique à Berlin [...] on peut l'établir ailleurs ». Pour l'historien, c'est exactement ce que McGill tente de faire avec ce centre : « McGill [...] semble laisser croire qu'il n'y a pas d'institution sur place capable de faire ce travail. »<sup>21</sup>

Selon Brunet l'existence du Centre remet en question le travail des universités francophones : « Jusqu'à un certain point, dit-il, c'est de mettre en doute le travail que nous faisons. » Or, rappelle-t-il, ce sont les chercheurs anglo-saxons qui ont développé et disséminé de nombreuses thèses négatives sur le Canada français :

[S]ouvent on a abordé et on continue d'aborder dans les milieux anglo-canadiens [...] l'étude du Canada français selon une méthodologie qu'on applique à une société primitive. On va parler de *folk society*, par exemple. Or, le *folk society* [...] est un concept qu'on a appliqué en anthropologie pour étudier les sociétés en survivance grégaire. Souvent on va étudier les

---

<sup>21</sup> SRC, *Métro-Magazine*, 28 novembre 1963. Voir aussi SRC, *Partage du Jour*, 10 janvier 1964.

Canadiens français comme on étudierait un groupe folklorique italien ou polonais à Chicago. Et toute la méthodologie de certains sociologues et anthropologues anglo-canadiens et même canadiens-français qui ont subi leur influence, cette méthodologie a été faussée par la perspective dans laquelle les chercheurs américains ou anglo-canadiens poursuivent leurs études sur des sociétés primitives. Et souvent on a appliqué les mêmes méthodes en étudiant les Canadiens français. [...] Et justement, le problème canadien-français, on est dans la présence d'un problème de survivance collective [...], mais un problème bien différent par son contexte, pas son évolution, des sociétés primitives [...]<sup>22</sup>.

Cette histoire dépasse la radio quand Bill Morton, un historien respecté au Canada anglais qui a œuvré sur l'histoire de l'Ouest canadien et le directeur de la Série du centenaire en histoire canadienne, est sollicité pour agir à titre d'intermédiaire entre Michael Oliver, le directeur du centre, et Brunet. Cet épisode est tout à fait curieux, puisque Morton est invité par Michael Oliver à participer à titre de membre associé au centre de recherche. Acceptant l'invitation, il est surpris d'apprendre que Brunet est fortement opposé au projet. En effet, l'historien manitobain écrit à Brunet en 1963 pour mieux comprendre la situation. « I write you in concern and bewilderment », affirme-t-il. L'invitation à participer au centre va de soi, estime-t-il. D'ailleurs, un tel centre de recherche ne peut qu'être positif. Il affirme avoir cru que Brunet et le département d'histoire de l'Université de Montréal aient été consultés au sujet de cette création. « I accordingly agreed with pleasure to be an associate member, and even went from Ottawa to Montreal to attend the inaugural dinner where, of course, I expected to find you among the others interested<sup>23</sup>. » Toutefois, Brunet n'est pas présent.

I was of course painfully surprised to hear that you had written the Principal in opposition to the project, and that your letter was to be published. I indeed saw it the next day in *The Montreal Star*. Someone,

---

<sup>22</sup> SRC, *Métro-Magazine*, op. cit.

<sup>23</sup> Bill Morton à Michel Brunet, 30 novembre 1963. AUM, fonds W. L. Morton, box 9, file 28, « French Canada Studies Program ».



without naming himself, mailed me a copy here. This is an altogether regrettable beginning for what was good if belated project, and I like everyone concerned am greatly distressed by it. It simply ought not to have happened.

I feel I must both reflect and act on this<sup>24</sup>.

Morton n'est, en premier lieu, pas du tout en accord avec la position de Brunet. Selon lui, la démonisation par Brunet du projet McGill est déraisonnable. « First, let me say that you are badly mistaken in your letter when you attack the attitudes and motives of the sponsors of the project as superior and patronizing. Nothing was further from our thought<sup>25</sup>. » Morton le fustige et cache mal sa colère à l'égard de Brunet : « I must say that I think you quite in error to suggest, as I understand you to do, that French Canada should be studied only in French universities<sup>26</sup>. » Au contraire, Brunet encourage l'étude du Canada français au niveau du baccalauréat chez les universités anglophones. Cela dit, les anglophones, comme minorité, doivent accepter que ce soit les institutions de langue française du Québec qui aient la responsabilité de faire de la recherche sur le Canada français. Le fait qu'un centre de recherche soit organisé sans sa connaissance offusque Brunet :

J'ignorais tout de ce *French Canada Studies Programme* jusqu'à jour où le *McGill News* l'a annoncé. [...] J'espère que vous avez appris à me juger au cours des sept années pendant lesquelles nous avons lié amitié pour savoir que je n'ai pas l'habitude de me prononcer à la légère. Si je suis intervenu ce n'est pas par caprice ou mauvaise humeur<sup>27</sup>.

Ce qui est inadmissible, c'est de prétendre vouloir exercer un leadership et créer un Centre d'étude et de recherches sur le Canada français dans une université anglo-canadienne située au cœur même du Canada français. C'est un manque de tact, un manque de jugement, un manque de bon sens.

---

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

Une université anglaise ou française irait-elle établir un Centre d'études germaniques à Berlin<sup>28</sup>?

La correspondance entre Morton et Olivier confirme, d'ailleurs, que Brunet n'a pas été consulté sur la création du Centre, alors que d'autres l'ont été :

Before we had gone very far in our planning of the Programme, we discussed it informally with a very considerable number of French Canadians from both the University of Montreal and Laval. I, personally, spoke to members of the Economics, Political Science, and Sociology Departments and also to Professor Pierre E. Trudeau of the *Institut de Recherche en Droit Public* [sic]. Professor LaPierre, as an historian, spoke to Professors Ouellet and Trudel from the Université Laval at great length, and also corresponded with Dr. Guy Frégault<sup>29</sup>.

Il va sans dire, donc, qu'Oliver s'est assuré d'en discuter surtout avec ceux qui seraient des alliés naturels d'une telle entreprise. En effet, un Pierre Trudeau à l'époque ne s'opposerait pas au projet. D'ailleurs, Oliver explique son geste de ne pas consulter tous les experts, ce qui nous permet de comprendre pourquoi Brunet n'a pas été informé :

We did not, however, feel that it was incumbent on us to check with every individual who was engaged in the study of French Canada before attempting to stimulate further the fairly extensive research on French Canada which existed already at McGill University<sup>30</sup>.

La suite de la lettre nous montre l'existence d'une certaine tension entre Oliver, qui sera un des principaux chercheurs de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, et l'historien néonationaliste. Oliver se défend, d'ailleurs, de ne pas l'avoir consulté :

Professor Michel Brunet has, as you will realize, a very particular point of view on Canadian history, which differs profoundly from the interpretations of close associates of Professor LaPierre at the Laval University Department of History, and, indeed, from the approach to

---

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Lettre de Michael Oliver à Bill Morton, 13 décembre 1963. AUM, fonds W. L. Morton, box 9, file 28, « French Canada Studies Program ».

<sup>30</sup> *Ibid.*

French-Canadian History [*sic*] which has been characteristic of McGill University. He is also someone who, although he has my considerable respect, is not the easiest person with whom to have close dealings. For these reasons, we did not feel that we were under any obligation to consult with him as an individual and I must admit that I am rather surprised that you feel that a failure to have consulted this one historian is justification for your resignation as a member of our Consultative Committee. I fully appreciate your point of view that it would have been bad misjudgement had we attempted to launch the Programme without any consultation. But I am afraid that I do not see that we were required to extend this consultative process to every individual who might feel that he had staked out his claim in the field of French-Canadian studies<sup>31</sup>.

Là où le bât blesse pour Morton est qu'Oliver n'estime pas nécessaire d'échanger avec certains individus en histoire canadienne-française en raison de leur interprétation de l'histoire. Dans sa thèse de doctorat, Oliver diabolise les nationalistes comme Lionel Groulx pour leur pensée conservatrice et glorifie la pensée « progressiste » des Henri Bourassa, Olivar Asselin et André Laurendeau<sup>32</sup>. En effet, Oliver a un penchant pour les intellectuels fédéralistes du Québec. À l'époque, Brunet, sans être un indépendantiste à l'instar d'André d'Allemagne, demeure néanmoins un fédéraliste très mou, favorisant l'option de la décentralisation. Morton mûrit sa réponse et remet sa démission un peu après Noël.

As I must, however, be clear at all costs on an issue so important to historical scholarship in Canada, I shall take a definite stand. All interpretations of history seem to me legitimate, if only legitimate objects of criticism, and I think the failure to discuss, however informally, the Programme with Professor Brunet a misjudgement of him as a man and a scholar. I must therefore resign, with the greatest regret, from the position of associate of French Canada Studies Programme<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> Le manuscrit de la thèse, complétée en 1956, n'est publié qu'en 1991. Michael Oliver, *The Passionate Debate: The Social and Political Ideas of Quebec Nationalism: 1920-1945*, Montréal, Véhicule Press, 1991, 284 p.

<sup>33</sup> Morton à Oliver, 28 décembre 1963. AUM, fonds W. L. Morton, box 9, file 28, « French Canada Studies Program ».

L'historien manitobain invite les deux hommes à un souper pour discuter de la question, une invitation qu'accepte le McGillois, tout en affirmant qu'il sera difficile de colmater l'énorme brèche qui sépare les deux historiens montréalais<sup>34</sup>.

Brunet envoie une réponse au Manitobain après avoir reçu la copie de la lettre envoyée à Oliver. Jamais n'a-t-il refusé, affirme Brunet, de discuter avec le président du Centre de recherche sur le Canada français. Par ailleurs, le professeur d'histoire de l'Université de Montréal affirme qu'il est difficile de traiter de tels sujets avec un Anglo-Québécois.

N'oubliez pas qu'il est lié *personnellement à la minorité privilégiée anglo-québécoise*. La position de celle-ci est bien différente de celle des Anglo-Canadiens de l'Ontario, de l'Ouest ou des Maritimes. J'ai toujours constaté que ceux-ci ont une façon beaucoup plus rationnelle d'aborder les problèmes canadiens-français. [...] Mais pour vous faire plaisir je suis prêt à dîner avec vous et le professeur Oliver. Mais j'aimerais vous rencontrer auparavant afin de vous donner toutes les explications qu'il m'est difficile de vous exposer dans une lettre. C'est toute l'histoire des Anglo-Québécois qu'il faut raconter : leur statut privilégié, leurs préjugés, leur psychologie, leur panique actuelle, etc<sup>35</sup>.

La rencontre n'aura toutefois pas lieu. Morton, incapable de se déplacer à Montréal en avril comme il cherchait à le faire, doit annuler le rendez-vous. Il explique sa décision dans sa lettre à Oliver et dont Brunet a reçu une copie :

I had hoped to be in Montreal this month, a hope it [*sic*] it has not been possible to realize.

I regret therefore that I cannot invite you to dine. I regret also that I must now carry out my expressed intention in my former letter to you and resign as an associate of the Institute of French Canadian Studies on the ground that professor Brunet ought to have been confided in before the

<sup>34</sup> Oliver à Morton, 7 janvier 1964. AUM, fonds W. L. Morton, box 9, file 28, « French Canada Studies Program ».

<sup>35</sup> Brunet à Morton, 16 janvier 1964. AUM, fonds W. L. Morton, box 9, file 28, « French Canada Studies Program ».

Institute was formed, for the sake of relations between English and French students of the history and institutions of French Canada.

My resignation does not in the least diminish my hopes for the success of the Institute nor my esteem for you and your colleagues. I wish you all well, and hope the Institute will prosper, hoping more only that relations between French and English Canadians may grow in confidence and cordiality<sup>36</sup>.

Dans sa lettre à son collègue manitobain envoyé au début du mois de mai, Brunet le remercie pour sa décision. « Je suis très sensible à ce geste de solidarité et d'amitié que vous avez posé à mon égard. Je vous en suis très reconnaissant<sup>37</sup>. »

Il est donc intéressant de constater les oppositions que Brunet suscite au sein de la communauté universitaire. Oliver refuse catégoriquement de communiquer avec l'historien canadien-français, connaissant fort bien son opposition au projet. D'un autre côté, le geste de Morton montre que Brunet réussit néanmoins à obtenir la sympathie de certains historiens anglophones. Ses idées, son influence et ses positions sont donc respectées et débordent les murs de l'Université de Montréal et les cadres de la profession d'histoire au Québec.

### *Transmettre les idées*

Brunet n'a pas à intervenir dans les journaux pour occuper l'espace public. La presse montréalaise fourmille de comptes rendus de ses écrits, de ses conférences, de ses livres et de ses prises de position. Les propos de lui et de son collègue Séguin sont notamment repris dans *Le Devoir* et *La Presse* alors que ces deux penseurs estiment qu'il

---

<sup>36</sup> Morton à Oliver, 27 avril 1964. AUM, fonds W. L. Morton, box 9, file 28, « French Canada Studies Program ».

<sup>37</sup> Brunet à Morton, 5 mai 1964. AUM, fonds W. L. Morton, box 9, file 28, « French Canada Studies Program ».

faut augmenter l'investissement public dans les universités catholiques, sans pour autant sacrifier leur vocation religieuse<sup>38</sup>. Pour Brunet, il n'y a aucun doute que le nationalisme, sous la forme d'un investissement par l'État québécois, est la solution à la crise du financement des institutions postsecondaires québécoises. Jean-Marie Morin, qui signe une chronique régulière sur l'enseignement au Québec pour *La Presse*, n'est pas en accord toutefois avec la position de l'historien. Il s'oppose à la création d'universités publiques au Québec :

Cette étape franchie, il ne nous restera plus ensuite qu'à nationaliser le fleuve St-Laurent (nous avons bien l'exemple de l'Égypte!) renationaliser la distribution de gaz, et de se reposer un peu avant de demander à MM. Eaton et Krupp [des grandes entreprises canadiennes] de poser le même geste qui est aujourd'hui demandé à l'Église<sup>39</sup>.

Brunet rencontre une certaine résistance à ses idées sociales-démocrates selon lesquelles l'État québécois doit consacrer d'importantes sommes dans les institutions provinciales, plutôt que de laisser le champ libre au gouvernement fédéral. Le recteur de l'Université de Montréal, M<sup>gr</sup> Irénée Lussier, comme le rapporte *Le Devoir*, doute fortement du projet que propose Brunet de faire de l'institution une université d'État – c'est-à-dire financé par le Québec – qui demeure catholique<sup>40</sup>.

Toujours au sujet de l'éducation, *La Presse* rapporte les propos de l'historien quant à la pénurie d'ingénieurs au Québec. « Notre milieu social » indique Brunet « ne nous préparait pas aux carrières scientifiques ». Il défend donc les collèges classiques d'être les responsables pour le faible nombre de Canadiens français qui étudient dans les

---

<sup>38</sup> Paul Doyen, [s.t.], *Le Devoir*, 30 septembre 1957. FMB, P136/J2-8.

<sup>39</sup> Jean-Marie Morin, « Propos sur l'éducation – nationalisme universitaire », *La Presse*, 5 octobre 1957. FMB, P136/J2-9.

<sup>40</sup> Presse Canadienne, « Nationalisation de l'université », *Le Devoir*, 8 novembre 1957. FMB, P136/J2-9.

domaines techniques. Selon l'article en question, « M. Brunet [...] a voulu souligner que notre situation d'infériorité dans ce domaine s'explique plutôt par un climat d'ensemble, un climat général »<sup>41</sup>. Pour Brunet, la stratégie adoptée est de déculpabiliser les Canadiens français concernant le retard dans certains domaines et d'expliquer que ces retards résultent de la Conquête. La mise sous le joug du Canada anglais a empêché les francophones d'évoluer normalement. La thèse de Brunet, simplifiée pour la presse, s'articule ainsi. Il faut, selon Brunet, revigorer l'État québécois et vaincre l'antiétatisme, dont les conséquences, affirme-t-il devant la Chambre de commerce des jeunes à Montréal, sont maintenant palpables<sup>42</sup>. Du même coup, Brunet s'attaque aux réformes symboliques qu'a entreprises le gouvernement d'Ottawa afin de mieux intégrer les Canadiens français :

Quelques politiciens tentent de nous faire croire que l'avenir même de la nation et de la culture canadienne-française dépendent de l'adoption d'un drapeau distinct, de l'établissement de la traduction simultanée au Parlement fédéral et de l'émission de chèques bilingues. Trop peu nombreux sont les hommes et les partis politiques qui cherchent sincèrement à éclairer l'électorat sur les problèmes essentiels qui nous confrontent en cette seconde moitié du XXe siècle<sup>43</sup>.

Brunet prêche donc la spécificité nationale des Canadiens français auprès des jeunes entrepreneurs, leur rappelant leur devoir à l'égard de la nation :

Le jeune homme d'affaires canadien-français n'est pas libre d'ignorer ses devoirs envers le groupe national auquel il appartient. Il doit d'abord se rendre compte de l'infériorité collective de ce groupe dans le domaine économique. Infériorité. Due à notre condition de "peuple vaincu, conquis et occupé, mis en minorité dans un pays anglais"<sup>44</sup>. »

---

<sup>41</sup> [S.a.], « Notre pénurie d'ingénieurs – Le blâme ne doit pas être adressé seulement au collège classique », *La Presse*, 17 mars 1957. FMB, P136/J2-9.

<sup>42</sup> [S.a.], « Il appartient aux nouvelles générations de reformer la politique au Canada français », *Le Devoir*, 10 mars 1958. FMB, P136/J2-9.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> *Ibid.*

Les positions de Brunet dans l'espace public lui donnent une forte notoriété dans les journaux montréalais de l'époque et permettent notamment à l'historien d'utiliser la tribune de Radio-Canada. Jean-Paul Robillard propose aux lecteurs du *Petit journal* en novembre 1958 une visite chez Michel Brunet. Robillard le questionne sur un aspect important de la thèse brunetienne qui paraît contradictoire. Nous avons souligné dans le deuxième chapitre que Lamarre doutait que Brunet comprenne bien le cadre théorique et la thèse de Maurice Séguin, selon lequel il était beaucoup trop tard pour un « redressement » de la population canadienne-française du Québec. Brunet demeure quelque peu ambivalent sur la question. Tantôt, il affirme qu'il n'y a pas d'espoir, alors qu'autrefois il attaque de plein front la question, affirmant qu'il faut investir l'État québécois pour corriger des siècles de subjugation. Invité à préciser sa pensée sur le sujet, l'historien répond à Robillard qu'

avec une politique provincial[e] [...] réaliste et basée sur des objectifs modestes, mais réalisables, le Canada français pourrait sans aucun doute améliorer un statut qu'il doit toutefois se résigner à ne jamais voir se rétablir à cent pour cent...<sup>45</sup>

La réponse demeure ambivalente. Un redressement est possible, mais Brunet s'offre une solution : il est impossible de rétablir « à cent pour cent » les Canadiens français en raison de leur évolution anormale depuis la Conquête. L'historien innove donc sur la thèse de Séguin, car il est possible de réparer une partie des effets de la Conquête avec l'autonomie provinciale du Québec. Il demeure essentiel pour la pensée politique de Brunet qui cherche à obtenir un État québécois puissant et autonome qu'il existe une possibilité de redressement pour les Canadiens français. Certains y verront une lecture

---

<sup>45</sup> Jean-Paul Robillard, « Historien controversé », *Le Petit journal*, 9 novembre 1958. FMB, P136/J2-9.



maladroite de Séguin. Contentons-nous de laisser entrevoir la possibilité que cette position demeure stratégique pour l'historien en ce sens que Brunet veut opérer un changement sociétal pour le Québec. Séguin ne laisse place à aucun espoir pour l'avenir des Canadiens français. A contrario, son collègue Brunet veut offrir une solution atteignable pour enrayer, autant que possible, les effets néfastes de la Conquête.

L'un des points forts de la carrière de Brunet est sans doute sa participation en 1958 à la Conférence Grey organisée annuellement par l'Université de Toronto. Cette conférence permet à un conférencier canadien-français de s'adresser à un public universitaire de la ville-reine. Son propos présente la thèse selon laquelle le Canada est un compromis entre deux nations, une idée qui ne concorde pas avec celles de Donald Creighton, le directeur du département d'histoire de l'Université de Toronto à l'époque<sup>46</sup>. Les comptes rendus qui apparaissent dans les journaux insistent sur l'interprétation selon laquelle il existe deux nations au sein du pays, un pays qui est le fruit de nombreux compromis :

Un nationalisme continental ne peut être qu'un mélange de deux nationalismes, un compromis entre deux nations qui chérissent la légitime ambition de conserver leur propre identité et qui ont en commun la tâche de préserver l'indépendance du Canada<sup>47</sup>.

Brunet poursuit sa réflexion devant une foule de professeurs sur les grandes différences qui séparent les Canadiens français des Canadiens anglais, afin d'élucider les

---

<sup>46</sup> D'après les archives des deux historiens, les deux ont eu une journée fort cordiale et des discussions intéressantes. La correspondance ne révèle pas de discordance sur l'interprétation entre les deux historiens en 1958. « Depuis que je lis vos œuvres j'ai toujours eu une grande admiration pour l'éminent historien que vous êtes » écrit Brunet à Creighton le 1er novembre 1958 au lendemain de sa visite à Toronto. Brunet à Creighton, BAC, DCP, MG31/D77/vol 28, « General Correspondance, 1952-1960 ».

<sup>47</sup> [S.a.], « Le nationalisme canadien est un compromis entre 2 nations », *La Presse*, octobre 1958. FMB, P136/J2-9.

comportements canadiens-français en politique provinciale :

Il existe un fait qu'une politique d'unification et de centralisation ne pourrait changer : la coexistence au Canada de *Canadians* et de Canadiens. À chaque fois que les chefs politiques du pays ne prennent pas ce facteur en considération quand ils préparent leur politique générale, ils mettent en danger la stabilité politique du Canada et amènent presque un choc entre Québec et la majorité anglo-canadienne [...]<sup>48</sup>.

Le fardeau de la preuve est donc sur le dos des anglophones qui dirigent les politiques de centralisation fédérale contre les intérêts de l'État québécois. L'historien cherche donc à expliquer les raisons pour lesquelles les Canadiens français – du moins, le gouvernement Duplessis – sont réfractaires à cette politique, tentant de la légitimer en raison de la Conquête britannique et du développement anormal du Canada français. Les francophones, précise-t-il, sont différents des *Canadians*, comme il aime les nommer.

Ces premiers

[c]onstituent une collectivité à part animée par un sentiment et possédant des moyens collectifs d'exprimer ce sentiment. Ils sont membres, à temps partiel, d'une communauté plus grande formée par tous les citoyens canadiens, une communauté dont ils font partie sans qu'il y ait eu choix de leur part. Elle leur fut imposée par la conquête britannique et la colonisation d'un territoire où ils avaient vécu seuls pendant cinq générations<sup>49</sup>.

L'historien montréalais inscrit donc la pensée politique canadienne-française contemporaine dans le temps, lui donnant une légitimité à titre de réponse normale à une situation tout à fait anormale : celle de l'insertion dans un pays qui leur a été imposé.

L'idée selon laquelle les francophones ne sont que des Canadiens à temps partiel est rapidement reprise par le *Toronto Star*, qui publie un compte rendu de la conférence le 29 octobre 1958. Montrant l'humour dans les propos de Brunet, le quotidien remarque

---

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Ibid.*

que

Prof. Michel Brunet of the University of Montreal said today that Canadians are solidly North-American as hot dogs and instalment buying but are « only part-time members of the greater community formed by all the citizens of Canada<sup>50</sup> ».

Pour sa part, Jean-Marc Léger du *Devoir* rapporte peut-être plus fidèlement à l'époque la pensée de Michel Brunet présentée lors d'une de ces innombrables conférences. L'historien affirme qu'il faut renoncer au mythe du bilinguisme au Canada. Cette idée serait

[u]ne gigantesque imposture et les leaders canadiens-français qui l'entretiennent indisposent la majorité *CANADIAN* tout en rendant au Canada français le plus mauvais service possible<sup>51</sup>.

Brunet est présenté par Léger comme un « jeune historien qui n'a pas fini de faire scandale, au sens le plus heureux de l'expression », en brassant, notamment, les nationalistes de longue date qui n'osent pas tenir des propos si radicaux au sujet de l'histoire canadienne. Selon Léger, l'interprétation que propose Brunet « est apparue comme révolutionnaire » et ses « prises de position sur nos problèmes actuels ont suscité des polémiques souvent passionnées, toujours fécondes »<sup>52</sup>. Brunet arrive donc à faire, durant les années 1950, ce que Creighton ne parvient pas à entreprendre qu'assez tardivement dans sa carrière. Percutant, Brunet arrive à secouer les idées reçues avec ses conférences et articles qu'il publie par la suite, donnant ainsi une deuxième vie à ses prises de position.

Malgré sa position ferme, Brunet n'appuie pas l'option de la souveraineté vers la

---

<sup>50</sup> Presse canadienne, « “Part-time” Role Cited. French-Canada Attitude Explained By Professor », *Toronto Star*, 29 octobre 1958. FMB, P136/J2-9.

<sup>51</sup> Jean-Marc Léger, « Cessons de rêver d'un Canada bilingue et employons-nous à faire du Québec un État dynamique et rayonnant », *Le Devoir*, 13 mai 1959. FMB, P136/J2-9.

<sup>52</sup> *Ibid.*

fin des années 1950. Il refuse d'y croire, si l'on se fie à ses propos lors de sa conférence au Club des anciens de Ste-Marie. La souveraineté est « impensable ». Poursuivre cette possibilité serait de répéter « les erreurs du passé qui nous ont engagés sur une voie sans issue », prenant en exemple les patriotes, ces derniers qui « aurai[ent] beaucoup mieux servi les Canadiens français s'il[s] n'avai[ent] pas provoqué la rébellion de 1837 »<sup>53</sup>. Selon Brunet, c'est un ensemble d'idéologies canadiennes-françaises qui ont retardé le développement du Canada français. Reprenant en partie la thèse creightonienne de la laurentie, Brunet affirme que « [l]a géographie et l'économie nord-américaines » forme des obstacles majeurs « à la création d'un État laurentien indépendant ». Il vaut mieux réorganiser les forces de la nation autour de l'État provincial afin de mener les réformes nécessaires au bien-être canadien-français. Il n'y aurait donc aucune contradiction chez l'historien, entre une dévolution absolue des pouvoirs vers Québec et le refus à appuyer l'indépendance<sup>54</sup>. D'ailleurs, cette visée vers l'autonomie serait une manifestation de la maturité de la nation canadienne-française puisqu'elle rejette le « paternalisme » du gouvernement central en s'occupant « de [ses] propres affaires »<sup>55</sup>.

Ce qui surprend ceux qui suivent la carrière de Brunet est son ambivalence sur l'enjeu de l'indépendance du Québec. Alors qu'il affirme que la souveraineté est impossible au niveau pratique – le Canada anglais ne peut se passer du Québec, plutôt que l'inverse –, il indique en 1961 que « le séparatisme » est normal dans l'évolution de la pensée politique au Québec. Les Canadiens français seront souverains, affirme-t-il,

---

<sup>53</sup> [S.a.], « Le séparatisme est impensable », *La Presse*, 15 décembre 1959. FMB, P136/J2-9.

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> [S.a.], « La défense de l'autonomie est une manifestation de maturité », *Le Devoir*, 1er septembre 1959. FMB, P136/J2-9.

lorsqu'il est démontré que la Confédération ne répond plus à leurs besoins. Il demeure, pour Brunet, que l'État québécois est le plus puissant instrument de la vie collective des Canadiens français. Brunet revient ici sur le cas de Diefenbaker, qui, l'année précédente, a obtenu un gouvernement minoritaire avec seulement neuf députés québécois. Ce phénomène avait amené l'historien à déclarer que c'était la preuve que le Canada anglais n'avait plus besoin du Québec pour gouverner. En 1961, il renchérit, cette fois, sur la majorité conservatrice de 1958 :

Le professeur Brunet rappelle que la victoire de Diefenbaker en 1958 a été la cause la plus dramatique du réveil nationaliste, car elle donnait au parti conservateur une majorité si écrasante qu'il pouvait se passer de la députation québécoise<sup>56</sup>.

L'affirmation de Brunet est quelque peu curieuse. Les conservateurs obtiennent presque 50 % des votes québécois et 53,6 % des votes canadiens. Avec 75 % des sièges au Québec, la thèse de l'historien demeure chancelante.

Néanmoins, Brunet persiste et signe. Les Canadiens français ont été dupés par la question de l'unité nationale, idée par laquelle « on a imposé aux Canadiens français d'acquiescer à toutes les décisions prises par la majorité nationale ». Il accuse les politiciens québécois, d'ailleurs, d'avoir menti aux Québécois : « ils ont même l'audace de dire, en dépit des faits, que ce pays est bilingue et biculturel »<sup>57</sup>. Lors d'un colloque à l'Université de la Colombie-Britannique en 1966, l'historien affirme même que la Confédération n'est plus « pour les Québécois contemporains » qu'un souvenir.

Le phénomène fondamental et capital de la société québécoise contemporaine, c'est l'arrivée aux postes de commandes [*sic*] dans tous

---

<sup>56</sup> [S.a.], « Aux yeux de M. Michel Brunet – Le séparatisme se présente une étape normale de l'évolution de la pensée politique du Québec », *La Presse*, 16 juin 1961. FMB, P136/J2-9.

<sup>57</sup> *Ibid.*

les domaines de l’agir collectif, d’une nouvelle classe politique. Celle-ci a rejeté les principes aristocratiques qui inspiraient autrefois les Canadiens français appelés à exercer un pouvoir qui, selon les enseignements officiels, venait de Dieu<sup>58</sup>.

La laïcisation du Québec mène directement à des prises de position nationalistes fortes, estime donc l’historien. La démocratie sociale est le nouveau paradigme par lequel les citoyens du Québec entrevoient leur avenir politique. « Ils savent que celle-ci donne aux collectivités, hier, dominées, les instruments de leur libération politique, sociale et économique<sup>59</sup>. » Celle-ci se fait, d’ailleurs, sans le concours de l’État fédéral, selon Brunet, qui demeure le gouvernement de la majorité nationale, celui des Canadiens anglais. L’historien prend donc un tournant limpide pour l’autonomie entière du Québec, avec ou sans le Canada, une position qui, vers les années 1980, le mène à appuyer la souveraineté québécoise<sup>60</sup>.

En tenant des propos si durs, si crus, si « brutaux », comme le dirait Brunet, l’historien s’attire un bon nombre de critiques de la part d’intellectuels qui résistent à son pronostique sur l’avenir des Canadiens français et sur son interprétation de l’histoire de ces derniers. Les années 1950 ont été de belles années pour la diffusion de ses thèses. Mais la lune de miel se termine la décennie suivante, alors que ses propos attirent une certaine résistance dans les journaux.

### *Les critiques de Brunet*

De nombreuses années passent avant que l’interprétation brunetienne soit l’objet

---

<sup>58</sup> [S.a.], « Brunet : pour le Québécois contemporain, la Confédération n’est plus guère qu’un souvenir », *Le Devoir*, 24 août 1966. FMB, P136/J2-10.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Claude Gravel, « Michel Brunet s’engage pour le OUI – “Nous vivons dans une démocratie dirigée” », *La Presse*, 8 mai 1980, p. A 15. FMB, P136/C-113.

d'une quelconque critique. Celle-ci devient rapidement virulente. Il est notamment question de l'idéologie qu'injecte Brunet dans son interprétation. Le paradigme qu'exploite l'historien ainsi que la méthode qu'il emploie l'amène souvent à emprunter des voies interprétatives qui relèvent strictement de l'opinion ou de l'hypothèse. Le meilleur exemple est la thèse des 40 millionnaires de la Nouvelle-France, une simple extrapolation d'une étude menée sur la ville de Québec, qu'il calque sur Montréal, sans aucune preuve à l'appui<sup>61</sup>. Cela amène certains à remettre en question la véracité des faits que rapporte Brunet et à relever le doute quant au bien-fondé des thèses de l'historien.

Certains se demandent si les propos de la tête d'affiche de l'école historique de Montréal baignent réellement dans l'objectivité historique et scientifique. L'historien-journaliste Léo-Paul Desrosiers reproche d'ailleurs aux « jeunes historiens » – dont Brunet et ses collègues de l'Université de Montréal et certains de Laval comme Marcel Trudel – leurs analyses dont les conclusions « ne semblent pas cadrer avec la réalité vivante<sup>62</sup>. Desrosiers accuse notamment Brunet d'anticiper sur ses compétences en offrant aux Canadiens français des analyses globales de leur société, un projet qui est bien au-delà des capacités de l'historien. Sa critique est une attaque peu voilée et atteint la crédibilité de l'historien. Mélange d'âgisme et d'une remise en doute de la compétence de l'historien montréalais, la critique de Desrosiers n'y va pas avec le dos de la cuillère :

---

<sup>61</sup> L'article de Brunet s'intitule « La Conquête anglaise et la déchéance de la bourgeoisie canadienne (1760-1793), *RHAF*, 13 (juin 1955), p. 53. L'historien extrapole de l'article d'Allena G. Reid qui indique qu'il existait 20 millionnaires à Québec à l'époque de la Nouvelle-France. Selon Brunet, s'il y a 20 millionnaires à Québec, il devait y en avoir autant à Montréal. Allena G. Reid, « General Trade Between Quebec and France During the French Regime », *Canadian Historical Review*, no 34, vol. 1 (mars 1953), p. 18-32.

<sup>62</sup> Léo-Paul Desrosiers, « Nos jeunes historiens servent-ils bien la vérité historique et leur patrie? », *Notre Temps*, 28 décembre 1957. FMB, P136/J2-9.

[I]l s'est aventuré très jeune dans les grandes synthèses historiques ou [*sic*] il s'agit de l'exactitude des faits et de leur interprétation. A-t-il atteint la maturité d'esprit nécessaire pour de tels travaux? A-t-il bien complété son information? Il a lu beaucoup d'auteurs anglais, ce qui est bon, mais a-t-il la vigueur d'intelligence nécessaire pour discuter avec eux et leur disputer la vérité<sup>63</sup>?

Desrosiers est insatisfait du travail qu'entreprend Brunet à cette époque. Sa critique suggère qu'il prend des raccourcis. De plus, il démontre que le jeune professeur ne fait pas l'unanimité auprès des intellectuels du Québec. L'auteur formule une forte critique au sujet des livres que publie Brunet. À cette époque, l'historien n'a pas encore rédigé une monographie et s'est contenté de publier un seul recueil. C'est un problème, croit l'auteur :

Il excite la discussion. Mais ses livres, personne ne peut les lire sans cribler chaque paragraphe de points d'interrogation, de distinction, de réserves, de dissentiments. Ces constructions ne donnent aux lecteurs aucun sentiment de sécurité, elles sont souvent branlantes<sup>64</sup>.

Desrosiers conclut sa chronique des écrits de Brunet en indiquant qu'il est insatisfait de son travail. Il manque de finesse et de rigueur, croit-il. Il invite, enfin, l'historien montréalais à faire une « application plus serrée des méthodes historiques », une véritable bourde pour un chercheur qui affirme être guidé par l'objectivité la plus étoffée après avoir été adopté la fine pointe des méthodes scientifiques<sup>65</sup>.

Jean-Paul Robillard au *Petit journal* qui avait fait, quelques mois plus tôt, le portrait de l'historien, propose aux lecteurs de l'hebdomadaire dominical un compte rendu fort élogieux du deuxième recueil de Brunet :

[...] Michel Brunet soumet scrupuleusement l'histoire à une analyse intégralement scientifique. Qu'on en tire par la suite des leçons, pas

---

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*



d'objection. Mais on est loin avec lui des romans de cap[e] et d'épée. C'est pourquoi son livre nous découvre un passé historique souvent assez différent de ce que nous avons appris dans nos manuels<sup>66</sup>.

L'appréciation de la nouvelle œuvre par Robillard se distingue de manière remarquable de Desrosiers. Mais Robillard nuance quelque peu son propos vers la fin de son texte. Il ne critique pas la méthode scientifique, mais plutôt l'interprétation du professeur, qu'il craint dériver vers un nouveau mythe :

Au mythe du « peuple élu de Dieu, du peuple-Messie » destiné avec le temps à tout renverser sur son passage en Amérique du Nord, j'ai peur que Michel Brunet ne nous fasse maintenant dériver vers ce même mythe, mais qu'on aurait, cette fois, retourné à l'envers : celui du peuple bâtard qui n'échappera à la mort nationale – s'il y échappe – que pour végéter dans les limbes d'une pâle survivance. La vérité ne se trouverait-elle pas entre les deux<sup>67</sup>?

Robillard n'a pas totalement compris les propos de l'historien qui propose surtout un cri d'alarme contre les empêchements systémiques à l'amélioration des conditions de vie des Canadiens français. Brunet ne croit pas à la mort nationale du Canada français ou à sa survivance végétative. Son propos est bien le contraire. Il estime qu'il est possible de sortir les Canadiens français de cette situation en réinvestissant l'État québécois et en tournant le dos aux projets pernicioeux de l'État canadien. Il demeure néanmoins intéressant de constater qu'une certaine critique de Brunet voit dans sa pensée une offrande on ne peut plus pessimiste pour les Canadiens français, alors que l'historien cherche plutôt à livrer les clefs du renouveau pour sa nation.

Léon Dion publie en 1957 dans un texte d'analyse dans *Cité libre* qui s'intéresse au néonationalisme québécois de l'École de Montréal. Il affirme qu'il y a une importante

---

<sup>66</sup> Jean-Paul Robillard, « De l'histoire à froid... », *Le Petit journal*, 28 décembre 1958. FMB, P136/J2-9.

<sup>67</sup> *Ibid.*

rupture qui s'est opérée entre les jeunes historiens Guy Frégault et Michel Brunet et leur maître à penser, Lionel Groulx. Alors que le chanoine maintient, selon Dion, un certain optimisme pour l'avenir national des Canadiens français, le politologue affirme que ces historiens « laïcs », comme il les appelle, ont une vision pessimiste, car ils affirment que la Conquête a dérouté tout développement normal des Canadiens français. Dion explique que les néonationalistes bercent le rêve d'un Canada sans Conquête, d'où leur rupture avec le chanoine<sup>68</sup>. Pourtant, Brunet regorge d'optimisme, malgré ce qu'en dise Dion. Certes, la Conquête a été, dans la pensée de Brunet, une véritable catastrophe. Cela dit, il croit fermement que les Canadiens français ont amélioré leur condition depuis la Confédération, notamment en raison de la création de l'État du Québec. Brunet emprunte directement de Groulx en affirmant que le Canada français est dans une courbe ascendante depuis 1867. Le texte de Dion affirme que Brunet est pessimiste – une idée qui a été reprise depuis, tant à la radio que dans les articles de journaux – puisque les néonationalistes voient dans la Conquête la fin de l'évolution normale des Canadiens français. Le rêve des néonationalistes est d'obtenir un État national canadien-français. Or, en raison de la Conquête, cet objectif est inatteignable. C'est poursuivre un rêve impossible, d'où la notion de nationalisme « pessimiste ». Dion, anti-nationaliste, n'a visiblement pas de sympathie pour le nationalisme de Brunet. Toutefois, nous n'avons pas trouvé de réponse de la part de l'historien<sup>69</sup>. Car déjà en 1954 l'historien montréalais

---

<sup>68</sup> Léon Dion, « Le nationalisme pessimiste: sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, novembre 1957, p. 3-18.

<sup>69</sup> L'affirmation selon laquelle Brunet est un pessimiste le hante tout le long de sa carrière. En fait, lors de l'émission *Esquisse pour un portrait* que nous avons analysé au quatrième chapitre, l'animateur Fernand Séguin fait une blague sur ce sujet, puisque la vision de Brunet sur la culture canadienne-française était beaucoup plus positive que celle d'André Lucier et de Marcel Rioux.

produit dans le mémoire de la SSJBM pour la Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels une vision positive de l'avenir social-démocrate du Québec. En dénonçant les « mythes compensatoires » et l'ancienne histoire canadienne, les commentateurs de la « nouvelle histoire » du Québec n'ont pas compris l'envolée optimiste chez Brunet. Voilà une autre importante différence entre le nationalisme « apocalyptique » de Creighton et le néonationalisme de Brunet.

L'année 1960 est d'ailleurs marquée par de fortes critiques contre Michel Brunet. En fait, certains créent un nouveau nom commun pour nommer des prises de position qui sont caractérisées par les thèses et l'attitude de l'historien : le « brunetisme ». Un article du *Devoir* en mars de cette année fait référence à une livraison de l'*Action nationale*<sup>70</sup> qui s'attaque aux « brunetismes », « c'est-à-dire à la tendance historique dont Michel Brunet est l'interprète le plus proluxe ». Il s'agit, en particulier, des simplifications qu'emprunte l'historien montréalais dans ses propos. Laurendeau affirme « [q]uelque chose me dit alors que ces structures proviennent un peu trop des idées de l'historien, et pas assez des faits historiques<sup>71</sup> ». Mais il doit néanmoins concéder que les thèses de Brunets résistent toujours aux critiques. Il prie, enfin, à la nuance :

Peut-être M. Brunet fait-il commencer l'agriculturisme trop tôt. Peut-être ses jugements sont-ils sévères contre les individus qui n'ont pas vu clair à

---

<sup>70</sup> Il s'agit du texte de Dominique Beaudin « L'agriculturisme, margarine de l'histoire », *L'Action nationale*, XLIX, no 7 (mars 1960), p. 506-530. « L'histoire de M. Michel Brunet ne nous donne ni l'attachement au sol natal, ni le respect des ancêtres, ni la volonté de vivre, ni la vérité. Quand elle pourfend l'*agriculturisme*, c'est au fond l'agriculture tout entière qu'elle attaque à tous les temps : passé, présent et futur. » Beaudin conclut, de manière fort intéressante compte tenu de la relation entre Groulx et Brunet, que « [h]eureusement, contre le *brunetisme*, il existe un puissant antidote : ce sont les œuvres du Chanoine Groulx. Ce qu'il faut regretter [...] c'est que celui-ci n'ait pas eu de disciples pour le continuer! ». p. 530.

<sup>71</sup> André Laurendeau, « À propos d'une longue illusion », *Le Devoir*, 19 mars 1960. FMB, P136/J2-9.

temps et nous ont plongés dans des défensives chimériques et de vaines nostalgies. Ces hommes savaient que la vie canadienne-française s'est longtemps confondue avec la vie agricole [...] <sup>72</sup>.

Comprenons que Brunet ne fait pas que des heureux avec ses idées. Arthur Lower produit un compte rendu dévastateur de *La présence anglaise et les Canadiens* dans le *Queen's Quarterly*. L'éminent historien de l'Université Queen's et auteur de *Colony to Nation* <sup>73</sup> affirme que :

M. Brunet is a tremendous, downright, nonsense fellow who loves to brush aside old notions, old sentimentalities and all the new writers, except his own group. He writes well and puts forward some interesting points of view. I wish he could abide being merely a scholar. His analysis of the sociology of a minority shows what he could do. His published work, however, portrays him mainly as an exhorter, a polemist, a man who is conscious that his world is out of joint and thinks he knows why, but who has little plan for setting it right <sup>74</sup>.

Le passage de Lower est redoutable. Les analyses de Brunet sont intéressantes, mais, dans l'ensemble, ses publications ne font de lui qu'un polémiste, un clairvoyant fougueux qui erre dans ses propos. Le seul article que Lower épargne de sa critique est « Les trois dominantes de la pensée canadienne-française ». À cette exception, l'ensemble de l'œuvre semble répéter la même formule : « in other essays he seems to line himself up in the same way, and blame everything on the conquest <sup>75</sup> ». Lower met le doigt sur la grande faiblesse de Brunet. Il n'a jamais réellement prouvé sa thèse de la décapitation ni sa thèse des 40 millionnaires vivant en Nouvelle-France avant la Conquête. Ces idées demeurent des hypothèses. Lower identifie sans difficulté le fait que l'historien

---

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> A.R.M. Lower, *Colony to Nation*, Toronto, Longmans, Green & Company, 1946, 600 p.

<sup>74</sup> A.R.M. Lower, compte rendu de *La présence anglaise et les Canadiens*, *Queen's Quarterly*, Hiver 1960, p. 681-682.

<sup>75</sup> *Ibid.*

montréalais prêche par idéologie :

He insists, almost stridently, on the autonomy of l'État provincial, out-Duplessising Duplessis [...]. He carries his tribalism so far as to assert that members of the minority group should have the least possible to do with members of the majority. He thinks that a French-speaking Canadian in high office such as the Prime Ministership offers merely to snare and delusion people, who ought to recognize that English Canadians, regardless of who is Prime Minister, govern the country<sup>76</sup>.

Lower reproche d'ailleurs à l'historien d'avoir mal lu ou d'avoir ignoré les historiens canadiens-anglais. C'est une critique dont se défendrait sans doute Brunet pour s'être référé à ces auteurs dans la construction de son récit. Enfin, l'auteur estime que la pensée de l'historien ne saurait obtenir de sérieuses considérations à l'extérieur de l'Université de Montréal. « In the controversial session of the Canadian Historical Association which was held in that institution some years ago, that group found little support from the French-speaking Canadians present<sup>77</sup>. »

Ces passages sont peut-être durs et surtout nouveaux pour l'historien. Son œuvre n'avait pas été critiquée encore de la sorte. Nous ignorons malheureusement la réaction de Brunet à ce compte rendu. Sa correspondance avec le professeur de *Queen's* est discrète sur ce sujet.

Brunet persiste dans son désir de réformer l'enseignement de l'histoire au Québec afin d'en finir avec la propagation de « mythes » lors de conférences publiques en mars 1961<sup>78</sup>. Gérard Filion du *Devoir* en profite pour se payer la tête du professeur. Selon le rédacteur en chef du quotidien montréalais, « [l]e professeur Michel Brunet se livre périodiquement à des déclarations fracassantes », ce qui est curieux pour un historien, car

---

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> [S.a.], « Après le “cri d'alarme” lancé par le professeur Brunet, quelques réactions », *Le Devoir*, 21 mars 1961. AUM, P136/J2-9.

« [p]our un homme qui vit dans le passé, il a drôlement le goût de la manchette et le sens de la publicité »<sup>79</sup>. Sur ce point, donnons raison à Filion. Bien que Brunet ne « vit » pas dans le passé, il sait comment retenir l'attention des médias, et il réussit à merveille.

Néanmoins, le rédacteur en chef ne peut se passer d'envoyer une flèche à l'endroit de son interlocuteur : « Sa dénonciation de l'agriculturisme fit, il y a quelques années, un beau tapage. Après examen, on se rendit compte que le professeur n'avait rien dit de neuf<sup>80</sup>. »

Malgré cette critique, Filion souligne que l'historien ne cesse de gagner des disciples à l'extérieur de l'histoire :

Ce qui me surprend, ce n'est pas tant la thèse du professeur Brunet que l'accueil enthousiaste qu'elle a reçue [*sic*] chez un certain nombre de gens, assez éloignés du reste des disciplines historiques. Leurs déclarations, empreintes d'une touchante naïveté, se bornent à prendre pour argent comptant ce qui n'est tout au plus que simple hypothèse<sup>81</sup>.

Selon Filion, Brunet domine le paysage médiatique en raison de ses idées, mais il n'arrive pas à les prouver avec ses sources. L'éditorialiste conclut sa charge contre les idées de l'historien en retournant ses propos contre lui :

Et puis, si l'histoire est mal enseignée, c'est peut-être un peu la faute des historiens. S'ils commençaient par s'interroger eux-mêmes sur leurs propres fautes d'action et d'omission, ils seraient plus modestes<sup>82</sup>.

C'est à un étudiant de Brunet que revient le devoir de répondre aux accusations de Filion. Un jeune Jean-Pierre Wallot envoie un courrier du lecteur que publie *Le Devoir* en début avril. C'est que le *Devoir* avait interviewé certains intellectuels, dont François-Albert Angers et Marcel Trudel, sur les idées de l'historien concernant l'enseignement de

---

<sup>79</sup> Gérard Filion, « À qui la faute, si l'histoire est si mal enseignée? », *Le Devoir*, 22 mars 1961. FMB, P136/J2-9.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Ibid.*

l'histoire dans la province. Si Angers était vertement en désaccord avec Brunet<sup>83</sup>, Trudel et les autres personnes contactées se trouvaient du côté de l'historien montréalais<sup>84</sup>.

Wallot s'en réjouit :

Je note avec joie l'appui spontané de la grande majorité des gens questionnés par votre journal, à la position fondamentale de Monsieur Brunet : ils n'enseignent pas tous l'histoire, mais tous militent dans des disciplines exigeant de la recherche et de l'objectivité, donc reléguant au second plan les préoccupations moralisantes et édifiantes qui président à notre enseignement<sup>85</sup>.

L'appui de Wallot n'empêche toutefois pas le jésuite Jean Genest, professeur de philosophie au collège Brébeuf à Montréal, de dénoncer l'historien et les « brunetismes », en s'appuyant en partie sur la critique de Lower. L'influence de l'historien montréalais est pernicieuse selon le jésuite, car

il communique à une génération le goût de détruire, l'attitude de la déception et du scepticisme. Sa prétentieuse réinterprétation de l'histoire exige que rien de bon n'ait été accompli avant l'arrivée du brunetisme<sup>86</sup>.

La critique des héros de l'histoire canadienne-française par Brunet est rejetée par le jésuite. Ce dernier lui reproche une contradiction : comment est-il possible que Brunet se prononce contre la souveraineté en clamant haut et fort l'autonomie maximale de l'État québécois? « La pensée [de l'historien] zigzague en des thèmes fondamentaux. Les conséquences c'est que loin d'être un leader, il n'est qu'un fracasseur de vitres intéressant

---

<sup>83</sup> « Encore une fois, car cela a déjà été dit par d'autres, c'est malheureusement ainsi que Brunet, qui se veut pourtant historien scientifique, écrit l'histoire, en déformant les faits pour les plier à ses a-priorismes [sic]. » François-Albert Angers dans [S.a.], « Après le “cri d'alarme” lancé par le professeur Brunet, quelques réactions », *Le Devoir*, 21 mars 1961, *loc. cit.*

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> Jean-Pierre Wallot, courrier du lecteur, *Le Devoir*, 5 avril 1961. FMB, P136/J2-9.

<sup>86</sup> Jean Genest, s.j., « Qu'est-ce que le “brunetisme”? (2) », *Le Devoir*, 20 avril 1961. FMB, P136/J2-9.

pour les badauds<sup>87</sup>. » En s'attaquant au récit fondamental de l'histoire canadienne-française, Brunet suscite une forte résistance chez certains membres du clergé qui ont contribué au façonnement et à la diffusion de ces connaissances. Le jésuite minimise d'ailleurs l'importance de la pensée de Brunet : « Il se croirait conducteur de peuple et prophète, mais son œuvre ne serait que le reflet des agitations et de perplexités de la collectivité », car l'historien ne serait qu'un agent provocateur. Brunet espère rompre avec les mythes, or, insiste Genest, « [à] ce qu'il appelle le dogmatisme consolant d'hier [,] il substitue un dogmatisme brunetisant »<sup>88</sup>. Une idéologie en histoire en remplace une autre. En effet, le jésuite s'attaque à la méthode de l'historien afin de mieux la discréditer :

Le tragique de notre histoire actuelle est l'interprétation qu'en donne le brunetisme. Cette part de son œuvre mesquine, sans fidélité à la méthode historique et fermée aux énergies spirituelles, nous autorise à conclure : ce ne sont pas les manuels qui dégoûte de l'histoire [,] mais c'est le brunetisme qui mine la volonté des jeunes d'être Canadiens français. Nous ne craignons pas la science historique [,] mais cette réinterprétation de faits à base d'opinions prises pour des certitudes et, en définitive, cet acte de foi aveugle qu'exige M. Brunet, sur son unique témoignage<sup>89</sup>.

La critique est brutale et aucune réponse de Brunet n'est présente dans ses archives. Le texte de Filion remet en question le motif de l'historien nationaliste dans sa réinterprétation de l'histoire canadienne-française. Pour Genest, la vision néonationaliste de l'histoire présentée par Brunet relève purement de l'opinion. Elle s'articule autour de la distorsion des faits. Elle baigne dans des vices méthodologiques et trahit le travail honnête de nombreux artisans du métier. Il est difficile d'être en désaccord avec Genest. Certes, l'interprétation de Brunet exhibe de l'honnêteté et de la passion. Elle est

---

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> *Ibid.*



convaincante, car Brunet en est convaincu. Il croit très sincèrement qu'il fait une application rigoureuse des méthodes historiques pour arriver à ses constats. Le professeur d'histoire ne croit pas que sa méthodologie est parsemée de failles ou de quelconques raccourcis. Or, ses idées sont largement basées sur son opinion, tirée d'une convaincante foi dans une sociologie de la minorité voulant que la Conquête impose des déterminismes systémiques aux Canadiens français. Genest refuse ces prémices, tout en répétant le récit de l'histoire traditionaliste canadienne-française voulant que de nombreux héros se soient battus pour préserver la langue et la culture françaises malgré les nombreux obstacles :

Le brunetisme méconnaît l'héroïsme et la grandeur morale. Son absence d'esprit de synthèse, sa manière de projeter des préoccupations contemporaines dans le passé vicie la valeur scientifique de ces travaux. Nos manuels ne doivent pas être soumis à la réinterprétation historique de cet historien occasionnel du Canada qu'est M. Brunet. Le Département de l'Instruction publique n'a pas à se conformer aux réinterprétations de M. Brunet, car son œuvre n'est pas partout d'un savant ni toujours d'un historien. Il n'est trop souvent qu'une vedette<sup>90</sup>.

Encore une fois, le jésuite Genest met le doigt sur une importante facette de la personnalité publique de Brunet. Il est, très justement, une vedette de l'histoire canadienne-française. Ses propos sont choquants, percutants, et, surtout, visibles dans l'espace public. Il réussit à se faire inviter plus que n'importe quel autre historien aux émissions de Radio-Canada entre 1945 et 1985, toutes langues confondues. Il rend accessible au public l'interprétation de l'École historique de Montréal, de sorte que tous peuvent s'y abreuver. D'ailleurs, il fait rêver. Il enlève une partie du fardeau qui pèse sur les épaules des Canadiens français. Il déculpabilise les Canadiens français, tout en leur donnant une solution de rechange : l'État québécois. Cette vision radicale, puisqu'elle veut rompre avec une vision pancanadienne de la culture canadienne-française et veut

---

<sup>90</sup> *Ibid.*

empêcher la centralisation de la fédération par le gouvernement fédéral, en agace plus d'un. Ce qui surprend est que la critique tarde à se mobiliser contre lui. Mais malgré cette critique, certains se portent toujours à sa défense. Il demeure toujours un conférencier couru. Quelques semaines après la remise en question de Brunet par Genest, André Laurendeau vient nuancer le débat.

Il se peut que les antibrunetistes aient raison sur plusieurs points; M. Brunet n'est pas l'homme des nuances, et je ne partage pas toutes ses certitudes. Mais je lui donne raison quand il refuse que l'histoire tourne à l'apologétique<sup>91</sup>.

Ces exemples de critiques nous démontrent que l'historien dérange, de sorte que plusieurs estiment nécessaire de le dénoncer. Il arrive à s'imposer avec une thèse ambitieuse et qui exige de nombreuses réformes au niveau des institutions d'enseignement public dans la province. Il poursuit sur sa lancée pour exiger en 1980 l'indépendance du Québec afin de mener à terme les projets de la nation. Malgré la controverse qu'il suscite, Brunet demeure un redoutable adversaire, notamment pour ceux qui cherchent à lutter contre le néonationalisme québécois. Il est respecté, malgré une pensée qui en agace plusieurs.

## **II) Bâtir l'État-nation des Canadiens français**

Alors que Michel Brunet s'empresse de participer à la radio de l'État et dans la presse montréalaise à titre individuel, il importe de souligner son passage à la Société-Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM), une association patriotique et nationaliste basée dans la métropole. En s'intégrant à cet organisme, Brunet apporte également son capital symbolique d'historien professionnel et de détenteur de vérité. Il parvient

---

<sup>91</sup> André Laurendeau, « Blocs Notes », *Le Devoir*, 5 mai 1961. FMB, P136/J2-9.

notamment à piloter en quelque sorte l'évolution de la pensée politique de la SSJBM. En effet, il participe à la rédaction de mémoires pour la Société, aux « écoles de formation nationale » et à la revue *Alerte*. Il devient membre du Conseil général de la Société en 1957 ainsi que Secrétaire général de la Société et vice-président en 1965. Reconnu pour son autorité en histoire canadienne-française, Brunet participe également à la commission politique de la Société patriotique. En quelque sorte, il est un des principaux intellectuels au service de la SSJBM.

Outre les nombreuses conférences que nous avons évoquées dans le deuxième chapitre, Brunet est l'auteur de deux mémoires, rédigés à 10 années d'intervalle qui démontrent l'évolution idéologique de la Société. Le premier document, *Canada français et union canadienne*, est présenté en 1954 à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (1953-1956)<sup>92</sup> lorsque le gouvernement provincial de Maurice Duplessis lutte contre le gouvernement fédéral au sujet du pouvoir de prélever des impôts directs. Le second mémoire, intitulé *Le fédéralisme, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et les Canadiens français*<sup>93</sup>, est soumis au Comité parlementaire de la Constitution du gouvernement du Québec en 1964. Ces deux documents démontrent de manière éloquente la conversion de la SSJBM à la vision nationaliste et historique de Michel Brunet.

---

<sup>92</sup> [Michel Brunet], Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, *Canada français et union canadienne. Mémoire présenté le 13 mai 1954 à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Montréal, Les Éditions de l'Action nationale, 1954, 127 p.

<sup>93</sup> [Michel Brunet], Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, *Le fédéralisme, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et les Canadiens français. Mémoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal au Comité parlementaire de la Constitution du gouvernement du Québec*, 1964, 125 p.

*L'autonomie québécoise*

Ce mémoire, publié aux éditions de l'*Action nationale* comporte une centaine de pages et affirme que l'État du Québec doit agir à titre de gouvernement national ou de « Nation-État » des Canadiens français de la province. Après un survol historique qui reprend les grands thèmes de Brunet – la Conquête et le développement « anormal » des Canadiens français qui s'ensuit –, le mémoire propose un programme politique pour régler les principaux maux qui affligent la société canadienne-française du Québec. Il écorche au passage les « nostalgiques » des années 1920-1930 – c'est-à-dire ceux qui fabriquent et diffusent les « mythes compensatoires » –, l'apothéose de l'autonomie provinciale selon le professeur, ainsi que ceux qui cherchent à maintenir la politique « traditionnelle » du Québec face à la « menace » grandissante du gouvernement fédéral. Comme d'habitude, Brunet affirme que son récit historique fait état d'un « examen objectif de la situation exacte des Canadiens français » au Québec et à l'échelle nationale<sup>94</sup>. Le mémoire de Brunet à la Commission prétend, en plus, être une interprétation fidèle des idées « de tous les Canadiens français intéress[és] au progrès de leur nationalité<sup>95</sup> ».

Le mémoire présente le récit brunetien typique de l'histoire du Canada français. La conquête militaire par les Britanniques a décapité la société canadienne-française, la privant de sa bourgeoisie, la barrant du grand commerce. Les *Canadians* ont d'ailleurs fait naître une nouvelle nation dont les aspirations diffèrent de celles des Canadiens français. Ces derniers doivent se rabattre sur l'État québécois, le seul gouvernement

---

<sup>94</sup> [Michel Brunet], Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, *Canada français et union canadienne. Mémoire présenté le 13 mai 1954 à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Montréal, Les Éditions de l'Action nationale, 1954, p. 15.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 16

qu'ils contrôlent, car le gouvernement fédéral est l'État national du Canada anglais et non pas de la nation canadienne-française.

Le mémoire se conclut en proposant trois scénarios. C'est toutefois de la rhétorique, car un seul de ces scénarios est acceptable selon Brunet. D'une part, il est possible que les Canadiens français renouent avec leur politique « traditionnelle », qui, selon lui, est une « politique de soumission » devant la puissance canadienne-anglaise<sup>96</sup>, c'est-à-dire de sacrifier les ambitions canadiennes-françaises au profit du projet politique canadien-anglais. Cette situation, explique-t-il, est celle qui domine dans la société québécoise présentement, et ce, depuis de nombreuses décennies. C'est « l'unité nationale », d'ailleurs, qui réduit la marge de manœuvre québécoise, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la province. L'exemple utilisé est celui des droits des minorités canadiennes-françaises : « Au nom de l'unité nationale, ils ont sacrifié les droits scolaires de leurs minorités dans les autres provinces. Ils s'avèrent impuissants à les protéger efficacement. » Qui plus est, les Canadiens français du Québec ont participé aux guerres impérialistes du Canada anglais depuis 1899 et se sont soumis à la centralisation, qui est néfaste pour « l'autonomie culturelle de leur nationalité », puisque « le centralisme détruit graduellement les seuls et faibles cadres que la minorité canadienne-française a conservés : son État provincial »<sup>97</sup>. Cette « politique la plus facile » qui est « celle du moindre effort » demeure la pire option disponible à l'État québécois. Elle doit, pour Brunet, être rejetée.

---

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 60-61.

La deuxième option est celle du retour au fédéralisme des années 1920 et 1930, une vision que retiennent les « autonomistes nostalgiques » d'une époque révolue<sup>98</sup>. Il est impossible, selon Brunet, de renverser la vapeur de l'État fédéral concernant les programmes sociaux. Le gouvernement d'Ottawa s'est déjà beaucoup trop ingéré dans les compétences provinciales. De plus, les provinces ont abandonné la vieille bataille pour l'autonomie que seul le Québec mène aujourd'hui. « S'y réfugier plus longtemps serait se condamner à un combat isolé d'arrière-garde. Combat perdu d'avance, car le gouvernement central et la majorité anglo-canadienne n'ont pas l'intention de se retourner à la décade 1920-1930<sup>99</sup>. » L'équilibre qui dominaient durant ces deux décennies a été bouleversé depuis la Seconde Guerre mondiale de sorte que « [l]e gouvernement central ne sera plus jamais placé dans un état, même temporaire, de subordination partielle en face des provinces », notamment en raison du fait qu'Ottawa représente désormais les aspirations des citoyens canadiens-anglais. Il faut donc accepter cette situation et passer à une autre pensée politique. Il faut « une reconsidération du problème des relations » entre le Québec et le Canada afin de renouveler le pacte entre les deux sociétés. Seule une politique canadienne-française peut y remédier.

C'est enfin la troisième option qui, selon le mémoire, doit être adoptée par le gouvernement du Québec. « Un peuple ne peut pas retarder indéfiniment l'heure de l'option », affirme-t-il. En effet, il est urgent que la province prenne une décision claire et

---

<sup>98</sup> Il est tout à fait probable que Brunet parle ici, de manière voilée, de Lionel Groulx. Brunet ne s'attaque jamais directement au chanoine, par respect qu'il retient à l'égard de son « maître ». Groulx demeure un symbole puissant, et Brunet semble préférer vouloir s'en prendre, en général, non pas à lui, mais aux universitaires de Québec et à Trudeau, qui semblent être des cibles beaucoup plus faciles. D'ailleurs, Brunet n'a aucune peur de rompre avec son collègue Trudeau qu'il méprise à plusieurs égards.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 63.

précise quant à l'avenir politique de la nation canadienne-française. Celle-ci doit rejeter les politiques « d'assimilation graduelle » par le Canada anglais et « renforcer les cadres politiques et économiques essentiels à la survivance et à l'épanouissement » des Canadiens français<sup>100</sup>. Évidemment, cette option demeure la seule envisageable, d'après le récit brunetien. Il importe, dans une large mesure, d'investir l'État québécois des structures et institutions nécessaires à une « Nation-État » afin d'enrayer le mal encouru par la Conquête et la politique centralisatrice du Canada anglais : « La situation vraiment anormale qui a prévalu depuis la Conquête ne peut pas durer plus longtemps<sup>101</sup>. »

Cette réflexion s'est faite dans toutes les règles de l'objectivité scientifique, affirme Brunet. « Nous avons délibérément évité tout sentimentalisme inutile » dans l'analyse de l'histoire canadienne-française qu'évoque le mémoire<sup>102</sup>. Néanmoins, il importe de souligner que les cris d'alarme d'un projet d'« assimilation graduelle » par le gouvernement fédéral sont inspirés de l'idéologie brunetienne. Elle demeure une hypothèse selon laquelle les programmes sociaux comme les pensions de vieillesse et l'assurance chômage cachent des projets mesquins de la part du Canada anglais contre l'autonomie provinciale des Canadiens français du Québec.

Il demeure néanmoins que Brunet a entièrement raison d'affirmer que le seul gouvernement contrôlé par les Canadiens français est l'Assemblée législative, et qu'il est préférable de mobiliser les pouvoirs de cet État pour améliorer les institutions de la province, notamment en éducation. « Au Canada français, trop de gens ont longtemps cru que l'éducation était un luxe réservé à quelques privilégiés ou une affaire strictement

---

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 69-70.

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 73.

privée dont l'État ne devait pas s'occuper<sup>103</sup>.» C'est le cœur des recommandations proposées par le mémoire de la SSJBM. Il faut renouveler l'instruction publique en créant un Département de l'Éducation nationale – essentiellement un ministère de l'Éducation et des Universités – qui va investir massivement dans les écoles et les collèges gérés par les communautés religieuses. L'Église n'arrive plus à répondre aux besoins de la société moderne, selon Brunet. Il faut que l'État s'attaque immédiatement au problème de l'éducation<sup>104</sup>.

Le mémoire est un curieux mélange de la promotion de l'État-providence – Michel Brunet, un social-démocrate, veut que l'État investisse dans des programmes sociaux qui seront toutefois créés et gérés par l'État provincial québécois – et l'idéologie de la survivance du Canada français. En effet, la SSJBM cherche à outiller l'État québécois pour élaborer une gamme de programmes sociaux pour les citoyens de la province, tout en voyant d'un œil suspect les projets fédéraux. Le Conseil national de recherche du Canada, la Société Radio-Canada et l'Office national du film du Canada « permettent au gouvernement d'Ottawa d'acquérir un très grand prestige dans les milieux intellectuels canadiens-français », lui donnant une certaine légitimité qui échappe à l'État québécois et qui, enfin, mène à une politique assimilatrice<sup>105</sup>.

L'essentiel des recommandations pour cette « politique canadienne-française » exige une refonte de l'État québécois et une réorganisation de certains ministères. Il faut notamment créer une « politique de défense culturelle » pour contrer l'État fédéral, car il

---

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 81.



est « anormal » que les chercheurs et les artistes soient financés par Ottawa<sup>106</sup>. Un parallélisme institutionnel est donc nécessaire, avec la création, entre autres, d'un « Conseil des Arts, des Lettres et des Sciences » qui peut fournir des prix et des bourses aux étudiants, aux artistes et aux universitaires. Il faut également adopter un processus de rapatriement de techniciens et d'administrateurs qui optent trop souvent, selon Brunet, pour la fonction publique fédérale<sup>107</sup>. Il faut également que l'État crée un ministère des Mines et des Ressources naturelles pour mieux exploiter les vastes dépôts de minéraux qui existent sur le territoire québécois<sup>108</sup>.

Une fois adoptées, ces initiatives vont permettre aux Canadiens français de se retrouver sur un même pied d'égalité et renverser l'effet néfaste de la Conquête. De plus, elles mettront fin au désir « consciemment ou inconsciemment, [de] l'assimilation complète » des Canadiens français par le Canada anglais. Mais Brunet et la SSJBM n'optent pas pour autant pour la promotion du concept de la souveraineté du Québec :

La patrie québécoise n'est pas et ne peut pas être un État pleinement souverain. Les Canadiens français ont toujours reconnu qu'ils doivent collaborer avec les autres habitants du pays et avec les dirigeants de l'État central. Seuls ceux qui ignorent l'histoire des deux Canadas [*sic*] oseraient prétendre qu'ils ont fait preuve de mauvaise volonté. Ils ont la ferme intention de continuer dans la même voie<sup>109</sup>.

Il importe d'ailleurs de rassurer les Canadiens anglais quant aux intentions canadiennes-françaises :

Il est important que la majorité de la population du Canada anglais soit convaincue que les Canadiens français du Québec ne rêvent pas de

---

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 91, 96.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 115.

séparatisme [,] mais ont la légitime ambition de demeurer fidèles à leur tradition culturelle<sup>110</sup>.

Il est donc nécessaire de convaincre les Canadiens anglais de la légitimité des démarches canadiennes-françaises à l'intérieur de la province et d'évacuer toute notion de souverainisme afin d'asseoir la légitimité du projet.

Également, le mémoire rejette la notion de biculturalisme et de bilinguisme pour le pays. « Aucune des deux nations en présence n'a le droit de demander à l'autre de renoncer aux idéaux que chacune incarne<sup>111</sup>. » Le Canada anglais est Anglo-Saxon, le Québec est Canadien français. Il est impossible de le voir autrement. En somme, indique le mémoire, il faut que les Canadiens français du Québec s'arment d'une conscience nationale qui leur permet de mettre sur pied une telle « politique canadienne-française » :

Il est nécessaire pour les Canadiens français de prendre conscience qu'ils forment une Nation-État. De même que les Anglo-Canadiens s'appuient sur le gouvernement central comme sur leur pôle politique naturel, les Canadiens français doivent apprendre à considérer leur gouvernement provincial du Québec comme le gardien légitime du bien commun de leur nationalité. Ils s'efforceront d'en faire un grand gouvernement moderne, pleinement conscient de ses lourdes responsabilités et ayant la ferme volonté et les moyens de s'en acquitter<sup>112</sup>.

Il n'est pas question en 1954 de réécrire la Constitution du Canada ou d'exiger des concessions de la part du Canada anglais. Le mémoire demande que l'État québécois s'active à l'intérieur de ses champs de compétence en se dotant des moyens pour réformer ses institutions. Il importe de noter que de nombreuses recommandations de ce mémoire verront le jour pendant la Révolution tranquille, notamment l'expansion d'Hydro Québec et l'établissement d'un ministère de l'Éducation. Rien ne se produit sous

---

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 123.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 119.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 125. La citation comporte des caractères gras que nous avons enlevé.

la gouverne de Maurice Duplessis, car comme le rappelle Michel Sarra-Bournet, le premier ministre « n'avait aucune intention réformiste » en créant la Commission Tremblay<sup>113</sup>.

Dix ans plus tard, la SSJBM produit un second mémoire sous la plume de Brunet. Contrairement au mémoire de 1954, celui de 1964 est largement diffusé<sup>114</sup>.

*Pour une « association souveraine » du Québec*

La vision de Michel Brunet se précise dans les dix années qui suivent le dépôt du premier mémoire. Ce second mémoire est soumis au Comité parlementaire sur la Constitution de l'Assemblée législative du Québec en 1964<sup>115</sup>. Il est également remis à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur le biculturalisme, sans modification. Cette fois-ci, la SSJBM appuie une forme de souverainisme qui démontre l'influence de Brunet sur l'organisme nationaliste montréalais et l'évolution de l'historien montréalais sur la place des Canadiens français au Canada. Le choix de la SSJBM n'est pas anodin, d'ailleurs. Dans les premières pages du mémoire, on peut lire que la Société s'impose une responsabilité « comme porte-parole de milliers de Canadiens français », produisant un résumé « fidèle » de l'histoire canadienne-française dans le but de proposer une marche à suivre pour l'avenir du Québec<sup>116</sup>.

---

<sup>113</sup> Michel Sarra-Bournet, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 1, (automne 2007) p. 60.

<sup>114</sup> Nous avons repéré qu'un seul article sur le mémoire de 1954. [S.a.], « La Fédération des S.S.J.B. du Québec réaffirme ses positions », *Le Devoir*, 28 octobre 1954, p. 8.

<sup>115</sup> Brunet va néanmoins insister que le mémoire représente la position de la SSJBM et non pas les siennes, quoique les deux soient étroitement liés. Michel Brunet à Yves Michaud, 22 juin 1964. FMB, P136/C-130.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 9.

Brunet propose tout d'abord un survol des divers régimes fédéraux en notant qu'il existe un pouvoir « fédérant » ou « fédérateur » qui impose dans une certaine mesure sa volonté sur le peuple fédéré : « Lorsqu'une fédération s'organise c'est parce que les parties qui la constituent ont dû se soumettre à l'une d'entre elles qui avait les moyens de placer les autres sous sa domination<sup>117</sup>. » Pour Brunet, le fondement d'une relation fédérative est la domination du plus faible par le plus fort. Il y a une violence institutionnelle et une « certaine coercition » qui existe dans cette relation. Celle-ci est analogue à l'histoire canadienne-française alors que les Britanniques ont conquis les Canadiens français et ont cherché à imposer leur domination sur eux.

L'un des vices du système fédératif, d'après l'analyse de Brunet, est que ses « partisans [...] ont tendance à [l']idéaler » et à « le présenter comme le remède à tous les maux de notre époque. [...] Leur conception du fédéralisme est incomplète et irréaliste. »<sup>118</sup>. Pour Brunet, ce remède est néfaste, car il oblige à limiter les pouvoirs de l'État québécois. Le premier chapitre du mémoire, autrement dit, cherche à discréditer la fédération comme mode de gouvernance pour les Canadiens français. Son actuelle mouture au Canada n'est pas adéquate pour les aspirations canadiennes-françaises.

Les intérêts des Canadiens français sont mal servis, de dire Brunet, car « [l']Acte de l'Amérique du Nord britannique avait pour but de créer un État national quasi-unitaire ou quasi-fédéral. Aucun doute n'est possible à ce sujet. » De nouveau, l'historien impose une vérité irréfutable à ses lecteurs, dans ce cas-ci les parlementaires québécois et les membres de la Commission Laurendeau-Dunton, selon laquelle l'objet de l'acte de 1867

---

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 22-23.

était, entre autres, de limiter la marge de manœuvre des Canadiens français dans leur nouvelle province :

Il n'est pas exagéré de soutenir que, conformément à la volonté de ses auteurs, la constitution de 1867 réduisait les provinces à de simples unités administratives dénuées de prestige, de « grandes municipalités » aimait à [*sic*] dire Macdonald, complètement sous la tutelle du gouvernement central ou « national »<sup>119</sup>.

Il faut donc, comme l'a souvent soutenu Brunet, réformer la Constitution pour qu'elle réponde aux attentes des Canadiens français :

Lorsqu'[une constitution] devient un document intouchable, une camisole de force pour la société, le moment est venu d'en adopter une autre. Une constitution n'a pas une existence indépendante du peuple ou de la nation qui l'a établie. Sa raison d'être c'est de servir la société<sup>120</sup>.

La camisole de force à laquelle fait référence Brunet ressemble drôlement à la vision de Creighton et Forsey pour qui il est impossible et impensable d'apporter des transformations à la Constitution sans dénaturer le pays. Brunet a une vision beaucoup plus organique de la loi fondamentale du pays. Lorsque la Constitution est malade, toutefois, il faut opérer.

Un deuxième élément dans la rhétorique de Brunet est le concept mal défini d'accélération de l'histoire. Cette idée, « admise » dans le monde entier, veut que l'évolution des sociétés mondiales soit « accélérée » par rapport à l'époque précédente à la Deuxième Guerre mondiale. L'historien n'a jamais offert de référence ni de définition claire de ce concept, mais l'utilise pour évoquer un grand saut que font les Canadiens français du Québec par rapport à leur passé traditionaliste, agriculturiste, messianique et anti-étatique. Pour Brunet, la période des années 1957 et 1964 est une période intense

---

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 52.

d'accélération, dans laquelle « [l]es Canadiens français du Québec y sont pleinement engagés ». Cette affirmation gratuite traduit néanmoins l'urgence d'agir. En effet, rappelle Brunet, en 1957 le Canada fait élire une minorité conservatrice à Ottawa avec une députation québécoise minime. Dès lors, affirme l'historien, les Canadiens français ont réalisé que les Canadiens anglais « n'avai[ent] pas besoin de leurs votes pour gouverner le pays »<sup>121</sup>. Selon Brunet, cette élection est fondamentale. Elle provoque une prise de conscience chez les Canadiens français qu'ils sont véritablement minoritaires à l'intérieur de l'État canadien, mais sont majoritaires à l'intérieur du Québec. Dorénavant, explique-t-il, les Québécois ont compris que leur avenir passait par la province. En effet, la défaite des libéraux force, selon Brunet, la démission du chef Louis-Saint Laurent, puisque les membres anglophones avaient compris que le parti devenait de plus en plus un parti canadien-français. Par conséquent, la base électorale anglophone a été aliénée. Brunet conclut son analyse en affirmant que les Québécois ont dû se « soumettre à la majorité anglo-canadienne ». Pourtant, après une année de gouvernement minoritaire, Diefenbaker obtient une majorité en ralliant une grande partie de l'électorat québécois.

Nonobstant, Brunet affirme que la jeunesse canadienne-française du Québec, plus exigeante que l'ancienne génération, demande des réformes :

Une nouvelle pensée politique, économique et sociale anime la nation canadienne-française. Il n'est plus question d'assurer sa survivance, mais de lui créer un milieu humain où elle pourra pleinement s'épanouir et offrir à tous ses membres les canaux de promotion qui lui ont été fermés jusqu'ici<sup>122</sup>.

C'est pourquoi Brunet insiste pour une révolution politique au sein du Canada et du Québec. L'État québécois doit s'affirmer à titre de gouvernement national et il faut rejeter

---

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 101, p. 105.

tout appel à l'unité nationale, qui se résume à « un moyen de coercition » emprunté par les Canadiens anglais et qui ne cherche qu'à limiter la marge de manœuvre politique des Canadiens français. D'ailleurs, la Constitution du Canada doit subir une importante révision, estime-t-il, car elle ne répond plus aux attentes des francophones.

La première recommandation du mémoire propose une réforme constitutionnelle pour reconnaître les deux nations et cinq régions qui constituent le Canada. Le centralisme a échoué dans sa tentative de créer un État unitaire. L'impasse qui en découle ne peut être résolue que par une réécriture du document fondamental du pays. Il faut revoir entièrement la façon d'opérer la Confédération canadienne. Le fédéralisme coopératif, affirme Brunet, demeure une chimère et n'arrive pas à répondre au principal différend qu'il existe deux nations dans un même pays<sup>123</sup>.

Il faut réécrire l'AANB afin de refléter les ambitions des Canadiens français. Ottawa ne peut plus être le siège du gouvernement national de l'ensemble des Canadiens, bien qu'il puisse l'être pour le Canada anglais. De plus, la province de Québec doit être reconnue en tant qu'État distinct, voir, associé, à la nouvelle Confédération canadienne<sup>124</sup>.

L'historien offre d'ailleurs une conception précise des deux États qu'il cherche à voir naître. Le Canada anglais serait composé « des provinces anglo-canadiennes » regroupées en fédération. Cela permettrait à cette nation de se doter d'un État central fort pouvant occuper l'ensemble des pouvoirs nécessaires à son développement. De plus, « [s]elon la nouvelle constitution, le Québec deviendra un État souverain », avec la capacité d'octroyer une citoyenneté. Cette situation peut prémunir le Canada contre de

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 112-113; p. 114.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 115.

nouvelles crises politiques et constitutionnelles « qui ébranlent périodiquement le pays » du fait « que le Québec est considéré comme une simple province »<sup>125</sup>.

Cet état n'est plus acceptable pour le Québec des années 1960, croit l'historien. Pour agir à titre de gouvernement national des Canadiens français, l'État québécois doit revoir sa position à l'intérieur de la fédération et, d'après lui, c'est la totalité des Canadiens français qui l'exige : « Québec ne peut plus se contenter de n'être qu'une province. Tous les Canadiens français sont aujourd'hui unanimes sur ce point<sup>126</sup>. » Refuser cette vérité fondamentale équivaut, indique-t-il, « à chercher la quadrature du cercle. De fait, le Canada doit être recomposé à partir du système des États associés, une demande qui ressemble drôlement à la vision de Lévesque lorsqu'il fonde le Mouvement souveraineté-association trois ans plus tard. Selon ce schéma, « [l]e Canada anglais et l'État du Québec s'associ[ent] pour former une véritable confédération » ayant chacun une représentation égale dans une chambre unicamérale par les députés des deux États. Le pouvoir de l'État « central » doit être précis. Aucune loi ne peut être adoptée si elle n'est pas appuyée par une majorité à la fois du Québec et du Canada anglais<sup>127</sup>.

Un référendum permettra au Québec de se doter d'une nouvelle constitution. Lors de ce référendum, les Québécois seront invités à se prononcer sur la création d'une république. Quant à l'élection d'un président, le mémoire s'inspire du processus américain. Il y aura un collège électoral de grands électeurs, qui, contrairement au processus américain, sera formé par des membres des conseils municipaux.

---

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 118.



Brunet esquive la question linguistique d'une manière qui peut faire sourire. Au lieu d'indiquer que la langue officielle du Québec et de l'ensemble de ses institutions sera le français, il affirme que chacun des membres de l'État associé du Canada pourra définir sa langue officielle. L'historien ne ferme donc pas la porte à l'unilinguisme français au Québec, mais se garde de le proposer. Les provinces comme l'Ontario pourront, d'ailleurs, opter pour le bilinguisme. En somme, seuls l'État associé et les instituts fédéraux auront l'obligation d'opérer dans les deux langues. Le professeur évite l'écueil des droits linguistiques d'une manière plus ou moins habile<sup>128</sup>.

Lorsque les médias prennent connaissance du mémoire de la SSJBM, les réactions de certains quotidiens sont virulentes. Par exemple, le *Montreal Star* rejette entièrement ce document. Dans son éditorial du 19 juin 1964, on apprend que

[t]he constitutional brief to be presented to the Quebec Legislature by the St. Jean Baptiste Society of Montreal is an exercise in futility : totally unsuited to meet the needs of French Canada, totally unacceptable to English Canada. If we need constitutional change, it will not be made through the use of this instrument which would merely re-establish the condition of hopeless political deadlock which brought the British North America Act into being<sup>129</sup>.

Ce retour à 1841 est inacceptable pour le quotidien anglo-montréalais. Ce « hopeless deadlock » que va provoquer ce système de gouvernance ne peut remédier aux divers problèmes politiques du Canada en ce moment. Qui plus est, le journal reproche aux auteurs du mémoire d'avoir abandonné les minorités canadiennes-françaises :

In some respects an even more astonishing defect in the schème is the deliberate rejection of the rights, the hopes, the aspiration of the million and a half Canadians of French origin who live in the other provinces. The plan is a plan for Quebec alone. The French-speaking minorities who

---

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 122.

<sup>129</sup> [S.a.], « Study in Futility », *The Montreal Star*, 19 juin 1964. FMB, P136/C-130.

dwel elsewhere are to be thrown upon the tender mercies of the English-speaking majority, – to sink or to swim<sup>130</sup>.

L'éditorial que signe *Le Devoir* sous la plume de Paul Sauriol la même journée souligne que la qualité du mémoire est « inégale » et qu'il ne peut être jugé dans son ensemble. Le document est le fruit de

l'œuvre d'une équipe de spécialistes sous la direction de M. Michel Brunet et qui correspond aux vues des cadres de notre société nationale. Cela donne à ce mémoire une autorité et un prestige indiscutables, mais ce serait excessif d'y voir l'expression d'une sorte de plébiscite du Canada français<sup>131</sup>.

*Le Devoir* renouvelle donc les lettres de noblesse de Brunet en 1964, bien qu'il nuance l'influence de ses idées auprès de l'ensemble des Canadiens français. L'éditorial affirme néanmoins que le mémoire est une bouffée d'air frais, car il s'inscrit à titre de « solution intermédiaire » entre le « fédéralisme canadien renouvelé » et « les indépendantistes qui prônent la séparation complète du Québec », malgré le fait que le document se déclare pour la constitution du Québec comme État souverain. L'éditorial, en somme, demeure très nuancé au sujet du mémoire. Il n'approuve pas explicitement ses recommandations, préférant plutôt appuyer les nouvelles idées pour résoudre la crise politique entre Québec et Ottawa. Il faut noter, toutefois, que Sauriol ne rejette pas les positions somme toute radicales du mémoire. Cette tâche revient à Claude Ryan qui lance une véritable salve contre la SSJBM le 20 juin.

Ryan écorche violemment la SSJBM dans son éditorial consacré au document de la société. Il juge que l'organisme montréalais met « l'histoire au service d'une thèse fragile ». Il qualifie les cent premières pages du livre de « lourd et brutal » du « style

---

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> Paul Sauriol, « Une nouvelle confédération de deux États nationaux », *Le Devoir*, 19 juin 1964, p. 4.

“assommoire” [*sic*] dans lequel excelle M. Michel Brunet », comme quoi l’historien multiplie les passages dramatiques pour convaincre son lecteur<sup>132</sup>. Ryan remarque que Brunet est très sélectif avec ses éléments de preuve, notamment au sujet du premier ministre John A. Macdonald. Mais la plus importante critique, du moins contre la méthode de l’historien, que formule Ryan, est l’accusation de n’être rien de moins qu’un chroniqueur, un « assembleur de faits au service d’une thèse qui court en filigrane sous le récit ». Ryan vise juste lorsqu’il informe les lecteurs du quotidien montréalais que ce qui ressort du mémoire est d’abord et avant tout la vision « que le professeur Brunet se fait de l’histoire ». Pour Ryan, « [c]ette vision est trop sommaire pour être acceptable à un esprit civilisé », soulevant ainsi des faiblesses dans les textes historiques de Brunet. Il conclut sa critique avec une sévère réprimande à l’égard de la société nationale :

En se laissant entraîner dans des thèses douteuses, la SSJB trahit son rôle de porte-parole de toute la nation. Elle devient l’écho d’une école de pensée dont les postulats justifient des réserves sérieuses. Elle laisse plus d’un observateur songeur sur la qualité des méthodes de travail qui prévalent au sein de cet organisme<sup>133</sup>.

Brunet n’a pas, à notre connaissance, répondu aux accusations de Ryan. Les critiques du rédacteur en chef du principal journal nationaliste du Québec laissent entendre néanmoins que l’« unanimité » à laquelle fait référence le professeur montréalais n’est pas nécessairement acquise. D’ailleurs, les raccourcis qu’il emprunte sont dénoncés dans la presse, ternissant quelque peu l’image de l’historien. En effet, il est accusé de devenir propagandiste.

---

<sup>132</sup> Claude Ryan, « L’histoire au service d’une thèse fragile », *Le Devoir*, 20 juin 1964, p. 4.

<sup>133</sup> *Ibid.*

Mais l'historien obtient néanmoins sa part d'appuis. Léo Gagné, qui est secrétaire des États généraux du Canada français, écrit au président de la SSJBM le 17 novembre, une lettre que l'on retrouve dans les archives de Brunet pour féliciter le président et son équipe pour avoir défendu avec vigueur le mémoire de la société lors d'une séance au comité parlementaire de la province. « Messieurs Michel Brunet et François-Albert Angers ont brillamment défendu les thèses que votre Société a proposées », indique-t-il. Plus encore, le secrétaire affirme que l'événement était ni plus ni moins un tournant dans l'histoire du Québec :

On a eu l'impression d'assister à un moment historique puisque, pour la première fois peut-être, l'on entendait une Société nationale présenter officiellement dans l'enceinte du Parlement de la nation des propositions concrètes pour assurer l'épanouissement de notre collectivité et l'avenir du Québec<sup>134</sup>.

En effet, Brunet doit, avec l'équipe de la SSJBM et le rédacteur en chef de l'*Action nationale*, François-Albert Angers, défendre les propos tenus dans le mémoire en comité législatif. Avant la rencontre qui se déroule le 10 novembre, les parlementaires invitent l'historien à préciser ses idées en lui envoyant une série de questions. Brunet répond par un document de vingt pages. Notons, par exemple, la deuxième question qui stipule que la Commission Tremblay a indiqué que le régime fédéral a octroyé aux Canadiens français du Bas-Canada un État autonome, de sorte qu'il est difficile de parler d'une œuvre de centralisation comme le prétend Brunet. La réponse de l'historien est impitoyable. La Commission Tremblay a « faussé l'histoire ». Tout ce qui importe, écrit-il, est que les Canadiens français d'aujourd'hui ne sont plus de la même opinion qu'en

---

<sup>134</sup> Lettre de Léo Gagné à Paul-Émile Robert, 17 novembre 1964. FMB, P136/C-130.

1954 ou 1867. Il est indéniable, indique-t-il, que les conférences de Québec et de Charlottetown cherchaient à créer un État centralisateur<sup>135</sup>.

La commission parlementaire a d'ailleurs eu la même idée que le *Montreal Star* avec sa quatrième question, alors qu'elle demande au professeur d'expliquer comment la double majorité va empêcher de produire d'interminables luttes politiques comme l'histoire l'a démontré pour le Canada Uni. Dans sa réponse, Brunet rappelle qu'il est important que le Québec ait ce que l'on peut appeler essentiellement un droit de veto sur l'ensemble des lois présentées devant la chambre fédérale afin de protéger ses intérêts.

Lorsqu'elles [les deux gouvernements] ne seront pas d'accord, des négociations politiques deviendront nécessaires comme cela se produit entre États souverains liés par des traités et agissants en commun par le truchement d'institutions supranationales<sup>136</sup>.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que le comité parlementaire sollicite l'opinion de l'historien à propos des minorités canadiennes-françaises. On demande à Brunet si le Québec doit s'occuper du « million de Canadiens français vivant hors de ses frontières ». L'historien répond : « Le premier devoir de l'État du Québec c'est de veiller au bien-être et au progrès de la société québécoise<sup>137</sup>. » Cela dit, il nuance quelque peu. Si l'union des Maritimes voit le jour, indique-t-il, il faudra que le Québec souverain exige un référendum pour les Acadiens du nord du Nouveau-Brunswick. Ces derniers « devraient avoir la liberté de se prononcer [...] sur leur annexion à une grande province anglaise des Maritimes ou à l'État du Québec ». Autrement, les droits scolaires pourront être maintenus dans les provinces anglophones par la négociation de traités de réciprocité

---

<sup>135</sup> [Michel Brunet], *Addenda au mémoire soumis au comité parlementaire de la Constitution, Montréal, novembre 1964*, p. 4. FMB, P136/C-18.

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 8

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 16.

entre le Québec et ces États. Enfin, comme une dernière proposition pour venir en aide aux minorités canadiennes-françaises, « [l']État du Québec devra aussi prévoir une politique de rapatriement pour les Canadiens français désireux de venir vivre dans un milieu plus propice à leur culture », une idée que reprend notamment René Lévesque lors d'une scène classique du documentaire de Pierre Perrault produit par l'Office national du film du Canada en 1970 intitulé *Un pays sans bon sens*<sup>138</sup>.

La discussion concernant le mémoire se poursuit lors de la séance orale du comité à laquelle participe l'historien. Ce dernier persiste et signe au sujet de la réécriture de la Constitution du Canada. « [L]’entente de 1867 » explique-t-il « répondait à des inquiétudes des gens de 1867 ». Elle ne répond plus aux préoccupations des Canadiens français de 1964. « [N]ous sommes rendus à une autre étape où il faut projeter de prévoir de nouvelles structures »<sup>139</sup>. Malgré sa présence à la séance, Brunet demeure curieusement discret, laissant surtout la parole à François-Albert Angers qui monopolise grandement la discussion en insistant sur les questions d'ordre économique.

La suite trouve peu d'écho dans la presse. Paul Sauriol signe toutefois un éditorial, le 17 novembre 1964, dans lequel il souligne le passage de la SSJBM à la commission parlementaire une semaine plus tôt. Le texte de l'éditorialiste porte sur la capacité d'Ottawa à imposer unilatéralement le rapatriement de la Constitution, une

---

<sup>138</sup> Pierre Perrault, *Une pays sans bon sens!*, Office national du film du Canada, 1970, n.b., son, 117 min 7 s. Disponible en ligne [[https://www.onf.ca/film/un\\_pays\\_sans\\_bon\\_sens](https://www.onf.ca/film/un_pays_sans_bon_sens)]. Dernier accès 16 novembre 2015. Notons toutefois que nous n'avons pas retrouvé dans la correspondance de Brunet des preuves concrètes comme quoi la pensée de Brunet a directement influencé celle de Lévesque.

<sup>139</sup> [S.a.], *Séance orale du comité [parlementaire sur la Constitution]*, R/1071, p. 1. FMB, P136/C-18.

possibilité que redoute Sauriol et qu'il espère sera étudiée par le comité afin de colmater cette brèche de procédure dans les négociations constitutionnelles<sup>140</sup>.

\*\*\*

Michel Brunet a été une force déterminante dans la rédaction des mémoires que propose la SSJBM à la Commission Tremblay et au Comité parlementaire. L'historien est devenu l'éminence grise de la Société et lui a livré sa plume pour faire avancer son idéologie sur la question canadienne-française. Mais il se défend auprès d'Yves Michaud que les prises de position dans les mémoires de la SSJBM n'engagent qu'elle, et qu'elles ne reflètent pas nécessairement son point de vue. Or, il y a des liens directs entre les diverses thèses de Brunet et les idées qui se retrouvent dans les documents. Il est sans doute l'auteur des parties consacrées à l'histoire et qui occupent la majorité du contenu des mémoires. Poursuivant sur sa lancée, il décrit comment le gouvernement fédéral est devenu le gouvernement national du Canada anglais et non pas celui des Canadiens français, comme quoi il faut accroître la présence de l'État québécois dans la vie des citoyens de la province, allant même jusqu'à demander une « souveraineté associative » qui n'est toutefois pas « le séparatisme ». Les solutions proposées par la SSJBM sont également celles que présente l'historien dans ses nombreux écrits. Si les mémoires n'engagent que la Société, elles portent partout les empreintes de l'historien. De plus la lettre d'introduction du premier document, signée par le président général de la SSJBM, F.-Eugène Therrien, comporte la salutation typique de Brunet dans sa correspondance « Veuillez me croire, votre tout dévoué ».

---

<sup>140</sup> Paul Sauriol, « Un oubli dans la formule de rapatriement de l'AANB », *Le Devoir*, 17 novembre 1964, p. 4.

\*\*\*

Brunet réussit à bien se positionner dans la société civile à titre de professeur qui retient beaucoup l'attention de la presse montréalaise, ainsi qu'à titre de militant de la SSJBM pour qui il rédige deux importants mémoires. Contrairement à Donald Creighton, l'historien montréalais multiplie les voies d'action pour disséminer son message. Il obtient d'ailleurs quelques succès. De nombreuses recommandations proposées par la SSJBM à la Commission Tremblay voient le jour sous la gouverne des libéraux de Jean Lesage, bien que ceux-ci n'obtiennent le pouvoir que six ans après le dépôt du document de la Société. Son bilan dans la presse est plus mitigé, toutefois, car ce sont d'importantes personnalités, des gens comme Gérard Filion, Claude Ryan et Léo-Paul Desrosiers qui viennent à critiquer de manière virulente le professeur après que ce dernier vit une lune de miel avec la presse montréalaise dans la foulée de son embauche. Tout compte fait, ses activités dans l'espace public nous montrent qu'il est un maître communicateur et sait bien multiplier les activités pour promouvoir l'idéologie de l'École de Montréal.



## Chapitre sixième – L’ultime effort de Donald Creighton

Donald Creighton s’engage très tardivement auprès des institutions parlementaires afin d’y expliquer sa vision du Canada. En effet, contrairement à son homologue Brunet, il ne milite pas activement dans les organismes nationalistes, préférant surtout prononcer des conférences publiques. Toutefois, suite à une invitation du premier ministre John Robarts, Creighton se joint en 1965 au Comité consultatif de l’Ontario sur la Confédération (CCOC) pendant cinq années frustrantes avec son ami de longue date, Eugene Forsey. Celui-ci, qui est devenu sénateur, incite le doyen de l’histoire canadienne, en 1970, à prendre la parole devant le comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat sur la Constitution au cours duquel Creighton fait un dernier plaidoyer pour un État central fort et refuse sans équivoque d’effectuer des concessions aux nationalistes canadiens-français. Creighton a également publié des chroniques choquantes dans le *Maclean’s* et le *Saturday Night* qui ont donné de nombreuses munitions aux opposants à la *Loi sur les langues officielles*, adoptée en 1969, et au biculturalisme.

Ce chapitre analyse les conférences publiques de Creighton à la fin des années 1960 qui, contrairement à Brunet, n’ont généralement pas été publiées et, par ce fait, n’ont pas obtenu une seconde vie. Nous découvrirons les efforts de Creighton pour éduquer la population sur la nature de la Confédération. Il est aussi question des écrits de Creighton dans les médias et les magazines d’actualité, un engagement intellectuel que l’historien entreprend vers la fin de sa carrière. Également, nous analyserons la participation de Creighton au sein du CCOC et son passage au comité mixte de la Chambre des communes sur la Constitution. Durant son séjour à la CCOC, Creighton

forge un pacte avec Forsey pour tenter d'orienter ces débats. Son échec, toutefois, est total.

### **I) Le doyen prend la parole**

#### *La construction d'un mythe*

Les recherches qu'entreprend Creighton sur John A. Macdonald au cours des années 1950 l'influencent énormément. Il cherche, dans son œuvre d'historien, à donner les outils aux Canadiens pour résister, comme l'a fait le vieux chef Macdonald, à l'impérialisme étatsunien. Le *Vancouver Province* commente un discours de Creighton, le 17 août 1954 sur le Canada dans la guerre froide dans le cadre d'un colloque à Couchiching « that will sound pleasant in Communist ears » en raison de son anti-américanisme. Pour Creighton, « [o]ut of it [la guerre froide] there arises a fanatical spirit, brooking no compromises, which clamors for a war of righteousness for extermination of all those heretics who refuse to accept our principles and share our way of life »<sup>1</sup>. Que Creighton décrive les États-Unis comme l'agresseur dans ce conflit ne convient pas à l'éditorialiste de la *Province* :

We suggest Prof. Creighton is guilty of distortion both of American basic policy and the real source of aggravation in the present tense world. [...] To suggest that the U.S. [is] interested in imposing and "ideology" on other peoples is a distortion of fact. It is the Communists who are trying to impose an "ideology" on the world<sup>2</sup>.

L'historien est découragé par les journaux. La guerre de Corée prouve l'existence du nouvel impérialisme américain. D'ailleurs, comparer le professeur à un sympathisant communiste démontre la pauvreté de l'analyse du journal en question. Tout compte fait,

---

<sup>1</sup> [S.a.], « Professors Get Out Of Focus, Too », *The Vancouver Province*, 17 août 1954. BAC, MG 31/D 77/vol. 16.

<sup>2</sup> *Ibid.*

l'intervention à Couchiching nous dévoile l'angoisse que Creighton a pour l'avenir du pays.

Le capital symbolique de Creighton s'accroît suite à la publication de sa biographie de Macdonald. Une première participation dans l'espace public suit. Creighton rédige en 1955 le scénario de l'émission *Exploring Minds* à CBLT Toronto portant sur Macdonald et la Confédération, ce qui lui permet de démontrer que son héros est au centre des transformations politiques du pays. Le chemin de fer Pacifique canadien devient la « track of Canada » qui s'érige dans la poursuite de son obsession pour l'unité du Canada. Malgré les prétentions américaines sur les prairies et la résistance des métis, Macdonald est demeuré fidèle à sa vision du pays « to get possession of the western territory »<sup>3</sup>. Rappelons que, pour Creighton, les Territoires du Nord-Ouest sont destinés à devenir des terres canadiennes. Pour l'historien, le malheur dans ce projet est le scandale du Pacifique qui retarde le progrès au Canada pendant dix ans. Ce scandale est, d'après lui, la responsabilité de Hugh Allan et d'entrepreneurs américains qui cherchaient, en subterfuge, à contrôler le chemin de fer. « [Allan] was determined to obtain the presidency and majority control of the amalgamated company – a control which he would secretly share with his American associates »<sup>4</sup>. Macdonald serait une victime de sa confiance envers l'entrepreneur qui était très heureux de financer la campagne électorale du premier ministre. Toutefois, écrit l'historien, le chef coriace refuse de s'avouer vaincu et redouble ses efforts pour regagner la confiance des Canadiens. En dépit des dépassements de coûts et de l'incompétence du syndic, le chemin de fer nécessite une

---

<sup>3</sup> [Donald Creighton], « Macdonald and National Expansion », scénario radiophonique pour *Exploring Minds*, 6 novembre 1955, p. 2. BAC, MG 31/D 77/vol. 17.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 4.

importante injection de deniers publics, et ce, malgré une forte opposition « [that t]hey faced [...] manfully – and successfully »<sup>5</sup>. Malgré l'apport de ces nouveaux capitaux, le Pacifique canadien est incapable de terminer ses travaux. Par ailleurs, la résistance des métis du Nord-Ouest devient, pour Creighton, la planche de salut pour le projet transcontinental :

The rebellion gave the railway its great opportunity [...]. With amazing swiftness the Canadian militia companies were hastened over [...] and the rebellion was crushed before it ever had a chance to get really under way. The Canadian Pacific had performed a stupendous national service. As Tupper said, "But for the rapid construction of the C.P.R. the country might have been torn to pieces, and enormous waste of blood and treasure involved"<sup>6</sup>.

Malgré ces obstacles, le Canadien Pacifique est complété en 1885.

Creighton demeure actif dans l'espace public en 1957, année durant laquelle les conservateurs de John Diefenbaker parviennent à former un gouvernement, quoique minoritaire, après des décennies sur les banquettes de l'Opposition. L'historien livre un discours qui est très bien accueilli par les militants du parti, puisqu'il insiste sur l'importance du lien britannique pour le Canada. Invité à discourir sur la tradition canadienne au collège Carleton (qui deviendra une université quelques mois plus tard), l'historien puise longuement dans ses recherches sur Macdonald pour émouvoir son auditoire de 500 personnes. Le Canada, dit-il, passe à travers l'une des périodes les plus excitantes et les plus dangereuses depuis sa fondation. Il attaque passionnément l'héritage de Mackenzie King et dénonce le déclin du Commonwealth dans l'imaginaire canadien. La myopie des libéraux envers l'empire, estime l'historien, profite aux ambitions économiques des Américains en accélérant l'intégration du pays au marché du sud.

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 14-15.

L'artisan principal du Canada, Macdonald, anticipe ce scénario et a justement modelé le Canada de manière telle qu'il allait éviter les dérapages de la République américaine<sup>7</sup>.

Creighton dénonce le récit « libéral » ou *whig* de l'histoire canadienne. Il dénonce l'infatigable vague d'historiens dits « libéraux » de la trempe de Frank Underhill qui, selon lui, se vautraient dans une idéologie fondée sur le rejet de la Grande-Bretagne. « The Anglo-Canadian alliance was at the core of Macdonald's policy » affirme le vieux routier, une alliance qu'a abandonnée le premier ministre King, annonçant du même coup la montée de « l'autorité » étatsunienne : « Under persuasion which may very well be heavy pressure, are we being fitted smoothly and permanently into a continental capitalist organisation ». Cela provoque une position de faiblesse unique dans l'histoire du pays selon l'historien, alors que le siècle précédent démontra la vigueur des politiciens conservateurs comme Macdonald et Cartier qui, ensemble, ont créé une nation *a mare usque ad mari* en moins de vingt-cinq ans<sup>8</sup>.

Son discours fouette l'ardeur de nombreux membres du Parti progressiste-conservateur du Canada. L'État-major du parti prie Creighton d'envoyer son texte afin qu'il puisse être distribué à l'ensemble des députés bleus. Visiblement surpris et sans doute soucieux de la distance qu'il estime nécessaire de maintenir entre l'intellectuel et l'engagement libéral, Creighton refuse l'invitation : « I did not write the essay as a party

---

<sup>7</sup> James McCook, « Sir John A. Back on Canadian Scene », *Ottawa Journal*, 18 février 1957. BAC, MG 31/D77 vol. 2.

<sup>8</sup> *Ibid.*

or campaign pamphlet and I should not like to be put in the position of seeming to have done so<sup>9</sup>. »

### *Le combat canadien*

Les interventions de Creighton entre 1957 et 1966 deviennent plus rares. Mais ce dernier s'active de nouveau à partir de 1966. Cette fois-ci, Creighton dénonce ce qu'il considère comme une utilisation malhonnête de l'histoire par certains nationalistes canadiens-français. Il prononce une conférence publique qui a des échos à l'échelle du pays, puisqu'elle constitue sa première réaction publique au dépôt du rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur le biculturalisme, survenu un an plus tôt, et qui favorise les discussions sur le bilinguisme et les politiques à adopter pour favoriser la promotion des droits des minorités françaises. Le professeur participe à une série de causeries dans le but de convaincre les citoyens de la nécessité de resserrer les rangs contre l'afflux de capitaux américains et l'utilisation tronquée de l'histoire par les Canadiens français. Étant l'historien le mieux connu du Canada anglais, le doyen se sert de son capital symbolique comme moyen pour légitimer son propos. Il profite des tribunes publiques et de la presse écrite pour présenter ce qu'il décrit comme la « vérité historique » que l'ensemble des Canadiens anglais doivent connaître. Il procède à une interprétation fortement politisée de ses recherches afin de donner des munitions aux nationalistes « britannicistes » du pays.

---

<sup>9</sup> Lettre de Donald Creighton à Ruth M. Rolph [née Cooper, responsable de la recherche et de la publicité pour le Parti progressiste-conservateur du Canada], 6 mars 1957. BAC, MG31/D77 vol. 2.

Une des particularités du propos de Creighton est qu'il est fort conscient de ne parler que pour le Canada anglais. Il ne fait aucun effort pour tenter de rejoindre la population canadienne-française. Ces derniers demeurent, selon son idéologie, campés au Québec avec quelques groupements francophones vivant à l'extérieur de cette province. Pour Creighton, l'essence fondamentale du continent est son caractère britannique.

Pour Creighton, il existe deux types de nationalistes au Canada français : les partisans du bilinguisme et du biculturalisme et les séparatistes. Selon lui, chacun de ces groupes a rejeté l'histoire du pays ou offre une version tronquée des faits afin de nourrir et de justifier leur position politique. Ces deux groupes ont mal interprété l'histoire de la création de la Confédération. Ils « argue that it has been misunderstood, that its true meaning has been lost or forgotten, and that the truth has finally been rediscovered by, of course, the revolutionaries themselves<sup>10</sup> ». Ces nationalistes « révolutionnaires » rejettent le fait que le Canada est une union de provinces en stipulant qu'elle est d'abord et avant tout un pacte entre deux groupes ethniques.

Pour Creighton, la solution au problème politique du pays se retrouve dans l'esprit de l'entente entre les Pères de la Confédération lors des rencontres de Charlottetown, de Québec et de Londres. Croyant dans une vision plutôt légaliste de *l'Acte de l'Amérique du Nord britannique*, l'historien croit tout simplement que ce sont les institutions juridiques et les assemblées législatives du gouvernement fédéral et de la province de Québec qui doivent nécessairement être bilingues.

---

<sup>10</sup> Donald Creighton, « 1867 - And all That », conférence présentée par Donald Creighton à la *University College Alumnae Association* 1966, BAC, MG 31/D77/vol. 4, « General Correspondance 1966 ».

Le professeur fait une curieuse remarque au sujet du présentisme des nationalistes lorsque ces derniers abordent l'histoire canadienne :

The theorists of Confederation as a bicultural compact insist [...] that we must look at these events in a very special way. We are invited to regard the Quebec Conference as a mid-Victorian Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism in British North America [...] <sup>11</sup>.

Pire encore, ces nationalistes ne comprennent pas la diversité de la présence anglophone durant les conférences sur la Confédération, car ils les croient homogènes. De plus, ces conférences ne se déroulent pas sur des bases ethniques : « On the contrary, their purpose was a political agreement between Canadiens [...] on the one hand, and Maritimers on the other <sup>12</sup>. » Preuve que le dialogue était plutôt entre les colonies, l'historien affirme qu'il n'y avait que peu d'intérêt pour la langue française lors des discussions. L'analyse de Creighton manque toutefois de finesse puisqu'elle omet de reconnaître que les droits religieux ont souvent été liés aux droits des francophones dans les provinces majoritairement protestantes. Elle est d'ailleurs tout aussi présentiste que celle qu'il dénonce, cherchant surtout à couler dans le béton une interprétation de la Constitution, plutôt que de la laisser mûrir avec le temps.

S'improvisant constitutionnaliste, le doyen de l'histoire au Canada anglais estime que tous les droits linguistiques que les Pères de la Confédération cherchent à garantir se retrouvent dans l'article 133 de cette loi britannique. « [T]hese rights are obviously very precise », dit-il, « and limited », un trait positif de l'Acte de 1867 que doit protéger les générations futures. En anéantissant les tentatives de construire une base juridique et constitutionnelle à la théorie du pacte des peuples fondateurs, Creighton aspire à limiter

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 10.



la propagation des droits linguistiques. Son interprétation devient un bouclier contre la déformation et la dénaturation de l'esprit de la Confédération, une nation britannique avec une réserve bilingue au Québec. Le mouvement de population vers l'Ouest et la réinterprétation des « faits » objectifs par les néonationalistes<sup>13</sup> ne doit pas avoir lieu. Il faut renforcer les remparts contre l'invasion barbare.

Creighton affirme que, si les Canadiens français qui ont négocié l'AANB étaient insatisfaits, ils se seraient opposés à l'entente. Encore une fois, la stratégie de l'historien est claire : puisque des Canadiens français ont participé au processus qui a mené à la rédaction de l'AANB, il faut donc croire qu'ils étaient entièrement d'accord avec son contenu. Or, on sait que les discussions à la conférence de Québec se sont déroulées à huis clos. Il demeure impossible de connaître la teneur des débats. Plus récemment, Éric Bédard a soutenu que la stratégie des réformistes a été de protéger par tous leurs moyens l'avenir des Canadiens français à travers leurs institutions, notamment avec la création d'une assemblée législative qui, rappelons-le, n'existait pas au temps de la Confédération<sup>14</sup>.

L'interprétation legaliste est donc au cœur de la pensée de Creighton sur le sujet :

The case for Confederation as a bicultural compact is so completely imaginary that its advocates are prudently inclined to define it as an « extra-legal », « implicit » or « tacit » agreement. If they were honest with themselves, and the Canadian people, who have had to put up with enough nonsense on this subject, they would admit candidly that there is no evidence for their theory at all<sup>15</sup>.

---

<sup>13</sup> Rappelons que le néologisme « néonationaliste » est né beaucoup plus tard que les années 1960. Elle tire son origine de Michael Behiels *Prelude to Quebec's Quiet Revolution* qui est publiée en juin 1985. Qui plus est, Creighton n'a que peu de nuances dans son interprétation du nationalisme canadien-français. Ils sont simplement des « séparatistes » ou des « biculturalistes ».

<sup>14</sup> Éric Bédard, *Les Réformistes*, op. cit.

<sup>15</sup> Creighton, « 1867 and all that », p. 14.

Notons que Creighton passe sous silence le fait que les Constitutions des provinces de l'ouest, en particulier celle du Manitoba, ont inclus des articles portant sur la protection des deux langues. Il dira plus tard, comme on l'a mentionné dans le troisième chapitre, que la « nature permanente » (anglo-canadienne) de ces provinces n'avait pas encore été établie et que leur bilinguisme était une erreur. Pour Creighton, l'octroi de droits linguistiques aux populations francophones de l'Ouest s'est fait à contrecœur. Pire, c'est sous la contrainte des métis et des nationalistes canadiens-français que de tels articles ont été adoptés. La constitution du Manitoba ne reflétait pas la réalité démographique et ces décisions ont été prises « *prematurely and unwisely before the prairies had time to develop their true and permanent character*<sup>16</sup> ».

La curieuse manœuvre d'acrobatie libérale peu commune à l'historien s'avère être très peu convaincante. Il est clair que le projet impérialiste de colonisation de l'Ouest canadien s'est produit au détriment des populations autochtones, métisses et francophones qui y résidaient. Ce sont les politiques publiques de l'État fédéral, destinées à peupler le territoire avec des immigrants attirés par le potentiel agricole des prairies, qui ont dramatiquement changé l'équilibre démographique de la région. En effet, le gouvernement a peu encouragé les francophones à s'implanter dans l'Ouest. Il faut dire que, vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les pays de langue française de l'Europe font l'expérience d'une rapide industrialisation, alors que plusieurs autres régions de l'Europe de l'Est peinent à retenir leurs populations qui se dirigent en masse vers ces « nouveaux » territoires. Le Canada, d'abord et avant tout, cherche à consolider son caractère anglo-britannique.

---

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 15.

Au lieu de souligner le fait que l'arrivée de populations en provenance de l'Ontario et d'ailleurs dans le monde a surpassé le nombre de francophones et de Métis, Creighton affirme que le nombre d'anglophones qui converge vers cette partie du pays est le résultat d'un mouvement naturel de migration. « The West turned with determination against the *inappropriate* constitution which had been *imposed* upon it; and [...] ended in the virtually total rejection of biculturalism ». Cette politique serait injuste et imposée de force, et ce ne serait que lorsque l'Ouest obtient une certaine autonomie du gouvernement central – le Manitoba le fait en 1890 – que la région rejette sans appel le bilinguisme et le biculturalisme. Contrairement à son proche ami Bill Morton qui est pourtant un partisan des torys, « [t]he idea of a bicultural compact, implicit in the B.N.A. Act, explicit in the original constitutions of Manitoba and the North-West Territories, is a myth »<sup>17</sup>.

Même lorsque l'Ouest corrige l'erreur historique du « biculturalisme », contraire à son développement « naturel », Creighton affirme que le Canada français a beaucoup bénéficié de l'AANB. La création d'institutions fédérales, que ce soit la Société Radio-Canada ou l'Office national du film, chacune ayant des sections francophones, fait la démonstration que le français a occupé une place de choix qui dépasse les obligations constitutionnelles. Les Canadiens français seraient donc fort gourmands, compte tenu du fait que l'assimilation corrige, selon le professeur, l'anomalie démographique qu'est la présence française hors Québec<sup>18</sup>.

En empruntant une idée propagée en partie par l'historien Michel Brunet, Creighton affirme qu'il est naturel que l'existence du français à l'ouest de l'Outaouais s'estompe : « The plain fact is that a large number of French Canadians have found it to

---

<sup>17</sup> *Ibid.* Les italiques sont de nous.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 18.

their interest or advantage to speak English rather than French. And there is every evidence that this tendency will increase rather than lessen in strength. » La nature de l'Amérique du Nord favorise cette intégration à l'anglais. L'historien fait ici allusion à son *Dominion of the North* qui, deux décennies plus tôt, affirmait que les moteurs de la modernité capitaliste étaient les marchands anglais<sup>19</sup>. Creighton reste fidèle à la thèse du Québec comme formant une *priest ridden province* – c'est-à-dire d'une conception d'un retard ethnique des Canadiens français en raison du contrôle de l'Église catholique – qui constitue un des éléments de l'interprétation historique de l'historien Fernand Ouellet, ce dernier s'ayant en partie inspiré du doyen de l'histoire canadienne.

Selon Creighton, tout geste favorable au biculturalisme n'aurait qu'un effet négatif pour l'économie canadienne, notamment celle de l'Ontario en raison de l'ignorance des Franco-Ontariens de l'anglais. L'historien affirme que « the only positive result [du bilinguisme en Ontario] would be to increase the number of Ontarians who are not fluent in English and who are therefore handicapped in all the main activities in the province. » Avec un parallèle on ne peut plus clair avec le rapport de Lord Durham, rédigé 126 plus tôt, la tolérance du bilinguisme dans la province-reine reléguerait les Canadiens français au rang de « *second-class citizens* » de la province<sup>20</sup>. Pour Creighton, le français a survécu au Canada en raison du caractère centralisateur de la fédération. « The Fathers of Confederation reached a settlement which gave the French language the best chance it will ever have in this continent<sup>21</sup>. » Tout changement à cette Constitution ne ferait qu'affaiblir le Canada, ce qui nuirait à la survie de la langue française.

---

<sup>19</sup> Donald Creighton, *Dominion of the North*, Boston, Houghton Mifflin, 1958, 619 p.

<sup>20</sup> Creighton, « 1867 and all that », p. 21-22.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 22.

L'idéologie centralisatrice de Creighton est difficilement masquée dans l'argumentaire de l'historien auprès de la foule. C'est que ce dernier voit grand et ratisse large dans son analyse de la crise canadienne. Lorsque Macdonald a négocié la Confédération, il a tenté par tous les moyens de créer un pouvoir central fort. Ces affirmations pullulent dans sa biographie en deux volumes du premier ministre. Assurément influencé par ses recherches, l'historien a créé un univers dans lequel l'avenir du pays n'était garanti que par sa capacité de se maintenir comme un contrepoids aux États-Unis. En ce sens, Creighton se bat contre un autre courant qu'il juge nocif pour le Canada : la décentralisation de l'État fédéral. Pour l'historien, l'AANB a été formée « to create a strong, centralized federation which would avoid the decentralizing weaknesses of the American federal system » qui, à l'époque, avait provoqué une guerre civile sanglante<sup>22</sup>. Si les libéraux de Pearson réécrivent la Constitution, le pays risque de chavirer et tomber sous l'influence des Américains. Voilà un des sens de la vision « apocalyptique » du nationalisme qu'a identifié Jonathan Sufrin dans sa thèse de doctorat sur les nationalistes canadiens-anglais<sup>23</sup>.

Les libéraux, selon Creighton, sont des victimes de la stratégie concoctée par les provinces qui cherchent à diminuer l'importance de l'État central dans l'économie du pays. L'historien torontois dénonce justement les conférences fédérales-provinciales qui rassemblent « eleven sovereign governments of Canada, which has no place in the Canadian Constitution », une méthode qui, selon l'historien, demeure antidémocratique,

---

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>23</sup> Jon Sufrin, *The Canadian Apocalypse*, *op. cit.*

car elle « decide our destinies in secret »<sup>24</sup>. Elle trahit l'esprit de 1867 en ce sens qu'elle ne correspond pas à la vision de Macdonald.

Cette première dénonciation de la part de Creighton depuis la publication du *Rapport préliminaire* de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur le biculturalisme provoque d'importants remous de part et d'autre de la frontière linguistique. Chez les anglophones, nombreux sont ceux qui lui écrivent pour le féliciter. « Your conclusion that the idea of a bicultural compact is a myth is the only possible one historically, legally and constitutionally », lui dit un citoyen de Victoria<sup>25</sup>. La loge orangiste de Toronto, pour sa part, veut en faire un dépliant pour faciliter la distribution de la pensée de l'historien chez ses membres<sup>26</sup>. Pour plusieurs Canadiens anglais et certains éléments de la presse anglophone, Creighton a eu le courage de faire valoir l'opinion de la majorité silencieuse contre les nationalistes du Canada français et les libéraux fédéraux qui plient l'échine devant leurs revendications. Même quelques francophones le félicitent. Le professeur de sociologie à l'Université Sir George William, Fernand Fontaine, affirme qu'il est « about time some respected intellectuals from English Canada stand up publicly to all this nationalistic “crap” which has hypnotized English Canadians<sup>27</sup> ». Mary Innis, la veuve du mentor de Creighton, Harold Innis, lui envoie également un mot pour encourager le professeur dans sa démarche, qualifiant les interventions de l'historien de « fresh air or cool water in an overheated room, a word of

---

<sup>24</sup> Creighton, « 1867 – and all that », p. 20.

<sup>25</sup> Frank Bastedo à Donald Creighton, 4 juin 1966. BAC, MG 31/D 77/vol. 4.

<sup>26</sup> Gordon Keyes à Donald Creighton, 23 septembre 1966. BAC, MG 31/D 77/vol. 4.

<sup>27</sup> Fernand Fontaine à Donald Creighton, 28 septembre 1966. BAC, MG 31/D 77/vol. 4.

sanity in delirium<sup>28</sup> ». Le propriétaire du *Quebec Chronicle-Telegraph*, C. G. Dunn, lui écrit une longue note frénétique pour l'appuyer.

I find that many of my friends from the other provinces in Canada do not understand or seem greatly interested in this separatist movement that is taking place in the province. If they could come and live here like we unfortunately have to do [en raisons des investissements dans la province] then I am sure their ideas would be considerably changed<sup>29</sup>.

Dunn affirme que, si l'ancienne génération de Canadiens français demeure ancrée sur terre, la nouvelle est énormément radicalisée, qui « know nothing of their historical background, much less any knowledge of what I would call culture »<sup>30</sup>. D'un autre côté, le magnat de la radio à Timmins, Conrad Lavigne, est déçu de la position de Creighton, et lui envoie une copie du court ouvrage de Séraphin Marion sur le pacte fédératif et les minorités françaises au Canada, et l'invite à réfléchir : « When will leaders such as you and Marion get together and come to a *modus vivendi* », lui demande-t-il<sup>31</sup>?

La division est très claire sur la position de Creighton. La critique de l'historien sert également de nombreux nationalistes qui dénoncent, pour leur part, un Canada anglais réfractaire à tout accommodement aux demandes présentées par les Canadiens français. Elle met d'ailleurs la table pour un affrontement entre Creighton et le président de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario au sein du Comité consultatif sur la question constitutionnelle, créé par le gouvernement ontarien. Cependant, sa position galvanise une partie de la population qui y voit un héros de leur cause. L'intervention de Creighton l'impose comme un incontournable dans l'espace public comme jamais auparavant, de sorte que la CBC cherche à l'inviter pour qu'il

<sup>28</sup> Mary Innis à Donald Creighton, 8 septembre 1966. BAC, MG 31/D 77/vol. 4.

<sup>29</sup> C. G. Dunn à Donald Creighton, 16 janvier 1967. BAC, MG 31/D 77/vol. 4.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Conrad Lavigne à Donald Creighton, 23 septembre 1966. BAC, MG 31 /D 77/vol. 4.

puisse discuter d'enjeux historiographiques qui causent la controverse durant les années soixante, notamment la réhabilitation de Louis Riel. L'historien, rappelons-le, n'est pas très présent dans le paysage de la CBC avant 1966.

Creighton reçoit, en juillet 1967, une lettre du fougueux Michel Brunet qui dénonce sa position sur la Constitution du Canada et les relations entre Canadiens français et Canadiens anglais. Le point de vue du doyen sur la Constitution pose problème pour Brunet, qui, néanmoins, est d'accord avec lui sur plusieurs points :

Vous avez raison [...] de soutenir que l'[AANB] n'avait pas pour but de créer un Canada décentralisé, bilingue et biculturel. Je suis d'ailleurs convaincu que la plupart des provinces canadiennes demeureront unilingues anglophones et que les îlots de Franco-Canadiens en état de survivance végétative s'intégreront à la majorité *Canadian*<sup>32</sup>.

Or, l'historien québécois est surpris que Creighton s'oppose à des changements à la Constitution. Brunet croit que les Canadiens français, vivant dans les régions limitrophes du Québec, ne sont pas confrontés aux mêmes défis que ceux établis dans l'Ouest en raison de la proximité de la Belle province. Par conséquent, la Constitution doit s'adapter :

Un historien doit savoir que la constitution et les institutions politiques d'un pays se modifient constamment par évolution et à la suite d'ententes [...] qu'imposent les circonstances et les impératifs du bien commun. [...] Le Canada de 1967 ne peut pas être et n'est plus celui de 1867 et ceux qui l'habitent aujourd'hui ne pensent plus et n'agissent plus comme les *British Americans*, *Canadians* et Canadiens de la décennie de 1860<sup>33</sup>.

Brunet estime que la Constitution du Canada doit être mise à jour en raison des nombreuses transformations de la société canadienne, alors que Creighton tient mordicus

---

<sup>32</sup> Lettre de Michel Brunet à Donald Creighton, 15 juillet 1967. BAC, MG 31/D 77/vol.

28.

<sup>33</sup> *Ibid.*



à une lecture rigide de la loi fondatrice du pays comme seul moyen d'assurer la pérennité du Canada.

Une autre sortie remarquée de Creighton a lieu lorsque ce dernier commente la question de l'avenir national du Canada lors de la remise d'un doctorat honorifique par l'Université Dalhousie en 1973. Cette conférence est lourdement déprimante, puisque Creighton annonce la mort imminente du pays qu'il a tant aimé. Le lien impérial a été rompu en raison des attaques que les libéraux ont orchestrées tout au long du 20<sup>e</sup> siècle<sup>34</sup>. D'ailleurs, les capitaux américains sont plus que jamais omniprésents, car ils acquièrent des joyaux de l'industrie canadienne faisant en sorte que le pays ne contrôle plus son économie<sup>35</sup>. Pour leur part, les exigences canadiennes-françaises ne font que nuire à l'unité nationale «The pursuit of equal partnership had not in fact increased national unity; it had deepened national divisions<sup>36</sup> ». L'assimilation suit son cours au Canada, mais les francophones refusent de voir la réalité qui se présente à eux, se battant pour des symboles qui ne font que distraire le pays des menaces que les Américains font peser sur l'avenir du Canada.

### *Une patrie qui se meurt*

L'historien crée la surprise en 1970 après la publication de *Canada's First Century* lors d'une entrevue radiophonique à la CBC en indiquant son intérêt pour un Canada socialiste qui peut défendre l'économie canadienne contre l'invasion de capitaux américains. Pour plusieurs, c'est une rupture idéologique avec le passé et une incohérence

---

<sup>34</sup> Donald Creighton, « The Future in Canada », dans *The Passionate Observer, op. cit.*, p. 23.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 28.

dans la pensée de Creighton. Or, le doyen cherche surtout à ramasser les pots cassés des libéraux qui ont brisé le lien avec la Grande-Bretagne et qui ont abandonné le pays aux États-Unis. Creighton ne perd pas toutefois son sens de la dérision en parlant des États-Unis lors de cet entretien. Il affirme, afin de démoniser les Américains, que des villes comme Chicago et Detroit sont des bassins de « criminels anarchistes » et « animaliers »<sup>37</sup>. Le gouvernement libéral de Trudeau, d'ailleurs, ne fait rien pour aider le pays à résister à l'impérialisme américain. En faisant de la promotion du bilinguisme une priorité, « the defence of Canada against the U.S. encroachment is not going to have much of a chance ». L'affirmation surprise de l'historien est immédiatement notée par David Lewis, qui lui écrit une longue lettre, l'invitant à intégrer le parti néo-démocrate en l'assurant que la position de défense de l'économie canadienne de son parti est plus forte que jamais<sup>38</sup>.

Le flirte entre Creighton et les néo-démocrates – il ne deviendra toutefois jamais un membre du parti –, ne change pas sa position sur le Canada et la marche de l'histoire. En fait, la position de Creighton est tout à fait cohérente avec celle du premier ministre Macdonald pour qui la politique nationale – une politique tarifaire pour encourager le développement de l'industrie manufacturière – était le meilleur garde-fou contre l'invasion économique américaine. Son engouement relatif pour le NPD s'inscrit donc dans l'espoir de voir naître une nouvelle Politique nationale au pays. Si le socialisme

---

<sup>37</sup> [S.a.], « Conservative historian backs idea of independant Socialist Canada », *Toronto Daily Star*, 30 juin 1970, p. 13.

<sup>38</sup> David Lewis à Donald Creighton, 3 juillet 1970. BAC, MG 31/D 77/vol. 27.

permet l'indépendance financière du Canada pour mener à terme le projet de Macdonald, voilà une voie qu'il faut prendre, pense-t-il<sup>39</sup>.

La peur de la menace américaine continue de hanter l'historien vieillissant. Lors de sa conférence donnée en novembre 1970 au *Canadian Empire Club*, il réitère sa croyance que l'idée de la dualité comme caractéristique fondamentale du Canada est une chimère. Creighton rappelle encore une fois que le capital étatsunien est le vrai mal auquel il faut s'attaquer. « What confronts us is either the break-up of our country or its continuation as a fragmented, decentralized nation, firmly integrated in the American economic and military empire », affirme le vieux routier, très alarmé par la vente de nombreuses compagnies de ressources naturelles canadiennes à des intérêts américains. « One nation, not two nations in one, can alone maintain an effective defence of Canada », car les souverainistes détournent l'attention du problème pressant de l'économie<sup>40</sup>. Rappelons le contexte : le Canada a, depuis une année, passé une loi sur le bilinguisme des institutions fédérales et le néonationalisme québécois gagne du terrain dans les intentions de vote de la Belle Province. Cette situation bouleverse Creighton.

*The Coming Defeat of Canadian Nationalism*, le titre de cette conférence, est un cri de cœur pour le Canada, pion dans une guerre froide. L'internationalisme de l'après-guerre a échoué, croit Creighton, et le besoin d'un nationalisme fort pour défendre les principes du bien est plus urgent que jamais.

Our generation, and the one which preceded it, brought up to believe that the hope of the world lay in peaceful internationalism. Now, after a trial of a quarter-century, it has become manifest that to Twentieth Century's

---

<sup>39</sup> Voir également Wright, *op. cit.*, p. 305-306.

<sup>40</sup> [S.a.], « Canada is exploited by U.S., Creighton says », *Globe and Mail*, 17 novembre 1970, p. 10.

second attempt to found a world order has as failed almost as completely as the first.<sup>41</sup>

Le vieux routier affirme que l'internationalisme dont plusieurs ont cherché à faire la promotion demeure fondamentalement une nouvelle forme d'impérialisme économique, culturel et politique, ce à quoi les Américains s'adonnent depuis plusieurs années. Le nationalisme n'est pas suffisant à être un contrepoids à cet écran de fumée. Or, le pays est simplement tombé dans le piège en concentrant ses efforts à détruire le lien colonial avec la Grande-Bretagne.

Canada is an almost perfect illustration of the workings of the new imperialism. It is well on the way to becoming a political, economic, and cultural colony of the greatest of these modern empires, the United States.<sup>42</sup>

L'un des principaux artisans de la défaite du nationalisme canadien, estime Creighton, est le mouvement souverainiste du Québec. Alors que le Canada redouble d'efforts afin de séduire la population québécoise et de regagner les cœurs afin qu'elle appuie le fédéralisme, le capital américain a eu la voie libre en matière d'investissements étrangers au pays, achetant entreprise après entreprise, attirant de plus en plus le Canada dans sa sphère d'influence. Les États-Unis cherchent à faire du Canada sa réserve de ressources naturelles. Or, cette tendance est déviante par rapport à la destinée du pays. Le projet de la Confédération est une rupture intentionnelle avec les Américains. Les aïeux canadiens croient que « the public good meant more than the sum total of the private satisfaction of

---

<sup>41</sup> Donald Creighton, « The Coming Defeat of Canadian Nationalism », Conférence au *Empire Club of Canada*, Toronto, 16 novembre 1970. Cette conférence est reproduite dans Donald Creighton, « A dangerous corner into which Canada was driven », *The Globe and Mail*, 17 novembre 1970, p. 7.

<sup>42</sup> *Ibid.*

the individuals composing society »; cette nation serait une communauté nationale, non pas une simple agglomération d'individus<sup>43</sup>.

Pour l'historien, l'individualisme américain qui mène à un capitalisme sauvage d'exploitation et de gaspillage des ressources des pays est foncièrement un mal que la Confédération cherche à corriger. Renouant avec ses racines conservatrices, Creighton fustige le modernisme avec un passage sans doute inspiré par son collègue et philosophe George Grant qui, en 1965, publiait son essai *Lament for a Nation* : « [We] have come to believe, [...] that progress is the only good in life, and that progress means the liberation of man through the progressive conquest of nature by technology. » L'esprit dominant de la société serait la « *growth mania* », un appétit insatiable de croissance et de production de richesse. Cette logique d'intensification des profits aurait perverti l'âme canadienne qui, profondément conservatrice, cherchait à préserver sa culture, ses ressources, ce qui est tout au contraire des Étatsuniens. Toutefois, le Canada aurait développé, avec son appétit pour le confort et la croissance, une myopie et des pulsions capitalistes : « Why not make a quick buck out of selling our natural resources now, when, in 20 years » de nouvelles ressources pourvoient aux besoins du pays? L'historien ne cache d'ailleurs pas son cynisme en parlant des idées et des politiques du premier ministre Trudeau :

Why, as Mr. Trudeau observed, should we lock ourselves up in the old-fashioned gas-and-petroleum age, when, in a decade or so, in some unknown but miraculous fashion, technology will have conjured up an earthly paradise out of practically nothing and we shall have ceased to mine the poor old earth?<sup>44</sup>

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> *Ibid.*

L'empire américain a réussi, pour Creighton, à usurper le Canada. Sa philosophie de consommation à l'outrance, de la technologie comme fondamentalement bienveillante et du progrès inévitablement bénéfique ont convaincu les citoyens de sa véracité.

Les politiques du gouvernement Trudeau, celles de maintenir le libéralisme économique et d'effectuer des réformes au profit des langues officielles expliquent une partie de l'extrémisme québécois.

[T]he outbreak of terrorism in Montreal [...] though vicious [...] was] fundamentally logical consequences of a new set of beliefs about Canada [...] and] its cultural duality. It was assumed that ethnic and cultural values were fundamental in Canadian Confederation and that the chief goal of Canadian statesmanship ought to be the development of the Canadian Constitution on the basis of "an equal partnership between the two founding races."<sup>45</sup>

La logique de la dualité dilue le nationalisme canadien, l'ayant remplacé par un projet impossible, un qui est fondamentalement néfaste pour l'avenir du pays. Il a mené des intellectuels à réinterpréter l'histoire canadienne avec des faussetés, notamment, que la Confédération résulte d'un pacte entre deux peuples fondateurs égaux. Cela demeure le mal premier du pays, selon l'historien. Tandis que les Canadiens consacrent leur temps et énergie à traiter de la question de la dualité, l'empire américain en a profité pour accroître son emprise sur le Canada. « A whole generation of English Canadians were taught to believe that the plight of French Canada was a crime of which they were guilty and for which they must now make reparations in constitutional change ». Le chantage canadien-français divise, « and for nearly a decade the defence of Canada against U.S. penetration was neglected or forgotten »<sup>46</sup>.

---

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibid.*

## II) Discret, mais percutent : Les écrits de Creighton dans la presse

Il importe de noter que, contrairement à Michel Brunet, Creighton apparaît tardivement dans la presse. Dans l'ensemble, les articles portant sur Creighton se limitent souvent à des comptes rendus de ses livres ou des annonces de ses publications.

L'historien arrive tardivement à utiliser la presse pour disséminer sa pensée, témoignant du même coup de sa vocation d'historien œuvrant dans sa tour d'ivoire. Rares sont les articles qu'il livre aux journaux, préférant, lorsqu'il écrit, les coups d'éclat dans les magazines comme le *Maclean's* et le *Saturday Night*. Les mentions les plus substantielles sur Creighton avant les années 1960 apparaissent sous la plume de Robert Fulford qui rend compte des publications de l'historien.

### *L'historien de combat*

Ce qui intéresse essentiellement l'historien dans ses interventions publiques est de préserver l'unité du pays. Creighton n'apparaît que sporadiquement dans les médias écrits avant la fameuse conférence qu'il prononce en 1966 à l'Association des anciens de l'Université de Toronto durant laquelle il livre le premier jet de ce qui allait devenir son « *Myth of Biculturalism* » dans le *Saturday Night* en septembre de la même année. Par exemple, le *Globe and Mail* rapporte qu'il prononce une conférence en 1962 sur l'importance des réseaux de transport dans le développement économique – un thème central de la thèse laurentienne –, à la *Hart House* de l'Université de Toronto<sup>47</sup>.

L'article du *Saturday Night* est un pavé dans la mare. « The Myth of Biculturalism or the Great Canadian Sales Campaign » se lit comme un acte de défoulement. Le vieux

---

<sup>47</sup> [S.a.], « Transportation Credited With Developing Canada », *The Globe and Mail*, 28 mai 1962, p. 17.

routier reproduit d'ailleurs cet article dans *Towards the discovery of Canada*, un premier recueil d'articles qui est publié en 1972. Cet article propose une critique acerbe de la thèse du Canada bilingue et biculturel. Le Canada, selon Creighton, fait éterniser le débat sur les minorités ethniques, particulièrement au sujet du traitement des Canadiens français. Cette « obsession » est une perte de temps pour l'historien. Pour ce dernier, le pays est composé d'une seule nation, la nation politique qu'ont créée les Pères de la Confédération et acceptée par les représentants canadiens-français comme George-Étienne Cartier. L'administration libérale sous la gouverne de Lester B. Pearson a tourné le dos à cette vérité historique.

Creighton est plutôt hostile à toutes les composantes culturelles du débat entre le Canada français et le Canada anglais. La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur le biculturalisme a contribué largement à ce phénomène de diversion. Selon lui, elle a « grotesquely exaggerated the importance of language and culture<sup>48</sup> » au Canada. L'acharnement des nationalistes canadiens-français pour le bilinguisme serait une campagne publicitaire puisqu'elle accorde beaucoup trop d'importance à l'idée de la dualité dans l'histoire canadienne. Selon Creighton, les nationalistes canadiens-français affirment que la dualité est le fondement du Canada. Pour l'historien, un tel ravaudage tronque l'ensemble du récit canadien. Au lieu de voir dans le Canada la synthèse des ambitions des coloniaux pour faire naître un pays souverain et indépendant des États-Unis avec une économie autonome, les nationalistes affirment que « [a]ll that really mattered was whether Confederation satisfied French-Canadian needs and fulfilled

---

<sup>48</sup> Donald Creighton, « *The Myth of Biculturalism or the Great Canadian Sales Campaign* », *Saturday Night*, septembre 1966, reproduit sous le titre « *The Myth of Biculturalism* » dans *Towards the Discovery of Canada*, *op. cit.*, p. 257.



French-Canadian cultural aspirations<sup>49</sup> ». Puisqu'il est évident pour les nationalistes canadiens-français que les structures du pays n'y répondent plus, une refondation est nécessaire.

Pour Creighton, un pays bilingue et biculturel est impossible avec un Québec indépendant. Forcément, le doyen de l'histoire n'a pas réellement compris les nationalistes comme Michel Brunet qui ne cherchent aucunement à créer un Canada bilingue et encore moins biculturel, mais, au lieu de mettre les deux nations sur un pied d'égalité, le Québec exerçant une plus grande autonomie en raison de son particularisme. Si le Québec ne peut obtenir plus d'autonomie, il sera contraint de déclarer son indépendance. Certes, il y en a d'autres qui vont affirmer le besoin d'un Canada bilingue et biculturel d'un océan à l'autre, comme c'est le cas avec les dirigeants des minorités canadiennes-françaises, mais rares sont ceux qui cherchent l'un et l'autre<sup>50</sup>.

Il demeure, toutefois, que cette poussée canadienne-française crée la panique chez l'historien, le rendant anxieux. Comment ceux-ci peuvent-ils oser mentir au sujet de l'histoire canadienne? Le pays n'a jamais été un pacte entre deux nations; la Conférence de Québec n'a pas traité d'ethnicités ou de cultures. « There was nothing that remotely approaches a general declaration of principle that Canada was to be a bilingual or bicultural nation<sup>51</sup>. » Plus encore, Creighton n'a trouvé aucune preuve lors de ses

---

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Voir par exemple Serge Miville, « À quoi sert aux Canadiens français de gagner l'univers canadien s'ils perdent leur âme de francophone? » *Représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la « rupture » du Canada français (1969-1986)*, thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2012, 246 p.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 261-262.

recherches sur l'établissement de la Confédération que les dirigeants canadiens-français s'opposaient à la structure politique créée à Québec<sup>52</sup>.

Bien que plusieurs Canadiens soient en accord avec l'historien nationaliste sur ses positions concernant le Québec, comme en témoignent ses archives et l'affirme Wright<sup>53</sup>, Creighton s'attire des critiques. Claude Ryan affirme le 7 mars 1967 dans un article du *Devoir* traduit pour le *Globe and Mail* que, malgré les nombreux progrès dans la réconciliation entre Canadiens français et Canadiens anglais, certains intellectuels « as Donald Creighton and Richard Arès » persistent à promouvoir une forme de « basic misunderstanding » entre les deux groupes nationaux que peut résoudre le statut spécial pour le Québec<sup>54</sup>. Également, l'ancien ministre libéral du revenu du Québec, Eric Kierans, en visite au collègue Glendon pour un séminaire sur le Québec, ne mâche pas ses mots au sujet de l'historien. Le *Globe* rapporte le 27 novembre 1967 que Kierans s'attaque à la pensée de Creighton dans une intervention brusque, même violente :

The blunt-spoken president of the Quebec Liberal Party [...] got the biggest cheer of the afternoon when he attacked the views of historian Donald Creighton, who has argued that Canada's constitution does not recognize a bicultural nation. « I don't really care about what Donald Creighton says is written in the British North America Act. » Mr. Kierans said. « Whether biculturalism is a part of it or not I couldn't care less. While I have respect for history, it is the next hundred years that count, not the last<sup>55</sup>. »

L'ancien ministre touche directement au point le plus faible de l'ensemble de la thèse creightonienne sur le Canada français. Creighton résiste pour deux raisons. La première

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>53</sup> Wright, *A Life in History*, p. 282.

<sup>54</sup> Claude Ryan, « Wanted : A specific case for Quebec », *The Globe and Mail*, 7 mars 1967.

<sup>55</sup> John Dafoe, « Could apply to Canada too, Kieran says: Cash argument against separatism called bad », *The Globe and Mail*, 27 novembre 1967, p. 8.

est que le pays qu'a créé Macdonald, « the father of our country », comme il s'y réfère, avait une vision bien précise du pays. Le Canada devait être un pays britannique, un royaume du Canada, centralisé, puissant, capable de se défendre contre ses ennemis. La seconde raison est que, pour Creighton, tout débat sur la nature de la Confédération n'est qu'une distraction puisque le véritable problème menaçant le Canada est l'impact des investissements américains dans l'économie canadienne.

Son dégoût pour l'état de la politique canadienne et sa peur pour l'avenir du Canada l'incite à publier *Canada's First Century* en 1970. Bill Morton, un collègue et ami de longue date du doyen, livre un compte rendu de ce nouveau livre au *Globe and Mail* en mars 1970. Selon Morton, toute publication par Creighton équivaut à un événement de taille au pays<sup>56</sup>. Creighton à l'époque annonce haut et fort que l'ensemble de son œuvre a été en vain et qu'il a été défait et dépassé par une nouvelle génération d'historiens et de penseurs qui rejettent sa vision du pays.

But can one really believe that the greatest by far of Canadian historians has worked in vain, and has now only the melancholy task of recording the decline of the country whose rise he celebrated in the most masterly historical prose in the language today? I somehow doubt it. Too many Canadians have read and been moved by Donald Creighton<sup>57</sup>.

Creighton demeure un géant parmi les intellectuels du pays. L'historien fait la tournée des *Canadian Club* du pays en 1970, tournée durant laquelle il réitère sa thèse présentée dans son article paru dans le *Saturday Night* selon laquelle les Canadiens ont été distraits des vrais enjeux par les méchants séparatistes du Québec<sup>58</sup>. Le bilinguisme

---

<sup>56</sup> W. L. Morton, « A nation weakened by ambivalence », *The Globe and Mail*, 21 mars 1970, p. A15.

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> Gerald McDuff, Quebec obscured U.S. as threat; Historian », *Toronto Daily Star*, 7 mai 1970, p. 2.

serait le chant de cygne des Canadiens, affirme-t-il à la *Women's Canadian Club of Ottawa*<sup>59</sup>.

La publication de *Canada's First Century* lui vaut une première page du cahier des idées du *Toronto Star* le samedi 21 mars 1970. Trent Frayne rédige un long article au sujet de « *our finest historian*<sup>60</sup> ». Pour Frayne le livre est « an unusually frank and critical view » du premier siècle du Canada. Le journaliste résume la vie du professeur, décrivant avec un certain romantisme qu'il écrit toujours ses textes à la main, donnant un visage humain à celui qui prédit la fin imminente du pays. L'article rappelle les conditions difficiles pour un historien canadien durant les années 1920, une époque durant laquelle les subventions gouvernementales étaient rares et même inexistantes. Creighton souhaitait écrire sur la Révolution française, mais devait se rabattre sur le Canada alors qu'il lui manquait d'argent. Un fait curieux qui a sans doute échappé à certains est que Creighton affirme qu'il est nécessaire pour un historien du Canada de bien connaître le français et l'anglais, afin de bien saisir les nuances dans l'historiographie des deux cultures. L'historien met toutefois en garde contre l'importance qui est portée à la question linguistique au pays. L'accent sur l'enjeu est néfaste, affirme-t-il : « If you elevate ethnic and language differences into first priorities, you emphasize the one thing that must drive us apart in this country<sup>61</sup> ». Justement, pour Creighton, la Confédération est la preuve que les Canadiens français et les Canadiens anglais ont mis de côté leurs différences ethniques pour créer un pays; c'est un compromis oublié. L'article se termine

---

<sup>59</sup> [S.a.], « Historian claims biculturalism 'final blow to Canada's identity », *Toronto Daily Star*, 28 mars 1970, p. 39.

<sup>60</sup> Trent Frayne, « A gentle historian sees Canada drifting into the arms of the U.S. », *Toronto Star*, 21 mars 1970, p. 25.

<sup>61</sup> *Ibid.*

sur une note vertement pessimiste, toutefois. Creighton met à nu son angoisse quant à la politique canadienne contemporaine :

One gets so bound up emotionally in the fate of this little country – well, it's a vast country but it's still so young – that every time a constitutional conference begins in caterwauling and dissidence, your heart just sickens<sup>62</sup>.

L'article ne cache pas l'angoisse de l'historien. Le *Star* cherche néanmoins à produire un récit d'un gentil géant; ce grand historien demeure une personne fragile, vieillie, mais humaine. C'est sans doute en préparation de cet article après la publication de *Canada's First Century* que le *Star* décide de le citer comme la vedette de son éditorial du vendredi.

Malgré son pessimisme et sa conviction qu'il est le seul à réfléchir à l'avenir du pays, le *Toronto Star* signe un éditorial le 20 mars 1970 qui s'inspire entièrement de la pensée creightonienne et de sa crainte de l'invasion économique américaine qu'il expose dans *Canada's First Century*. Dans « Canada can deny Creighton prophecy », le *Star* affirme qu'il est temps de procéder à une étude systématique des prises en contrôle par les investisseurs étrangers des entreprises canadiennes : « [T]he distinguished historian Donald Creighton is right when he says that this sort of isolated action is not enough to ensure Canadian control of Canada's future<sup>63</sup>. » Il est nécessaire que la politique nationale du pays évolue pour tenir compte des changements globaux dans l'économie, car l'organisation des marchés s'est transformée depuis le 19<sup>e</sup> siècle. Cette remise à niveau des politiques du pays est nécessaire

otherwise we will not own our country, and if we don't own it, we almost certainly won't control it, economically or politically. Failure to act will

---

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> [S.a.], « Canada can deny Creighton prophecy », *Toronto Daily Star*, 20 mars 1970, p. 6. Éditorial.

surely vindicate Prof. Creighton's gloomy prophecy that Canada will cease to exist as an independent country by the end of the 20<sup>th</sup> century<sup>64</sup>.

Il importe de prendre un moment pour analyser l'éditorial du *Star*. La pensée de Creighton est la pierre angulaire de l'argument du journal. L'éditorial n'a pas choisi de faire la promotion des idées socialistes de Mel Watkins, par exemple, qui veut nationaliser l'ensemble des succursales canadiennes des compagnies américaines. C'est plutôt l'approche tempérée de Creighton, celle d'une action concrète, non pas *ad hoc*, pour mettre un frein à la perte de contrôle du Canada de son économie « where it would harm national interests<sup>65</sup> » qui est privilégiée. C'est en réalité une marque de confiance à l'égard de l'historien. La stratégie du doyen a fonctionné, du moins, dans ce cas isolé. Creighton n'arrive pas à être pragmatique comme son homologue Brunet. Alors que le Montréalais s'inscrit dans l'air du temps, prenant un tournant souverainiste vers le milieu des années 1960 alors que la ferveur nationaliste du Québec est en pleine expansion, Creighton n'arrive pas à adopter une position nuancée. Le nationalisme canadien-français et l'invasion américaine vont main dans la main. C'est le grand échec de l'historien. Il tient un discours qui heurte une bonne partie de la population canadienne et qui aliène une province entière. Il est difficile pour les médias torontois de porter haut et fort le flambeau creightonien alors que la tendance actuelle au pays est de rejeter les symboles britanniques, s'ouvrir aux Canadiens français et faire du pays une terre inclusive de la diversité<sup>66</sup>.

Alors que Brunet prêche la tolérance – il indique par exemple que les deux nations peuvent s'entendre et ont le droit d'exister – entre le Canada français et le Canada

---

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> Voir notamment José Igartua, *The Other Quiet Revolution*, *op. cit.*

anglais, Creighton refuse tout compromis. Il ne veut faire aucun compromis sur l'interprétation de l'entente de 1867. Toute déviation équivaut à un arrêt de mort du pays. Voilà une des clefs pour comprendre la marginalisation des positions de l'historien dans l'espace public et l'importance qu'a pu prendre Brunet à la même époque. Robert Fulford, longtemps un admirateur des écrits de Creighton, cherche néanmoins à lui donner un coup de pouce en 1972, publiant un résumé de la pensée de Creighton. Il refuse de croire que l'œuvre de Creighton a été produite en vain comme l'affirme l'historien. Il a réussi, de dire Fulford, à éclairer son public sur un pan de l'histoire souvent ignoré<sup>67</sup>. Néanmoins, le doyen de l'histoire canadienne-anglaise ne dérougit pas et prépare quelques années plus tard une nouvelle salve.

Pour préserver l'avenir du pays, il faut que le Canada cesse d'être tenu en otage par les nationalistes canadiens-français, affirme l'historien. Dans un deuxième texte controversé suite à son « *Myth of bilingualism* », Creighton ne ménage pas son opinion sur la question de l'unité nationale. « *No More Concessions* », publié dans *Maclean's* le 27 juin 1977, évoque clairement la thèse de l'auteur. Il faut que le Canada anglais cesse de concéder des pouvoirs au Québec et en finisse avec le problème canadien-français. « For thirty-three years », s'exclame Creighton, « Quebec has been playing the politics of blackmail<sup>68</sup>. » Les Canadiens français feraient du chantage alors que le Canada anglais s'écroule, adoptant une politique d'apaisement. En choisissant ce terme, Creighton évoque le souvenir d'une Europe qui n'a cessé de concéder à l'Allemagne nazie des territoires avant d'enfin lui déclarer la guerre après l'invasion de la Pologne. Pour les

---

<sup>67</sup> Robert Fulford, « The time has come for a lonely prophet », *Toronto Star*, 6 mai 1972, p. 73.

<sup>68</sup> Donald Creighton, « *No More Concessions* », *Maclean's*, 27 juin 1977, reproduit dans *The Passionate Observer*, p. 48.

Canadiens français, dénonce-t-il, « the concept of French Canada as a distinct and separate community must always be allowed to prevail over the idea of Canada as a nation<sup>69</sup> ». En autres mots, le Canada français empêcherait l'épanouissement du Canada en raison de leurs exigences extrêmes :

The failure of all attempts to transfer the amendment of the Canadian Constitution from England to Canada is the supreme example of French Canada's successful determination to prevent Canada from becoming a nation and to perpetuate its colonial status<sup>70</sup>.

Ce passage traduit très bien son dégoût pour l'état de la politique au Canada. Il affirme qu'il n'a jamais réellement eu de dialogue entre le Canada anglais et le Canada français. La discussion était surtout un monologue dominé par les francophones. De fait, il faut que le pays se prépare à la rupture. Dans l'optique de l'indépendance québécoise, le pays doit imposer ses conditions sur la nouvelle république. L'historien poursuit sa réflexion avec les conditions *sine qua non* pour la sécession québécoise. Il faut, par exemple, amputer le territoire québécois et limiter le nouveau pays aux frontières de 1867. Le Canada doit maintenir le contrôle sur la Voie maritime du Saint-Laurent, rejeter le bilinguisme fédéral et refuser toute union douanière avec le Québec<sup>71</sup>. En un mot, l'historien cherche à faire souffrir un Québec indépendant pour avoir brisé son pays, un pays pour lequel il a longuement travaillé dans ses récits historiques. Un Québec indépendant doit saigner : « And René Lévesque, his associates, and his deluded followers will be left to themselves in the stagnant economic backwater of independence<sup>72</sup>. »

---

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 53-55.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 55.



Les réactions ne se font pas attendre. L'article obtient au moins une mention positive dans le *Toronto Star* alors que Dennis Braithwaite louange le courage du doyen pour son article :

*Maclean's* magazine in its current issue goes a long way toward correcting a gross imbalance in the Confederation debate by publishing the forthright pro-Canada, anti-Quebec separatist views of historian Donald Creighton<sup>73</sup>.

Contrairement à son homologue torontois, *The Globe and Mail* publie un éditorial dans lequel le quotidien le compare à Lionel Groulx, ce qui est loin d'être un compliment à l'époque. L'état de la politique canadienne fait naître de nombreuses « angry voices » desquelles « the most articulate » est Donald Creighton. Tout en soulignant l'important apport de Creighton au Canada, le journal se range surtout du côté du sénateur Maurice Lamontagne qui estime que si « Professor Creighton's advice were to be followed [...] it would make separation almost inevitable and very likely lead to civil war »<sup>74</sup>. La Presse canadienne, de son côté, nous informe que le secrétaire d'État John Roberts est « ashamed » de l'article de Creighton : « It seems to me to be a perculiarly perverse interpretation of Canadian history, in many areas wilful, blind distortion of the realities of this country... »<sup>75</sup>.

C'est un Creighton malade, défait et amer, qui a écrit ces articles sur le Québec. Ses douleurs sont quotidiennes et son pays a trahi son histoire. Sa vision du Canada a été défaite d'après lui, par les nationalistes canadiens-français et le Parti libéral qui, selon lui, se plie à leurs exigences. L'amertume emporte le vieux routier qui voyait si grand pour le

---

<sup>73</sup> Dennis Braithwaite, « Historian puts appeasement in its place », *Toronto Star*, 23 juin 1977, p. F3.

<sup>74</sup> [S.a], « Not rage, reason », *The Globe and Mail*, 1<sup>er</sup> juillet 1977, p. 6.

<sup>75</sup> Canadian Press, « Roberts would listen to Quebec on teaching immigrants in French », *The Globe and Mail*, 4 juillet 1977, p. 10.

pays durant les années 1950. À partir des années 1960 et 1970, alors qu'il est en fin de carrière, Creighton tente de mobiliser les Canadiens contre ce qu'il considère être les abus de l'ensemble des nationalistes canadiens-français, ne faisant pas la différence entre les souverainistes et les fédéralistes, puisqu'ils cherchent, malgré leurs options politiques diamétralement opposées, à détruire le pays. Vers la fin, l'historien estime qu'il est complètement ignoré, quoique sa correspondance nous laisse croire que plus qu'un Canadien est d'accord avec le récit du vieux routier.

### **III) Le combat en coulisse : le CCOC**

Creighton est peu enclin à accepter l'invitation du premier ministre ontarien John Robarts à participer au Comité consultatif de l'Ontario sur la Confédération, un comité qui répond directement au premier ministre pour lui offrir des conseils concernant l'avenir de la Confédération. Son désir de maintenir ce qu'il considère être l'essence du Canada, toutefois, lui empêche de refuser. Il faut combattre la montée des « *mugs*<sup>76</sup> » dans l'espace public et au sein des appareils étatiques canadien et ontarien. Après avoir accepté la demande du premier ministre ontarien, Creighton supplie son ami de longue date, Eugene Forsey, de faire de même. Les idées qui circulent quant à l'avenir du pays sont dangereuses, estime le doyen, et il faut que les vieux compagnons d'armes militent pour empêcher qu'elles n'empoisonnent davantage les politiques publiques :

I hope devoutly that you will join the Committee and lead the resistance to all this dangerous rubbish. It seems to me that we are approaching a crisis in our national affairs and that this Dominion government, instead of providing leadership, has in fact contributed to our division and bewilderment. The only government that can speak with any force for the

---

<sup>76</sup> L'expression vient d'Eugene Forsey pour qualifier les « mous » qui se plient aux demandes des Québécois.

old conception of Canada is the government of Ontario, and personally I feel that I am bound to do anything I can to help it<sup>77</sup>.

La réponse de Forsey ne tarde pas. Ce dernier, qui œuvre à l'époque au Conseil du travail du Canada, indique que ce serait plutôt Creighton qui mène la résistance. « You are incomparably abler and more respected than I » indique-t-il à son vieil ami. Cela étant dit, Forsey accepte la demande du premier ministre et assure son ami qu'il l'appuiera dans ses démarches avec « a fervent “amen” to what you say »<sup>78</sup>. On sait que les deux ont forgé un pacte quant à leur participation au CCOC qui s'explique sans doute en raison de la difficulté qu'ils envisagent de convaincre l'ensemble des membres du Comité qu'il fallait maintenir une forte centralisation au sein de la fédération et de résister à la réécriture de la Constitution du Canada<sup>79</sup>.

Le CCOC est composé surtout d'intellectuels et d'experts<sup>80</sup>. Selon le président du Comité, Ian Macdonald, un membre de l'opposition libérale à la législature ontarienne est

---

<sup>77</sup> Donald Creighton à Eugene Forsey, 13 janvier 1965, BAC, MG 31 D 77 vol. 26.

<sup>78</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 15 janvier 1965, BAC, MG 31 D 77 vol. 26

<sup>79</sup> «As I say, I have nearly come to the conclusion that I should resign. But we made a pact that neither of us would take this extreme step without informing the other in advance. This I have now done. Will you please let me know what you think? I am a very troubled person. » Donald Creighton à Eugene Forsey, 26 avril 1966. BAC, MG31 D77 Vol. 37, Ontario Advisory Committee on Confederation: Correspondence, memoranda, agendas, 1965 -1966.

<sup>80</sup> Le CCOC est notamment composé de l'économiste en Chef de la province, Ian Macdonald, du professeur d'économie à l'Université de Toronto, Alexander Brady, du professeur John Conway de l'Université York, de Richard Dillon, doyen de la faculté de génie à l'Université de Western Ontario, d'Eugene Forsey, du professeur Paul W. Fox du département d'Économie politique à l'Université de Toronto, de George Gathercole, vice-président de la *Hydro-Electric Power Commission of Ontario*, de Bora Laskin de la faculté de Droit de l'Université de Toronto, de W. R. Lederman, le doyen de la faculté de Droit de l'Université Queens, du père Lucien Matte, recteur de l'Université de Sudbury, du professeur J. Meisel du département d'études politiques de l'Université Queen's, du professeur R. C. McIvor du département d'économie à l'Université McMaster, du professeur E. McWhinney de la faculté de Droit de l'Université de Toronto, de J. Harvey Perry, de Roger N. Séguin, le président de l'Association canadienne-française

surpris, d'ailleurs, en voyant le nom des candidats retenus, demandant lors de la période de questions, non sans ironie, s'il faut être « a Rhodes Scholar to get on that committee?<sup>81</sup> ». En effet, outre Creighton, Hugh Ian Macdonald, économiste en Chef pour la province, est également un boursier de la fondation Rhodes. C'est aussi le cas pour Alexander Brady et Eugene Forsey. De nombreuses personnalités s'ajoutent au groupe, dont le professeur T. H. B. Symons, bien connu dans l'historiographie franco-ontarienne pour avoir présidé la commission d'enquête sur l'enseignement en français durant les années 1970, ainsi que le père Lucien Matte, S.J., recteur de l'Université de Sudbury et Roger-N. Séguin, président à l'époque de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario. Toutefois, Forsey et Creighton se rendent rapidement compte que la composition du comité semble avoir pipé les dés au profit d'une réforme substantielle du Canada.

Dans leur correspondance au sujet du COCC, Forsey veut rassurer Creighton qu'il n'est pas un « mou » quant à l'avenir politique du Canada. Il faut être raisonnable, mais ferme. « I only hope that my efforts to go as far as I can to meet reasonable French Canadian claims will not be taken as placing me along the softeners-up to the *mea culpa* boys », ce qui forme une référence à peine voilée aux Canadiens anglais qui estiment nécessaire de devoir faire des concessions au Québec en guise de réparation historique<sup>82</sup>. Impossible que cela se produise, lui rassure Creighton :

---

d'éducation de l'Ontario et du professeur T. H. B. Symons, recteur et vice-chancelier de l'Université Trent.

<sup>81</sup> « Ontario Advisory Committee on Confederation. Meeting held at Parliament Buildings Toronto on Friday March 19 1965 – Verbatim Report of Proceedings », BAC MG31 D77 vol. 44.

<sup>82</sup> Forsey à Creighton, 1er décembre 1965. BAC, MG 31 D77 vol. 26.

I really do not believe that I am ever going to look on you as one of the “appeasers” or that our views are ever going to differ very seriously on any issue of real importance which concerns the unity of this country<sup>83</sup>.

Le mois suivant, toutefois, Creighton doit se débattre comme un diable dans l’eau bénite pour combattre les propositions du sous-comité sur la culture auquel participe Matte, Séguin, Brady et Paul Fox, un collègue en science politique de l’Université de Toronto. En effet, le groupe demande l’adoption d’un premier rapport d’importance par le CCOC qui soulève l’ire du doyen en raison de sa position « révolutionnaire ». On peut imaginer un Creighton scandalisé lorsqu’il entend le discours préliminaire du sous-comité qui affirme que

[a] distinguishing characteristic of Canada is its bicultural and bilingual nature. The committee is convinced that the fuller recognition of this duality is desirable to preserve Canadian unity and maintain an identity different from that of the United States. In view of the current situation, bold measures are needed to further this end, and Ontario, which did so much to shape the Confederation of 1867, can play a significant part in initiating them<sup>84</sup>.

Les propositions sont vastes et dérangeantes pour le vieux routier. En effet, il faudrait tout faire pour garantir l’égalité des droits entre les Anglo-Québécois et les Canadiens français de l’Ontario. Le français doit obtenir un statut à la législature ontarienne, dans le système éducatif, le système judiciaire, les services administratifs et les institutions municipales. « We recognize, ajoute le rapport, that the enlightening of the public on the need for this step is imperative »<sup>85</sup>. La reconnaissance officielle du bilinguisme dans la province de l’Ontario aurait, selon le rapport présenté par Alexander Brady, un effet

---

<sup>83</sup> Creighton à Forsey, 8 décembre 1965. BAC, MG 31 D77 vol. 26.

<sup>84</sup> [S.a.], *Ontario Advisory Committee on Confederation meeting held at 950 Yonge Street, Toronto on Friday, January 18, 1966. Verbatim Report of Proceedings*, p. 34. BAC, MG 31 D 77 vol. 44.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 34-35.

positif, notamment au Québec, permettant de contrer les « extreme nationalists » et de réfuter la thèse comme quoi « only in a separate and unilingual state can the culture of the French Canadian survive ». L'Ontario ferait également preuve de leadership au niveau du bilinguisme, dans le but de « break down resistance » sur ce sujet dans les autres provinces<sup>86</sup>.

Le rapport du sous-comité sur la culture laisse Creighton pantois. « Certainly the Committee could not conceivably adopt the principles enunciated in this brief statement this afternoon » lance-t-il aussitôt. Les propositions — pour ne pas dire les exigences — du comité sont pour l'historien extravagantes. « It amounts to a constitutional revolution in the province of Ontario », indique-t-il. Il n'existe aucune disposition à l'intérieur de l'AANB pour faire de l'Ontario une province bilingue. En plus, ce rapport, qui tombe comme un poil sur la soupe, n'a pas été distribué aux membres avant sa présentation, de sorte que ses détracteurs n'ont pu se préparer pour le critiquer ou pour suggérer des ajouts ou des corrections. L'historien est scandalisé par ce coup de théâtre. « It does depart grossly, does it not, from the procedure which we have been following so far » indique-t-il au groupe. En effet, le CCOC n'a jamais immédiatement accepté un rapport présenté par ses membres avant d'avoir pris un moment pour décortiquer son ensemble. L'historien opte pour une tactique dilatoire afin d'empêcher l'adoption d'une recommandation qui nécessiterait, d'après lui, une réécriture importante de la Constitution du Canada. Il faut mettre en échec cette demande faramineuse :

I should think, in the first place, that this first recommendation that French be recognized as an official language, with English, in the province of

---

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 36.

Ontario, should be referred to the constitutional committee, because obviously this is a constitutional matter of first importance<sup>87</sup>.

Creighton, qui participe au sous-comité sur la constitution, peut alors modifier à sa guise le document et critiquer ses principes.

L'historien devient le champion de la Constitution du pays. Selon lui, toutes modifications aux statuts linguistiques d'une province, que ce soit l'utilisation de la langue à la législature ou dans les cours de justice, nécessitent une réécriture du document fondateur du pays. C'est écrit noir sur blanc et les membres du CCOC semblent l'ignorer.

I wonder if people realize just what is involved here because Section 133 [de l'AANB] as we have been reminded, says that French or English may be used in the Parliament of Canada and must be used in the journals and records of the Parliament of Canada.

Creighton s'en tient au pied de la lettre. Il est impossible d'ajouter des obligations linguistiques pour la province sans modifier la Constitution. Pis encore, les Canadiens français ont été gâtés en raison du Conseil privé de Londres et de la Cour suprême du Canada qui ont chacun interprété de manière fort généreuse les dispositions linguistiques de l'article 133 :

[B]y a very generous interpretation of the general regulation, that section of the statute, has been interpreted to mean in time the use of both languages in all official publications of Canada; and it has also been taken to mean the use of both languages in such organizations as, say, Air Canada, Canadian national Railways, and so on<sup>88</sup>.

L'historien se fatigue à lutter contre les propositions offertes par ce sous-comité.

« Sometimes it strikes me that [pour les membres du CCOC] parts of the B.N.A. Act are

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>88</sup> [S.a.], *Ontario Advisory Committee on Confederation meeting held at 950 Yonge Street, Toronto on Friday, January 18, 1966, op. cit.*, p. 57. BAC, MG 31 D 77 vol. 44

alterable at will, but others are utterly sacrosanct<sup>89</sup>. » Creighton fait référence ici à la tendance des membres à favoriser la décentralisation des pouvoirs vers les provinces plutôt que l'inverse et que les questions linguistiques semblent être en priorité. Enfin, l'article 133 de l'AANB est déjà extrêmement généreux, estime le vieux routier. Il n'est donc pas nécessaire d'étendre son contenu afin que l'Ontario y soit assujéti.

Creighton réussit son pari. Le CCOC se garde de prendre une décision définitive sur le sujet, de sorte que l'historien peut gagner du temps et agir par la suite avec Forsey qui a dû s'absenter de la réunion. Aussitôt, les deux compagnons s'écrivent pour exprimer leur frustration sur la question. « I, for one, do not propose to let [le rapport] go forward to the Prime Minister in its present form, unless it is accompanied by a note of dissent from me », indique Forsey à son collègue historien<sup>90</sup>. Le docteur en histoire se demande, notamment, si ce rapport, qui est parsemé de passages « vagues », a tenu compte des importants coûts de leur opération. Est-ce que les discours du trône devront être bilingues? Les débats? Les juges devront-ils tous être bilingues? Comment est-il possible, d'ailleurs, d'imposer aux municipalités le bilinguisme? Serait-il décrété à des villes anglophones comme Sarnia ou Toronto?

I simply am not going to buy a series of animals of undetermined species in a series of pokes, nor ask the people of this province to do so. It would be dangerous not only to the English-speaking majority, but to the French-speaking people of Ontario and the rest of the country; for if we recommend, and the Premier adopts, things which turn out to be wholly impracticable, there will be a fearful and furious reaction in French Canada. Far better promise only what we can perform<sup>91</sup>.

---

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>90</sup> Forsey à Creighton, 28 janvier 1966. BAC, MG 31 D77 vol. 26.

<sup>91</sup> *Ibid.*



L'analyse de Forsey propose donc d'y aller légèrement. La mise en oeuvre de nouvelles politiques linguistiques par le gouvernement ontarien risque de jouer contre l'unité nationale si la province est incapable de livrer la marchandise. Forsey s'excuse, d'ailleurs, d'être un «pettifogging [...] English Tory» en raison des exigences qu'il trouve injustifiables<sup>92</sup>. «I do not think you are a “pettifogging, narrow-minded, prejudiced, ungenerous English Tory” in your response to Cultural Sub-Committee's absurd proposals », lui rassure toutefois Creighton<sup>93</sup>. Le rapport a été « mal préparé », il était « imprécis », « vague » et produit de manière « semi-literate », une conséquence « of people whose heads are even softer than their hearts »<sup>94</sup>. Ces « mous » — ou les « mugs » si l'on utilise l'expression de Forsey — se plient pour accepter toutes les demandes québécoises. « Brady has become a truculent provincialist, and would, I believe, be quite ready to accept the “associate state” for Quebec<sup>95</sup>. » Rapidement, les deux collègues comprennent qu'ils ont une vaste pente à gravir pour combattre les membres du CCOC au sujet de la langue française. Heureusement, le premier ministre Robarts ne s'attend pas à l'unanimité, et il a dit être ouvert aux opinions dissidentes. « I propose that we give him some<sup>96</sup>. »

Forsey cherche à calmer son ami Creighton qui est sur un pied de guerre avec le CCOC. Pour Creighton, l'enseignement en français dans un nouveau réseau scolaire franco-ontarien serait néfaste pour la population canadienne-française de la province, car ses diplômés seront inévitablement des cancrs marginalisés dans l'économie de

---

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> Creighton à Forsey, 4 février 1966. MG 31 D77 vol. 26.

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> *Ibid.*

l'Ontario. « I agree that French-Canadians who don't know English will be handicapped. I agree that we owe the French-Canadian children in Ontario some protection even against their parents » qui risquent d'exiger auprès de la province une instruction en langue française pour leurs enfants<sup>97</sup>. Néanmoins, prévient-il, l'anglais sera toujours présent dans ces écoles « bilingues », et les parents vont se « modérer ». De plus, il faut faire preuve d'une certaine souplesse :

I think the parents have a right to insist that their children get an adequate French education; first, so that they can go to Quebec and take advantage of openings there; second, because French-speaking people have it, it seems to me, a right to preserve their language as far as they can<sup>98</sup>.

Forsey met donc de l'eau dans son vin, contrairement à son collègue et ami qui opte pour la ligne dure contre les concessions.

Cette expérience de Creighton l'inspire sans doute à publier dans les pages du *Saturday Night* sa virulente diatribe contre le nationalisme canadien-français en juin de cette même année. Tout compte fait, l'échange entre Forsey et Creighton motive le doyen à revisiter sa stratégie au CCOC. Lors de la réunion du 23 avril 1966, le professeur demande au président Ian Macdonald au nom du sous-comité sur la Constitution « to draw attention of the Ontario Government to the enormous difficulties which lie in the way of anybody who tries to think of a constitutional convention, so as to get that thing out of the way ». Toute conférence constitutionnelle entre les provinces et l'État central

---

<sup>97</sup> Forsey à Creighton, 1<sup>er</sup> mars 1966. MG 31 D77 vol. 26.

<sup>98</sup> *Ibid.*

est à proscrire, selon Creighton, car un tel exercice peut infliger des dégâts considérables<sup>99</sup> :

Of course, as soon as you begin to approach it and look at it historically, enormous problems emerge. How are these people appointed? What do they represent? How are they to decide the issues in conference? How is this decision to be ratified? And so forth. You can go on indefinitely<sup>100</sup>.

En autres mots, l'historien cherche à refermer la boîte de pandore qui s'entrouvre en raison des positions de ses collègues au Comité. La rumeur voulant que Robarts lance une conférence constitutionnelle est, pour lui, une erreur. Les provinces, faméliques, n'arriveront jamais à s'entendre, ce qui provoquera un véritable capharnaüm.

La discussion du CCOC aborde par la suite le bilinguisme chez les Canadiens français de l'Ontario et la nécessité de leur octroyer des écoles secondaires de langue française. La situation n'est guère plus rose pour Creighton sur cet objet. Rappelons que pour lui, une éducation complète en français ne peut qu'inhiber le Canadien français à profiter de l'économie prospère de l'Ontario en les reléguant au rôle de porteur d'eau, « [...] bilingualism is an asset only within restricted limits » affirme le vieux routier. L'attrait n'englobe pas l'ensemble de la province. Qui plus est, les avantages se limitent surtout à l'Est ontarien, là où une économie francophone peut exister<sup>101</sup>.

To the extent to which people are brought up in these secondary schools and taught with French, with French as the language of instruction, it seems to me it might impair them from obtaining an idiomatic and fluent command of a language which is certain to be the language of the enormous majority of this province<sup>102</sup>.

---

<sup>99</sup> [S.a.], *Ontario Advisory Committee on Confederation meeting held at The Park Plaza Hotel, Toronto on Saturday, April 23, 1966 and Sunday, April 24, 1966. Verbatim Report of Proceedings*, p. 128. MG 31 D77 vol. 44.

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 203-204.

<sup>102</sup> *Ibid.*

L'assimilation du français à l'anglais, de surcroît, justifie l'opposition au projet de création du réseau scolaire franco-ontarien. Avec un taux d'assimilation que Creighton évalue à 33 %, il se doute que l'option soit réaliste à l'extérieur de « relatively small areas ». Il faut d'ailleurs, suggère-t-il, se poser la question quant à la véritable demande pour ce service, plutôt que de l'imposer d'en haut. Une telle proposition est-elle dans « l'intérêt » de ces élèves? Cette approche peut les mettre dans une situation dans laquelle leurs « talents » et leurs « compétences » soient « désavantagés » dans l'ensemble de la province<sup>103</sup>. La question doit être considérée en tenant compte de l'avenir des citoyens ontariens, indique le doyen, plutôt qu'une concession au Québec :

Professor Brady has paid an enormous amount of attention in his paper to Quebec and what is happening in that province, but we are concerned with Ontario. [...] I think it is in fact, and these figures clearly indicate, [que l'Ontario est] much more homogenous ethnically, and therefore it escapes the tensions which I think are peculiar to Quebec. It has, I think, basically more confidence as the result of that and I think also it has much more happily adjusted, related to North America as a whole<sup>104</sup>.

L'Ontario a besoin des travailleurs capables de s'intégrer aux nombreuses industries. Le retrait des Canadiens français du système des écoles publiques de langue anglaise « may likely limit the usefulness of some of [Ontario's] citizens »<sup>105</sup>.

Cette ligne de pensée choque Paul Fox, un des « mugs ». L'assimilation, selon lui, n'est pas un choix libre. Elle n'est pas le résultat d'une réflexion au cours de laquelle un individu soupèse les avantages et les inconvénients d'une intégration linguistique à la majorité. « [T]hey were assimilated because there were no secondary schools available

---

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 207.

for them », rétorque Fox<sup>106</sup>. Mais, lui répond le doyen, il ne faut pas oublier que les emplois en Ontario sont disponibles pour ceux qui peuvent travailler en anglais; « for the future, you see, the prospect for their having opportunities outside of this comparatively restricted area is, I think, very small indeed<sup>107</sup> ». Les Franco-Ontariens seraient sans doute balkanisés. La position paternaliste et l'analogie de l'historien, toutefois, n'arrivent pas à convaincre Fox, ni les membres du sous-comité sur la Constitution. Le professeur Brady indique, d'ailleurs, que personne n'a suggéré de former des Canadiens français unilingues qui ne peuvent s'intégrer au marché ontarien. « English is a world language<sup>108</sup> », lui répond le doyen, laissant croire que le français n'est plus qu'une langue provinciale qui n'est parlée qu'en France et dans la réserve québécoise. John Meisel, visiblement déranger par la position de Creighton, cherche à le fustiger :

PROF. MEISEL: I think there is a basic difference of opinion, certainly between myself and Professor Creighton, on one point of this. I think Professor Creighton accepts without undue anxiety the ethnic disappearance of a substantial proportion of French-speaking Ontarians, whereas -----

PROF. CREIGHTON: Just accepting it as a probability, with no feelings at all.

PROF. MEISEL: I deplore it. I think, given the nature of the country, it is highly desirable that French-speaking Canadians who live in Ontario can feel that their cultural identity is not wiped out by the dominant English-speaking culture<sup>109</sup>.

Les arguments de Creighton ne sont visiblement pas partagés par l'ensemble des membres du comité. Surtout, l'historien en est conscient. Dans sa lettre à Forsey après la

---

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 215.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 228.

réunion, Creighton décrit la scène lors de sa critique de la position des membres du CCOC.

During this analysis all the other members of the Committee looked down their noses very seriously and reproachfully. One simply must not talk about French and English in Ontario in terms of precise figures and percentages. Such talk is both obscene and blasphemous<sup>110</sup>!

Qui plus est, un des membres francophones du comité, Roger Séguin, président alors de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario a explosé « in what I think I can legitimately call an emotional outburst » contre les arguments du professeur. Ce dernier n'est pas « rationnel » lorsqu'il est question d'éducation franco-ontarienne, indique Creighton à Forsey. Visiblement agacé par l'ensemble de la situation, l'historien propose à son ami de démissionner. « I have now clearly reached the conclusion that, for my own peace of mind, if for no other reason, I ought to get out of the committee. » Il s'était donné comme mission de représenter le Canada anglais dans le comité, dont l'opinion est « valide » et doit être entendue. Cependant, il avoue que l'expérience l'a laissé profondément troublé<sup>111</sup>. La vision creightonienne du Canada n'arrive pas à gagner des sympathies à l'intérieur du CCOC. D'ailleurs, il a l'impression qu'il ne peut rien faire, que ses analyses à froid de la situation canadienne-française en Ontario tombent sur des oreilles sourdes. Forsey cherche néanmoins à le convaincre de revoir sa décision : « your time and talents are far too valuable to be wasted in work that irritates and exhausts you, and whose usefulness you increasingly doubt. I do not want to have any share in imposing on you burdens grievous to be borne », indique-t-il à son ami<sup>112</sup>.

---

<sup>110</sup> Creighton à Forsey, 26 avril 1966. BAC, MG 31 D77 vol. 26.

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> Forsey à Creighton, 28 avril 1966. BAC, MG 31 D77 vol. 37.

Creighton ne démissionne pas du Comité avant 1970. Par contre, il n'arrivera jamais à obtenir gain de cause concernant sa vision du Canada à l'intérieur du CCOC. Il y a trop de « *mugs* » qui y siègent. Après une rencontre entre les fonctionnaires québécois et le Comité, Creighton indique qu'il n'y a plus rien à faire. « It was perfectly apparent they did not believe a National interest existed in this country<sup>113</sup>. » Mais il faut que l'Ontario s'active, estime Paul Fox devant la position de Creighton. L'historien soutient qu'il faut maintenir le statu quo concernant le Québec :

PROF. FOX: At any rate, what can we do?

PROF. CREIGHTON: I am saying things to do.

PROF. FOX: What?

PROF. CREIGHTON: Maintain the situation we have right now.

PROF. FOX: If you make no change, I think it will crack<sup>114</sup>.

Enfin, Creighton n'arrive pas à mettre de l'eau dans son vin ou à bien identifier qu'il rame à contre-courant. L'ensemble du CCOC est prêt à apporter des changements à la Constitution du Canada et à proposer diverses réformes provinciales afin que la population franco-ontarienne puisse obtenir des institutions de langue française. Il continue son combat pendant quelques années, alors qu'il est souvent seul à faire part de sa dissension devant le comité. Il est marqué par la situation.

Lorsque Forsey est nommé au Sénat en 1970, Creighton est invité à présenter son point de vue sur la Constitution aux membres du comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat sur la constitution. Cette proposition ne l'enchantait cependant pas du tout compte tenu de son expérience au CCOC. Creighton accepte toutefois, car il

---

<sup>113</sup> [S.a.], *Ontario Advisory Committee on Confederation meeting held at Frost Building, Queen's Park, Toronto on Friday, January 20, 1967. Verbatim Report of Proceedings*, p. 69. MG 31 D77 vol. 47.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 75.

cherche à rendre service à son ami. Ce dernier demeure convaincu que l'opinion de Creighton est vivement respectée par les élus.

#### IV) L'esprit des Pères : à la défense de la Constitution

Les assauts de Creighton contre le renouvellement de la Constitution du Canada dans l'espace public n'arrivent pas à renverser la vapeur. Avec les libéraux bien en selle, le train a quitté la gare. Trudeau, ayant développé son idée d'un rapatriement du document fondamental du pays et s'inspirant selon Valérie Lapointe-Gagnon du montréalais Frank Scott<sup>115</sup>, est l'ennemi à abattre pour l'historien. L'évolution du dossier l'inquiète, toutefois. Forsey défend auprès du Comité mixte une position très près de Creighton. En novembre 1970, il écrit à son ami pour l'encourager à se présenter devant le comité. « You are needed », dit-il, un euphémisme, car, pour le sénateur, le comité dérape très rapidement vers une interprétation qui s'éloigne on ne peut plus de la vision de Macdonald de l'ancien Dominion<sup>116</sup>. À peine deux semaines plus tard, Forsey renchérit. La situation est critique : « I am becoming more and more convinced that it is essential you should appear » au Comité :

A professor of law told us the BNA Act was « drafted by a colonial power. » I promptly blew up. Then the professor and various members of the Committee asserted that John A. and his colleagues were « colonial-minded. » I blew up again. Then I was told that we had a monarchy because the Fathers were too colonial-minded to think of anything else [...]. I blew up a third time. The worst of it is that most of the Committee's members appeared to believe the nonsense, and to consider my corrections of historical fallacies no better than pardonable eccentricities.<sup>117</sup>

---

<sup>115</sup> Valérie Lapointe-Gagnon, *Penser et « panser » les plaies du Canada*, op. cit., p. 114.

<sup>116</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 21 novembre 1970. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

<sup>117</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 10 décembre 1970. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.



Forsey croit que l'historien du Canada, Donald Creighton, qui est le biographe de Macdonald et le gardien de la mémoire sur l'histoire de l'AANB, peut remettre les pendules à l'heure. Il faut simplement que le professeur soit assez motivé pour s'y rendre, plutôt que de laisser la voie libre aux *whigs*.

Mais Creighton écrit à son ami sénateur le lendemain, avant de prendre connaissance des excès du Comité mixte. Il se plaint que le secrétaire du comité l'a interpellé pour une comparution rapide devant ledit comité. Pire, d'après sa lecture des journaux, les séances sont le summum de bêtises :

Most of this seemed rubbish – and dangerous rubbish at that – to me : and I suddenly felt that I didn't want to add anything more to this endless, confusing spate of worlhtess [*sic*] talk. So I told the young man that I didn't think there was any point in my giving evidence before the Committee [...]. Now, after a night's reflection, my mood has changed. Perhaps I ought to take the stand, if only to be counted [...]. If you feel that I should make an appearance, please ask the [secrétaire] to give me another try<sup>118</sup>.

Les astres s'alignent enfin. Dès son retour à son bureau, Forsey affirme avoir informé le président du comité, Mark MacGuigan, que la présence de Creighton est urgente. « I need, badly, expert help in keeping (or getting) them straight on constitutional history. The amount of tripe people are cooking up, and swallowing, is incredible<sup>119</sup>. » Le pouvoir de désaveu est remis en question. De plus, les trous d'une ignorance historique laissent passer des sottises pour Forsey. Creighton, espère le sénateur, pourra peser lourdement contre ces « marchands de tripes » qui déferlent devant le comité. Enfin, Forsey entrevoit une accablante mélancolie pour conclure sa lettre :

Observing this sort of thing, I am inclined to feel glad I shan't be around too much longer. The world we have known is fast vanishing; and in the

---

<sup>118</sup> Donald Creighton à Eugene Forsey, 11 décembre 1970. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

<sup>119</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 14 décembre 1970. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

world which is being born, the life of man is likely to be nasty, brutish and short; and for people like me, more and more solitary<sup>120</sup>[.]

Forsey en aura 20 autres années sur cette terre, s'éteignant à l'âge mûr de 86 ans en février 1991. Ce Nouveau Monde qu'il combat ne fait que commencer à poindre.

Quelques mois s'écoulent avant la reprise de la correspondance entre les deux amis, le 22 février 1971 après la lecture par Creighton des nombreux mémoires et procès-verbaux du Comité mixte sur la Constitution. « All this stuff makes very depressing reading, particularly for a historian », affirme le vieux routier. « Your witnesses are about as blindly and complacently anti-historical as it is possible to be ». Au sujet des membres du comité, il croit « unbelievable that elected members of the Parliament of this country should be so ludicrously and contemptibly ignorant of its history ». Le procès de l'AANB est douloureux, de dire Creighton. Inutile de se présenter devant une telle commission de *whigs*. « All I should do would be to confirm the general impression of me as an intolerant [,] bigoted, and reactionary Tory. [...] I don't want to make a spectacle of myself »<sup>121</sup>.

À la lettre de son vieil ami, le sénateur redouble ses efforts. Il encourage Creighton à présenter la vision des Pères de la Confédération lors des consultations sur la Constitution. « I am more convinced every moment that it is vital you should appear. We simply cannot afford to let our case go by default. Too much is at stake », écrit le sénateur, « if we fail, we fail; then how can we live out our years if we have to suffer the results with the bitter reflection that we might have succeeded if we had made no more

---

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> Donald Creighton à Eugene Forsey, 22 février 1971. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

effort? »<sup>122</sup> Forsey cherche à flatter l'historien, ses connaissances sur la question dépassant l'imposant sénateur. « Any one of your single papers or articles would by general consent outweigh all that [that has been] written or said. Any comparison, indeed, is ludicrous. » Cette époque correspond d'ailleurs à une période plus sombre de la vie de Creighton. Ce dernier estime qu'il est un échec, que le Canada l'a rejeté, que sa nation l'a abandonné. Forsey le rassure : « I am *sure* that you speak for a vast number of English-speaking Canadians who haven't the knowledge or perhaps the courage to speak for themselves. » L'historien serait la voix de ces derniers, un véritable intellectuel dans la cité donnant espoir à ces Canadiens qui voient leur pays sur le point d'une énorme transformation. « The *English* part of the "bi" [biculturalisme] is often forgotten or overridden; and it ought not to be. We have *our* rights, *our* traditions, *our* history, *our* values; and they are just as respect-worthy as those of the French-Canadians »<sup>123</sup>. Les personnes qui défilent devant le comité tiennent des propos absurdes, certains sont « insane », alors que le Parti progressiste-conservateur serait mené par un « ignoramus and lunatic » du nom de Robert Stanfield<sup>124</sup>. La présence de Creighton est, somme toute, nécessaire. Gardien d'une mémoire, d'une tradition, celle de Macdonald, Forsey responsabilise son ami historien, lui donnant la mission de défendre ce récit du Canada qui a été pris d'assaut depuis plus d'une décennie. L'encouragement du sénateur le convainc. « I shall do my best, Eugene, écrit Creighton, [b]ut you must not rely too much on me. I hope earnestly that I shall not let you down<sup>125</sup>. »

---

<sup>122</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 28 février 1971. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

<sup>123</sup> *Ibid.* Les italiques sont de Forsey.

<sup>124</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 7 mars 1971. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

<sup>125</sup> Donald Creighton à Eugene Forsey, 7 mars 1971. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

Creighton est sur place durant un après-midi au début du mois de mars 1971 au Comité mixte sur la Constitution, quoiqu'avec une certaine réticence. Ce serait « contre ma volonté » que Forsey l'a persuadé. Il affirme ne pas vouloir proposer de modifications au document, mais d' « examiner très brièvement certaines de ses origines et une partie de son évolution ». Il se déchaîne particulièrement sur ce qu'il considère être des conclusions « fallacieuses » qui ont été tirées de l'histoire canadienne. Le professeur croit que les « révolutionnaires » ont souvent attaqué l'histoire comme une relique d'un monde à oublier. Cette dernière est dénigrée, car l'idéologie moderniste des libéraux estime que l'avenir porte en elle les fruits du bien potentiel :

The idea that every[thing] old is worse and every[thing] new is better has an irresistible appeal to the credulous, and the belief that rapid obsolescence is the basis of the good life has become the principal dogma in the modern religion of the age of affluence<sup>126</sup>.

Creighton estime que cette philosophie de l'histoire s'ancre dans le progressisme du 19<sup>e</sup> siècle. Elle est d'ailleurs utilisée pour dénoncer la Constitution qui empêche le pays d'« accomplir sa destinée ». Creighton affirme que le document fondamental du pays est bien souvent comparé à la tuyauterie victorienne. Il ne suffit pas de la rafistoler, il faut au contraire la détruire et la remplacer, « [a]insi [...] une vérité qui s'applique aux toilettes et aux baignoires doit nécessairement être valable pour une [C]onstitution<sup>127</sup> ». Cette interprétation « burlesque » du passé a été érigée en mythe, selon l'historien, une idée reçue; pour Creighton, c'est de l'ignorance pure :

The Fathers of Confederation clung to constitutional monarchy because they believed it was the best government ever devised for free men and they were determined to retain the imperial connection because they were

---

<sup>126</sup> Canada, [*Comité conjoint sur la Constitution*], Ottawa, Imprimeur de la reine, 1971, p. 32-33. BAC, MG 31/D 77/vol. 35.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 34. La citation française est fournie par les traducteurs fédéraux.

convinced that it was essential to Canada's survival as an independent nation in North America and also because they regarded the British Empire as the greatest secular force for good in their own age<sup>128</sup>.

L'histoire est maître pour Creighton et ses arguments devant le Comité mixte en sont une preuve éloquente. Les pourfendeurs de la Constitution estiment tout simplement que l'histoire est désuète. L'AANB est un boulet qui dérobe la liberté du pays comme punition de l'ère victorienne. Les modernistes veulent libérer le Canada de l'enclos.

Pour Creighton, la Constitution ne doit pas être changée à la légère, affirme-t-il : « [it] is not a petrified relic of a bygone day, it is a living creation, which should accommodate itself to the varied changing conditions and respond sensitively to new demands and new problems »<sup>129</sup>. Au contraire, toute modification doit respecter l'esprit des Pères de la Confédération « or, in my view, irreparable harm is done to the nation itself ». La Constitution, un produit typiquement canadien, selon l'historien, a été abâtardi « almost beyond recognition » par le passé, « and it is only when we go back to the declared intentions of the Fathers of Confederation that we can measure the extent of its mutilation »<sup>130</sup>. L'intention, bien entendu, notamment avec la clause résiduaire, était de créer un gouvernement central fort. Les modifications proposées à la Constitution affaibliraient l'État fédéral au profit des provinces, une condamnation fatale du principe même de la Confédération de Macdonald. Alors que l'économie devait être sous le sage contrôle de l'État central, la « mutilation » de la Constitution a désemparé le pays. Il est désormais impossible pour le Canada de contrer les effets néfastes de la modernité et de

---

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 36.

ses corollaires l'industrialisation et le développement technologique<sup>131</sup>. Les querelles entre les provinces et l'État central ont provoqué la création d'une monstrueuse courtepoinle, un Frankenstein de lois et d'institutions un peu partout dans le pays qui court-circuitent l'essence du Canada. Les conférences fédérales-provinciales ont donc usurpé la souveraineté d'Ottawa, limitant le pouvoir du Canada qui est relégué, selon Creighton, au dernier rang de gouvernements après les provinces et les municipalités<sup>132</sup>.

La pensée de Creighton sur le sujet regorge du conservatisme de Burke. L'historien fait de l'AANB un document organique, qui évolue avec le temps selon les besoins de la nation. Les modifications qu'exigent les « révolutionnaires » ne peuvent être admises, comparant leur proposition d'abolir la monarchie constitutionnelle, à titre d'exemple, à une idée aussi loufoque que de suggérer aux Américains d'éliminer leur système présidentiel.

Le Comité mixte poursuit toutefois un contre-interrogatoire vigoureux. Warren Allmand, député de Notre-Dame-De-Grâce à Montréal, amorce le douloureux exercice, cherchant à contredire l'historien. Pourquoi l'article 133 de l'AANB soutient-il la minorité anglophone du Québec en leur octroyant des cantons protégés pour élire des députés? Il y a donc des dispositions linguistiques dans la Constitution qui permettent la défense du français et de l'anglais? Certes, répond l'historien, « [f]or certain reasons, for certain purposes [... b]ut no further ». Or l'une des thèses principales du professeur est que les Pères de la Confédération n'ont pas discuté des droits linguistiques lors des négociations de l'AANB. Pourtant, si les Anglo-Québécois obtiennent un traitement

---

<sup>131</sup> Cet argument est sans doute puisé dans le répertoire de George Grant, *Lament for a nation*, *op. cit.*

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 38.

particulier, il y a donc eu un précédent. Cette situation s'explique, selon Creighton, par le fait qu'il y avait une minorité importante d'anglophones au Québec alors que la communauté canadienne-française ailleurs au pays était négligeable. Creighton affirme même que la communauté acadienne a tenté de convaincre le premier ministre du Nouveau-Brunswick de l'époque, Samuel Tilley, d'inscrire les droits des Acadiens dans l'AANB, ce qu'il a refusé de faire. Pour Creighton, les seuls individus qui importent sont le petit groupe d'hommes réunis aux conférences de Québec et de Charlottetown. Ses arguments sont contradictoires, puisqu'une minorité anglophone au Québec devait être protégée tandis que les Acadiens ne le devaient pas, ce qui trahit sa pensée sur la question et, conséquemment, ne l'aide pas à lui gagner des adeptes au Canada français<sup>133</sup>.

Mais l'historien persiste et signe : « I would think the best thing we can possibly do is to get back as closely as we can to the original constitution », affirme-t-il<sup>134</sup>. Le néo-démocrate, Doug Rowland, député de Selkirk, conteste le point de vue de l'historien. Pourquoi porter plus attention à l'esprit de Macdonald, interprété par Creighton, plutôt qu'aux experts qui ont témoigné auprès du comité spécial? Visiblement choqué, ce dernier se campe sur sa position sur un ton alarmiste. Toute modification de la Constitution est un rejet de l'histoire, et « a country which turns its back completely and *deliberately* upon its history is a country which is in a very grave danger of *disintegrating totally* and I think this is the present condition of Canada<sup>135</sup> ». Trop concéder aux Québécois, de dire Creighton, menace la viabilité du pays. Les réformes au profit du français et de la décentralisation qui favorise les provinces empêchent l'État de s'affirmer

---

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 44-45.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>135</sup> *Ibid.*, 45-46. Nos italiques.

sur les dossiers économiques et industriels : « We have failed I think to control inflation. We have no means constitutionally of imposing an income and price policy. We do not know what to do about pollution », toutes des questions d'importance capitale, mais qui ne sont pas sous la loupe des constitutionnalistes<sup>136</sup>. D'ailleurs, le présent débat sur la dualité nationale est de la « false history » pour l'historien. Les identités ethniques des Canadiens remontent à avant même sa fondation, avec la population irlandaise, écossaise, anglaise et française.

Mais le ton hausse contre Creighton qui est dans une situation d'interrogatoire intense de la part de politiciens, indépendamment de leurs allégeances politiques. Visiblement fatigué de ses longues années de combats, l'historien laisse entrevoir une émotion forte et triste dans son discours, une frustration éloquente, mais mélancolique :

I have talked about this so often – I suppose if any of you have read my books or read my articles or listened to any of the speeches – I have been giving far too many of these, and I am not going to give any more. This is my last appearance, and you ought to be grateful for that<sup>137</sup>.

Le libéral MacGuigan lui pose d'autres questions :

**The Joint Chairman (Mr. MacGuigan):** It seems to me that you seem to begrudge these changes that haven taken place [à la Constitution], the changes which have been made by judicial interpretation and...

**Dr. Creighton:** I certainly deeply deplore the disappearance or the virtual disappearance of that residuary clause.

**The Joint Chairman (Mr. MacGuigan):** [...] I[t] seems to me that the changes that have been made [...] in themselves have brought about a very considerable difference from our original situation and, therefore, we cannot just get back that closely to the original constitution<sup>138</sup>.

---

<sup>136</sup> *Ibid.*, 47.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 53.



Les autres parlementaires qui s'expriment lors du passage de Creighton sont les membres francophones du comité. Pierre De Bané, premier député arabe du pays et qui est promis à une longue carrière en politique au sein du gouvernement libéral de Trudeau, interroge l'historien sur l'avenir des Canadiens français et de la question des « concessions ». L'historien n'arrive pas à répondre au représentant de Matane quelles « concessions » seraient possibles dans une nouvelle Constitution sans nuire à l'unité nationale du pays : « It seems to me that the cultivation of the French language in the civil service can go, and perhaps has gone, too far<sup>139</sup>. » Récompenser des individus pour leurs connaissances langagières serait néfaste et pénaliserait trop lourdement ceux qui n'ont pas ces compétences. Notons, d'ailleurs, que Creighton estime que la compréhension des deux langues officielles est une connaissance, et non pas une compétence. Cela demeure un argument clef chez plusieurs opposants du bilinguisme institutionnel. De Bané veut mettre en échec l'historien et de le forcer à se contredire sur ce point. Des 30 laboratoires fédéraux en existence au pays, un seul est bilingue. Est-ce juste, demande le député? Creighton affirme que la distribution est problématique. Alors, comment prétendre que les dispositions linguistiques du gouvernement fédéral à l'égard de la fonction publique sont injustes? Le vieux routier esquivé la question. Pourquoi demander à un historien un commentaire au sujet de laboratoires scientifiques qu'il ignore? Ottawa devrait simplement tenter d'obtenir des fonctionnaires compétents en français plutôt que d'apprendre le français à des anglophones<sup>140</sup>.

Le secrétaire parlementaire de la chambre, Marcel Prud'homme, se presse d'expliquer à Creighton qu'il faut permettre aux Canadiens français de s'identifier aux

---

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 56-57.

institutions fédérales. « S'il est impossible de trouver des solutions où les Canadiens français se sentent chez eux sur le plan fédéral [...] je pense que l'avenir de notre pays n'est pas des plus roses » et peut provoquer une véritable vague de sympathie souverainiste au Québec<sup>141</sup>. Creighton patine. Il accepte le constat d'un futur difficile : « I see so many difficulties for the future. I am very pessimistic<sup>142</sup> », conclut-il.

Devant la question constitutionnelle, Creighton désespère. Sa légitimité est-elle sapée? Existe-t-il un espace de débat public pour les vieux Canadiens? Est-il le seul à percevoir la menace étatsunienne et à comprendre la stupidité, d'après lui, des politiques étrangères de Mackenzie King et de leurs effets néfastes sur la société canadienne d'aujourd'hui? Forsey console son ami après son passage devant les membres du comité. « It was invaluable », lui dit-il. Peu importe le résultat, affirme le sénateur, « I can at least make the rafters ring in the Senate, and perhaps discredit, to some extent, any of the worst nonsense which may get into the report<sup>143</sup>. »

La lettre de son ami sénateur est un baume pour l'historien. Il demeure néanmoins découragé. L'historien s'en prend d'ailleurs au premier ministre ontarien William Davis et au CCOC qui n'adhère pas à sa vision du Canada. Il se souvient de son passage au Comité avec rancune : « I never felt that I had much influence on the Committee's decisions or [...] that the Committee had much influence on the settled convictions of the [...] government. » Le rôle d'intellectuel qu'a choisi Creighton l'a laissé déprimé et battu. En effet, la plume de Creighton s'attaque de manière impardonnable aux Canadiens

---

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>143</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 10 avril 1971. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

français. En effet, sur la lettre apparaissent les mots les plus durs qu'il ait écrits à leur sujet dans sa correspondance intime :

[M]y dissatisfaction was the result of a growing realization that there was no meeting of minds at all between the members of the Committee and myself. [...] The French Canadians were simply incredible. [...] Their maniacal obsession with language – to the exclusion of everything else under the sun – has almost made me a separatist. I've nearly come to the conclusion that the best thing to do would be to boot them out, on our terms, not theirs, and, if I had anything to do with it, they would be harsh terms too. They have succeeded in wrecking my nation. I don't see why I or any other English Canadian should lift a finger to postpone or mitigate the certain ruin of theirs<sup>144</sup>.

Ces mots durs à l'égard des Canadiens français ne doivent néanmoins pas être interprétés comme une haine viscérale ou raciste contre le Canada français. En privé, Creighton se met à nu devant son désespoir insurmontable. Sa nation, qui est déjà fragile par sa nature et sa situation géographique tout près des États-Unis, se fait dépecer de manière débridée. Tels des bouchers, les Canadiens français abattent le rêve de Macdonald sans remords et avec un prodigieux plaisir devant les yeux horrifiés du gardien de la mémoire du Canada. L'assaut sans retenue des nationalistes canadiens-français, fédéralistes et souverainistes, a réussi à faire pourrir ce fruit du plant qu'a semé le plus grand des Canadiens, John A. Macdonald. Comment se soulever de cette éviscération violente sur la place publique du projet canadien? La petite société qu'est le Canada n'est plus, ou ne sera plus. C'est un Creighton en deuil profond qui écrit ces mots, et non pas un xénophobe qui cherche l'assimilation des Canadiens français. Pourquoi ne peuvent-ils donc pas comprendre?

Les vieux amis persistent malgré le désastre imminent. « I anticipate a horror which will have to be fought, line by line. [...] Pray for my soul! » écrit Forsey à l'historien, l'informant qu'il est maintenant temps de rédiger le rapport final de l'exercice

---

<sup>144</sup> Donald Creighton à Eugene Forsey, 9 mai 1971. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

et qu'il anticipe une bataille coriace. Forsey toutefois partage les émotions de Creighton. Cette correspondance privée témoigne de la tristesse des deux hommes qui se battent pour le pays qu'ils ont tant aimé. L'historien et ses lecteurs peuvent donc avoir un accès privilégié aux sacrifices émotionnels que souffrent les intellectuels engagés :

I get depressed not only about the Committee and the future of the country, but about myself. Much of the time I feel I have lost the desire to live. At the moment, being less tired, I feel more cheerful; but when I'm tired the futility of the little good I've done, and the thought of the harm I've done, and the waste of time and talents [...] gets me « down among the wines and spirits ».

I am still determined to do what I can to keep Quebec in, on tolerable terms, if only for the sake of the wretched majority of humble folk there who'd be skinned alive by separatism, and know it. But there is a limit; beyond that, I'm for hard-nosed bargaining on secession<sup>145</sup>.

Creighton ne verra pas la nouvelle Constitution, ni son rapatriement, ni l'enchâssement d'une *Charte des droits et des libertés* dans le document constitutionnel. La bonification du droit de retrait avec compensation des programmes du gouvernement fédéral et l'existence d'une clause dérogatoire lui auraient sans doute apparu comme aberrantes.

\*\*\*

C'est à titre individuel que Creighton tente d'orienter le débat public sur l'avenir du Canada. D'ailleurs, c'est très tardivement qu'il participe à ces exercices, et seulement après l'insistance de ceux qui l'ont invité. Il ne prend pas plaisir à ce jeu politique et il s'avoue extrêmement frustré et même déprimé par son expérience dans le CCOC. Comprendons-le, il est devant des « *mugs* » qui sont prêts à sacrifier l'agneau de la Confédération sur l'autel du Canada français afin d'apaiser le Québec. Creighton tente de convaincre les membres de la Commission à adopter son point de vue, car c'est l'avenir

---

<sup>145</sup> Eugene Forsey à Donald Creighton, 4 juillet 1971. BAC, MG 31/D 77/vol. 26.

du Canada qui est en jeu. Mais il n'arrive pas à faire consensus. D'ailleurs, lors de son passage au comité mixte sur la Constitution, le doyen se fait attaquer par les parlementaires sur ses idées qui ne se sont pas influencées par le discours dominant de l'époque qui éprouve davantage de sympathie pour les langues officielles et les droits des minorités, des questions sur lesquelles il refuse de s'adapter.

Creighton connaît plus de succès lorsqu'il traite de l'invasion de capitaux américains contrairement à ce qu'il propose à l'égard du Québec. Sa pensée sur le Canada français, notamment en 1977, est jugée comme étant trop extrême. La synthèse de son anti-américanisme et de sa haine du nationalisme canadien-français est trop radicale pour une presse beaucoup plus ouverte au bilinguisme et au biculturalisme. En fait, il n'arrive pas à bien choisir son enjeu. En faisant l'amalgame des deux problématiques – le capital américain et le nationalisme canadien-français – Creighton ne réussit qu'à s'aliéner une partie de son auditoire qu'il pourrait certainement convaincre autrement. Si on nous permet la métaphore, il a le vent dans les voiles lorsqu'il traite des États-Unis, mais il s'entête à ramer à contre-courant sur la question canadienne-française. Or, pour lui, les deux enjeux sont les mêmes. Chaque problématique risque de détruire le Canada à moyen et à long terme.

## Conclusion

Cette thèse a cherché à analyser l'usage du capital symbolique par les historiens dans l'espace public en effectuant une étude de cas de deux individus qui ont dominé l'historiographie canadienne après la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons réfléchi aux raisons et aux motivations d'historiens qui décident, durant les années 1950 à 1970, de faire œuvre d'intellectuel et d'investir l'espace public. Les deux hommes à l'étude, Donald Creighton, un Canadien anglais, et Michel Brunet, un Canadien français, nous donnent un éclairage sur cette question. Notre étude montre d'ailleurs une transmission d'idées qui traverse les « deux solitudes ». Les deux historiens se connaissent. Ils sont en désaccord, mais s'échangent quelques lettres, rien de plus. Par contre, on détecte chez Brunet une certaine influence de la pensée de Creighton pour étoffer son propos sur la subjugation du Canada français par les Canadiens anglais. Du côté de Creighton, Brunet fait partie des nationalistes canadiens-français qu'il faut mettre en échec afin de maintenir le pays à flot.

L'étude en comparatif entre Brunet et Creighton nous permet de croiser la participation de ces intellectuels canadien-français et canadien-anglais, permettant ainsi d'ouvrir la porte à de nouvelles questions sur l'activisme chez les universitaires. En passant outre la barrière linguistique, nous avons tenté de voir en quoi les différentes circonstances ont pu avoir une incidence sur la participation de ces deux historiens dans l'espace public. Chacun est inscrit dans un même contexte de politique national, d'où l'intérêt d'une telle approche.

Nous constatons notamment que le Québec semble être une plus grande terre d'accueil pour l'historien Brunet que ne l'a été le Canada pour Creighton. Certes, ce

dernier est moins porté à s'inscrire dans le débat public au début de sa carrière, mais il semble néanmoins que, lorsqu'il le fait, il se frotte à de nombreuses critiques. Brunet, de son côté, jouit d'une certaine notoriété et légitimité lors de son entrée en poste, et ce, malgré le fait qu'il est méconnu à l'époque.

Ce qui est remarquable, toutefois, c'est que chacun est vertement critiqué à partir des années 1960 et 1970. Pourtant, les idées de Brunet font du chemin. Lorsque le mouvement souverainiste prend un virage « libéral » plutôt que révolutionnaire, les idées que formule l'historien sur la souveraineté-association, qui passent à travers la SSJBM dont il est membre et pour qui il signe de nombreux mémoires, réussissent à être adoptées de plus en plus par la classe politique indépendantiste. C'est particulièrement le cas avec le Parti québécois à qui l'historien donne son appui durant le référendum de 1980. De son côté, Creighton n'ajuste pas son discours. Si son anti-américanisme séduit, sa critique acerbe des Canadiens français ne réussit pas à convertir les journalistes.

### *Des contextes particuliers*

Il existe des contextes qui permettent, d'ailleurs, à ces historiens de s'inscrire au débat public sur l'unité nationale. Le Canada de l'après-guerre s'interroge quant à son avenir culturel, politique et économique. L'élite canadienne est anxieuse quant à l'avenir national du pays.

Au Québec, en particulier, les historiens comme Brunet, Frégault, Séguin et Trudel sont la première génération d'historiens formés à la méthode scientifique en France et aux États-Unis. Les départements d'histoires, alors nommés des instituts, se constituent dans la période de l'après-guerre. Il existe alors un engouement dans les

médias pour ces nouveaux professeurs, doctorat en poche. Nous l'avons vu, l'embauche de Michel Brunet fait les manchettes des journaux montréalais. L'espace public contribue dès son arrivée à la construction de son capital symbolique. Il y a même une « lune de miel » pour ses idées pendant presque une décennie durant laquelle les journaux rapportent ses propos, sans en suggérer une critique. Le prestige d'être docteur en histoire et professeur permet à Brunet, qui n'a pas sa langue dans sa poche, de promouvoir ses idées sur le Canada français, lui qui a pourtant été embauché pour travailler dans le domaine de l'histoire américaine.

Les départements d'histoire sont plus anciens dans les universités anglophones, notamment à l'Université de Toronto où Creighton a fait carrière. George Wrong devient le premier maître de conférences dans cette institution en 1892 et le directeur du département à partir de 1894. L'Institut d'histoire de l'Amérique française, par comparaison, n'est fondé qu'en 1946 par Lionel Groulx, détenteur de la première chaire d'histoire du Canada dans une université québécoise depuis 1915. Il n'y a donc pas le même engouement pour l'embauche d'un professeur d'histoire, et encore moins pour un qui n'a jamais complété un doctorat.

Les années soixante sont charnière également pour le Canada dans son ensemble. Des mouvements souverainistes sont fondés au Québec, des gouvernements minoritaires se succèdent à Ottawa jusqu'à l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire en 1968, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur le biculturalisme sillonne le pays et témoigne dans une large mesure de l'incompréhension qui existe entre les communautés anglophones et francophones du Canada. Sont également au rendez-vous les célébrations du centenaire du Canada en 1967. La crainte d'une invasion économique



par les États-Unis provoque en 1969 la création d'un groupe socialiste radical nommé « *Waffle* » à l'intérieur du Nouveau parti démocratique. Bref, la société canadienne se pose de sérieuses questions quant à son avenir. La Révolution tranquille, qui déferle au Québec, amène une réorganisation institutionnelle de la province et ne met pas fin à la querelle Québec-Ottawa concernant les pouvoirs des deux États. Les opinions sur le pays se multiplient. Surtout, il existe de nombreuses plateformes pour s'exprimer. Les gouvernements et la société civile étaient prêts à écouter les intellectuels proposer leurs solutions comme en témoigne la présence de Brunet dans les journaux et la participation de Creighton dans le CCOC. Ces années de profonde insécurité sont également des années d'effervescence du débat national. Ces éléments permettent de mieux comprendre le contexte dans lequel ces deux historiens opèrent et expliquent pourquoi ils ont pu mobiliser leurs vastes réserves de capital symbolique pour tenter d'influencer ledit débat.

### *Un Canada qui se meurt*

Donald Creighton est au sommet de son art durant les années 1950. Sa biographie de John A. Macdonald se vend à des dizaines de milliers d'exemplaires<sup>1</sup> et rejoint de nombreux Canadiens. La vision de Creighton sur le Canada est complète. Le pays a un destin, celui de créer en terre d'Amérique un royaume britannique, érigé contre la République américaine. Les marchands du 18<sup>e</sup> et du 19<sup>e</sup> siècle sont les héros de cette

---

<sup>1</sup> 13 000 exemplaires de son premier volume sur Macdonald sont vendus entre 1966 et 1980 en deuxième édition. Les résultats des ventes que nous présente Donald Wright nous indiquent que Creighton est réellement un excellent vendeur. Donald Wright, « Donald Creighton, John Gray, and the Making of Macdonald », *Historical Perspectives on Canadian Publishing*. Disponible en ligne [http://hpcanpub.mcmaster.ca/media/record-book-macmillan-canada-listing-sales-donald-creighton039s-biography-john-macdonald-1964-] Dernier accès 19 novembre 2015.

histoire. Ils ont compris l'essence du Canada : le système économique du Saint-Laurent qui permet de pénétrer profondément dans le continent et de créer une société séparée des États-Unis. Macdonald porte plus tard le flambeau laissé par les marchands. C'est sous sa gouverne que le destin canadien se réalise, du moins en partie. Macdonald mène à la fondation d'une grande confédération avec des ambitions continentales. Les premiers ministres qui lui succèdent n'ont d'autre choix que de poursuivre sur cette lancée qui se termine avec l'intégration de Terre-Neuve au Canada en 1949.

Or, les gouvernements libéraux au 20<sup>e</sup> siècle ont opté pour des politiques séparatistes à l'égard de la Grande-Bretagne. Ils ont trahi la vision de Macdonald et également le destin canadien. Ils ont adopté des politiques qui n'ont réussi qu'à livrer le Canada aux mains de l'économie américaine. De plus, le gouvernement libéral de Lester B. Pearson lance en 1963 une Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et propose l'adoption d'un nouveau drapeau canadien, ce qui est fait en février 1965. L'ensemble des références britanniques du pays sont désormais larguées au profit d'un symbolisme transformé qui, pour Creighton, rompt avec l'histoire. Il est convaincu qu'il doit passer de la parole aux actes.

C'est donc à partir du milieu des années 1960 qu'il cherche réellement à mobiliser son capital symbolique et plonge dans le débat public. C'est alors qu'il prononce des conférences contre les nationalistes canadiens-français et l'invasion du capital américain. Il se joint d'ailleurs en 1965, un mois après l'adoption d'un nouveau drapeau canadien, au Comité consultatif sur la Confédération, croyant qu'il peut en quelque sorte pousser l'Ontario vers des prises de position qui sauveraient le Canada et mettraient un terme aux concessions incessantes accordées aux Canadiens français. C'est une époque d'énorme

frustration pour Creighton et son ami Eugene Forsey, qui n'arrivent pas à convaincre les « *mugs* ». C'est également le cas lorsque l'historien participe, suite aux pressions de son collègue nouvellement nommé sénateur libéral, au comité mixte de la Chambre des communes sur la constitution. Il se fait attaquer par les politiciens à ce comité au sujet de ses idées. Sa dernière décennie est pénible. Il se sent défait. Il avoue même à la radio qu'il croit qu'il a vécu sa vie en vain. Comment penser autrement? Les adversaires de la Confédération semblent avoir gagné. Les séparatistes du Parti québécois sont au pouvoir à Québec et les libéraux veulent réécrire la Constitution. Ses propos sont lugubres, lors de ses passages sur les ondes de la radio d'État dans les années 1960 et 1970. Combatif, Creighton se résigne de plus en plus au triste sort qu'il entrevoit être réservé au Canada. Il a une vision apocalyptique, c'est la façon dont John Sufrin la qualifie.

### *Un nouveau Québec naît*

Ce qui est remarquable dans cette étude est que ces deux historiens nationalistes ont emprunté des chemins différents quant à leur participation dans l'espace public. Michel Brunet a décidé de s'impliquer immédiatement pour promouvoir son idéologie autonomiste et nationaliste pour le Canada français dont les frontières se calquent, avec le passage des années, sur celles de la province de Québec. C'est toutefois sa carrière de chercheur qui en souffre. S'il est prêt à débattre dans l'espace public des effets dévastateurs de la Conquête sur les Canadiens français, son œuvre d'historien pâlit lorsqu'on la compare à celle de son homologue anglophone Creighton. Ce n'est pas que Brunet n'a pas fait de recherche, mais son legs à l'historiographie canadienne-française demeure, pour l'essentiel, sa vulgarisation du cadre théorique de Maurice Séguin, fondé

sur l'affirmation que la Conquête a été un traumatisme insurmontable pour le Canada français. Contrairement à son collègue historien, qui ne voit aucun espoir pour l'avenir des Canadiens français, Brunet estime que l'État québécois peut enrayer, du moins en partie, le mal commis par la cession de la Nouvelle-France à la Grande-Bretagne. Il œuvre donc activement à prouver cette thèse à coup de dizaines de conférences qu'il remanie et publie dans ses livres. Brunet n'est l'auteur que d'une seule monographie, qui est elle-même trouée de raccourcis et qui se voit rapidement reléguée aux oubliettes devant les classiques de Marcel Trudel ou les ouvrages d'histoire sociale. La tactique de Brunet est de mobiliser son capital symbolique afin de s'imposer dans l'espace public. Il réussit ce coup à merveille. Il est l'historien que la radio d'État reçoit le plus fréquemment entre 1945 et 1980. Il fait parler de lui notamment dans les médias montréalais, anglais et français. Il donne même la conférence Grey de l'Université de Toronto en 1958. Enfin, il se joint à la SSJBM et produit deux mémoires qui seront en partie récupérés par le mouvement souverainiste québécois durant les années 1970. Avant de devenir universitaire, Brunet était éducateur. Il est fier de pouvoir rendre accessible cette histoire renouvelée et cette pensée nationaliste qui rompt avec les études hagiographiques des héros de la Nouvelle-France et des mythes qu'il estime « compensatoires » qui ont permis, pendant des décennies, de panser la plaie de la Conquête pour les Canadiens français.

Enfin, notons que, chez Brunet, il n'y a pas d'apocalypse pour le Canada français. Ses propos encouragent les Canadiens français à imaginer un avenir meilleur en investissant l'État québécois, le seul gouvernement qu'ils contrôlent. Son message positif – qui a été interprété comme pessimiste pour les tenants de la « vieille » histoire

canadienne-française – permet d’imaginer un autre Canada français, centré sur le Québec, et qui adopte les principes de la démocratie sociale. Avec l’État, le Canada français peut créer sa propre richesse à partir de son propre capital. Il peut former des techniciens, des technocrates et des penseurs aussi compétents qu’ailleurs dans le monde. L’État peut enrayer l’infériorité systémique des Canadiens français, ces derniers qui sont souvent écartés de la grande bourgeoisie canadienne et qui sont situés au bas de l’échelle socio-économique du pays. Contrairement à Creighton, l’avenir est, pour Brunet, porteur d’espoir.

#### *Des passages remarquables*

Michel Brunet décède le 4 septembre 1985 à l’âge de 68 ans. Pour démontrer le respect que René Lévesque a pour l’historien, le premier ministre québécois envoie une lettre à sa femme Léone Dussault dans laquelle il communique ses condoléances. La note de deux pages est bien sentie et démontre l’influence de Brunet sur la pensée politique québécoise :

Michel Brunet fut en effet pour plusieurs d’entre nous un éveilleur de conscience, un guide attentif et patient dans la redécouverte de notre mémoire collective. Celles et ceux qui ont fréquenté ses cours, ses conférences, ses écrits, ont découvert de vastes pans du passé, restitués de façon à nous les faire revivre. Comme si, grâce à lui, l’on sentait palpiter encore et toujours les projets, les luttes et l’acharnement qui motivaient les Québécois et les Québécoises d’il y a deux siècles; comme si l’historien était parvenu à retrouver la ligne de communication directe et efficace entre eux et nous – ce même peuple, cette même nation que nous sommes toujours. [...] [M]onsieur Brunet a marqué toute une époque et son œuvre a surtout bien défini les perspectives de notre devenir national. Plus encore : la vigueur intellectuelle de ce chercheur et la rigueur de cet homme de débat, qui jamais n’a craint la confrontation des idées, constituent un exemple pour nous tous [...]<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> René Lévesque à Léone Dussault, 5 septembre 1985. FMB, P136 / J2-27.

Ce grand hommage du premier ministre s'ajoute à celui de Richard Guay, qui est alors le président de l'Assemblée nationale, et qui affirme que l'historien est un « nationaliste ardent [... qui] a su allier les exigences sévères de rigueur et d'objectivité qui sont à la base d'une carrière universitaire et un engagement personnel sur la place public<sup>3</sup> ». Même Robert Bourassa qui est, à l'époque, le chef de l'opposition officielle, fait parvenir un télégramme à la conjointe de Brunet, quoiqu'avec un contenu un peu curieux. « Les francophones du Canada pleurent la perte de l'un de leur[s] plus ardent[s] défenseur[s] [...] »<sup>4</sup>. » Cela étant dit, Brunet était assez respecté même à l'extérieur du Québec comme l'indique les condoléances provenant d'ailleurs. Notamment, le Centre de recherche en civilisation canadienne-française et le département d'histoire fait parvenir un téléposte, sans doute de la part de Yolande Grisé, nouvellement directrice du Centre, et Pierre Savard, le directeur du département d'histoire, pour témoigner de leurs condoléances<sup>5</sup>. Elles viennent également de l'Europe, comme cette lettre de Robert Cornevin, le Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer, qui affirme que Brunet « a marqué des générations d'étudiants québécois dans une prise de conscience nationale que d'autres professeurs n'avaient pas eu le courage d'assumer<sup>6</sup>. » *Le Devoir* publie d'ailleurs de nombreux témoignages au sujet de l'historien. Le ministre du gouvernement Brian Mulroney et nationaliste bien connu, Marcel Masse, écrit : « Phénomène rare et combien significatif, Frégault, Séguin et Brunet ont fait école. Des trois, Brunet est le plus

---

<sup>3</sup> Richard Guay à Léone Dussault, 5 septembre 1985. FMB, P136 / J2-27. La lettre est d'ailleurs envoyée par télégramme à 15 h 08 à partir de Québec, le 5 septembre.

<sup>4</sup> Robert Bourassa à Léone Brunet, 6 septembre 1985, télégramme. FMB, P136 / J2-27.

<sup>5</sup> [Pierre Savard] à Mme Michel Brunet [Léone Dussault], 6 septembre 1985, téléposte. FMB, P136 / J2-27.

<sup>6</sup> Robert Cornevin à Madame Michel Brunet [Léone Dussault], 20 septembre 1985. FMB, P136 / J2-27.

combatif. » Il affirme que la pensée de Brunet « [n]ous a sortis de notre torpeur et de notre étonnante léthargie »<sup>7</sup>. Bref, Brunet est reconnu tant par le milieu universitaire pour ses travaux que dans le milieu politique et public pour son esprit combatif. Les nationalistes ont vu dans Brunet un éclaireur, celui qui a pu réveiller le sentiment national des Québécois et leur donner confiance. Les nombreuses lettres à Léone Dussault témoignent de l'importance du professeur montréalais dans l'espace public québécois et canadien-français.

« Donald Creighton was one of the first of Canada's great historians » indique l'éditorial du *Globe and Mail* qui annonce, le 20 décembre 1979, la mort de Creighton survenu le jour précédent. Courte, cette note affirme que l'historien a souvent châtié le journal pour les prises de position qui étaient contraires à ses idées. « It was a privilege to be chastized by such a powerful pen, and a man who was ready to help as to criticize »<sup>8</sup>. Les archives du doyen ne nous permettent pas de repérer les hommages envoyés à la famille Creighton et Donald Wright demeure silencieux sur le sujet dans sa biographie de l'historien<sup>9</sup>. On peut néanmoins répertorier quelques articles sur ce grand homme dans les journaux torontois. L'article qui annonce sa mort, publié en page 4, dresse un portrait du personnage « whose works have set a standard for the writing of Canadian history »<sup>10</sup>. Creighton, indique le *Globe*, avait hérité de son père qui était rédacteur en chef du *Christian Guardian*, un journal méthodiste au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, « an unbending

---

<sup>7</sup> Marcel Masse, « Michel Brunet l'historien – témoignage », *Le Devoir*, 9 septembre 1985. FMB, P136 / J2-27.

<sup>8</sup> [S.a.], « Donald Creighton », *Globe and Mail*, 20 décembre 1979, p. 6.

<sup>9</sup> Les dernières pages de la magistrale biographie sur Creighton sont, néanmoins, lourdes en émotion. Elles frappent le lecteur. Donald Wright, *A Life in History*, op. cit., p. 341-345.

<sup>10</sup> [S.a.], « Historian was stylist, scholar and ardent nationalist », *Globe and Mail*, 20 décembre 1979, p. 4.

outspokenness which often put him at odds with his contemporaries ». Nous l'avons vu, Creighton a sévi contre ses adversaires, ceux qui cherchaient à détruire le Canada qu'il souhaitait protéger. « Mr. Creighton, an ardent nationalist with his own unwavering vision of what Canada should and should not be », poursuit-il, a souvent tenu des propos percutants contre les États-Unis et les Canadiens français. Le *Toronto Star*, de son côté, ne note même pas son décès. Il demeure silencieux d'ailleurs en 1980, sauf pour souligner la publication de *The Passionate Observer*, le dernier recueil de l'historien<sup>11</sup>.

Le seul hommage rendu à Creighton de manière posthume dans les journaux est l'article de J.M.S. Careless, un de ses amis, qui est publié dans le *Globe and Mail* le 28 janvier 1980<sup>12</sup>. Selon l'historien Careless, Creighton a grandement contribué à la conscience historique des Canadiens en raison de ses nombreux écrits. Il était certes, controversé, mais il avait néanmoins des alliés qui le défendaient bec et ongle.

His book [*Empire*] set forth the vision of a St. Lawrence-based unity of empire, a first Canadian national dream. It had a profound effect upon the writing of pre-Confederation Canadian history and that effect is far from over<sup>13</sup>.

Pour Careless, la réputation de Creighton a pris du gallon durant les dernières années de sa vie alors qu'il multipliait ses présences dans les médias. « The jury is still out on the merits of his message [...] the substance and the dogma in his public declaration », mais il est demeuré « influential virtually to the end ». L'éloge funèbre dans le *Globe and Mail* demeure, toutefois, fort nuancé, contrairement à l'article de Marcel Masse sur Brunet. Creighton n'a jamais su adapter son message à l'évolution de la politique canadienne.

---

<sup>11</sup> Michael Crabb, « The last writings of Donald Creighton », *Toronto Star*, 15 novembre 1980, p. F10.

<sup>12</sup> J.M.S. Careless, « The scholar whose vision made history come alive », *The Globe and Mail*, 28 janvier 1980, p. 7.

<sup>13</sup> *Ibid.*



Brunet, au contraire, s'en est toujours inspiré.

L'étude de ces deux hommes a permis de mieux comprendre en quoi le capital symbolique peut être mobilisé pour qu'un historien puisse faire œuvre d'intellectuel dans l'espace public. Brunet a construit son capital symbolique en multipliant les conférences publiques qui sont reprises dans les journaux et en produisant de nombreux textes que publient les journaux. Cette stratégie lui a d'ailleurs causé de nombreux ennuis, puisqu'il se fait attaquer dans les médias. Ses efforts toutefois facilitent son accès aux microphones de la radio d'État. En effet, nous pouvons compter plus d'une centaine de participations aux émissions de radio à la SRC et près de vingt à la CBC, éclipsant de loin son homologue Creighton.

De son côté, Donald Creighton a plutôt construit son capital symbolique à partir de monographies, de synthèses et de la biographie sur John A. Macdonald qu'il termine au milieu des années 1950. L'historien est anxieux devant la transformation que subit le Canada. De nombreux joyaux de l'économie canadienne passent sous le contrôle des Américains. En plus, Creighton n'accepte pas que les nationalistes canadiens-français cherchent à réécrire la Constitution du Canada à leur image afin d'imposer, toujours selon lui, le bilinguisme et le biculturalisme à l'échelle du pays. Sa notoriété lui donne droit à des tribunes dans le *Saturday Night* et le *Macleans* lorsqu'il souhaite disséminer sa pensée dans l'espace public. Si ses articles retentissent, c'est qu'il est bien connu des Canadiens anglais.

Bien que ces historiens fassent œuvre d'intellectuels, ils ne réussissent pas toujours à changer le pays à leur image. En défendant un Canada britannique et traditionaliste, Creighton n'a pas réussi à adapter son discours à un Canada en

changement. Son discours économique, toutefois, n'a pas complètement été ignoré. De nombreux autres intellectuels exigent du gouvernement canadien une protection contre l'achat des entreprises par des intérêts étrangers. Diverses politiques ont été introduites pour protéger les entreprises du pays dans les années 1970.

Brunet n'a pas vu de son vivant l'indépendance du Québec, lui qui a toujours cherché à obtenir un statut particulier pour la province. Ce social-démocrate a néanmoins été témoin d'une transformation radicale de l'État québécois, notamment avec l'expansion d'Hydro-Québec et la création d'un réseau d'universités d'État, des idées qu'il a articulées dans le premier mémoire qu'il produit pour la SSJBM en 1954. Il était aussi partisan du projet de souveraineté-association, car il souhaitait voir une réforme en profondeur de la fédération canadienne pour contrer les effets de la Conquête. Son activité d'intellectuel se conclut toutefois sur un bilan mitigé, bien que le nationalisme de l'École de Montréal ait été repris par le mouvement néonationaliste au Québec et demeure présent dans les milieux souverainistes.

### *Éthique et épistémologie du chercheur*

L'historien qui fait œuvre d'intellectuel peut habilement s'intégrer au débat public<sup>14</sup>. La stratégie de Brunet consistait à s'imposer, par ses conférences choquantes sur

---

<sup>14</sup> Peter Novick nous informe néanmoins du déclin dans la participation des historiens américains dans l'espace public à partir des années 1980. Avec la spécialisation de l'histoire en de nombreux « sous-genres », précise Novick, les écrits des historiens deviennent moins accessibles pour les non-initiés. La spécialisation diminue les interprétations « universelles » de l'histoire, c'est-à-dire la création de récits nationaux et rassembleurs comme ceux que produisent les deux historiens que nous étudions. Au Canada, la fin de notre période coïncide également avec un cessez-le-feu concernant la crise de l'unité nationale qui avait préoccupé la politique canadienne pendant de nombreuses décennies. D'ailleurs, comme aux États-Unis, il s'opère une diversification

le Canada français et ses lettres à l'éditeur qui l'ont identifié comme un incontournable de la question nationale du Canada français. Creighton adopte cette stratégie tardivement, mais réussit néanmoins à faire entendre sa voix. Mais il est moins présent que son homologue montréalais pour les raisons que nous avons déjà mentionnées. Leur œuvre d'intellectuel pose de nombreuses questions d'ordre éthique et épistémologique, notamment en ce qui a trait au rôle social de l'historien.

Dans chacun de ces cas, ces intellectuels ont usé de l'histoire pour promouvoir des idées dans l'espace public. Brunet n'a jamais prouvé l'existence de 40 millionnaires, mais il utilisait cette thèse bidon pour enfoncer le clou sur les effets traumatiques de la Conquête au Canada français. Il a construit un récit selon lequel la Nouvelle-France était une société normale avec un nationalisme normal et une gouvernance normale et moderne. C'est l'invasion britannique qui a bouleversé la marche de l'histoire au Canada. Ce sont des hypothèses que défend très mal la recherche de l'historien. Ces propos de Brunet ont néanmoins marqué l'imaginaire national du Québec, surtout chez les militants souverainistes à partir des années 1970. Rappelons, d'ailleurs, que Brunet s'affiche publiquement pour le OUI en 1980.

Creighton, bien que ses recherches se basent sur des données collectées de manières méticuleuses, demeure tout aussi idéologique lorsqu'il utilise sa plume pour créer un récit à partir de ces archives. Pour cet historien, l'histoire, c'est un art, une littérature. Il fait vivre ses personnages de manière qu'il est impossible de vérifier.

---

des spécialisations en histoire, notamment l'histoire du travail, du genre et de l'histoire de l'immigration et des groupes ethniques, alors que plusieurs historiens s'intéressaient jadis sur l'avenir national du pays. Voir Peter Novick, *op. cit.*, et également Marlene Shore, *The Contested Past : Reading Canada's History. Selections from the Canadian Historical Review*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 353 p.

Plusieurs faits qu'il relate sur Macdonald et qui apparaissent dans sa biographie ne se retrouvent pas dans les archives, mais humanisent – et rendent romantique – la vie du premier chef du Canada. Il avoue vouloir produire un récit qui s'érige contre la vision libérale de l'histoire au Canada. Sa version conservatrice présente les marchands et Macdonald comme de véritables héros de l'épopée canadienne. Le pays a un destin. Cet essentialisme auquel se rapporte le destin canadien est contraire à la pratique historique de notre époque, mais avait une fonction sociale lorsque Creighton était un historien actif. Cela donnait une raison d'être au Canada, une justification pour son existence.

Néanmoins, pour Creighton, la fondation du Canada est inévitable. C'est une suite logique des événements en Amérique du Nord. Qui plus est, son caractère de 1867 – celui d'une monarchie constitutionnelle britannique de langue anglaise – est sacré et permanent. Il ne devait pas être modifié pour acquiescer aux exigences de groupuscules, dont les Canadiens français qui, de toute façon, devaient leur survivance à l'existence du Canada.

Enfin, ces deux visions du Canada ont été largement défaites, bien qu'ils aient contribué au débat public de leur époque. Ces hommes ont décidé que les historiens devaient donner l'heure juste aux citoyens et se sont activés à l'intérieur de la Cité afin d'orienter les politiques publiques. Ils ont cru que leurs récits devaient être adoptés par la société civile. Ils ont refusé la vie tranquille du chercheur dans sa tour d'ivoire pour se risquer dans l'arène, avec toutes les frustrations et les difficultés que comporte une telle action. Ils l'ont fait à tort ou à raison, avec les résultats mitigés qu'ils ont pu cueillir après des années de labeur. D'autres ont suivi sur leurs traces. Le débat au Québec sur l'histoire nationale a récemment semé la controverse dans les médias de la province, en adoptant

des stratagèmes similaires aux deux cas étudiés.

Certes, nous n'avons pas répondu aux questions d'éthiques liées à l'engagement du chercheur dans la Cité. Mais cette étude ouvre néanmoins la porte à des interrogations à sujet. Cette posture épistémologique, celle voulant que l'historien professionnel, à titre de gardien de la vérité historique, doive participer au débat public afin d'y livrer ses connaissances pour mieux influencer les politiques étatiques peut être dangereuse pour celui-ci. Quand cessons-nous d'être historiens et quand devenons-nous idéologues? Est-il acceptable, au niveau éthique, de chercher à orienter les politiques publiques vers des pistes de recherche et d'enseignements qui se rapprochent de nos intérêts? Surtout, avons-nous toujours conscience de « faire » de l'idéologie lorsque nous nous engageons dans l'arène publique? Quelle est notre responsabilité envers la société civile si, par exemple, nous ne sommes pas d'accord avec les positions de nos gouvernements? Ces questions restent ouvertes. Elles méritent qu'on y réfléchisse. Le chercheur en histoire, après tout, peut mobiliser un capital symbolique en tout temps contrairement au citoyen à l'extérieur de l'université.

## Bibliographie

### FONDS D'ARCHIVES

Archives radiophoniques de la Société Radio-Canada, Montréal

Archives radiophoniques de la *Canadian Broadcasting Corporation*, Toronto

Archives de Michel Brunet, Université de Montréal, fonds P136

Archives de Donald Creighton, Bibliothèque et archives Canada, fonds MG 31

Archives de W. L. Morton, Université McMaster, fonds W. L. Morton.

### ÉCRITS DE MICHEL BRUNET

BRUNET, Michel, compte rendu du livre d'Arthur R. M. Lower, *A Pattern for History*, *RHAF*, vol. 33, no 4 (1980), p. 597-598.

\_\_\_\_\_, *Les Canadiens français après la Conquête, 1759-1775*, Montréal, Fides, 1969, 313 p.

\_\_\_\_\_, *Québec/Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement*, Montréal, Fides, 1968, 379 p.

[Michel Brunet], Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, *Le fédéralisme, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et les Canadiens français. Mémoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal au Comité parlementaire de la Constitution du gouvernement du Québec*, 1964, 125 p.

\_\_\_\_\_, *Histoire du Canada par les textes*, tome 2, Montréal, Fides, 1963, 281 p.

\_\_\_\_\_, *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Fides, 1958, 292 p.

\_\_\_\_\_, *Canadians et Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1954, 182 p.

[Michel Brunet], Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, *Canada français et union canadienne. Mémoire présenté le 13 mai 1954 à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Montréal, Les Éditions de l'Action nationale, 1954, 127 p.

\_\_\_\_\_, compte rendu du livre de Donald Creighton, *John A. Macdonald. The Young Politician*, *RHAF*, vol. 6, no 4 (1953), p. 579-582.

Marcel Trudel, Guy Frégault et Michel Brunet, *Histoire du Canada par les textes*, tome 1, Montréal, Fides, 1952 [1963, revu et augmenté], 262 p.

### ÉCRITS DE DONALD CREIGHTON

Donald Creighton, *The Passionate Observer*, Toronto, Macmillan, 1980, p. 221 p.

\_\_\_\_\_, *Takeover*, Toronto, MacClelland and Stewart, 1978, 196 p.

\_\_\_\_\_, *The Forked Road: Canada 1939-1957*, Toronto, Macmillan, 1976, 379 p.

\_\_\_\_\_, *Canada : The Heroic Beginnings*, Toronto, Macmillan of Canada, Indian and Northern Affairs et Parks Canada, 1974, 255 p.

\_\_\_\_\_, *Towards the Discovery of Canada*, Toronto, Macmillan of Canada, 1972, 315 p.

\_\_\_\_\_, *Canada's First Century*, Toronto, Macmillan, 1970, 372 p.

\_\_\_\_\_, *The Road to Confederation : The Emergence of Canada, 1863-1867*, Don Mills, Oxford University Press, 2012 [1964], 489 p.

\_\_\_\_\_, *John A. Macdonald : The Old Chieftain*, Toronto, Macmillan, 1955, 630 p.

\_\_\_\_\_, *Dominion of the North*, Boston, Houghton Mifflin, 1958, 619 p.

\_\_\_\_\_, *John A. Macdonald, The Young Politician*, Toronto, Macmillan, 1952, 524 p.

\_\_\_\_\_, *The Empire of the St. Lawrence*, Toronto, Macmillan, 1970 [1937], 441 p.

### **ÉTUDES, ARTICLES, COMPTE RENDUS ET FILMS**

ARCAND, Denys, *Le Déclin de l'empire américain*, Office national du film du Canada, 1986, couleur, son, 102 mins.

BÉDARD, Éric, *Les Réformistes*, Montréal, Boréal, 2012, 418 p.

BEHIELS, Michael, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism vs. Neo-Nationalisme, 1945-60*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985, 384 p.

BEHIELS, Michael et Marcel Martel, (dirs.), *Nation, Ideas, Identities : Essays in Honour of Ramsay Cook*, Don Mills, Oxford University Press, 2000, 242 p.

BERGER, Carl, *The Writing of Canadian History : Aspects of English-Canadian Historical Writing, 1900-1970*, Toronto, Oxford University Press, 1976, 300 p.

\_\_\_\_\_, *The Sense of Power : Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970, 277 p.

BEAUDIN, Dominique, « L'agriculturisme, margarine de l'histoire », *L'Action nationale*, XLIX, no 7 (mars 1960), p. 506-530.

BOCK, Michel, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, 452 p.

BOILY, François, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Québec, Septentrion, 2003, 229 p.

BOUCHARD, Gérard, *Les deux chanoines : contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2003, 313 p.

BOURDIEU, Pierre, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 31, no 1 (1980), 2 p.

BRUNET, Manon et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Québec, PUL, 2000, 382 p.

CHAMPION, C. P., *The Strange Demise of British Canada : The Liberals and Canadian Nationalism, 1964-1968*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010, 347 p.

COOK, Eleanor, (éditrice), avec la collaboration de Ramsay Cook, *The Craft of History*, Toronto, CBC, 1973, 145 p.

COOK, Ramsay, « L'historien et le nationalisme : le cas de Michel Brunet », *Cité Libre. Nouvelle Série*, vol. XV, no 73 (janvier 1965), p. 5-14.

CURTIS, Bruce, *The Politics of Population : State Formation, Statistics and the Census of Canada, 1840-1875*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 400 p.

DION, Léon, « Le nationalisme pessimiste: sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, novembre 1957, p. 3-18.

DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996, [1993], 400 p.

DUPUIS, Serge, « On prévoyait le déluge! La résistance franco-ontarienne au rapatriement de la Constitution canadienne : 1977-1982 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 33 (2008), p. 7-39.

DUTIL, Patrice, « Cook's Quest for an Intellectual 'Phoenix' », dans Michael Behiels et Marcel Martel (dir.), *Nation, Ideas, Identities: Essays in Honour of Ramsay Cook*, Toronto, University of Oxford Press, 2000, p. 41-53.

FINKEL, Alvin, *The Social Credit Phenomenon in Alberta*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, 280 p.

FOURNIER, Marcel, « L'intellectuel, le militant et l'Expert », dans Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Québec, PUL, 2000, p. 25-30.

GAGNON, Serge, *Le passé composé : de Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB, 1999, 190 p.



\_\_\_\_\_, *Idéologie et savoir historique : l'historiographie de Garneau à Groulx*, Québec, PUL, 1978, 474 p.

GORDON, Walter, *Troubled Canada: The Need for New Domestic Policies*, Toronto, McClelland and Stewart, 1961, 134 p.

\_\_\_\_\_, *A Choice for Canada: Independence or Colonial Status*, Toronto, McClelland and Stewart, 1966, 125 p.

GROULX, Lionel, compte rendu de *Canadians et Canadiens*, *RHAF*, vol. 9, no 1, 1955, p. 120-129.

HABERMAS, Jürgen, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, traduit de l'allemand par Marc Launay, Paris, Payot, 1993, 324 p.

HUGHES, Everett C., avec une présentation de Jean-Charles Falardeau, *Rencontre de deux mondes. La crise de l'industrialisation du Canada français*, Montréal, Parizeau, 1944, 388 p.

IGARTUA, José, *The Other Quiet Revolution : National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, UBC Press, 2006, 288 p.

LACOMBE, Sylvie, *La rencontre de deux peuples élus*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002, 291 p.

LACROIX, Benoît, compte rendu de *La présence anglaise et les Canadiens*, *RHAF*, vol. 12, no 3 (1958), p. 428-434.

LAMARRE, Jean, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*, Québec, Septentrion, 1993, 561 p.

LAMONDE, Yvan, avec la collaboration de Claude Corbo, *Historien et citoyen. Navigation au long cours*, Montréal, Fides, 2008, 192 p.

\_\_\_\_\_, *Histoire sociale des idées au Québec, 1896-1929*, volume 2, Montréal, Fides, 2004, 336 p.

\_\_\_\_\_, *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*, volume 1, Montréal, Fides, 2000, 576 p.

\_\_\_\_\_, « L'historien est-il un intellectuel? », dans Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, PUL, 2000, p. 31-34.

\_\_\_\_\_, « Les "intellectuels" francophones au Québec au XIXe siècle : questions préalables », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol 48, no 2 (1994), p. 153-185.

LAPOINTE, Paul, *J'ai besoin d'un nom*, Office national du film du Canada, couleur et son, 79 minutes, 1978.

LAPOINTE-GAGNON, Valérie, *Penser et « panser » les plaies du Canada : le moment Laurendeau-Dunton 1963-1971*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2013, 380 p.

LEVITT, Kari, *Silent Surrender: the Multinational Corporation in Canada*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002 [1970], 250 p.

LITT, Paul, *The Muses, The Masses and the Massey Commission*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 331 p.

LOWER, Arthur, compte rendu de *La présence anglaise et les Canadiens*, *Queen's Quarterly*, Hiver 1960, p. 681-682.

\_\_\_\_\_, *Colony to Nation : A History of Canada*, Toronto, Longmans, Green & Company, 1946, 600 p.

LUNEAU, Marie-Pier, *Lionel Groulx : le mythe du berger*, Montréal, Leméac, 2003, 226 p.

MARTEL, Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, 335 p.

MARTEL, Marcel, 'Hors du Québec, point de salut !' Francophone Minorities and Quebec Nationalism, 1945-1969 », dans Michael Behiels et Marcel Martel (dir.), *Nation, Ideas, Identities, Essays in Honour of Ramsay Cook*, Toronto, Oxford University Press, p. 130-140.

\_\_\_\_\_, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français : le rapport entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*, Ottawa, PUO, 1997, 240 p.

MIVILLE, Serge, « Le cinéma identitaire franco-ontarien : un cas de figure de la fatigue culturelle », *Voix plurielles*, vol. 10 n° 1 (2013), p. 2-18.

\_\_\_\_\_, « À quoi sert aux Canadiens français de gagner l'univers canadien s'ils perdent leur âme de francophone? » *Représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la « rupture » du Canada français (1969-1986)*, thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2012, 246 p.

PERIN, Roberto, *Ignace de Montréal : artisan d'une identité nationale*, Montréal, Boréal, 2008, 303 p.

MACLENNAN, Hugh, *Two Solitudes*, Toronto, Collins, 1945, 370 p.

NOEL, Mathieu, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste des années 1930*, Montréal, VLB, 2011, 142 p.

NOVICK, Peter, *That Noble Dream. The "Objectivity Question" and the American Historical Profession*, Cambridge, Cambridge University Press, 648 p.

ORY, Pascal, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l’Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, 263 p.

OLIVER, Michael, *The Passionate Debate : The Social and Political Ideas of Quebec Nationalism : 1920-1945*, Montréal, Véhicule Press, 1991, 284 p.

OUELLET, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjonctures*, Montréal, Fides, 1966, 639 p.

OWRAM, Doug, *The Government Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, 402 p.

OZKIRIMLI, Umut, *Theories of Nationalism*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010, 288 p.

PAQUET, Martin, *Tracer les marges de la cité*, Montréal, Boréal, 2005, 328 p.

\_\_\_\_\_, *Vers un ministère québécois de l’Immigration, 1945-1968*, Cahier de la Société historique du Canada, coll. « Brochures sur l’immigration et l’ethnicité au Canada », n° 23, 29 p.

PERRAULT, Pierre, *Une pays sans bon sens!*, Office national du film du Canada, 1970, n.b., son, 117 min 7 s.

REID, Allena G., « General Trade Between Quebec and France During the French Regime », *Canadian Historical Review*, no 34, vol. 1 (mars 1953), p. 18-32.

ROTSTEIN, Abraham, (dir.), *The Prospect of Change: Proposals for Canada’s Future*, Toronto, McGraw-Hill, 1965, 361 p.

RUDIN, Ronald, *Faire de l’histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, 280 p.

SARRA-BOURNET, Michel, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d’histoire politique*, vol. 16, no 1, (automne 2007) p. 43-60.

SAVARD, Stéphane, « Pour “Une politique globale, précise, cohérente et définitive de développement” ». Les leaders franco-ontariens et les encadrements politiques fédéraux, 1968-1984 », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n° 1 (2008), p. 129-155.

SHORE, Marlene, (dir.), *The Contested Past : Reading Canada's History : Selections from the Canadian Historical Review*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, p. 3-62.

\_\_\_\_\_, *The Science of Social Redemption : McGill, the Chicago School, and the Origins of Social Research in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, 340 p.

\_\_\_\_\_, « Carl Dawson and the Research Ideal : The Evolution of a Canadian Sociologist », *Société d'histoire du Canada : Communications historiques*, vol. 20, no 1 (1985) p. 45-73.

SUFRIN, Jon, *The Canadian Apocalypse : Nationalists and the End of Canada, 1963-1983*, Thèse de doctorat (histoire), Université York, 2009, 537 p.

THÉRIAULT, Joseph Yvon, *Voir Faire société. Société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de Parole, 2011, 391 p.

\_\_\_\_\_, *Critique de l'Américanité*, Montréal, Québec/Amérique, 2005, 384 p.  
Pierre Trudeau, « De quelques obstacles à la démocratie au Québec », dans *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1967, p. 105-128.

VALÉRY, Paul, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Paris, Gallimard, 1990, 306 p.

VAUGEOIS, Denis, *Compte rendu de Les Canadiens après la conquête 1759-1775*, *RHAF*, vol. 24, no 3 (1970), p. 420-427.

WADE, Mason, *The French Canadians, 1760-1945*, London, Macmillan, 1955, 1136 p.

WARREN, Jean-Philippe, « Le capital symbolique des médailles : autour de l'histoire de la réception de la Légion d'honneur au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 53, no 1 (2012), p. 63-82.

\_\_\_\_\_, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Boréal, 2007, 447 p.

WATKINS, Mel, *Propriété étrangère et structure de l'industrie canadienne : rapport du groupe d'études ad hoc sur la structure de l'industrie canadienne, janvier 1968*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, 444 p.

WRIGHT, Donald, *Donald Creighton: A Life in History*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, 472 p.

\_\_\_\_\_, « Reflections on Donald Creighton & the Appeal of Biography », *Journal of Historical Biography*, vol. 1 (2007), p. 15-26.

\_\_\_\_\_, *The Professionalization of History in English Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 280 p.

\_\_\_\_\_, « Donald Creighton and the French Fact, 1920s to 1970s », *Journal of the Canadian Historical Association*, New Series, vol. 6 (1995), p. 243-272.